Parti Socialiste
Congrès national de Toulouse
11, 12 et 13 octobre 1985

Sommaire

Le président (Alex Raymond) 2
Tony Briançon 5
Jean Poperen 6
Alfred Recours 17
Jacques-Roger Machard 18
Robert Chapuis 20
Gaston Defferre 26
Alain Claeys 31
Roger Fajardie 33
Robert Le Foll 36
Daniel Vaillant 38
Le président (Jean-Pierre Cot) 40
Michel Debout 40
Daniel Chambon 41
Martin Malvy 43
Jacques Huntzinger 44
Lionel Jospin 47
Le président (Georges Sarre) 62
Michel Rocard 63
Message de François Mitterrand 81
Louis Mermaz 82
Françoise Gaspard 88
André Laignel 90
Didier Motchane 95
Yannick Bodin 97
Pierre Bérégovoy 98
La présidente (Nicole Péry) 106
Gérard Collomb 106
Claude Saunier 108
Georges Sarre 110
Louis Le Pensec 114
Jean-Paul Bachy 116
Marcel Debarge 118
Janine Parent 120
Gérard Bapt 124
Laurent Fabius 126
Michel Loubet 135
Henri Savy 137

Fondation Jean-Jaurès

Michel Charzat 138
Michel Yoyo 142
Jean-Marie Cambacérès 143
Le président (Roger Fajardie) 145
Marie-Thérèse Mutin 145
Alain Barrau 146
Christian Pierret 149
Jean Laborde 153
Yvette Roudy 155
André Billardon 159
Jean Pierre Chevènement 163
Marie-Andrée Jobert 173
Robert Badinter 176
Pierre Mauroy 179
Le président (Louis Le Pensec) 192
Alain Tillon 192
Bernard Derosier 194
Dominique Strauss-Kahn 198
Jean-Claude Boulard 201
Annette Chépy 204
Marie-Noëlle Lienemann 206
Le président (André Billardon) 210
Luc Soubré 210
Jean Poperen 217
Daniel Vaillant 226
Françoise Seligmann 228
Michel Rocard 229
Didier Motchane 237
Jean Le Garrec 240
Lionel Jospin 242

Séance du vendredi 11 octobre 1985 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence d'Alex Raymond.

Le président (Alex Raymond)

Je pense que nous allons pouvoir commencer.

Je déclare ouvert le Congrès national du Parti Socialiste en ce vendredi 11 octobre 1985 à Toulouse.

(Applaudissements)

Mes chers camarades, mes chers amis, Mesdames, Messieurs, c'est en ma qualité de président du Conseil régional de Midi-Pyrénées et de député de la Haute-Garonne que j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à toutes et à tous à Toulouse.

Avant que ne s'engagent nos travaux, je voudrais vous dire combien nous

Coll. Fondation Jean-Jaurès

sommes fiers, nous Socialistes de Midi-Pyrénées, et plus particulièrement, vous le comprendrez, de la Haute-Garonne, d'accueillir le Congrès national de notre Parti.
L'honneur et la confiance qui nous sont faits récompensent le travail accompli depuis de longues années par nos militants, par nos sections et nos fédérations, pour défendre et faire progresser nos idées et depuis 1981 pour soutenir l'action du Président de la République et du gouvernement.
Nous nous souvenons tous ici des visites de François Mitterrand dans notre région, alors qu'il était le Premier secrétaire du Parti Socialiste. Nous avons encore présent à la mémoire le souvenir de ce meeting d'avril 1981 où plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient venues l'entendre et l'applaudir au Stadium, à deux pas d'ici.
Comment oublier également l'un de ses premiers voyages officiels en région qui eut lieu en Midi-Pyrénées en septembre 1982 et qu'il fit alors en sa qualité de Président de la République, ce rappel simplement pour vous dire que vous êtes ici en terre Socialiste et que nous sommes heureux de vous y accueillir, vous tous, mes camarades.
Permettez-moi de profiter de cet instant privilégié où les débats n'ont pas encore commencé véritablement, pour vous présenter, ainsi qu'à nos invités et à la presse, la région aux destinées de laquelle j'ai l'honneur de présider.
Midi-Pyrénées avec ses 8 départements unis, c'est l'emblème de notre drapeau, la plus vaste région de France. Elle offre une grande diversité de paysages et d'activités qui l'a d'ailleurs fait surnommer par François Mitterrand quand il est venu chez nous : "Petite France". Ne pouvait-on d'ailleurs pas trouver meilleur qualificatif ?
Alors, Midi-Pyrénées est une région agricole où se pratiquent l'élevage et la polyculture. Midi-Pyrénées est aussi une région industrielle où cohabitent des secteurs traditionnels mais aussi des industries de très haute technologie comme l'aéronautique et l'espace, pour ne citer que les plus connus.
Mais notre grande richesse, c'est la matière grise puisque nous sommes les deuxième pôle universitaire de France avec près de 56 000 étudiants et plus de 6000 chercheurs répartis entre université, grandes écoles et laboratoires C'est cette diversité et ce potentiel humain qui nous permettent d'affirmer notre confiance dans l'avenir de cette région.
Depuis 1981, c'est à dire depuis que la décentralisation mise en place grâce à la volonté des Socialistes a donné aux régions un élan, des pouvoirs et des moyens nouveaux, je peux dire que Midi-Pyrénées a pu faire la preuve de son dynamisme.
Mais qui d'autre d'ailleurs que les Socialistes pouvaient aider au développement de la petite agriculture, comme nous le faisons ici ? Qui d'autres que des Socialistes auraient mis en place une véritable politique de l'habitat social comme nous le faisons ici ? Qui d'autre que des Socialistes feraient les efforts que nous déployons pour le développement de la recherche et pour la formation des jeunes ? Qui d'autres encore que des Socialistes auraient fait le choix comme nous de développer la culture au plus près de l'ensemble des habitants

Fondation Jean Jaurès

de la région ?
Je pourrais allonger la liste de tout ce que nous réalisons dans de nombreux domaines, mais je ne veux pas abuser de vos instants. Je crois également que c'est inutile d'aller plus loin car vous en êtes, j'en suis persuadé, convaincus. Seuls, en effet, des Socialistes et une gauche fortement majoritaire en Midi-Pyrénées, pouvaient réaliser autant en si peu de temps.
Certes, nous avons conscience qu'il existe encore bien des problèmes auxquels une région n'est pas en mesure de répondre seule. La solidarité nationale est, en effet, indispensable pour nous aider à les résoudre, et je pense en particulier à des bassins dont vous connaissez les noms : Decazeville, Tarbeaux, Albi-Carmeaux, berceau de Jean Jaurès. Par contre, je n'oublie pas l'enclavement dans lequel la Droite avait tenue Midi-Pyrénées, mais, grâce aux efforts du gouvernement Socialiste et de la région, je pense que ces problèmes se résoudront sous peu et que Midi-Pyrénées se retrouvera au centre d'une Europe rééquilibrée, avec des communications vers l'Espagne, facilitées par le percement du tunnel du Puymorens, symbole le plus concret pour nous de cette volonté d'ouverture.
A ce sujet, je tiens, chers camarades, à dire que pour nous, en Midi-Pyrénées, par-delà les problèmes économiques qui seront résolus, par-delà les raisons politiques que nous partageons tous, l'entrée de l'Espagne dans l'Europe a une signification affective.
En effet, mes chers camarades, Midi-Pyrénées a été la terre d'accueil des exilés politiques espagnols chassés par le franquisme et que nous avons accueillis en frères et nous n'oublions pas qu'en Midi-Pyrénées le siège du gouvernement républicain espagnol en exil s'est installé. Je suis heureux de saluer nos amis du PSOE ici présents, ainsi que toutes les délégations étrangères qui assistent à nos travaux.
(Applaudissements)
Je le fais avec d'autant plus de plaisir que désormais, grâce aux Socialistes, des régions peuvent nouer des relations directes avec d'autres régions du monde.
Je salue également en votre nom les journalistes et la presse écrite et audiovisuelle qui profiteront, je le souhaite des quelques jours passés en Midi-Pyrénées pour l'apprécier, même si le Congrès vous donne un surcroît de travail.
Midi-Pyrénées, mes chers camarades, vous l'avez vu dans un récent sondage, est une région où les habitants mettent leur espérance, majoritairement, dans le Parti Socialiste. Voilà qui est encourageant !
Durant ces trois jours de Congrès, nous allons travailler avec ardeur, afin de définir démocratiquement nos bases de référence pour les années à venir. Permettez-moi donc de formuler le vœu que nos travaux se déroulent dans la plus grande sérénité et que le débat permette des confrontations sérieuses mais qui devront rapprocher les points de vue des motions en présence.
Nous n'avions pas, aujourd'hui, à être ni hésitants, ni angoissés. Nous devrons montrer notre volonté commune de gagner et nous donner le moral pour réussir. Nous ne convaincrons l'opinion et nous ne mobiliserons nos concitoyens que si nous-mêmes, militants, sympathisants, élus, sommes convaincus et mobilisés

Fondation Jean Jaurès

autour d'un projet commun et d'une démarche commune.
Je souhaite qu'à la fin de ces trois journées nous soyons tous d'accord afin de mener tous ensemble, sur des bases claires, saines et solides, le véritable combat pour la victoire de 1986.
Chers camarades et chers amis, bon Congrès en Midi-Pyrénées !
(Applaudissements)
Chers camarades, sans transition, je passe immédiatement la parole à Tony Briançon, Premier secrétaire de la fédération de la Haute Garonne.
(Applaudissements)

Tony Briançon

Chers camarades, Mesdames, Messieurs, octobre 1908, octobre 1985, en vous accueillant dans votre région, dans cette ville, je ne peux m'empêcher de rappeler notre histoire d'hier, la recherche de l'unité, la conquête du pouvoir par le parlementarisme, l'action municipale, ainsi que législative, tel était le thème du Congrès de Toulouse de 1908.
Héritière de ce passé, héritière de ses hommes, notre région est fière de recevoir le Congrès Socialiste. Midi-Pyrénées, c'est plus de 12 000 militants répartis en huit départements dont 4 sont présidés par un Conseil général à majorité Socialiste, 3 en alliance avec le MRG et un seulement tenu par la Droite.
La Haute-Garonne, quant à elle, représente plus de 4500 militants répartis en 400 sections, 35 GSE et à ce jour, nous avons 4 sénateurs sur 4, 6 députés sur 6, plus de 200 maires Socialistes et près de 1500 élus municipaux.
(Applaudissements)
Adossé aux Pyrénées, terre d'asile par excellence, notre département est fortement imprégné, vous vous en doutez, de culture espagnole. On peut affirmer sans crainte qu'après avoir été pendant 36 ans, la capitale de l'Espagne républicaine, Toulouse reste la grande ville méditerranéenne.
(Applaudissements)
Terre de contraste, mais aussi terre de culture, notre Occitanie a, par le passé, démontré son esprit de résistance à toute oppression, qu'elle soit politique ou religieuse. Terre de liberté, nous sommes fiers de notre histoire et sûrs de notre avenir.
Je ne peux m'empêcher de rappeler aux camarades venus du Nord, pour une fois pacifiquement, que la première université de la France était celle de Toulouse au 11ème siècle. Je ne peux oublier que Jaurès, mais aussi Guesde firent une partie de leurs études dans nos universités. Je me dois de souligner que Midi-Pyrénées, c'est aussi l'espace, l'Airbus, Ariane, la technologie et la biotechnologie.
Midi-Pyrénées, c'est enfin le Socialisme, avec plus de 31% d'intentions de vote déjà déclarées, 40% avec la Gauche non-Communiste, nous sommes la première force politique de cette région - 50% toute la Gauche.
En Haute-Garonne, malgré notre insuccès passager aux municipales, nous restons avec 35% des voix la force dominante.
C'est dans cet esprit de victoire que nous préparons les législatives et les régionales de 1986.

Congrès Jean Jaurès

Je voudrais, avant de terminer, remercier tous ceux qui ont travaillé à l'organisation de ce Congrès. Tout d'abord, vous m'en excuserez, les militants de la Haute-Garonne, le Conseil général, le Conseil régional et les mairies Socialistes, mais aussi l'équipe nationale qui, autour de Bertrand Delanoë, avec, notamment Guy Farre; Madeleine Darbel, Gérard Hekking, sans oublier notre ami l'architecte, se sont dépensés sans compter pour réussir cette organisation.
(Applaudissements)
Merci encore à notre Bureau national et à notre Premier secrétaire Lionel Jospin, d'avoir choisi notre région pour le Congrès du Parti Socialiste. Je crois donc qu'il faut que je conclue en Occitan :
"Sous aquel cel blu et aquel soloel d'or, nous aoutres amics d'al païs d'oc sion pla countent de bous récébé"
Bon Congrès !
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Tony Briançon et avant de donner la parole à Jean Poperen, je voudrais vous rappeler qu'il convient de mettre en place, suivant l'habitude, pour un Congrès, tout d'abord le bureau du Congrès, ensuite la Commission de vérification des mandats et, enfin, la Commission contentieux.
Pour le Bureau du Congrès, je vous propose les noms des camarades suivants : Guy Allouche, Pierre Brana/ Pierre Carassus, Bertrand Delanoë, André Meynier, Françoise Seligmann, Luc Soubré.
Il n'y a pas d'opposition ?
C'est adopté. Je vous remercie,
Pour la Commission de vérification des mandats, je propose : Yannick Bodin, Rémy Blondel, Daniel Cholley, Daniel Frachon, Paul Lussault, Jean-Pierre Moulin et Michel Dauvin.
Pas d'opposition ?
Adopté. Je vous remercie.
Pour la Commission contentieux : Nicole Bricq, Alain Dresse, Daniel Frachon, Alain Le Vern, Jean-Claude Petitdemange, Michel Rosenfeld et Daniel Vaillant.
Pas d'opposition ?
Adopté. Je vous remercie.
Je passe maintenant la parole à Jean Poperen pour le rapport d'activité de la Direction nationale du Parti.
(Applaudissements)

Jean Poperen

Mes chers camarades, nous disons volontiers de chacun de nos Congrès qu'il est exceptionnel. Je crois que le Congrès de Toulouse, celui-là, l'est en effet. Il est le Congrès des engagements tenus, il est le Congrès du nouveau contrat pour poursuivre, pour continuer le progrès. Exceptionnel puisque l'événement que nous préparons, l'échéance électorale de 1986, marquera un fait sans précédent : pour la première fois en ce pays, la Gauche, les Socialistes auront gouverné durant toute une législature et pourront disposer des moyens politiques pour

Fondation Jean-Jaurès

poursuivre, c'est-à-dire être la force politique principale, centrale, de la nouvelle législature.
Tel est en effet notre objectif, telle est la fonction de ce Congrès, créer les conditions pour être en mars 1986 la force politique centrale, principale, capable d'assurer la continuité de ce qui a été entrepris.
Le contrat tenu, c'est d'abord l'assainissement économique, le redressement. C'est la pièce centrale de notre réussite et c'est là d'abord qu'on nous attendait. "Ils feront - disait Chirac en 1981 - 20% d'inflation". "Ils feront - disait Poniatowski en 1983 - trois dévaluations dans l'année."
L'inflation devait flamber, le franc plonger, notre production s'effondrer.
Aujourd'hui l'inflation est maîtrisée, et vous en aurez confirmation éclatante dans les heures qui viennent. Le différentiel d'inflation avec l'Allemagne est le plus faible depuis vingt ans. Le franc est consolidé, l'appareil productif retrouve sa capacité offensive.
Certes, rien n'est jamais acquis définitivement. Le Président de la République l'a rappelé en Bretagne il y a quelques jours. Mais complétons le tableau : un commerce extérieur redressé, une balance des paiements courants sûre et équilibrée, des capacités de financement en hausse pour les entreprises publiques et privées, un marché des valeurs mobilières garantissant le financement sain de l'économie nationale et tout cela dans la crise mondiale qui a perduré, qui s'est même élargie, en maintenant un niveau d'activité positif depuis cinq ans.
C'est un bilan qu'envieraient bien des gouvernements.
Symbole de ces résultats, pour la première fois depuis la guerre, mis à part le très léger excédent de 1959, la balance commerciale avec les Etats-Unis va être en 1985 bénéficiaire pour la France, et voilà qu'à la Conférence de New York le mois dernier les dirigeants américains ont reconnu en pratique le bien fondé des thèses françaises, notamment sur les rapports du monde industrialisé avec le tiers-monde, et qu'ils se décident à agir pour la baisse du dollar.
Certes les facteurs conjoncturels jouent aussi leur rôle dans ce succès, mais les facteurs conjoncturels jouent aussi dans les déconvenues. Un succès est un succès, et celui-là n'est pas mince !
(Applaudissements)
Mais surtout la France a vécu, depuis mars 1983, ce que l'on peut appeler une révolution économique silencieuse, la désinflation.
Alors que le poison inflationniste s'était répandu dans tous les rouages économiques et sociaux, depuis des années, minant nos forces, distillant les toxines de la facilité, faussant la rationalité des choix, soulageant très provisoirement, par une euphorisation de morphinomane, les difficultés de certains secteurs, nous voici enfin en phase avec l'évolution des prix de nos grands rivaux étrangers, qui le disent aujourd'hui.
Ainsi avons-nous jeté les bases d'un assainissement en profondeur de notre économie, ce qui veut dire que nous pouvons reconstituer nos forces et assurer les bases de départ d'une nouvelle capacité de croissance. Oui, nous pouvons être fiers de ces résultats. Nous pourrons être fiers du bilan de législature réalisé

sous la conduite de François Mitterrand par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius... (applaudissements)... et notamment par les ministres de l'Economie et des Finances, Jacques Delors et Pierre Bérégovoy, politique soutenue, accompagnée constamment par notre Parti Socialiste, sous la direction de Lionel Jospin.
(Applaudissements)
Comment, mes chers camarades de tout le Parti Socialiste, comment, au moment de porter jugement et au moment où le peuple français se prépare à porter jugement, comment pourrions-nous, par je ne sais quelle perversion intellectuelle, par je ne sais quel travers de l'esprit, privilégier telle de nos faiblesses, de nos insuffisances, voire de nos erreurs - et naturellement il y en a, comme dans toute entreprise humaine - quand, sur l'essentiel, la réussite ne nous est plus contestée ?
(Applaudissements)
Pourquoi serions-nous honteux de ce que nous réussissons, quand les autres exhibent tant de contentement, voire d'arrogance, de ce qu'ils ont manqué ?... (applaudissements)... et quand on sait ce qu'ils nous ont laissé, car notre pratique de ces quatre années, et d'abord celle de la première année, la nécessaire augmentation des ressources des plus défavorisés, nous a en effet appris quelque chose. Elle a mis en lumière l'extraordinaire dégradation intervenue sous le septennat giscardien, l'inadaptation de notre appareil productif à la demande interne, l'inadéquation de nos produits à la demande internationale.
Notre erreur, si erreur il y a eu, ne fut pas de chercher à donner de l'oxygène à l'économie française, mais d'avoir sous-estimé, parce que notre information, au départ, n'était pas suffisante et ne pouvait pas l'être, son état réel qui était dissimulé par les artifices de la politique de facilité suivie de 1974 à 1981. Renault, par exemple, dont on connaît les difficultés actuelles, a dû prendre la funeste décision de retarder, en 1980, la modernisation de sa gamme parce que le Premier Ministre de l'époque, ce savant économiste, voulait que ses comptes de l'exercice soient les meilleurs possibles.
La sidérurgie reste un gouffre financier parce que les entreprises avaient payé les chocs pétroliers et s'étaient, en conséquence, dramatiquement affaiblies dès lors qu'on n'avait pas voulu faire le nécessaire et que la vérité de la situation avait été cachée.
C'est pour cela que, depuis quatre ans, nous devons réparer. La réussite n'est pas le fait du hasard, elle est d'abord la justification pratique, expérimentale, des réformes que nous avons accomplies et d'abord de l'extension du secteur public. Elle est la preuve concrète de l'efficacité d'un système mixte d'économie où coexistent secteur public et secteur privé, stimulation du marché et volonté planificatrice.
L'œuvre accomplie est un bloc, elle est un tout, un ensemble indissociable dont chaque Socialiste est solidaire : nationalisation, décentralisation, démocratisation de la vie des entreprises, orientation de l'épargne, modernisation du secteur bancaire, sauvegarde de notre système de protection sociale dont nous avons rétabli l'équilibre et dont il faut rappeler que le Premier

Fondation Jean Jaurès

Ministre de l'époque, Raymond Barre, avait dans ses cartons un projet de liquidation en 1981, projet qu'il ressortirait, soyons-en sûrs, en cas de malheur.
(Applaudissements)
Le système économie sociale d'équilibre que nous construisons, correspond au mieux aux spécificités de l'économie et de la société française. Sa rupture ferait courir de grands risques de désordre, de déclin, à notre pays et nous savons que, même dans certains milieux socioprofessionnels qui ne sont pas, a priori, favorables à la majorité Socialiste, mais où l'on n'est pas sourd à la notion d'effet, on s'interroge sur les effets destructeurs qu'entraînerait, si l'occasion s'en présentait, l'application de la politique revancharde de la Droite.
Mes chers camarades, ce que nous devons, nous d'abord, bien ressentir et faire partager au pays, c'est que, dans la phase où nous sommes entrés, celle de la maturation des acquis des réformes, du changement, les assurances pour l'avenir sont à gauche, les risques d'aventure sont à droite... (applaudissements)... parce que nous serons la continuité, nous serons la stabilité.
(Applaudissements)
Mais notre réussite est aussi celle de la confiance, de la confiance qui nous a été portée, qui nous est portée par le monde du travail. Certes, de ce côté, nous n'avons pas échappé aux reproches, aux interrogations, aux critiques. Et comment aurait-il pu en être autrement, dès lors que nous annoncions l'effort, mais on sait aujourd'hui, ou plutôt on commence à savoir que nous n'avons pas gaspillé cet effort. Je le rappelais déjà, au nom de la direction du Parti, il y a deux ans, dans le rapport d'activité à Bourg en Bresse.
Le Président de la République avait averti, dès le printemps 1983, que l'effort de la rigueur serait accepté, j'allais dire nous serait pardonné, si les Français avaient le double sentiment que sa répartition était juste et que cet effort servait à quelque chose.
Aujourd'hui, nul ne peut le contester et d'ailleurs, de moins en moins nombreux sont ceux qui osent le contester. L'effort aura été efficace. Pour autant, ce n'était pas la voie la plus facile. Nous avons fait ce choix, nous avons mis notre crédit politique au service du redressement. Nous avons pris nos responsabilités. Certains ont préféré prendre leurs distances et, sans précaution aucune, brûler aujourd'hui ce qu'ils encensaient hier, à moins que d'autres raisons, qui seraient moins étroitement hexagonales, ne les inspirent.
Les dirigeants Communistes espéraient-ils se refaire une santé par un bain de jouvence de démagogie, exploitant des mécontentements... (applaudissements)… des impatiences sectorielles dont nous savons les raisons ? Ils tentent aujourd'hui des coups de boutoir contre le redressement, ce faisant, ils prêtent la main aux grandes manœuvres de déstabilisation dont la Droite n'a cessé de rêver depuis quatre ans. Mais j'ai le sentiment, et peut-être notamment ce matin, en considérant ce qui s'est passé ces derniers jours, que cette mauvaise action est sans doute aussi un mauvais calcul, car les travailleurs savent et mieux que d'autres, que quand l'économie du pays plonge, ce sont les plus faibles qui se noient, ceux qui surnagent ce sont les privilégiés.
La victoire sur l'inflation, sur la dépréciation monétaire, sur le déclin

Fondation Jean-Jaurès

économique, elle est d'abord victoire pour le monde du travail, et son enjeu, le plus précieux c'est la modernisation de notre appareil de production, aux conditions d'une nouvelle croissance, sans laquelle il ne peut y avoir recul du chômage.
Chacun comprend, et naturellement ici tout particulièrement, l'amertume, les protestations, parfois la colère, que peuvent provoquer les impératifs de la modernisation de l'appareil industriel, qui a entraîné des disparitions d'emplois, mais aujourd'hui comme en d'autres temps, et l'on s'étonne d'avoir à le rappeler à ceux qui officiellement se réclament toujours du matérialisme historique, comme à chaque étape, à chaque bond en avant de l'appareil productif et des moyens d'échanges, ce sont les nouvelles machines qui sont créatrices de nouveaux emplois, là comme ailleurs le conservatisme est plus facile, mais il est destructeur...
(Applaudissements)
Et comment imaginer que nous aurons les moyens, les moyens financiers de la modernisation si l'inflation et l'affaiblissement de notre monnaie avaient ruiné notre compétitivité, dans un monde où un pays comme la France ne peut vivre que s'il vend au-delà de ses frontières ?
Mais cette confiance populaire, je le rappelais tout à l'heure, et nous le savons tous, nous le ressentons tous, Socialistes, elle repose sur la justice, sur le sentiment d'une juste répartition de l'effort, les gouvernements dirigés par les Socialistes y ont veillé, le Parti y a veillé, chaque fois que nécessaire, en liaison avec les groupes parlementaires, la direction du Parti Socialiste - et dans les rapports d'activité écrits nous en donnons maints exemples - et personnellement le Premier secrétaire, Lionel Jospin, ont fait prévaloir les corrections nécessaires sur les décisions économiques envisagées. Mais notre vigilance n'était pas un frein à la réussite, et elle n'a pas été prise comme telle par les chefs du gouvernement, elle en était la condition.
Cette méthode, faut-il dire cette philosophie, des impératifs sociaux de notre réussite économique, n'est pas circonstancielle, elle vaut pour demain, et plus encore peut-être.
Quelle tâche est en effet devant nous rendue possible, justement désormais par nos succès ? Cette tâche nous le savons, c'est de créer de l'emploi. Nous avons fait l'assainissement pour une nouvelle croissance, car il faut une nouvelle croissance pour créer de l'emploi, nous avons par notre politique économique créer les conditions techniques de cette nouvelle croissance, et notamment en rendant aux entreprises des capacités d'investissements, même s'il faut compter avec d'inévitables inégalités de situation suivant les branches, les régions, les tailles des entreprises, mais la question posée devant le pays et c'est probablement la plus importante pour nous aujourd'hui, et c'est l'enjeu central des prochains mois, est désormais la suivante : à partir du palier que nous avons désormais atteint de réussite de l'assainissement économique, y a-t-il volonté politique de passer à l'étape suivante, celle d'une nouvelle croissance, y a-t-il volonté politique de tous ? Car l'effort doit être l'effort de tous, et pour le moment, le compte n'y est pas.

Tout s'est passé depuis quatre ans, comme si d'un côté celui des travailleurs, on consentait beaucoup, et de l'autre, celui du CNPF, on ne cessait de réclamer davantage.
Le CNPF devrait pourtant réfléchir aux dangers de ce maximalisme, de cette boulimie, et l'épisode des négociations sur ce qu'on a appelé la flexibilité à la fin de l'an dernier pourrait nourrir sa réflexion. A l'époque, souvenez-vous, les militants des syndicats ont refusé l'accord, parce que les dirigeants du CNPF prétendaient, sans offrir de contre partie, sérieuse, imposer de nouvelles et importantes concessions aux salariés. La direction de notre Parti a clairement condamné ce comportement.
Or, cette question, celle de l'évolution du droit du travail dans l'entreprise, celle d'éventuelles modifications de l'organisation du temps de travail, de la durée du travail, cette question elle est toujours devant nous, et l'on voit bien qu'elle est un élément d'un tout, la nécessité pour réussir l'étape de la nouvelle croissance, de définir la part de chacun dans l'effort commun, la part de chacune des parties prenantes dans le jeu de notre économie.
Chaque effort consenti implique une contre partie, chaque amélioration constatée du niveau de la production une juste répartition de l'accroissement de la richesse. C'est entre l'étatisme et le marché, la voie du compromis économique et social.
Nous avons quant à nous, Socialistes, toujours recherché cette loi de compromis. Aujourd'hui nous sommes arrivés au point où un tel compromis est une nécessité absolue pour la réussite de notre pays.
Or, les Socialistes peuvent réaliser ce compromis, à partir de l'acquis de ces quatre anées, en raison aussi de leur position dans le rapport des forces sociales.
Ils sont une garantie d'équilibre des rapports sociaux, la Droite c'est le risque d'un réflexe revanchard, les actifs les plus "juteux" du patrimoine public seraient vendus pour gager la suppression de l'IVG, la baisse des plus hautes tranches de l'impôt sur les revenus, comme nous l'annoncent les programmes des divers partis de la Droite, les garanties de l'emploi seraient mises en cause, voire supprimées et l'édifice de la sécurité sociale démantelé, puisque tout serait supporté à la hausse des profits. Des administrations publiques performantes, comme les télécommunications, seraient privatisées, sous le prétexte d'attirer le capital étranger.
Ce serait la ruine de l'équilibre social, ce serait le risque de l'affrontement.
Continuer au contraire avec les Socialistes pour que la France gagne, c'est ce qu'ont dit les Bretons au début de cette semaine avec le Président de la République. C'est notre objectif, ce sera notre ligne d'action pour l'échéance de mars 1986, et pour la suite.
Continuer c'est préparer de nouvelles réformes, pour le nouveau contrat de 1986, notre Commission programmes met la dernière main aux propositions qui seront faites à la Convention nationale du 10 novembre. Mais continuer, c'est bien entendu faire vivre les réformes que nous avons votées, car au-delà des grandes réformes de structures, type nationalisation, décentralisation, nous aurons accompli une œuvre législative considérable, nous aurons transformé la

France comme nous nous y étions engagés.
Oui, contrat tenu, le plus grand nombre, en fait la plupart des engagements de 1981, les 110 propositions de François Mitterrand, sur lesquelles a été élue la majorité, sont passées dans les faits, en tout cas dans la loi.
Il est compréhensible qu'il puisse y avoir décalage entre l'espérance et la réalité, mais enfin notre contrat c'était cela et nous l'aurons pour l'essentiel rempli. C'est là-dessus que nous demandons à être jugés.
La règle démocratique c'est de porter jugement sur le mandat accompli, et jusqu'au terme de la législature nous travaillerons à remplir nos engagements.
Cette dernière session de la législature, qui vient de commencer, sera encore très réformatrice, ces derniers jours ont été annoncées la réforme judiciaire de la procédure d'instruction, les restrictions à l'endroit des cumuls emplois-retraites, la limitation des cumuls électifs.
Des esprits chagrins ou trop bien intentionnés, s'interrogent sur notre identité, mot très à la mode, ou nous pressent de changer d'identité. Eh bien, j'ai le sentiment que nous ne somme ni chagrins, ni tourmentés, à considérer ce que nous aurons fait depuis quatre ans, nous nous entons bien dans notre peau de Socialistes.
(Applaudissements)
Liberté, justice, progrès, ce sont les mots phares de l'idéal Socialiste, ils auront guidé l'immense œuvre réformatrice de ces cinq années.
A s'en tenir à quelques repères, souvent déjà rappelés, mais comment ne le ferait-on pas aujourd'hui à l'ouverture de ce Congrès ?
Les droits nouveaux des travailleurs, c'est nous, la démocratisation du secteur public, c'est nous, l'égalité professionnelle femmes-hommes, c'est nous, l'abrogation des lois répressives, la modernisation et démocratisation de la justice et de la police, c'est nous, les radios libres, c'est nous, l'informatique à l'école c'est nous et en général de formidables mouvements de vulgarisation des moyens modernes de communication et de connaissances, Une société d'hommes et de femmes plus libre, davantage maîtres d'eux-mêmes, parce que maîtrisant mieux le monde qui les entoure, n'est-ce pas notre idéal même de Socialistes ? N'est-ce pas cela que nous aurons fait avancer, moins que nous le souhaiterions, mais assez pour prendre élan vers une autre étape ? Une étape, chers camarades, après d'autres, avant d'autre... Ce que nous vivons, ce que nous aurons vécu ce n'est que cela mais qui est considérable dans la vie d'une société, où les structures, les habitudes, les réseaux d'intérêts des privilèges freinent si fort toute pulsion vers le changement vers l'avenir.
Notre propre impatience, voire des déceptions autour de nous, sont souvent venues de la difficulté à faire passer les réformes comme on dit dans le quotidien, or les citoyens, et faut-il le leur reprocher, les citoyens jugent des réformes qu'ils vivent et non pas des réformes que nous votons. Mais les difficultés de la concrétisation du changement sont dans l'ordre des choses, nous nous sommes heurtés à la résistance des faits, c'est-à-dire de la crise et j'ai dit tout à l'heure que notre façon d'en surmonter les effets était sans doute le chapitre central de notre réussite.

Mais nous nous sommes heurtés aussi à la résistance des hommes, des structures, une politique, et notamment une politique de changements, de transformations, n'est pas une expérience en laboratoire, en bocal aseptisé, elle met en jeu des forces sociales avec leurs moyens politiques, économiques, culturels, La mise en œuvre des données techniques et politiques.

Il ne s'agit pas pour nous de transférer sur les autres la responsabilité de telle de nos insuffisances, voire de telles de nos erreurs, nous n'avons ni cette assurance, ni cette arrogance, mais comment comprendre ce que nous avons vécu, ce que nous aurons vécu en ces quatre, cinq années, dès lors que notre ambition, notre rôle historique n'est pas seulement de gérer, il est de gérer, et nous sommes en train de faire nos preuves, s'il en était besoin, mais elle est aussi de transformer.

Donc, comment comprendre nos difficultés sans tenir compte des forces, des structures - et dans notre vieux pays, comme disait l'autre, elles sont infiniment puissantes - qui, justement, sont hostiles aux transformations, hostiles au changement ?

Pour aller de l'avant, ouvrir la voie de l'avenir, nous avons dû souvent rattraper les retards, secouer les engourdissements, les scléroses, réparer leurs dégâts et, du coup, chacune de nos initiatives était l'occasion d'une épreuve de force, d'une mise en cause de notre droit à appliquer notre programme, à tenir nos engagements et, à la limite, d'une tentative, d'un prétexte à tenter la déstabilisation,

C'est pourquoi, depuis le grand et tumultueux débat sur les nationalisations qui a ouvert la législature jusqu'aux événements les plus récents, notre politique a été et ne pouvait être qu'une longue course d'obstacles et, a chaque obstacle, on a espéré nous faire tomber.

Le dernier en date fut sans doute la Nouvelle-Calédonie, là encore, aux fureurs d'un conservatisme sommaire et suicidaire, nous avons opposé des solutions de raison qui apaisent les tensions et ménagent une évolution progressive.

Qu'on se souvienne, chers camarades, où nous en étions à la fin de l'an dernier, les risques de graves affrontements, et que l'on mesure en regard les mérites d'une approche patiente qui fut celle du gouvernement et d'Edgard Pisani... (applaudissements)... qui vient de permettre que se tienne une consultation démocratique, dans le calme, de l'ensemble des populations de l'archipel, palier décisif vers cette solution qui conciliera les aspirations des populations établies là-bas, leurs intérêts, et ceux de la France, solution qui est l'indépendance-association.

Ce résultat de septembre 1985, qui paraissait tellement problématique - c'est le moins qu'on puisse dire - dix mois plus tôt, devrait rendre, une fois de plus, plus modestes les boute-feux de la Droite et de l'extrême droite, les "cow-boys" d'opérette qui s'en allèrent chevaucher sur "le Caillou" pour attiser les braises !

(Applaudissements)

Où en serait-on aujourd'hui si on les avait suivis ? Là comme ailleurs, le désordre ne naîtrait que du conservatisme. Là comme ailleurs, notre règle a été de faire évoluer sans déchirure.

Mais les résistances au changement sont puissantes et multiples ; il faut avoir la

force de les surmonter.
La force essentielle pour la Gauche, puisque a priori elle n'a guère le concours des puissances établies, c'est le soutien, c'est l'accompagnement populaire, comme nous avons dit.
En d'autres circonstances - 1936, la libération - le changement politique, électoral, avait stimulé un élan populaire, nous avons constaté que ce ne fut pas le cas cette fois-ci et on peut penser que ce devrait être là, pour nous, un sujet de réflexion privilégié. Pour le coup, en voilà un ! Car la victoire électorale ne crée pas, à elle seule, le rapport de forces et nous nous en sommes aperçus en diverses circonstances.
Par exemple, nous y avons vu une des raisons fortes pour lesquelles nous sommes demeurés en deçà de nos objectifs en ce qui concerne l'essor de l'école publique.
J'ai entendu parfois que ce dossier public, privé était derrière nous. Apparemment, il ne l'est pas pour tout le monde, si l'on en juge par la "chasse aux sorcières" dont sont victimes, dans certains établissements privés, les maîtres qui s'étaient prononcés pour un grand service unifié, ou encore quand on constate comment dans certains départements les maires de droite combattent la loi, c'est-à-dire l'obligation de faire droit en chaque commune aux demandes d'ouverture d'une école publique.
Mais sans doute, avant de repartir de l'avant sur cette question, faudra-t-il vérifier que nous sommes bien, entre nous, Socialistes, tous d'accord.
(Applaudissements)
En général, si nous voulons être parti d'action, de réalisation, notre réflexion doit toujours être en éveil, Elle s'est déjà exercée ces dernières années, elle devra s'exercer plus encore dans l'avenir sur les rapides évolutions de la société française, notamment celles qui résultent des nouveaux phénomènes migratoires. Les réponses ne sont pas toujours faciles, mais là encore nous cherchons, nous Socialistes, à les faire progresser par le dialogue, la concertation et non par la haine.
L'un des faits marquants et attristants de ces dernières années aura été que la plupart des chefs de la Droite, faisant décidément flèche de tout bois, auront stimulé les réflexes racistes à des fins politiciennes.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, c'est l'extrême droite qui moissonne après ces funestes semailles !
Malgré cela, chacun constate aujourd'hui que, dans tous les domaines de la vie de notre société, depuis deux années notamment, les tensions s'apaisent dans les secteurs "chauds". Plus généralement, nous commençons à desserrer l'étreinte de la violence et il faut toute la mauvaise foi, comme je l'entendais il y a quarante-huit heures, de M. Pasqua, ce mauvais pasticheur de Pagnol pour oser soutenir que l'insécurité s'accroît dans notre pays ! Une fois de plus, ces Messieurs se trompent d'adresse ! Qu'ils regardent plutôt, par exemple, de l'autre côté de la manche, chez Mme Thatcher, là où sévit le gouvernement le plus sommairement réactionnaire de touite l'Europe occidentale... (vifs applaudissements)... et qui fut si longtemps leur modèle ! C'est là que la société

se défait dans la violence et la fureur.
La paix civile, c'est le respect des Droits de l'homme, desdroits de tous les hommes et femmes en France et dans le monde.
Notre Parti, Premier secrétaire en tête, a mené ce combat ces dernières années, partout, à la faveur d'une inlassable activité internationale. Il l'a mené avec le gouvernement, avec le Président de la République, présent partout où les Droits de l'homme sont menacés, mais il est bien vrai que le Droits de l'homme sont plus assurés si la tension internationale s'apaise.
La fermeté occidentale face au surarmement soviétique, le début de rétablissement d'équilibre par le déploiement des "Pershing" - pour lequel dès le début de 1983, s'était prononcé François Mitterrand - oui, à coup sûr, facilité les approches de négociations internationales que nous percevons aujourd'hui. La visite de Gorbatchev à Paris, les prochaines
Rencontres du Président de la République, y compris sans doute avec Reagan, témoignent du rôle que joue la France dans cette approche prudente, modeste, et que nous suivons avec espoir, mais sans excès d'illusion.
Ce rôle international de notre pays, il dépend de notre poids économique, mais aussi, bien sûr, politique, et de nos propres moyens de défense.
L'amélioration de ces moyens de défense, leur maintien, comme nous l'avons dit naguère, en état, impliquent entre autres le perfectionnement de notre armement nucléaire, donc la protection de nos opérations d'expérimentation.
Le Parti Socialiste a dit que, pour autant, il ne saurait approuver n'importe quel procédé de protection et il a condamné l'attentat contre le "Rainbow Warrior". Cela nous autorise, sans enfler le ton mais parce que les faits sont les faits, à faire observer à nos détracteurs, toujours empressés à dire la morale sur le dos des autres, qu'en tout cas, avec les Socialistes et contrairement à ce qui se passa si souvent avant nous, il n'y a pas d'irresponsabilité d'Etat !
(Applaudissements)
Les responsabilités ont été situées, les décisions prises, même s'il a dû en coûter... et il en a coûté. Ainsi, nous n'avons pas à taire nos principes pour défendre les intérêts de notre pays, mais nous ne transigeons pas sur ces intérêts.
Et comment ne pas s'étonner ici, après beaucoup d'autres d'ailleurs, que le pacifisme exigeant d'une organisation internationale soit si sélectif et que ce "Greenpeace", qu'on n'a jamais vu à Baïkonour ni dans le Nevada, déploie contre notre seul pays un tel luxe de moyens ?
(Vifs applaudissements)
Sur notre acquis, sur les perspectives que nous ouvrons, avec tout ce qui vient d'être évoqué si sommairement, nous voulons rassembler, cette exigence est toujours aussi forte parce que notre ligne de progrès graduels continue et est toujours la même. Que d'autres changent de cap, c'est leur affaire. Nous, nous n'en changeons pas, même par gros temps !
La manœuvre aujourd'hui est assez claire. Les compères de la Droite et de la direction du PCF espèrent nous prendre en tenaille. cette espérance sera déçue.
D'abord, comment confondrions-nous les travailleurs qui font encore une certaine confiance au Parti Communiste, qui votent pour lui, et "l'igloo" de la

place du colonel Fabien ?
Ensuite, dirigeants du PCF et chefs de la Droite paraissent ignorer le changement intervenu ces dernières années dans le paysage politique à gauche, a un relatif équilibre entre deux formations politiques a succédé une prépondérance du Parti Sociale qui, du coup, peut désormais assumer le rôle qui est celui des grands partis Socialistes ou social-démocrates dans la plupart des pays d'Europe Occidentale. Le rassemblement à gauche demeure notre règle, mais c'est désormais autour de cette formation prépondérante qu'il peut s'organiser.
(Applaudissements)
Une telle situation du Parti Socialiste, en vérité sans précédent en notre pays, ouvre une nouvelle perspective historique. Elle crée les possibilités concrètes de l'alternance et c'est au Parti Socialiste d'en assumer principalement la responsabilité à gauche.
Cette perspective historique, seule la renonciation à l'ancrage à gauche, à la politique de rassemblement à gauche, pourrait éventuellement la ruiner, anéantir ce qui a été gagné au prix de tant de persévérance, de tant d'années de lutte, et un tel choix, que nous ne ferons pas, serait un choix de défaite, à l'évidence, ce n'est pas le choix des Socialistes, préparés par toute leur action au gouvernement, leur action de principal Parti de la majorité depuis plus de quatre ans.
Ce qui caractérise la situation actuelle, chers amis et camarades, au moment où je conclus la présentation de ce rapport d'activité de la direction de notre Parti, toutes les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines l'attestent, confirmant d'ailleurs l'analyse critique que nous avons faite du résultat de la campagne remarquable menée autour de Lionel Jospin pour les élections européennes, des résultats des élections cantonales où nous nous sommes, il est vrai, bien battus, c'est que malgré les facilités politiques qu'offre aujourd'hui l'opposition quand on s'y trouve, il n'y a pas aujourd'hui de dynamique à Droite, mais une partie exceptionnellement importante de l'opinion est en attente. C'est cela qu'il nous faut faire bouger, et ce Congrès, c'est ce que nous voulons tous, il doit être le premier acte d'une dynamique à Gauche !
(Vifs applaudissements)

Le président - Je remercie Jean Poperen de son intervention. Vos applaudissements prouvent qu'il a tapé juste.
Nous allons maintenant vous demander de vous prononcer sur le quitus à la Direction nationale, mais auparavant, si quelqu'un veut s'exprimer quelques secondes, la parole lui sera donnée. Mais je crois que tout a été dit.
Nous passons donc au vote.
Que ceux qui sont d'accord pour voter le quitus lèvent la main, mandat en main.
…
Avis contraires ?
...
1.

Abstentions ?
...
1.
Refus de vote ?
…
Je vous remercie. Le quitus est voté sur le rapport d'activité de la Direction nationale, et permettez-moi de vous demander d'applaudir tous nos responsables.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, nous allons entamer le débat général. Mais auparavant on me signale que des fédérations n'ont pas encore déposé les résultats du vote des Congrès fédéraux. Ceux qui ne l'auraient pas encore fait, je vous serais reconnaissant de bien vouloir le faire auprès de l'accueil. Je vous rappelle les départements qui, il y a une demi-heure, n'avaient pas encore déposé ces résultats, peut-être l'ont-ils fait depuis.
Aisne, Ardennes, Bouche du Rhône, Dordogne, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Ille et Vilaine, Indre, Isère, Jura, Landes, Loiret, Lot, Lozère, Moselle, Oise, Hautes-Pyrénées, Pyrénées- Orientales, Bas-Rhin, Saône et Loire, Haute-Savoie, Somme, Var, Essonne, Val de Marne.
Je vous remercie de bien vouloir faire diligence pour régulariser tout cela.
Nous entamons le débat général. Les camarades qui désirent intervenir se sont inscrits pour un certain nombre de minutes, je vous serais reconnaissant de bien vouloir respecter ce temps. J'y veillerai moi-même.
Je précise tout de suite que nous suspendrons la séance à 13 heures précises pour la reprendre à 14 heures 30 très précises. Nous vous donnerons toutes instructions à ce sujet tout à l'heure.
Je donne la parole au premier orateur inscrit, Alfred Recours. Le second sera Jacques-Roger Machard.

Alfred Recours

Chers camarades, redoutable honneur que d'entamer le débat !
Je voudrais commencer par dire que la synthèse, nous la voulons passionnément. Nous la voulions au Comité directeur, le débat a eu lieu. Nous pouvons la faire encore au Congrès.
Le Congrès de notre fédération de l'Eure, à l'unanimité moins une voix, demande au Congrès national de réaliser la synthèse entre les deux motions. Alors, oui, faisons tout pour la synthèse, mais la synthèse comment ? Le débat a eu lieu, il a été tranché par les adhérents avec plus de 71% pour la motion présentée par Lionel Jospin, c'est elle qui doit servir de base à la synthèse.
Sur le plan essentiel de l'après 1986, on nous dit par exemple que des alliances sont possibles à condition que l'on ne revienne pas sur les réformes et les acquis, sauf aménagements mineurs.
Quelques questions. Une dénationalisation à 49% doit-elle être considérée comme éventuellement un aménagement mineur ?
Deuxième question : la retraite partiellement par capitalisation doit-elle être

Fondation Jean-Jaurès

considérée comme un aménagement mineur sur les acquis ?
Troisième question : le rôle essentiel du Président de la République pendant la période 1986-1988 doit-il être laissé de côté ?
Sur un autre point essentiel, le soutien à la politique gouvernementale, à la politique des gouvernements dirigés par Pierre Mauroy et Laurent Fabius, auxquels ont participé toutes les sensibilités du Parti, bien sûr, sur la décentralisation, sur les réformes judiciaires, nous serons tous d'accord, mais aussi, je l'espère, pour la synthèse sur le reste, sur la modernisation, sur le progrès et la justice sociale, sur la politique économique sur laquelle mois après mois le gouvernement de Laurent Fabius marque des points.
Dernier point, chers camarades, avec les élections à la proportionnelle, notre Parti peut être encore en 1986 le premier Parti de France, avec le premier groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale. Mais le combat ne s'arrêtera pas au mois de mars. Le Parti Socialiste a une responsabilité historique, celle d'être capable de se transformer en grand parti de toute la Gauche.
Si par la synthèse nous nous rassemblons, alors nous montrerons que nous avons la capacité à faire que le Parti Socialiste devienne ce grand Parti de toute la Gauche en France.
En effet, dans ce pays, stratégiquement, entre l'économie planifiée modèle soviétique, avec son plan, et le soi-disant libéralisme à la Thatcher, il y a toujours, chers camarades, le Socialisme. Nous pouvons en convaincre la majorité des Français si, encore une fois, la synthèse étant faite sur la base des votes acquis dans le Parti, nous nous rassemblons, nous nous donnons la capacité de lancer, de relancer la dynamique à Gauche pour rassembler la majorité des Français.
(Applaudissements)

Le président - Je vous remercie, cher camarade, vous avez tenu le délai.
Je vais donner maintenant la parole pour cinq minutes également à Jacques-Roger Machard, mais je m'adresse aux congressistes en les suppliant de bien vouloir être plus attentifs, de ne pas bavarder, parce que cela fait un brouhaha au fond de la salle qui est gênant aussi bien pour la presse que pour ceux qui veulent écouter.
(Applaudissements)

Jacques-Roger Machard

Chers camarades, du 15 octobre au 18 octobre 1908, il y a 77 ans presque jour pour jour, Toulouse accueillait pour la première fois le Congrès de la section française de la 2ème Internationale Ouvrière.
Ce Congrès débute dans une atmosphère pessimiste. Le Parti est incertain. Les observateurs s'interrogent sur la capacité qu'auront les Socialistes à trouver leur unité. La Dépêche du Midi du 15 octobre 1908 pose la question dans son éditorial intitulé "Sachons où aller", la question centrale : le Congrès de Toulouse va-t-il rendre au Parti Socialiste la force, la cohésion et l'allègre optimisme qui sont les conditions nécessaires de son développement ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Oui s'il sait mesurer d'un regard ferme le terrain perdu. Si le Parti Socialiste veut vivre, il faut qu'il ait le courage de faire à Toulouse abandon de tout ce qui l'entrave.

On ne peut qu'être frappé, chers camarades, par l'analogie des propos à 77 ans d'intervalle. En 1908 le Parti Socialiste avait su faire son unité, réconcilier les partisans de la réforme et deux de la révolution, grâce à Jean Jaurès.

En 1985 les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont de nature différente. L'union de la Gauche sur laquelle nous avions fondé notre stratégie depuis 15 ans est aujourd'hui disloquée. Le Parti Communiste a choisi non seulement de quitter le gouvernement, mais de mener campagne contre nous.

Faut-il pour autant nous résigner et penser que le déclin imminent du Parti Communiste nous dispense de toute stratégie unitaire et nous impose des alliances de recentrage ? Je ne le crois pas. Nous devons impérativement maintenir une stratégie de rassemblement des forces de Gauche, quelles que soient les difficultés actuelles. Nous devons lever toute ambiguïté sur notre détermination à un affrontement Gauche contre Droite, projet contre projet, sans s'adonner aux délices des spéculations auxquelles peut prêter la proportionnelle.

Mais au-delà de cette action stratégique, il me semble que le Parti devrait se préoccuper du dialogue avec l'ensemble des forces syndicales et associatives qui fondent leur démarche sur l'action collective.

Chacune dans leur domaine spécifique, ces forces vives interviennent dans le champ politique, qu'il s'agisse de l'école avec les parents d'élèves, de l'environnement urbain avec les comités de quartier, de l'habitat, de la consommation, des mouvements d'éducation populaire, des jeunes, de l'entreprise avec les syndicats.

Nous ne pouvons prétendre au monopole de l'intervention dans le domaine politique. Nous avons par contre vocation à la synthèse de la réflexion et de l'action politique. Il nous faut donc encourager les militants, nos adhérents, à participer davantage à la vie syndicale et associative. Il nous faut entretenir, au niveau local comme au niveau national, un dialogue régulier avec l'ensemble de ces mouvements organisés, en veillant à respecter scrupuleusement leur indépendance.

Grâce à une telle pratique, nous serions mieux à même d'accompagner par le bas le changement mis en œuvre par le haut, c'est-à-dire par le gouvernement et la majorité parlementaire.

Mais il n'est pas trop tard pour le faire, nous pouvons proposer aux forces associatives de Gauche de participer à l'élaboration du projet que nous soumettrons aux Français en mars prochain. Leur adhésion sera le moteur de leur engagement avec nous dans la campagne contre la Droite.

Un parti ouvert, c'est aussi un parti accueillant pour ses adhérents. Il nous faut réfléchir à une organisation de notre vie interne plus accessible à toutes celles et à tous ceux qui partagent notre projet sans pour autant avoir le goût ou la capacité de s'astreindre à une présence militante trop exigeante.

Il n'est pas normal que nous n'arrivions pas à dépasser significativement et durablement les 150 000 ou 200 000 adhérents. Nous devrions viser à multiplier

ce chiffre pour devenir un véritable Parti de masse. Nous devons réfléchir à une transformation des conditions d'adhésion et de militantisme, comme nous devons mettre l'accent sur la formation politique et une meilleure maîtrise de la communication.
Enfin nous devrions nous interroger sur les conditions de fonctionnement politique de notre Parti. Sa structuration en courants verticaux autour de leaders plus ou moins présidentiables en fait actuellement davantage une confédération de sensibilités plutôt qu'une force politique homogène.
A cet égard, il ne faudrait pas que l'approche d'une échéance présidentielle tende à faire dévier le débat idéologique et politique indispensable vers un débat sur les candidats potentiels. Cette question viendra en son temps.
En résumé, le Parti Socialiste doit être parti de Gauche contre la Droite, parti de rassemblement des forces de Gauche, c'est-à-dire un parti de dialogue, un parti ouvert et un parti de masse.
La synthèse nécessaire, à condition que nous la réalisions sur des bases idéologiques et politiques clarifiées, nous permettra d'en faire en outre plus qu'un regroupement de courants, un parti cohérent.
(Applaudissements)

Le président - Je vous remercie, mon cher collègue, et je passe la parole à Robert Chapuis pour vingt minutes. Le prochain orateur sera Gaston Defferre.

Robert Chapuis

Chers camarades, il y a un an, nous engagions un grand débat de notre Parti pour préparer une Convention nationale ; double exigence : modernisation et justice sociale. Ce débat faisait suite à des changements politiques importants : en juillet 1984, Laurent Fabius devenait Premier Ministre et, dès le départ, il s'assignait deux objectifs : moderniser et rassembler.
Après les tentatives de la Droite pour déstabiliser le régime sur la presse, sur l'école, sur un projet de référendum, il avait fallu changer les données de l'action gouvernementale. Il avait fallu aussi donner plus de chance et de contenu à la politique de rigueur, aux efforts qui étaient demandés aux Français depuis juin 1983, des efforts qui ne pouvaient s'achever après une courte parenthèse. Et l'on sait que le Parti Communiste a jugé, à ce moment, qu'il ne pouvait continuer à soutenir une telle politique et qu'il a préféré laisser aux Socialistes la seule responsabilité du pouvoir, c'est-à-dire la responsabilité des mesures difficiles qui peuvent permettre à notre pays de sortir de ses difficultés, de sortir des difficultés que connaissent son économie et sa vie sociale.
Or, mes camarades, au Congrès de Bourg en Bresse, nous n'avions pas prévu ces changements. Nous n'avions pas défini ces thèmes. Nous n'avions pas confronté le Parti à cette évolution qui allait conduire à la rupture de l'union de la Gauche. Nous voulions alors reconquérir l'opinion, mais peut-être n'avons-nous pas suffisamment analysé le terrain, analysé le rapport des forces, observé les conditions réelles de cette reconquête. Nous avons peut-être trop cru que notre conviction suffirait ; elle n'a pas suffi. Et c'est pourquoi il était bon que ce

Contribution Jean Jaurès

Congrès, le Congrès de Toulouse soit différent, qu'il soit un Congrès de débats et de confrontations entre nos objectifs et l'expérience du pouvoir qui a été acquise, nos objectifs et les réalités de notre société.
Plutôt que de nous en tenir à des formules ambiguës au soir d'un Comité directeur de synthèse, il valait mieux, je crois, inviter le Parti à débattre, à confronter les points de vue, à laisser les militants juges des problèmes qui se posent à notre Parti et à l'action des Socialistes de notre pays.
(Applaudissements)
C'est pourquoi, sur la base des amendements présentés les 24 et 25 août, nous avons été un certain nombre à proposer une motion qui voulait convaincre, peut-être convaincre aujourd'hui, qu'il fallait débattre mais surtout convaincre ceux qui hésitent à nous faire ou à nous refaire confiance.
Nous avons été un peu compris, pas suffisamment sans doute, mais nous avons le sentiment que ces 30% de militants qui ont voté la motion 2 ne sont pas de trop, qu'ils ne sont pas de trop pour le combat du Parti !
(Applaudissements)
Ils ne sont pas de trop pour les combats difficiles que nous allons devoir mener dans les mois et années qui viennent !
Cette motion n'a pas sa fin en elle-même ; elle veut être parmi d'autres un levier pour contribuer à de nouvelles avancées car nous avons le sentiment que l'on ne croira pas vraiment à notre capacité et à notre volonté de moderniser la France si nous ne manifestons pas notre volonté et notre capacité de moderniser le Socialisme.
(Applaudissements)
On ne croira pas suffisamment à notre volonté de rassembler les Français si nous n'ouvrons pas plus largement et sans craintes notre Parti aux idées et aux forces de notre temps. Nous ne pouvons, bien sûr, nous satisfaire d'un Socialisme de rêve ou de revendications, Confrontés aux responsabilités du gouvernement et de la majorité parlementaire, confrontés à la crise en situation de pouvoir et non plus d'opposition, nous avons appris que tout n'était pas possible, qu'il fallait mesurer nos ambitions et savoir passer les compromis nécessaires sur le plan économique comme sur le plan social. Mais, en même temps, nous le savons, et cela a été un long débat dans nos sections, nous avons senti que nous pouvions nous y perdre, qu'à force de dire que le Socialisme de masse n'était pas à l'ordre du jour, qu'à force de nous cantonner dans le seul rappel des principes républicains, nous pouvions cesser d'être Socialistes.
Le Socialisme, ce n'est pas seulement une morale, c'est la défense des intérêts réels de l'immense masse des travailleurs ; c'est la défense des valeurs de justice et de solidarité, des valeurs de paix et de liberté.
Nous devrons affirmer notre identité de Socialistes face aux grands défis de notre temps. Dans ce but, nous ne pouvons pas craindre de réviser s'il le faut nos dogmes, de confronter nos valeurs aux réalités de notre temps. Nous ne devons pas craindre de dire que nous avons changé et que nous avons appris, que nous savons tirer les leçons de l'expérience avec les succès que comporte cette expérience, mais aussi les insuffisances qu'elle révèle.

Fondation Jean-Jaurès

La confiance ne va jamais de soi ; elle se mérite. Nous ne mériterons la confiance que par un immense effort de vérité et je crois qu'à la suite du Premier Ministre, à la suite du Président de la République, nous en sommes tous convaincus.

Cet effort commence par la vérification du rapport entre nos discours et nos actes, entre nos promesses et la réalité, entre nos engagements et les contraintes qui pèsent sur la société d'aujourd'hui. Certains ont pensé que ce débat était inopportun en raison de la gravité des prochaines échéances électorales. Nous pensons, bien au contraire, que ce débat peut renforcer notre crédibilité à l'heure où tant de Français hésitent encore, à l'heure où ils se refusent à faire confiance à ceux qui, pendant tant d'années, ont préféré l'argent de quelques-uns à la justice pour tous, à faire confiance à cette droite qui est prête à tout, qui est prête aux alliances avec les plus dangereux de l'extrême droite pour la revanche.

(Applaudissements)

Nous devons nous situer en tant que Socialistes face aux grands défis de notre temps, aux grands conflits qui traversent notre pays, comme ils traversent les rapports croisés, compliqués qui lient le nord et le sud, l'est et l'ouest. C'est la question de l'emploi et des nouvelles formes de travail, et, donc, les systèmes de formation, qu'elle soit initiale ou continue ; c'est la question de la solidarité pour protéger ceux qui en ont besoin, particulièrement les plus faibles, mais pour mieux répartir les revenus et les contributions sociales ; c'est la question de la sécurité à l'échelle de notre pays, dans nos quartiers et banlieues, mais aussi à l'échelle du monde et notamment de l'Europe qui doit peu à peu trouver les moyens de sa propre défense. C'est la question de la paix qu'on ne peut séparer de celle du développement, le développement de ce qu'on appelle le tiers-monde, présent chez nous à travers les immigrés, présent devant nous à travers tous ces pays accablés par la faim, la dictature ou la guerre.

Ce sont des questions graves et de tonalité assez générale, mais sur le terrain, dans les collectivités locales, dans les syndicats, dans les associations, combien de questions concrètes se posent à travers ce que nous appelons ces thèmes. Vis-à-vis de cela, il s'agit plus de définir une pratique qu'une idéologie. C'est en ce sens que notre programme doit être l'indication d'une méthode de l'action plus qu'un catalogue de mesures dont nous ne savons pas si elles pourront être réalisées. Nous devons mettre au point, ensemble, une démarche qui nous fasse mieux comprendre des Français et qui nous montre qu'il y a bien une logique commune entre l'action et la volonté de notre Parti et, d'autre part, l'action gouvernementale et l'action parlementaire pour aujourd'hui et pour demain.

Ce Congrès ne pourra répondre à toutes ces questions mais il lui revient d'indiquer la direction, d'indiquer le sens de la démarche, et c'est de cette façon que nous devons nous préoccuper de la synthèse. Dimanche, il ne s'agira pas de tout dire mais d'aller à l'essentiel. Nous n'en dirons peut-être pas autant que nous voudrions, les uns ou les autres, mais, au moins, nous tenterons de nous retrouver sur des bases solides, sur des engagements effectifs qui nous permettront d'être compris, d'être crédibles et, par là même, d'être dignes de la confiance des Français en mars 1986 et après le mois de mars.

Pour contribuer à cette synthèse, il me semble que quatre orientations peuvent être mises en évidence.
La première, c'est qu'il nous faut préciser ensemble les leçons que nous tirons de l'expérience du pouvoir parce que nous l'avons assumé ensemble. Pas de polémique inutile sur ce point. Il faut dégager la logique de notre action, faire comprendre pourquoi nous avons dû changer notre politique en 1983, montrer ce que nous avons réussi à faire et ce que, peut-être, nous aurions voulu faire mais que nous n'avons pas réussi. Il faut peut-être mettre en évidence certaines insuffisances pour pouvoir se corriger et mieux conserver l'essentiel et faire en sorte de donner crédibilité à notre capacité de confirmer le progrès sur des bases plus assurées.
Deuxièmement, une priorité s'impose : la question du chômage n'est pas simplement une espèce d'article dans une suite de préoccupations. Elle est au cœur des problèmes économiques, socioculturels, politiques qui se posent à notre société. Affronter ensemble la question du chômage implique que l'on évite les faux-fuyants. Nous ne pouvons pas nous contenter de la promesse de quelque croissance retrouvée, alors que nous savons qu'il nous faudra du temps et des efforts très lourds pour recréer les conditions de cette croissance qui est, en effet, indispensable à terme pour garantir l'emploi. Nous ne devons tricher ni avec la vérité économique, ni avec les conséquences sociales que comporte la crise de l'emploi. Notre parti doit se fixer en ce domaine des objectifs crédibles. Ils doivent être prioritaires. Qu'il s'agisse d'améliorer le partage du travail et de poser la question du partage des revenus, qu'il s'agisse de garantir un minimum social pour les individus ou les familles qui sont les plus durement touchés par la crise, nous ne pouvons pas nous contenter nous qui sommes au pouvoir, d'un certain nombre de vœux pieux ; il nous faut prendre les moyens, y compris dans les mois qui viennent, de mettre en œuvre ces mesures.
En troisième lieu, nous devons préciser ensemble les termes du contrat qui conditionnera notre présence au pouvoir après mars 1986. Il ne s'agit pas, sur ce point, de se lancer dans des accusations réciproques. Personne, je le dis bien haut, ne songe à faire du Parti Socialiste une force d'appoint pour la Droite, qu'elle soit modérée ou qu'elle ne le soit pas.
(Applaudissements)
Nous serons aux côtés du Président de la République, totalement solidaires mais donc totalement mobilisés pour rechercher la meilleure solution qui garantisse les acquis et qui permette de nouvelles avancées. Or, le choix de la proportionnelle nous interroge, c'est un choix que nous avons fait. Sachons quand même en tirer nous-mêmes les conséquences. Il oblige au dialogue, aux compromis non par nature et, on le voit dans des pays voisins, mais par les circonstances mêmes où nous nous trouvons, par les circonstances mêmes où ce choix a été fait.
Ou bien nous décidons d'être aujourd'hui dans l'opposition après mars 1986, ou bien nous créons les conditions pour qu'au lendemain de mars 1986, nous puissions non seulement sauver ce qui a été fait, mais continuer à peser suffisamment à l'intérieur de ce pays, pour faire en sorte que notre objectif de

modernisation et de justice sociale sur lequel, je l'évoquais tout à l'heure, nous avons débattu, ne soit pas simplement une occasion de Congrès, mais soit l'occasion d'une action gouvernementale et d'une action parlementaire.
(Applaudissements)
Les Français comprennent cela. Ils comprennent que ce compromis ne doit pas être compromission et que, pour cela, nous devons être capables de définir pour notre part et dès maintenant nos positions, dire ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas.
Alors, bien entendu, nous savons que les compromissions seront d'autant meilleures que les résultats des élections seront bons pour nous, mais nous avons le sentiment que ces résultats seront d'autant meilleurs que nous pourrons répondre clairement et franchement aux questions que nous poseront les électeurs, sur ce qui peut se passer après mars 1986.
(Applaudissements)
La quatrième direction de travail est d'une autre nature, Elle concerne le respect de nos engagements réciproques. Un accord national a été fait sur les législatives le 6 juillet, à l'unanimité du Comité directeur et nous nous souvenons comment le Premier secrétaire avait insisté sur l'importance de cet accord. Son application pose problème. Faute d'explications, les militants se sont sentis souvent frustrés de leurs droits et bien des confusions se sont produites. Cet accord visait à garantir au minimum les équilibres du groupe parlementaire actuel. Je crois que le Congrès devra dire si cet accord est ou non confirmé et prendre les dispositions nécessaires pour l'expliquer et pour l'appliquer. Il ne serait pas imaginable que nous puissions prendre position pour une ouverture à telle ou telle personnalité extérieure pour la position électorale de tel ou tel ministre, et que nous ne puissions pas résoudre nos problèmes à terme, dans le respect des engagements qui ont été pris et dans le respect de nos statuts.
(Applaudissements)
De la même façon, qui comprendrait qu'on ait appliqué en mai 1984 les dures lois de la proportionnelle pour constituer la liste européenne des Socialistes, et qu'on oublie ces lois quand il s'agit de mettre en place des listes départementales pour les élections régionales.
(Applaudissements)
Nous venons d'ouvrir au Parlement un débat sur l'instauration de la proportionnelle dans les Bureaux des assemblées, pour mettre en évidence que toute minorité a droit effectivement non seulement à être informée, mais à participer à l'exécution des décisions qui sont prises par les assemblées délibérantes.
(Applaudissements)
Je crois qu'il serait inimaginable que nous n'appliquions pas à nous-mêmes ces principes et la proportionnelle doit prendre un sens non seulement dans nos organes internes mais dans la constitution des collectifs qui demain feront en sorte que ces assemblées régionales soient au cœur de l'œuvre de décentralisation.
Il y va de notre crédibilité pour aujourd'hui mais aussi pour demain. Pour la

Fondation Jean Jaurès

campagne électorale qui va s'ouvrir, des engagements doivent être pris. S'ils n'étaient pas tenus, comment ferait-on croire à l'opinion que nous pourrions tenir d'autres engagements au niveau même de notre programme ?
Pour le Parti Socialiste, parce qu'il est démocratique, parce qu'il est au pouvoir, parce qu'il est le premier parti de France, il n'y a pas des problèmes internes et des problèmes externes. En matière électorale, nous devons être capables, nous sommes capables de faire clairement comprendre nos choix, nos procédures, nos décisions communes. A quoi servirait de faire une synthèse dans le discours si nous n'étions pas capables de la traduire dans l'action au niveau des hommes et des femmes qui seront chargés de l'appliquer ?
(Applaudissements)
Ce Congrès, il est pour nous tous une épreuve de vérité Nous l'abordons avec confiance et nous sommes sûrs que tous ceux qui sont ici présents, nous tous, les Socialistes, nous sommes conscients des enjeux de la période. Dans les deux ans qui viennent, dans les deux ans qui nous séparent de notre prochain Congrès, des épreuves difficiles nous attendent. C'est notre force de pouvoir lier les débats de notre Parti aux problèmes les plus cruciaux de notre pays qui conditionnent son progrès économique, son progrès social. C'est notre honneur de pouvoir en débattre à tous les niveaux, publiquement, face à l'opinion, c'est notre devoir de ne pas nous dissimuler les difficultés afin de pouvoir mieux les résoudre ensemble.
Nous devons faire en sorte que la synthèse ne résulte pas simplement d'un concours de circonstances. Elle doit exprimer une démarche commune, une volonté commune, un souci commun de prendre des responsabilités communes. Je crois que nous pouvons y parvenir à l'issue de ces trois jours. Ce ne sera, bien sûr, ni au prix du renoncement, ni au prix de l'humiliation pour qui que ce soit. Ce sera à l'issue d'un débat où nous devrons peser les enjeux, respecter les réalités du Parti comme celles de la société où nous sommes, prendre la mesure de nos responsabilités, dans le monde difficile et dangereux où nous vivons.
(Applaudissements)
C'est ainsi...
(Vifs applaudissements saluant l'arrivée de Charles Hernu dans la salle)

Le président -Camarades, je vous remercie, Chapuis si tu veux bien continuer… Il te reste une minute et demie, j'ai diminué cette interruption...

Robert Chapuis - Je n'aurai pas besoin d'une minute pour livrer ce qui était ma conclusion. Je crois, en effet, que nous sommes tous à même, responsables que nous sommes, délégués que nous sommes, militants que nous sommes, de peser les enjeux qui sont les nôtres aujourd'hui et qui seront les nôtres demain.
Je pense que, pour la bataille qui nous attend en mars 1986, mais aussi pour les batailles qui nous attendent, après 1986, il nous faut prendre le temps du débat, il nous faut créer les conditions d'un accord véritable, et c'est ainsi que nous allons jusqu'au bout des différences qui peuvent nous séparer sur un certain nombre de points. Si nous parvenons à faire ensemble la synthèse, alors, j'en

suis sûr, nous aurons à la fois les moyens de vaincre et les moyens de convaincre ensemble.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Robert Chapuis. Il est resté dans les temps.
Je rappelle encore aux congressistes qu'ils veuillent bien écouter tranquillement, patiemment, mais avec intérêt les orateurs et je cède tout de suite la parole à Gaston Defferre, pour vingt minutes.
(Applaudissements)

Gaston Defferre

Camarades, je voudrais le plus vite possible traiter quatre problèmes.

- D'abord le calendrier politique.
- Ensuite le rapport avec le Parti Communiste.
- Le rôle respectif du Congrès, du Comité directeur et de la Convention.
- Et les perspectives d'avenir.

En ce qui concerne le calendrier politique, est-ce que nous nous préparons à des élections législatives ou à des élections présidentielles ? La lecture de la presse, l'écoute de la radio et de la télévision justifient que je pose cette question.
(Applaudissements)
Or, les élections législatives ont lieu dans cinq mois, les élections présidentielles ont lieu dans deux ans et sept mois et, entre temps, dans deux ans, nous aurons un Congrès statutaire au cours duquel nous pourrons discuter avec tout le temps nécessaire de problèmes de l'élection présidentielle.
Pour les élections législatives, nous avons à préparer à exposer le bilan de l'action du Parti, le bilan de l'action du gouvernement, et je pense que d'autres camarades reviendront plus longuement que moi sur ce sujet, mais je vaudrais simplement rappeler que, pour la première fois, les Socialistes, la Gauche, ont réussi dans le domaine économique là où la Droite qui voudrait nous donner des leçons avait échoué.
(Applaudissements)
La Droite nous critique systématiquement et veut ignorer la réalité des faits, l'inflation qui passe de 14%, avec les derniers résultats que nous avons entendus hier, sans doute à moins de 5%, la Droite nous attaque. Nous ne devons pas être sur la défensive. Nous devons être sur l'offensive.
(Applaudissements)
Nous devons être combatifs, camarades. On ne gagne pas des batailles en se défendant, on les gagne en attaquant.
(Applaudissements)
Nous devons aussi présenter des projets et des contre-projets, Là aussi, d'autres camarades plus qualifiés que moi reviendront sur la question, mais je voudrais déjà dire que nous devons attaquer la Droite sur ses intentions en ce qui concerne les nationalisations, la sécurité sociale, les lois Auroux, l'abolition de la peine de mort, la suppression de tribunaux d'exception, le remboursement de l'IVG par la sécurité sociale, la retraite à soixante ans, la décentralisation, la

Fondation Jean Jaurès

libération des radios et des télévisions et beaucoup d'autres sujets.
Je voudrais maintenant dire un mot de nos rapports avec les Communistes.
Quand les Communistes ont quitté le gouvernement, ce n'était pas pour nous faire plaisir, et quand j'entends des camarades s'étonner qu'ils nous attaquent, camarades, je rappelle que nous avons connu une époque, ceux de mon âge et les plus jeunes ont certainement sinon le souvenir du moins la possibilité de se renseigner, nous avons connu une époque comparable, les Communistes, incontestablement, pensent qu'en nous attaquant, ils vont enfin pouvoir sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent depuis 1976 où ils n'ont pas cessé depuis de perdre des voix.
Je voudrais rappeler, et dans ce Congrès, je crois que nous devons le faire, les prédictions de la Droite quand les Communistes, en plein accord avec nous tous, sont entrés au gouvernement. On avait dit qu'ils voulaient s'emparer de l'appareil de l'Etat. On avait dit qu'ils allaient s'emparer de l'appareil de l'Etat. Ils sont partis de la façon la plus démocratique, d'ailleurs, ils l'avaient fait quand ils ont quitté le gouvernement Ramadier. On avait dit qu'ils auraient une influence sur la politique étrangère de la France. Or, camarades, rappelez-vous ce que disait Monsieur Poniatowski, avec son exagération habituelle - bien qu'il m'ait attaqué grossièrement, je n'emploierai pas son style, pour rappeler qu'il avait prédit que, dès l'élection de François Mitterrand, les chars russes arriveraient sur la Place de la Concorde ; or, qu'avons-nous vu, après que François Mitterrand ait été le premier Président de la République à prendre clairement position sur la défense de l'Europe occidentale et sur les SS 20 et sur les Pershing ?
Nous avons vu ces jours-ci arriver un Premier secrétaire du Parti Communiste de l'Union soviétique, Monsieur Gorbatchev, souriant, détendu, respectueux des amitiés, des alliances et de la démocratie française.
(Applaudissements)
Je crois, camarades, que nous devons réfléchir calmement à nos rapports avec le Parti Communiste et que tous ceux qui pensent à l'élection présidentielle devraient se rappeler que, pour qu'un candidat de gauche soit élu dans ce pays, il faut qu'il rassemble la totalité des voix de gauche, plus quelques autres.
(Applaudissements)
N'oublions jamais que l'élection présidentielle est une élection à deux tours et qu'au second tour, il ne reste que deux candidats et que l'élection n'est acquise qu'avec très peu d'avance.
Dans le passé, des crises graves nous ont séparé des Communistes. Puis nous nous sommes rapprochés. Depuis également, contrairement aux conclusions de la Droite et à ses avertissements après la signature du programme commun, ce ne sont pas des Communistes qui ont donné des voix, c'est nous. Leurs voix, où sont-elles allées ? Ils doivent se poser la question. Nous pouvons nous la poser aussi, puisqu'elles ne sont pas venues chez nous. Mais il est absolument évident que le Parti Communiste sera, lui aussi, amené à réfléchir ; un jour, il sera amené à changer de position. Quand cela ? Je crois qu'aucun de nous ne peut répondre à cette question.

Je voudrais maintenant parler du rôle respectif du Congrès national, de la Convention nationale et du Comité directeur.
Le Congrès national est fait pour définir la politique générale du Parti. Le Comité directeur et la Convention ont pour devoir de déterminer comment cette politique doit être appliquée. Si je voulais parler en termes militaires, je dirais que l'un établit la stratégie et que l'autre établit la tactique.
Au lendemain des élections législatives, un certain nombre de questions se poseront auxquelles il nous est impossible de répondre aujourd'hui, puisque nous ne connaissons pas le résultat des élections.
Première question : le Premier Ministre sera-t-il Socialiste ?
Deuxième question : s'il n'est pas Socialiste, accepterons-nous de participer au gouvernement ?
Troisième question : si nous acceptons, à quelles conditions ?
Quatrième question : si nous ne participons pas, accepterons-nous de donner un soutien au gouvernement.
Ou au contraire - c'est la cinquième question - déciderons-nous d'être des opposants déterminés, comme nous l'avons été quand la Droite était au pouvoir ?
Eh bien, camarades, pour répondre à ces questions, il faut connaître le résultat des élections. Nous ne le connaissons pas et par conséquent, je crois que nous commettrions une erreur si nous nous enfermions dans des textes que nous risquerions d'être obligés de modifier, en fonction du résultat des élections. Notre devoir - et je le dis très gravement - est d'adopter une attitude qui ne puisse pas gêner le Président de la République et surtout une attitude qui, en aucun cas, ne le mette dans l'impossibilité d'aller jusqu'au terme de son mandat.
La Droite, camarades, ne vous y trompez pas, qu'il s'agisse de ceux qui sont pour la cohabitation ou de ceux qui sont contre la cohabitation, fera tout ce qu'elle pourra si, par malheur elle gagnait les élections législatives, pour provoquer des élections présidentielles, dans la foulée des législatives.
Imaginons, camarades, dans quelle situation dramatique nous nous trouverions si le Président de la République était obligé de quitter l'Elysée, avant le terme de son mandat. Ce serait dramatique, non seulement pour lui-même, mais pour notre Socialisme, camarades, car alors nous entendrions dire, répéter, proclamer que le Socialisme a échoué et que le Président de la République n'a même pas pu aller jusqu'au terme de son mandat de 7 ans.
C'est pourquoi, camarades, je pense que si le devoir du Congrès est de fixer la politique générale, nous devons, soit donner mandat à une Convention, c'est possible, soit faire confiance au Comité directeur et à la Convention pour déterminer notre tactique au lendemain des élections et en fonction des résultats.
Sur le fond des problèmes, camarades, je vais être bref pour respecter mon temps de parole. Je voudrais tout de même faire quelques remarques.
Avez-vous remarqué, dans les sondages que les mêmes électeurs qui se disent décidés à voter à droite, quand on leur pose la question :"Est-ce que vous pensez que la Droite fera mieux pour résoudre les problèmes qui se posent, que les Socialistes qui sont au pouvoir ?" répondent "non".

Fondation Jean-Jaurès

Alors, pourquoi ? Je ne suis pas de ceux qui nient la valeur des sondages, quand ils sont désagréables pour nous. Alors pourquoi est-ce que les sondages donnent plus de suffrages à la Droite qu'à la Gauche ? Parce que nous ne savons pas communiquer ? Est-ce parce que le langage politique - et je le crois - est mal entendu ou n'est plus entendu par un très grand nombre de Français? Et cela peut être une des choses parmi d'autres, qui expliquent le nombre de suffrages obtenus par le Front National. Est-ce parce que la politique de rigueur est mal supportée en France, comme dans tous les pays où elle est pratiquée, par quelque gouvernement que ce soit ? Ou est-ce parce que nous n'avons pas su expliquer que toute autre politique conduirait à la faillite, à une augmentation du chômage pire que tout ce que nous avons connu et tout ce que nous avons pu imaginer.

Je voudrais poser une autre question, camarades. Faut-il passer de l'autogestion à l'autocritique de l'action du Parti et de l'action du gouvernement ?

Je crois, camarades, qu'il est nécessaire que nous indiquions au Français, avec franchise, sans détour, sans crainte de les effrayer, que la politique de rigueur et de modernisation de l'économie française est indispensable et que nous ne pouvons pas en changer à six mois des élections, sans nous déshonorer, que, sans cette politique, l'économie française serait écrasée par le poids de la concurrence étrangère, que le chômage atteindrait des chiffres insupportables et que nous irions de crise sociale en crise sociale, de crise économique en crise économique, de crise politique en crise politique et que l'extrême droite et l'extrême gauche deviendraient un danger réel et très grave pour la démocratie française et pour la France.

(Applaudissements)

Je voudrais, pour conclure, rappeler que la Droite, dans le débat qui est engagé, aborde rarement les problèmes de fond.

D'autres orateurs vous diront sans doute les contradictions entre Monsieur Barre, Monsieur Chirac, Monsieur Giscard d'Estaing, et quelques autres, qui ne sont d'accord sur rien. Nous sommes les seuls, en vérité, à proposer des solutions pour affronter la troisième révolution industrielle, celle de l'informatique, de la robotique, de l'intelligence artificielle. Le gouvernement a résolument engagé la France dans la modernisation.

Nous sommes les seuls à vous proposer une nouvelle culture, non pas une culture littéraire ou artistique - Jack Lang est considéré comme le meilleur ministre de la Culture, non seulement que la France ait jamais eu, mais de toute l'Europe... (applaudissements)... je veux parler de la nouvelle culture, de la connaissance des nouvelles technologies indispensables non seulement pour l'industrie, pour l'agriculture, pour la médecine, mais pour la vie quotidienne.

Pour vous donner un ordre de grandeur des besoins des pays occidentaux, à l'exception du Japon, en matière de technologies nouvelles, le gouvernement américain vient de prendre des mesures - je n'ai pas le temps de vous dire lesquelles, mais croyez-moi, on a l'impression d'assister à une sorte de mobilisation nationale pour former un million d'ingénieurs en logiciel.

Avec les technologies nouvelles, camarades, les rapports entre les chefs

d’entreprise et les travailleurs, et les syndicats, sont en train de changer.
Je viens de faire un voyage, un court voyage aux Etats-Unis. Je suis allé étudier ce qu’on appelle le projet Saturne à Detroit, et j’ai appris que la General Motors, qui ne s’était pas distinguée jusqu’à maintenant comme une entreprise particulièrement avancée sur le plan social, vient, pour sa nouvelle usine, de donner la garantie de l’emploi, dans le pays de la libre entreprise dans lequel le congédiement, du jour au lendemain, était accepté par les syndicats à 80%, des travailleurs qui produiront de nouvelles voitures dans cette usine. Elle considère que la concertation avec les syndicats, et le consensus sont indispensables si l’on veut sortir de la crise que connaît l’industrie automobile américaine.
J’ai entendu de mes oreilles un des dirigeants de cette entreprise nous dire : "Les hommes sont notre richesse la plus importante. La General Motors a failli à sa tâche de prise en compte de cette richesse".
Le gouvernement français veut s’engager dans cette voie. Il a commencé à le faire. Ce n’est pas la Droite qui le fera, elle est toujours en retard d’une reforme, même vis-à-vis des pays capitalistes de la plus libre entreprise, comme les Etats-Unis.
(Applaudissements)
Je voudrais rappeler aussi, et je vais en finir, que nous devons proposer aux Français une société moderne, et c’est possible avec l’informatique, dans laquelle la machine sera au service de l’homme et non pas l’homme au service de la machine.
Il y a là, camarades, un champ de réflexion intéressant pour les Socialistes.
Enfin, je voudrais dire que nous ne nous résignons pas au chômage, et je voudrais à ce propos citer Monsieur Barre qui, dans le rapport de présentation du budget en 1977, a écrit, en parlant du chômage, dans les conditions où il se trouvait à cette époque : "C’est malheureusement le prix qu’il faut payer, lorsque les équilibres fondamentaux d’une économie ont été rompus".
Il parlait de la politique menée par Monsieur Chirac. Nous, nous avons rétabli les grands équilibres. Nous ne nous résignons pas au chômage et nous devons tout faire pour lutter pour l’emploi.
(Applaudissements)
Nous savons, camarades, que la modernisation et son application, la modernisation sociale est, pour notre pays, non pas le chômage, mais, à terme, le plein emploi et, en tout cas, c’est certain - et je m’excuse de l’expression si elle peut choquer certains - une question de vie ou de mort.
La Droite, elle, est tournée vers le passé, elle ignore les réalités modernes, si elle revient au pouvoir, elle nous conduirait de crise en crise.
Voilà ma conclusion, elle est simple, c’est le "Figaro" qui me l’a inspirée ce matin, il titre sur plusieurs colonnes: "à Toulouse, le Congrès de la déconvenue", non camarades, ce n’est pas le Congrès de la déconvenue, cela doit être le Congrès de l’offensive, le Congrès de la reconquête, le Congrès contre les forces de Droite, les plus rétrogrades, les haineuses, donnons tous ensembles, ici et demain, le démenti le plus cinglant à la Droite française.
(Vifs applaudissements)

Le président - Nous remercions Gaston Defferre, vos applaudissements le prouvent. Il a tenu son temps de parole, suivant son habitude, il n'a dépassé son temps que de 45 secondes.
(Applaudissements)
La parole est à Alain Claeys, pour cinq minutes, et le prochain orateur sera Roger Fajardie.
Alain Claeys, tu as la parole.

Alain Claeys

Chers camarades, Gaston Defferre, rappelait le rôle de notre Congrès, déterminer notre ligne politique pour deux ans. Mais au-delà de cette tâche importante, ce Congrès s'adresse aussi à l'opinion, aux hommes et aux femmes de ce pays.
Aussi, si nous voulons éviter la politique politicienne, il nous faut parler clairement, en toute lucidité, et répondre à deux questions simples que les hommes et les femmes de ce pays se posent : aujourd'hui les Socialistes sont-ils en mesure de conduire le changement en France ?
L'opposition offre-t-elle aux Français une solution de rechange ?
Les Socialistes sont-ils en mesure de conduire le changement en France. Nous devons répondre "oui", d'autres camarades feront un bilan exhaustif de ce qui a été fait par le Président de la République, et le gouvernement Socialiste depuis quatre ans, simplement nous pouvons dire que nous avons créé des conditions de la modernisation dans tous les domaines du changement, que ce soit niveau des structures administratives, l'organisation de l'entreprise, les nouvelles technologies, l'information, l'acquisition des connaissances, le culturel, le social, dans le même temps, nous avons pris les mesures sociales indispensables en particulier en 1981 et 1982...

Le président - Un peu de silence, je vous prie.

Alain Claeys - ... L'avenir est tracé et au-delà de ce Congrès, à travers le projet que nous proposerons aux Français, nous avons deux impératifs, créer les conditions d'emplois durables, faire rentrer dans la vie des gens la modernisation.
Oui aujourd'hui, les Socialistes conduisent le changement en France.
La deuxième question, je crois qu'il faut la poser et aujourd'hui, comme le disait Gaston Defferre, passer à l'offensive. L'opposition offre-t-elle aux Français une solution de rechange?
La Droite n'a jamais accepté de perdre le pouvoir, ce qui les intéresse aujourd'hui c'est le pouvoir, d'où le débat sur la cohabitation ou la non-cohabitation, derrière ce débat qui remet en cause la constitution qu'ils ont votée, ils remettent en cause le pouvoir légitime du Président de la République.
(Applaudissements)
Mais au-delà de ce constat, trois questions : comment apprécier leur résultat

Fondation Jean Jaurès

économique par rapport au nôtre ? Qu'est-ce que cache leur libéralisme, leur libéralisme à l'épreuve des faits ?
Sur un résultat économique comparé au nôtre, je crois que beaucoup de références ont été données depuis ce matin, que ce soit l'inflation, le commerce extérieur, la balance des paiements, les réserves de change, l'épargne des Français, sur tous ces points chers camarades, nous avons fait mieux.
De plus, lorsqu'ils ont été au pouvoir, aucune priorité en ce qui concerne la formation et la recherche, absence de restructuration industrielle, au-delà de cela, alors qu'ils ont connu des périodes de croissance, ils n'ont pas voulu faire évoluer les rapports sociaux. Oui, contrairement à nous, la Droite a subi le changement.
Qu'est-ce que cache leur libéralisme ? C'est sûrement le mot plus dévoyé de la langue française. Pour les gens, il y a assimilation du mot libéralisme à liberté.
En fait, le libéralisme dans l'histoire c'est quoi ? C'est la loi du plus fort, c'est l'échec, l'impuissance des politiques face au changement, le libéralisme c'est aussi dans certains pays d'Amérique latine, par exemple, la privation de libertés des régimes autoritaires. Après avoir instauré la technocratie dans notre pays, ils veulent aujourd'hui faire croire qu'ils ont trouvé une recette miracle, recette qui a toujours échoué.
Le libéralisme à l'épreuve des faits, chers camarades, je vous pose la question, est-ce que c'était le libéralisme lors qu'ils ont combattu les radios locales, lorsqu'ils ont été jusqu'à inculper le Premier secrétaire du Parti Socialiste, François Mitterrand, est-ce que c'était le libéralisme ?
(Applaudissements)
Lorsqu'ils combattent les espaces de liberté mis en place en particulier par Robert Badinter… (applaudissements)… est-ce que c'est le libéralisme lorsqu'ils ont combattu la décentralisation, est-ce que c'est le libéralisme lorsqu'ils développent des thèmes sécuritaires, est-ce que c'est le libéralisme lorsqu'ils combattent le droit à la différence, est-ce que c'est le libéralisme lorsqu'ils proposent d'abaisser de 65 à 50% la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, est-ce que c'est le libéralisme lorsqu'ils proposent de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes, cet allégement concerne un contribuable sur 200 000 privilégiés, sur 20 millions de contribuables, est-ce que c'est toujours le libéralisme lorsqu'ils proposent d'abaisser les droits de succession pour les héritages supérieurs à 340 millions de francs ? Est-ce que c'est le libéralisme lorsqu'ils proposent des licenciements plus faciles, la limitation du pouvoir syndical, la remise en cause de l'école publique, les atteintes à la sécurité sociale ?
Enfin, et souvenez-vous cela s'est passé il y a quelques semaines, est-ce que c'est l'illustration du libéralisme, lorsqu'il il y a quelques semaines à Nouméa Jacques Chirac interpellait les indépendantistes : "qu'ils m'entendent, sinon ils pourraient le regretter " !
Oui, chers camarades, il y a tricherie, mensonge, lorsqu'on veut assimiler le mot "libéralisme" au mot "liberté", à nous de l'expliquer exemples à l'appui.
La solution de rechange que propose la Droite aux Français est de subir le

changement, aux plus forts de s'en sortir, c'est la résignation en matière économique, c'est le développement des injustices.
Chers camarades, il ne suffit pas de parler de l'an 2000, ou du futur, pour s'y préparer, aujourd'hui le choix est simple, conduire le changement, ou subir le changement. Rechercher des équilibres dans une société en mouvements, ou prendre le risque du conflit et du renoncement.

Le président - Tu conclus, camarade.

Alain Claeys - Répondre à ces deux questions, c'est créer les conditions de rassemblement, pour se rassembler aujourd'hui je crois qu'il y a deux exigences, la première : soyons nous-mêmes, gouvernons sur nos propres valeurs, c'est sûrement le meilleur moyen de parler vrai et de prendre en compte les enjeux technologiques, ce saut culturel de la fin du siècle, mais aussi de ne pas être frileux, face au foisonnement des idées.
Souvenons-nous chers camarades, le rôle du Parti Socialiste a inspiré la puissance de notre slogan "changer la vie", nous avons été capables à Epinay d'intégrer dans la société française toutes les idées neuves qui apparaissaient dans les années 60, c'est ce qui a fait la force du Parti Socialiste.
Or aujourd'hui, malgré les difficultés du pouvoir, nous devons avoir la même démarche, être capable de reconduire notre slogan, "changer la vie" et de bien faire apparaître le Parti Socialiste, comme un parti qui est capable d'aller de l'avant, pour conduire le changement.
Je crois, chers camarades - et je terminerai là-dessus - que ce sont les conditions de la réussite, et c'est, je crois, cette volonté qui doit permettre en mars 1986 mais au-delà de mars 1986 de faire du Parti Socialiste un grand parti de rassemblement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Roger Fajardie. J'insiste auprès des camarades qui s'inscrivent pour parler, qu'ils veuillent bien annoncer le temps de parole qu'ils pensent employer, parce que sinon on n'arrivera jamais au bout.
Roger Fajardie tu as la parole.

Roger Fajardie

Chers, camarades, nous voici donc réunis à Toulouse, et ce Congrès est notre dernier grand rendez-vous avant l'échéance législative et régionale de 1986.
Notre responsabilité, plusieurs camarades, l'ont déjà soulignée, est immense, elle exige de nous un projet politique mobilisateur, une grande cohérence, une réelle unité. C'est cela le prix de résultats électoraux positifs en mars prochain, et je les crois pour ma part tout à fait possibles.
Il n'y a pas de fatalité de l'échec, une élection n'est jamais perdue d'avance, et la démonstration la plus récente nous en est donnée par le Parti Social démocrate suédois, qui vient de remporter une victoire que nous saluons, alors que les sondages ne prévoyaient absolument pas son succès, il y a encore bien peu de

Fondation Jean-Jaurès

temps. Vraiment le découragement n'est pas de mise.
Unis, nous pouvons gagner, divisés nous prendrons le risque d'être battus. Nos chances de succès résident d'abord dans notre capacité à nous rassembler, avec la volonté de poursuivre et de parfaire l'œuvre entreprise depuis mai 1981.
La synthèse - cela me parait évident - doit être recherchée dans ce Congrès, je suis de ceux qui la souhaitent, et je pense que ceux qui d'aventure prendraient le risque de la rendre impossible en s'écartant de notre identité, ou en refusant d'assumer le passé récent, prendraient une immense responsabilité.
Il sera, camarades, toujours temps, si nécessaire, après les élections de 1986, de tenir un Congrès extraordinaire n'ayant bien sûr aucun problème d'organisation, à son ordre du jour, qui serait exclusivement consacré à tirer les leçons de la législature achevée, à fixer notre politique d'avenir, mais dans le présent, que cela soit clair pour tous, l'essentiel c'est l'action pour gagner la prochaine bataille électorale.
En vérité, chers camarades, les thèmes majeurs d'un accord unanime entre les Socialistes devraient être faciles à établir, il s'agit, dans l'authenticité partagée de notre engagement Socialiste, de réaffirmer nos principes, nous n'avons pas à remettre en cause nos sources, mais à adapter l'expression de la pensée Socialiste aux réalités d'aujourd'hui.
Nous devons donc redire ensemble - c'est essentiel - notre fidélité à nos racines, notre fidélité à notre histoire, notre fidélité à notre tradition.
L'action socialiste prend tout son sens et rencontre le succès dans la richesse de son débat, dans ses apports multiples, dans la confrontation de ses écoles de pensée, dans l'épanouissement de sa culture, mais il faut d'abord que ses militants se reconnaissent dans le fond commun qui est l'adhésion aux principes fondamentaux du Socialisme, tels que Léon Blum les a rappelés en 1945 et tels que les enseigne encore aujourd'hui - comme nous-mêmes - le Parti social-démocrate suédois, et pourvu qu'un grand Parti Socialiste, menant un dialogue constant avec les organisations syndicales et le mouvement social et associatif, rassemble les expériences et assure la cohésion de l'action politique.
Camarades, c'est ici que je m'inquiète, des souvenirs de la Commission des résolutions du Comité directeur du 24 août, où les camarades qui ont ensuite présenté la motion 2 nous proposaient la suppression de propositions essentielles, reviennent à ma mémoire quand je lis ces jours-ci dans un journal du matin qu'on substituerait volontiers à la notion de parti de classe celle de parti de progrès et que l'on renoncerait à celle de rupture avec le capitalisme.
Là, vraiment, je ne comprends plus !
Pour moi, être Socialiste, c'est d'abord porter en soi la volonté de contribuer à l'abolition du système capitaliste pour libérer les hommes.
Que les méthodes pour faire évoluer la société se soient modifiées depuis le 19ème siècle, que le rythme du changement soit lent et progressif, bien sûr, nul ne songerait à le nier, mais qui pourrait, parmi nous, déraper jusqu'à adhérer à la pensée fluctuante d'une gauche libérale qui se dirait de gauche mais serait, en vérité, dans un camp qui n'est pas le nôtre puisque nous avons collectivement choisi de nous placer dans la perspective non pas de rafistoler le capitalisme,

mais de changer la société.
(Applaudissements)
Je ne vois guère, camarades, que le programme de 1959 du parti social-démocrate allemand qui ait renoncé à faire référence aux engagements doctrinaux du Socialisme.
Pour ma part, je retiendrai plus volontiers la formule de nos amis suédois, d'Olof Palme lui-même, me semble-t-il, selon laquelle si nous pouvons être infidèles à des méthodes, du moins devons-nous être fidèles à nos valeurs.
Alors, camarades, ne les mettons pas dans notre poche et refusons d'aller à Godesberg, car ce sont ces valeurs fondamentales qui doivent aujourd'hui, comme hier, nous rassembler.
(Applaudissements)
Nous rassembler pour quoi faire ?
Eh bien, pour défendre et illustrer notre confiance, autour du Président de la République François Mitterrand, dans les gouvernements successifs de Pierre Mauroy et Laurent Fabius, en prenant en compte tout ce qu'ils ont accompli, état de grâce et périodes difficiles, dans une époque rude, hypothéquée par un héritage lourd dans un monde en crise ; l'effort de relance et de progrès entrepris dès 1981 était nécessaire. La politique de rigueur ensuite, l'affirmation d'une maîtrise de la réalité économique par les Socialistes au pouvoir, sont tout un ensemble d'orientations et de mesures positives dont l'opinion prend peu à peu conscience et dont, collectivement, nous n'avons pas à rougir parce qu'elles conditionnent les réussites de l'avenir.
Ensuite, nous rassembler pour re-mobiliser nos bases, re-mobiliser tous les militants et tous les sympathisants socialistes, les obstacles ont été immenses. Le peuple de Gauche attendait plus, le chômage est un lourd fardeau. Il y a des hésitations et des inquiétudes, pourquoi le nier ? Mais il y a cette somme de réalisations.
Et puis, en face, il y a la Droite, la Droite qui n'a rien d'autre à offrir qu'une politique de régression sociale.
Qui hésiterait, à gauche, entre les Socialistes, qui n'ont pas pu tout faire, et la Droite, dont chacun sait ce qu'elle ferait ? Qui imaginerait que les forces qui ont contribué à notre victoire auraient choisi de retourner en arrière ?
Il nous faut d'abord, pour cela, exprimer sans ambiguïté notre fidélité à la Gauche rassemblée, en dépit des orientations désastreuses de la direction du Parti Communiste, et dire avec force que le choix de l'ancrage à gauche reste notre combat et notre engagement.
Et puis, camarades, nous avons à mener ensemble un combat clair et sans faille - en sachant adapter notre expression, en sachant adapter notre style - contre toute forme d'intolérance et de xénophobie, où qu'elle se dissimule, pour le respect de l'autre et de sa différence, pour le dialogue des cultures et l'affirmation de leur complémentarité, pour aider concrètement les organisations comme "SOS racisme", pour être aux côtés de tous les opprimés de la misère et de la liberté, le Socialisme est d'abord, aujourd'hui, ici et partout, la solidarité.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Notre Parti Socialiste rassemblé n'a donc pas à édulcorer ses engagements fondamentaux qui lui donnent sa signification et son ampleur. Puis-je dire qu'à bien des égards les évolutions dans le monde contribuent, chacun le voit, à les justifier ?
L'œuvre menée depuis plus de quatre ans n'appelle ni regrets, ni flagellation intellectuelle, ni révisionnisme, mais effort pour expliquer et pour convaincre.
Camarades, c'est à cet effort que nous devons appeler les militants, c'est à cet effort que nous devons appeler notre peuple.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Roger Fajardie qui a respecté son temps.
Je donne la parole à Robert Le Foll, pour cinq minutes.

Robert Le Foll

Chers camarades, depuis 1981 les départements et territoires d'Outre-mer ont souvent occupé le devant de la scène et constitué une préoccupation essentielle du parti et des élus Socialistes.
Le collectif Dom-Tom, la commission des ressortissants d'Outre-mer en métropole, ont travaillé régulièrement et élaboré des propositions concernant des domaines aussi divers que ceux du développement économique, de la formation ou de l'installation en métropole des ressortissants,
Aussi, ce congrès nous fournit-il l'occasion de dresser un bilan, d'évoquer les objectifs immédiats et de préciser la position des Socialistes par rapport à l'Outre-mer.
Les erreurs commises dans le passé par les gouvernements de droite ont conduit la Nouvelle-Calédonie aux affrontements, face à la complexité des problèmes et aux tensions qui existaient entre les communautés, le Parti, et le groupe parlementaire ont apporté leur soutien au gouvernement et contribué à la mise en place du plan Fabius-Pisani. Le déroulement du scrutin du 29 septembre et ses résultats ont permis la représentation des diverses forces politiques en présence sur le terrain, ouvert la voie au dialogue et créé les conditions d'une évolution pacifique dans le territoire.
En Polynésie, le Parti Socialiste, représenté par sa section de Papeete, a affirmé une priorité : contribuer à la mise en place du statut d'autonomie aujourd'hui adopté par ceux qui le combattaient sans nuances il y a quelques mois à l'Assemblée Nationale.
Enfin, je ne saurais passer sous silence les succès remportés par la Gauche, et particulièrement le Parti Socialiste, lors des récentes consultations électorales : des mairies conquises en 1983 à La Réunion et une présence dans tous les cantons lors du scrutin de mars dernier, un combat difficile marqué par le progrès qu'on voit à La Martinique aux dernières cantonales, la majorité pour nos amis du Parti Socialiste guyanais au Conseil général de Guyane, enfin la victoire de la Gauche en Guadeloupe et l'élection de notre camarade Premier secrétaire, Dominique Larifla, à la présidence du Conseil général, une progression indéniable du Parti Socialiste ces derniers mois dans les

Fondation Jean-Jaurès

départements d'Outre-mer, progression due aux mesures gouvernementales et, particulièrement, à l'entrée en vigueur de la décentralisation, objectif de notre Parti pour ce qui touche aux institutions.
Mais les élus et les populations d'Outre-mer attendent de nous des mesures immédiates.
A plusieurs reprises, nous avons demandé qu'un débat sur le développement économique des Dom soit organisé au Parlement. Il aura lieu début novembre ; en cette période d'examen du budget, il permettra d'arrêter des mesures concernant les revendications traditionnelles comme le logement ou l'allocation chômage par exemple.
Enfin, la journée de travail consacrée hier aux Dom, dans le cadre de la préparation de ce Congrès , a fait apparaître la nécessité de mettre au point notre programme pour les futures échéances électorales. Les responsables des fédérations et la direction du Parti ont convenu que les Commissions exécutives fédérales travailleraient sur un projet dans leur département et qu'une conférence, organisée à Paris en décembre, arrêterait une proposition qui prendra également en compte la Commission des ressortissants d'Outre-mer en métropole. 500 000 guyanais, antillais, réunionnais, polynésiens, vivent en métropole.
Voilà pour nos projets à court terme.
Depuis quatre ans, l'opposition, que ce soit en métropole ou Outre-mer, a caricaturé nos propositions, nous avons été accusés de vouloir brader le territoire national et larguer les départements d'Outre-mer pour reprendre les propos de Michel Debré ou d'autres boute-feux de l'opposition, comme le sénateur Pasqua ou le député Julia.
Le congrès de Toulouse nous offre l'occasion de rappeler nos choix et nos positions.
Depuis 1981, la France a affirmé son appartenance à l'Europe et, à travers ses départements et territoires d'Outre-mer, sa présence aux côtés des pays du tiers-monde et des autres continents. Pour permettre aux départements et territoires d'Outre-mer de prendre leur place au nom de notre pays dans le dialogue nord/sud et après avoir apporté des réponses aux problèmes institutionnels, nous devons réussir leur développement économique, social et culturel.
Les socialistes se doivent de poursuivre l'œuvre historique entamée en 1981, dont je rappelle les objectifs essentiels : réaffirmer l'appartenance des départements et territoires d'Outre-mer à l'ensemble français, promouvoir leur identité culturelle, développer une politique de formation adaptée aux réalités locales, transformer le système économique en exploitant mieux les potentialités locales du développement agricole, artisanal et industriel afin de parvenir a l'autosuffisance alimentaire et d'offrir aux milliers de jeunes un emploi, renforcer les structures qui permettront aux départements et territoires d'Outre-mer de s'intégrer à leur région naturelle et d'y jouer un rôle économique, culturel et social…

Le président - Tu conclus, Le Foll...

Fondation Jean Jaurès

Robert Le Foll - ... Donner aux élus les moyens de jouer leur rôle, former les hommes, développer les richesses locales, en un mot changer les rapports entre la métropole et les départements et territoires d'Outre-mer.
C'est la voie que choisissent les Socialistes pour promouvoir la dignité humaine et renforcer dans le monde les chances de la France et de ceux qui l'aiment.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Robert Le Foll. La parole est à Daniel Vaillant, pour cinq minutes, mais je lui demande de bien vouloir respecter ce délai.

Daniel Vaillant

Chers camarades, cinq minutes, effectivement, et je voudrais concentrer mon propos sur le Parti, son rôle, sa fonction, ses imperfections, pour envisager d'améliorer son fonctionnement et son audience.
Je crois pour cela qu'il faut déjà qu'ensemble nous ayons bien conscience du fait que la démocratie ne peut vivre qu'avec les partis politiques, et en France, malgré les différences de nature entre les partis, les différences de fonctionnement, je pense qu'il faut faire en sorte que les partis politiques soient respectés et contribuent à améliorer la vie démocratique.
Pour nous, Socialistes, il faut que nous nous imposions à nous-mêmes de bien jouer ce jeu d'un grand parti puissant. Regardez à Droite : ils critiquent le Parti Socialiste, mais regardez-les : que fait M. Barre et que fera-t-il sinon essayer de prendre l'UDF, et s'il n'y arrivait pas, de faire son propre parti ? Regardez Jacques Chirac s'appuyant sur un RPR militant et organisé, sur un appareil central extrêmement fort ? La faiblesse de Giscard d'Estaing entre 1974 et 1981, cela a été notamment de ne pas avoir un grand parti organisé. Et que fait Léotard actuellement, si ce n'est organiser ce type de parti ?
Je pense donc qu'il faut absolument qu'en ce qui nous concerne, nous ayons conscience que l'enjeu du Parti et de sa force est déterminant.
Notre Parti créé en 1971 sous l'impulsion de François Mitterrand, grâce à sa ligne et à sa stratégie, l'union de la Gauche, a permis d'inverser le rapport de forces au sein de la Gauche, d'être attractif, de rassembler les Socialistes souvent isolés parmi les Français, parce qu'il incarnait une alternative crédible, une espérance. Il a su convaincre et gagner, et il a su former des responsables.
De 1981 à 1986, mes chers camarades, notre Parti, au gouvernement et en son sein, a réussi l'alternance, qu'on promettait si difficile avec la Gauche. Il a pu appréhender des questions nouvelles, il a su, sur des questions comme les questions économiques, infléchir sa politique, il a su s'adapter et je pense qu'il a eu raison. Il a su infléchir sans jamais renier le Socialisme, sa finalité.
Sous la conduite de Lionel Jospin, je pense que le Parti Socialiste a démontré sa raison, sa responsabilité et son sérieux.
Il faut aujourd'hui que tout s'organise autour de lui car il est le seul à incarner un pouvoir crédible à Gauche. Après 1986, quoi qu'il arrive - et je ne développerai pas ici, je n'en ai pas le temps, les différents scénarios, Gaston

Fondation Jean-Jaurès

Defferre l'a excellemment fait tout à l'heure - il est encore la seule perspective d'un gouvernement de Gauche, des femmes, des hommes de Gauche, et qui peuvent au-delà se reconnaître dans un grand Parti Socialiste à l'écoute des préoccupations des citoyens.
Je pense que cela est possible et que nous devons nous en donner les moyens.
En terme d'organisation du Parti, je crois qu'il y a trois écueils à éviter.
Le premier écueil, c'est toujours évidemment la tentation du repli sur soi, d'une certaine forme de sectarisation interne. Bref, il ne faudrait pas que notre Parti devienne une simple juxtaposition de sensibilités.
La démocratie interne, c'est difficile à gérer quand il y a le poids des uns et des autres, les ambitions légitimes des uns et des autres. Aussi faut-il éviter, encore une fois, que le Parti se recroqueville et opère un repli sur soi qui serait dramatique.
Le débat qui s'est déroulé dans le Parti n'est de ce pont de vue là pas préjudiciable si nous savons conclure positivement ces débats, et je pense que la synthèse que je souhaite peut être l'occasion, sur la base de ce qu'ont décidé les militants à une large majorité, d'associer d'une façon plus dense, plus forte, toutes les sensibilités du Parti et tous les militants à l'œuvre commune.
Le deuxième écueil est le pendant du premier, ce serait que nous nous mettions à douter de nous-mêmes, et que le doute s'installe parmi nous et dans nos esprits. Pour moi, Toulouse ne doit pas être le Congrès de la révision déchirante. Nous sommes Socialistes et il faut que nous le restions.
Je conclus. Je voulais parler d'un troisième écueil car au poste de délégué général aux fédérations, aux côtés de Bertrand Delanoë, depuis deux ans, nous avons pu constater quelquefois un risque aussi pour le Parti, c'est le déséquilibre qui pourrait s'instaurer notamment au niveau départemental entre le pouvoir du Parti dans son ensemble et le pouvoir des élus. Je suis moi-même élu, il n'est donc pas question pour moi de jeter à la vindicte les camarades élus. Mais je pense qu'il faut qu'il y ait une prise de conscience du fait que le Parti est le seul lieu où peuvent se prendre les décisions qui le concernent. Il faudra donc que la direction issue de ce Congrès prenne des dispositions pour favoriser le travail des fédérations, et notamment des Premiers secrétaires fédéraux dont le rôle est souvent ingrat...
(Applaudissements)
Ils ne disposent pas toujours des moyens qu'ils méritent pour mener l'action et pour mener la politique du Parti.
Voilà à mon avis les trois écueils qu'il nous faut éviter pour garder l'équilibre des pouvoirs au sein du Parti.
Je conclurai en disant que si nous savons nous rassembler pour rassembler au-delà, si notre seule préoccupation à toutes et à tous, c'est de valoriser le Parti, son action, si nous nous inscrivons, chacun d'entre nous, dans cette démarche collective, dans cette ambition collective, je pense que c'est une grande chance pour le Parti et pour la démocratie, pour le Socialisme en France.
Moi, ce Parti, j'y suis, j'y milite, j'y travaille, je m'y trouve bien et je m'y réalise. J'invite tous les camarades à en faire autant !

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Je remercie Daniel Vaillant.
Je vous annonce, chers camarades, que cet après-midi les premiers orateurs, à 14 heures 30 précises, seront Michel Debout, Daniel Chambon, Martin Malvy, et en début d'après-midi, immédiatement après, notre Premier secrétaire Lionel Jospin interviendra.
Je précise également que la séance de cet après-midi sera présidée par notre camarade Jean-Pierre Cot.
La séance est suspendue. Rendez-vous à 14 heures 30.

Parti Socialiste
Congrès de Toulouse
11, 12 et 13 octobre 1985

Séance du vendredi 11 octobre 1985 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Jean-Pierre Cot.

Le président (Jean-Pierre Cot)
Mes chers camarades, la séance est reprise. La parole est à Michel Debout, de la fédération de la Loire pour cinq minutes. Il sera suivi par Daniel Chambon.

Michel Debout
Mes chers camarades, j'avais l'habitude dans nos Conventions de vous parler des problèmes de la santé. Je ne le ferai pas aujourd'hui essentiellement parce que je considère, quoi qu'en disent les docteurs de la Droite, que la nôtre est bonne, et je dirai même qu'elle est excellente après ce repas ! Je ne voudrais pas troubler votre quiétude.
Ce qui me préoccupe, c'est au-delà de la division des leaders de la Droite, même s'ils sont d'accord sur le programme de revanche et de réaction, un thème qu'ils sont en train de développer.
Je pense, mes camarades, que vous avez remarqué comme moi ces grands panneaux d'annonces et d'affiches du RPR, avec comme slogan "Vivement la France". Je pense que vous avez remarqué comme moi la première page d'un journal de cette semaine, l'Expansion, qui nous disait : "demain la France". Je pense que vous avez remarqué comme moi que le Front National, qui est toujours un peu en avance - extrême oblige - sur ses collègues de la Droite, avait pour slogan "la France est de retour".
Eh bien quoi, mes camarades ? Cela voudrait dire que depuis quatre ans ce n'est plus la France ?
Mes camarades, ce n'est pas acceptable. La Droite nous disait que nous n'avions pas le monopole du cœur, eh bien, nous pouvons lui dire aujourd'hui qu'elle n'a pas le monopole de notre pays !

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Mais c'est vrai que lorsqu'on parle autant de la France, c'est que peut-être, et même sûrement, on veut parler des Français, mais pas tous les Français; les "vrais Français", comme ils disent.
Il y a derrière tous ces slogans tout un relent de xénophobie, de rejet, de racisme.
Nous savons bien que ces questions sont difficiles, nous le savons bien parce que ce sont des questions où l'on met en jeu son émotion, sa passion, j'allais dire - et Michel Rocard me pardonnera - son irrationnel.
Oui, mes camarades, sur ce terrain aussi il faut nous battre. Il faut nous battre pour les valeurs que nous défendons, et je voudrais le dire sans esprit de polémique, simplement parce que je ne l'ai pas compris, sur le terrain du racisme, sur le terrain de la xénophobie, sur le terrain du rejet, ce qui sépare la Droite et la Gauche ce n'est pas l'irrationnel, c'est l'exploitation que fait la Droite de l'irrationnel.
(Applaudissements)
Alors c'est vrai, je n'ai pas bien compris ce que Michel Rocard a voulu dire dans son interview à l'Evénement du Jeudi. Je n'ai pas compris cette différence qu'il faisait entre la Droite et la Gauche, qui serait essentiellement liée à l'ordre de l'irrationalité, à moins qu'il veuille dire que l'irrationnel serait cette petite musique qu'on mettrait pour couvrir la dureté du temps et la dureté des faits.
Pour moi, l'action politique, cela a toujours été de donner, d'essayer de donner un sens, une cohérence à l'irrationnel de l'homme et à l'irrationnel du groupe.
C'est pour cela, mes camarades, que je crois qu'aujourd'hui autant qu'hier, il faut se battre. Il faut se battre sans arrogance, bien sûr, mais avec conviction. Il faut se battre dans un monde incertain pour la paix. Il faut se battre dans un monde inégal pour la solidarité. Il faut se battre dans un monde ouvert, et nous savons bien que demain, avec les progrès de la technique, avec les progrès de la biologie, tout cela reste entre nos mains. Il faut se battre pour l'homme, mes camarades, il faut se battre pour gagner !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Daniel Chambon de Seine et Marne, pour cinq minutes.

Daniel Chambon

Mes chers camarades, comme le disait la contribution que nous avons déposée pour le Congrès et qui s'intitulait : Citoyens à part entière, Coca Cola et Chewing Gum essaient encore de nous brancher sur un modèle de jeunesse unique et aseptisée, mais les réalités de la crise, mes camarades, nous ont depuis longtemps câblés sur une autre réalité : le chômage et la marginalisation de plus de 1 million de jeunes.
La crise nous frappe en priorité : 3 millions de jeunes vont voter pour la première fois en mars 1986 à des élections importantes nationalement ; 1 million de jeunes sont en situation de marginalisation ; on imagine combien il sera difficile de faire participer ce million de jeunes à la vie publique, aujourd'hui en

1986 et au-delà.
Cette marginalisation précoce laissera des traces à l'horizon de l'an 2000, soyons-en conscients. Quels que soient les investissements que le gouvernement a faits en faveur des jeunes dans le domaine de la formation professionnelle et de l'éducation, cet effort porte sur le long terme, et nous avons le devoir de nous interroger sur la situation des jeunes aujourd'hui ici et maintenant et proposer une politique d'avenir qui pourra intégrer les jeunes et leurs espoirs. Le désintérêt des jeunes pour la politique n'est-il pas la conséquence de la difficulté des hommes politiques eux-mêmes à parler de l'essentiel qui est pour les jeunes : quel sens donner aujourd'hui à notre vie ?
Il faut être ambitieux pour ne pas décevoir. Notre projet pour les jeunes tient en deux grandes idées : indépendance et démocratie, car il faut cesser, mes camarades, de croire qu'on s'adresse utilement aux jeunes en se contentant d'énumérer un catalogue de propositions qui leur serait uniquement destiné.
C'est en s'intéressant aux grands problèmes qui sont ceux qui nous préoccupent aujourd'hui que l'on permettra aux jeunes d'être des citoyens actifs dans la société de demain.
L'indépendance est indispensable pour que l'Europe prenne tout son sens dans une démocratie. Sans indépendance, le vote reste une formalité, sans poids réel sur la société. La démocratie, la vraie, qui permet à chaque citoyen d'être un auteur de la société, celle que nous, Socialistes, appelons de nos vœux, ne peut se concevoir qu'en dynamique, c'est-à-dire être capable d'intégrer tous les jeunes dans une société qui s'en trouvera profondément modifiée et dans le sens que nous voulons car les jeunes, ne l'oublions pas, ont montré par leur engagement massif dans certaines associations telles SOS racisme ou la Ligue des Droits de l'homme, Médecins sans frontières - les jeunes médecins sont très nombreux - que, de façon intuitive, ils étaient attentifs aux valeurs qui sont les nôtres, que nous défendons : la solidarité, la tolérance, la justice. De cette attention intuitive à nos thèmes jusqu'à un engagement politique réel et profond, il y a un pas qu'hélas ils sont loin d'avoir tous franchi.
Cela ne peut que nous interroger. Ces jeunes ont changé. L'image qu'on se fait d'eux date d'il y a presque vingt ans ; les militants et le militantisme style 68 ont vécu. Le MJS n'a pas su prendre en compte cette évolution et force est de constater, mes camarades, que la tentative de restructuration du MJS de la Convention de Créteil a échoué. Il faut que le Parti se penche de nouveau sur cette question ; une nouvelle Convention jeunesse est nécessaire et indispensable aujourd'hui pour que l'ensemble du Parti, avec l'aide de ses militants jeunes puisse relever ce formidable défi. Aucun projet politique n'a de sens sans l'adhésion massive de la jeunesse de ce pays.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Martin Malvy de la fédération du Lot, qui sera suivi par Jacques Huntzinger.

Collection Jean Jaurès

Martin Malvy

Mes chers camarades, être aujourd'hui membre du gouvernement de la France et élu Socialiste de Midi-Pyrénées, voilà bien deux motifs rassemblés pour intervenir à la tribune de ce Congrès, et après d'autres, après plus particulièrement ce matin Alex Raymond qui préside avec autorité et chaleur notre assemblée régionale, pour saluer en Midi-Pyrénées aussi les Socialistes venus d'ailleurs.

Mes chers camarades, je voudrais vous dire simplement ce qui aujourd'hui me surprend le plus dans la vie politique de notre pays, ce n'est pas la vigueur du ton, ce n'est pas la mauvaise foi certaine de nos adversaires, c'est ce que j'appellerai la faculté d'oubli, non pas l'oubli de ce que nous sommes, non pas l'oubli de ce que nous avons dit, mais la faculté d'oublier ce que nous disions de la Droite avant d'arriver nous-mêmes au pouvoir.

En 1978, si vous permettez ce souvenir, je suis devenu député du Lot et Conseiller régional, succédant dans la seconde circonscription de ce département à l'ancien Secrétaire général du RPR Bernard Pons.

(Applaudissements)

Ici à Toulouse comme ailleurs en Midi-Pyrénées comme dans chacune de nos régions, que reprochons-nous à la Droite ? Sa défense des privilèges, sa politique fiscale, son approche des libertés, oui, mais nous lui reprochons aussi d'avoir, au nom d'une conception de la société, sacrifié des années de croissance mondiale, négligé la recherche, d'avoir laissé s'effilocher notre tissu industriel, de ne pas avoir adapté notre enseignement aux exigences du temps, et que dénoncions-nous, camarades, avant même de savoir qu'un jour nous accéderions au pouvoir, si ce n'est les conséquences de cette politique ?

La mémoire collective étant un peu à l'image de celle des personnes âgées qui gomme les événements les plus proches, en vertu de quoi la Droite aurait-elle aujourd'hui le pouvoir d'imposer l'effacement de cette période et en vertu de quoi aurions-nous, nous, l'obligation de ne jamais en parler ?

Il y a quelques jours, camarades, nous inaugurions à Toulouse les nouveaux équipements de Lecat (?). Pourquoi ne dit-on pas très fort qu'avant 1981 non seulement on ne parlait pas de nouveaux équipements, mais que l'interrogation portait sur la survie de cette grande entreprise toulousaine ?

Il y a quelques mois, le textile lainier de Midi-Pyrénées organisait ici son premier grand salon international. Pourquoi ne dit-on pas plus fort qu'avant 1981 le textile lainier Midi-Pyrénées était condamné et que sans le plan textile ou l'action régionale, il aurait disparu ?

Nous sommes confrontés quotidiennement à la difficulté. Les mécanismes économiques d'un pays sont un peu comme les véhicules sur les routes : quand ils roulent, on ne les arrête pas en quelques mètres ; ils continuent même de fonctionner pendant un temps dans le même sens. Or, nous ne sommes au pouvoir que depuis quatre ans, et, depuis quatre ans, la situation internationale s'est encore détériorée.

Savez-vous, camarades, que depuis 1981 le seul jeu du dollar a coûté 150 milliards de francs, 15 000 milliards de centimes à la France et, donc, aux

Français, sur la seule facture énergétique ? Le débat qui est le nôtre ici pendant ce Congrès de Toulouse, à travers nos motions, témoigne que l'épreuve du pouvoir, ne nous a pas si profondément changé que certains l'écrivent ou le souhaitent.
Je ne vois pas ce qu'il y a de honteux ou d'infidèle à ne plus avoir au moment où tous les petits écoliers de France découvrent l'informatique, le même raisonnement et le même discours qu'aux temps où ils allaient en classe leur bûche sous le bras. Je ne vois pas ce qui nous conduirait à renoncer à certains choix pour nous ouvrir le droit d'être les meilleurs pour transformer la société vers plus de justice, alors que les autres ont manqué le rendez-vous sans la prendre en considération.
Alors, nous devons aller au-delà de ce Congrès, après je l'espère la synthèse, repartir vers l'offensive, créer le mouvement et rassembler, regarder la réalité en face et savoir, par exemple, qu'ici en Midi-Pyrénées, partir seuls au combat ne serait pas la meilleure manière d'assurer la victoire.
Qui croit sérieusement que le libéralisme sauverait une région de France en difficultés?
Qui croit qu'il sauverait les régions minières ? Je ne suis pas convaincu que revu par le Club de l'Horloge ou corrigé par l'ancien meilleur économiste de France, il leur affecterait demain les 7 milliards de Francs par an que le gouvernement de la Gauche s'est engagé à verser à Charbonnages jusqu'à la fin de ce plan !
Ce n'est pas, camarades, le retour aux pratiques d'antan qui réduirait cet effort. Il le rendrait plus brutal, plus injuste et annulerait les résultats acquis. Et ce ne sont ni les interventions à la Léotard, ni comme à Toulouse le profil plus ou moins télégénique de tel ou tel candidat qui résoudraient le problème. Si les uns ou, les autres ont oublié, anciens ou héritiers, à nous de leur rafraîchir la mémoire. Au pays de Jaurès, camarades, on sait que le discours ne suffit pas pour changer la société. Il faut, pour la rendre plus juste, plus équitable, plus forte, et plus sociale, l'effort et le combat. L'histoire nous enseigne même qu'il faut prendre parfois des chemins difficiles et imprévus, à condition de ne jamais se renier et lequel d'entre nous, camarades, a aujourd'hui l'envie de tourner le dos à notre histoire ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Jacques Huntzinger, pour dix minutes.

Jacques Huntzinger

Chers camarades, à l'occasion de ce Congrès de Toulouse, le Parti Socialiste accueille plus d'une centaine de délégations étrangères venues de tous les continents. Parmi elles, les partis frères de l'Internationale Socialiste européen, américain, méditerranéen, africain, asiatique, mais aussi un grand nombre de mouvements de libération nationale, de partis progressistes du tiers-monde qui ont lutté et qui luttent pour préserver leur identité, pour recouvrer leur territoire ou pour renverser des régimes autoritaires ou dictatoriaux.
Je salue nos amis chiliens, haïtiens… (applaudissements)… ou de la résistance

Fondation Jean-Jaurès

afghane, de partis Socialistes proches. Plus particulièrement, je salue ici la présence de l'ANC et de l'UTF d'Afrique du Sud...
(Vifs applaudissements)
En cette période dramatique et décisive, ces camarades tournent une page essentielle.
Nous accueillons aussi un certain nombre de Partis Communistes européens, asiatiques ou du tiers-monde, avec lesquels nous avons établi un dialogue que nous entendons maintenir, malgré les divergences idéologiques et politiques existantes, et malgré les difficultés et les tensions des relations Est/Ouest.
Nous accueillons enfin certaines forces politiques du tiers-monde qui ne sont pas Socialistes, mais qui sont nos invitées, en raison des liens anciens ou tout récents noués entre notre Parti et le leur, liens noués sur la base de préoccupations communes, le développement et la démocratie.
Si l'on veut faire un bilan, chers camarades, de notre politique étrangère menée depuis 1981, on doit bien admettre qu'il existe aujourd'hui un acquis considérable dont on ne voit pas comment il pourrait être remis en cause par n'importe quelle majorité politique dans le futur.
Nous avons accompli un changement essentiel de la politique Est/Ouest de la France en renonçant à la complaisance ambiguë qui avait caractérisé l'ère pompidolienne et giscardienne, reconnaissant que l'URSS est une grande puissance européenne et mondiale avec laquelle il faut avoir un dialogue politique approfondi, une coopération économique et des échanges d'intérêts mutuels. Nous avons inscrit les rapports franco-soviétiques dans une perspective très claire qui répond aux intérêts fondamentaux des peuples de l'Europe.
Pour le temps présent, pas de détente en Europe sans l'équilibre des forces au plus bas niveau possible, sous peine de provoquer des basculements, d'où l'engagement de la France dans l'affaire des euromissiles, mais pas de détente non plus, chers camarades, sans l'arrêt de la course aux armements et le rejet de la déstabilisation, de la dissuasion, d'où le refus des Socialistes de la logique du projet de la guerre des étoiles de Ronald Reagan...
(Applaudissements)
A l'égard du tiers-monde, malgré les limites des moyens de la France, l'action extérieure française se fait désormais sentir au-delà de ses zones traditionnelles du Maghreb, du Moyen-Orient, de l'Afrique francophone de l'Est, du Sud-Est, dans les régions nouvelles de l'Amérique centrale, de l'Afrique Australe.
Enfin, nous avons fait beaucoup pour la construction de l'Europe. Nous nous sommes engagés dans le déblocage du dossier de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, pour nouer des rapports historiques nouveaux avec ces deux pays. Nous sommes au moment de la ratification des accords d'élargissement. Ce sont de bons accords, chers camarades, nous devons les défendre face à ceux qui les rejettent, des accords équilibrés qui tiennent compte des intérêts respectifs des uns et des autres.
Nous avons appris beaucoup de choses sur la réalité internationale. La société internationale est dure, chaotique. Notre volonté de transformation s'est heurtée aux pressions et aux politiques des principales puissances, aux contradictions et

aussi à nos limites propres. Or, les années à venir seront encore beaucoup plus difficiles que celles de la première décennie de la crise mondiale. La crise économique mondiale rencontre une nouvelle phase, la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, malgré la reprise du dialogue, reste profonde et les déséquilibres mondiaux, les crises générales s'accroissent.

Il faut se rendre compte que la France pourra de moins en moins agir seule si elle veut vraiment agir pour un nouvel internationalisme. Si nous voulions peser pour un processus de paix en Amérique centrale ou au Moyen-Orient, si l'on veut organiser des relations dynamiques avec le tiers-monde, si l'on veut amorcer la réforme du système monétaire international, nous sommes contraints et conduits à l'option européenne.

La France doit chercher, à partir d'une identité européenne, à faire en sorte que l'Europe occidentale joue toujours son rôle dans la reconstruction d'un ordre international.

Rappelons le texte de Bourg en Bresse. La force du mouvement ouvrier en Europe, la qualité de la tradition syndicale, l'alliance de la démocratie, de la liberté et du Socialisme, la richesse et la diversité des expériences Socialistes, montrent que l'Europe occidentale demeure la région décisive pour l'avenir du Socialisme.

Je voudrais conclure, chers camarades, par quelques mots sur l'avenir du Parti Socialiste.

Que va devenir le Parti Socialiste après 1986 ? Cette question, tout le monde se la pose à juste titre. Ce qui m'intéresse au-delà de l'échéance électorale, c'est l'avenir du mouvement Socialiste en France, Alors, on nous suggère on nous conseille même de faire notre Bad Godesberg, de nous dépoussiérer de nos dogmes et nos références idéologiques. Refaire Bad Godesberg, allons donc ! Nous avons déjà notre Bad Godesberg, c'était Epinay, chers camarades, et nous ne nous en sommes pas si mal portés.

(Applaudissements)

Epinay a été au PS français ce que Bad Godesberg a été à la SPD, allemande. Le Congrès de la reconquête et d'une stratégie de conquête du pouvoir dans des contextes culturels et politiques différents.

Pour le SPD d'ailleurs, comme pour le PS français, comme pour tous les partis socio-démocrates européens à l'heure actuelle, la question qui se pose aujourd'hui n'est pas de refaire Bad Godesberg ou Epinay, ou n'importe quoi, mais d'aller de l'avant, d'adapter la tradition Socialiste et social-démocrate aux réalités économiques sociales et culturelles de l'heure.

Comment apparaître comme la force porteuse de l'avenir de nos peuples et de nos Etats européens ? Comment être les meilleurs garants de nos sociétés européennes occidentales au nom de la justice, de la fraternité ? Comment apparaître comme la force de la modernité ? Nous, PS français, nous avons encore beaucoup à apprendre de la social-démocratie européenne, pour devenir le grand parti de rassemblement que nous appelons de nos vœux. L'ancrage dans les couches sociales populaires, la relation avec les forces sociales et syndicales, le réseau coopératif et associatif, l'organisation et la structure du Parti, oui, nous

Fondation Jean Jaurès

avons encore beaucoup à apprendre des autres partis socio-démocrates, mais il me semble également que nous avons apporté quelque chose à ce mouvement Socialiste européen qui vient d'enrichir une approche de la sortie de la crise fondée sur la modernisation et le progrès social, la recherche d'un nouvel équilibre entre le rôle de l'Etat, des collectivités décentralisées, des entreprises, et un nouvel ancrage européen des Socialistes français.
On avait rêvé, chers camarades, on a probablement un peu déçu l'opinion. Eh bien, on doit rassembler de nouveau de façon plus rationnelle, plus lucide. Ce parti n'est pas un parti ringard. Il n'est pas non plus un modèle parfait. Il est en pleine évolution, et ceux qui l'ont dirigé ces dernières années y sont quand même pour quelque chose. Oui, nous avons changé, nous avons perdu notre naïveté, nous avons peut-être aussi un peu perdu le sens de l'utopie, le goût du rêve. Nous avons mûri, mais nous ne devons pas perdre notre volonté de changement. Le Socialisme, c'est d'abord une volonté de changement. Nous ne devons pas perdre de vue que notre volonté d'action puisera toujours sa raison d'être dans notre programme. Changer la vie, chers camarades !
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vous prie de prendre place et de faire silence. Il est difficile pour les orateurs de se faire entendre dans ce bourdonnement et ce tumulte.
La parole est maintenant à Lionel Jospin, Premier secrétaire du Parti Socialiste.
(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, je passerai peu de temps, exceptionnellement, à remercier ceux qui ont permis que ce Congrès se tienne et à saluer ceux qui l'honorent de leur présence, remercier Alex Raymond, président de la région, qui nous accueillait ce matin, Tony Briançon, tous les responsables, tous les militants de la fédération Socialiste de la Haute Garonne qui ont, à travers leur action, leur imagination, leur travail méthodique, permis que ce Congrès se tienne dans un cadre formidable de puissance et, en même temps, plein de chaleur pour ceux qui y participeront... (applaudissements)... les militants de la Haute Garonne et le secteur organisation du Parti qui, autour de Bertrand Delanoë, ont fait que nous nous rencontrons dans un Congrès, je ne voudrais être ni désagréable pour Epinay, ni injuste pour Pau qui fut une très belle salle, ni indifférent à Grenoble où je fus élu au Secrétariat du Parti, ni inattentif à Nantes, ni bien sûr, oublieux de Metz, bien qu'il faille parfois savoir oublier, y compris Metz... (applaudissements)... j'oublierai Valence, je saluerai Bourg et je dirai honnêtement : Toulouse, c'est une des plus belles salles, c'est une des plus puissantes rassemblées par notre Parti.
(Applaudissements)
Je veux simplement saluer d'un mot la presse venue aussi nombreuse, peut-être plus nombreuse encore que d'habitude dans ces instances, les invité étrangers représentant ici toute la planète, tous les mouvements progressistes, toutes les

Fondation Jean Jaurès

expériences de transformation, réussies ou décevantes, saluer bien sûr nos délégués, les invités du Parti et notamment ici les membres du gouvernement.
(Applaudissements)
Je veux passer tout de suite au vif du débat, débat qui a lui-même commencé très vite, sans préliminaire, en venant directement, comme je l'ai constaté ce matin, aux questions qui nous préoccupent, car nous avons un débat dans le Parti, et, puisque nous l'avons voulu - je vous le dis en tant que Premier secrétaire - je m'en réjouis. Non seulement je m'en réjouis, mais si je voulais vous faire une confidence, je vous dirais qu'à la limite, je trouve que nos camarades du courant 2 ont un peu trop tardé.
(Applaudissements)
Je me dis que si, dans les deux précédents rendez-vous que nous avons eus depuis que nous sommes au gouvernement, en 1981 et 1983, alors que nous étions, par exemple en 1981, dans cette phase initiale, dans cette période de relance que j'ai entendu critiquer, ou même encore en 1983, au moment d'un tournant économique et social, si, à ce moment-là ils nous avaient clairement, nettement dit, et en se comptant, ce qu'ils nous disent maintenant, peut-être, au fond, aurait-ce été plus utile.
(Applaudissements)
Car, en effet, j'ai la faiblesse de préférer les conseils aux regrets.
Néanmoins, puisque ce débat a lieu, il me fait plaisir et je crois qu'il fait plaisir à beaucoup d'entre nous. Oui, il y a débat et l'on va donc pouvoir parler politique, dire ce que l'on pense d'un certain nombre de questions importantes. Je constate, au moment où ce débat arrive dans sa phase conclusive, qu'il y a, à l'occasion des votes, une certaine poussée de ce que l'on appelle le courant Rocard. Je la constate d'après ce que l'on me dit, parce que, dans ma fédération, la fédération de Paris, personnellement je n'ai pas eu l'occasion de la constater.
(Mouvements divers)
Eh bien, je pense que ce débat et cette poussée vont sans doute nous secouer un peu, provoquer à nouveau la discussion d'idées nécessaire, et peut-être redonner à certains d'entre nous le goût d'affirmer haut et clair des convictions auxquelles eux aussi, ils croient.
Je vais m'exprimer, dans cette discussion, comme premier signataire d'une motion qui a recueilli, dans le Parti, plus de 71% des voix et je vous donnerai, à cet égard, notre point de vue étayé par d'autres, sur les problèmes en discussion.
Et puis, je m'exprimerai aussi comme Premier secrétaire du Parti, voulant vous dire franchement, fraternellement, mon sentiment sur ce que les Socialistes, et peut-être aussi les Français, attendent de ce débat.
Dans ce débat, chacun doit se sentir à l'aise. Chacun doit pouvoir s'exprimer simplement, sans arrière pensée, sans procès d'intention, avec le respect du camarade, et je dois dire que c'est la tonalité que j'ai trouvée aux premières interventions, c'est le ton auquel je me tiendrai moi-même, c'est celui que je suggère à ce Congrès, ce qui n'exclut pas entre nous la franchise.
Ce ton est nécessaire, si nous voulons effectivement parvenir à la synthèse. Je dirai aussi qu'il est indispensable pour supporter la synthèse non faite, car en

Fondation Jean Jaurès

tout état de cause, synthèse ou pas synthèse, nous serons ensemble dans le Parti.
(Applaudissements)
Ce débat ne doit pas être un débat pour le débat. A 5 mois des élections législatives et régionales, on se rend bien compte que l'on n'a pas le temps de couper les cheveux en quatre et de s'arrêter à des détails. Ce débat ne doit pas être l'occasion d'un positionnement par rapport à l'échéance difficile qui vient.
Non, ce débat doit être conduit ou gagné, pour gagner la bataille des élections législatives et seulement pour cela... (applaudissements)... et pour gagner, chers camarades, il me semble qu'il faut réunir deux conditions : mobiliser les Socialistes et rassembler et convaincre les Français.
Ce sont les deux points que j'aborderai dans mon propos au Congrès en ce premier jour, me réservant peut-être, en conclusion, d'en aborder d'autres.
Mobiliser les Socialistes, chers camarades, nous allons nous y employer en mobilisant l'ensemble des forces du Parti, le réseau formidable de ses militants, de ses élus, de ses sympathisants. Nous le ferons autour de la politique du gouvernement telle qu'elle avait été amorcée, puis conduite pendant toutes ces années par Pierre Mauroy et telle qu'elle est maintenant conduite par Laurent Fabius, le Premier Ministre.
Cette politique, nous allons la défendre. Cette mobilisation, nous allons la réaliser aux côtés de François Mitterrand, l'homme de la victoire de 1981 et l'homme aux côtés de qui nous combattrons en 1986, pour les objectifs de 1988.
(Applaudissements)
Je ne vais pas rappeler ici maintenant le travail déjà fait pour la campagne et tout ce que nous préparons dans la direction du Parti, la direction sortante, et dans le conseil politique, car je crois que ce Congrès est fait, à mon avis, essentiellement, pour trancher d'un certain nombre de questions politiques qui nous sont posées et dont la solution nous permettra de mieux avancer.
Pour que les Socialistes se mobilisent, en effet - et ce sera le point essentiel sur lequel j'interviendrai dans ce premier discours - il faut que ceux-ci soient au clair sur un certain nombre de questions qui ont été soulevées dans le débat par nos militants et par nos responsables, ou questions qui sont portées vers nous de l'extérieur par la population, par les observateurs de la vie politique. Elles viennent vers nous, ces questions - je parle de celles de l'extérieur - sous forme d'interpellations, sous forme de justifications à apporter, et nous pouvons les trouver justes ou injustes, superficielles ou profondes, honnêtes ou caricaturales, mais en tout cas, elles viennent vers nous. Et même quand elles sont dures et même quand vous les jugez injustes, il faut que vous considériez que ce mouvement d'interrogations, d'interpellations et parfois d'accusations qui vient vers le Parti Socialiste, au moment où il tient ses assises, est finalement un hommage qui nous est rendu et qui ne peut être rendu à aucune autre formation politique dans ce pays.
(Applaudissements)
En voyez-vous d'autres, des partis, que l'on interpelle, que l'on interroge, que l'on ausculte, dont on soupèse le moindre des votes dans les fédérations, parce que, nous, on vote dans les fédérations, librement, sur des textes.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Oui, cette convergence des interrogations et parfois même des critiques atteste, à mon avis, deux choses : d'une part la nature profondément démocratique du Parti Socialiste, et d'autre part la place décisive qui est la sienne sur l'échiquier politique français.
Alors, dans ces questions qui sont posées dans le débat ou par le débat, je crois que quatre grands points me paraissent concernés. On nous interroge et nous nous interrogeons sur ce que nous avons fait, sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons être, sur la façon d'y parvenir, c'est-à-dire sur notre stratégie et sur nos alliances, et c'est sur ces points que je voudrais maintenant intervenir, car c'est de leur clarification que dépend la mobilisation des Socialistes.
Ce que nous avons fait d'abord depuis 1981 : le bilan de l'action gouvernementale, nous le connaissons. Nous avons respecté nos engagements et nous avons fait les grandes réformes qui étaient attendues. Mais pourtant, nous n'avons pas pu totalement tenir nos promesses, notamment en ce qui concerne le chômage. Nous préparons l'avenir du pays tout en tempérant, pour les catégories les moins favorisées, les effets de la crise. Mais en même temps, parce que notre politique de rigueur a souvent - il faut le dire nettement - le visage de l'austérité, nous rencontrons l'impopularité dans le pays et nous n'avons pas encore rassemblé, autour de nous, ceux qui sont nos soutiens naturels. Nous connaissons tous ces contradictions, nous les vivons là où nous sommes, mais sommes-nous d'accord - je reposerai cette question tout à l'heure - pour défendre ensemble ce bilan ?
Sommes-nous d'accord pour nous identifier tous à la politique qui a été conduite depuis 1981 ? C'est cela qui est important pour les élections législatives. Et puis, il faut peut-être aussi rappeler le bilan du Parti dans cette période.
Après quatre ans de responsabilités, en pleine crise, je constate que le Parti n'est pas déchiré, comme ce fut parfois le cas au pouvoir dans l'histoire, entre une Droite cynique, prête à s'adapter à tout et une Gauche irréelle que le Parti au contraire s'est efforcé dans un mouvement global qui concernait chacun, qui concernait chacune des tendances, d'accompagner la politique gouvernementale sans renoncer pour autant parfois à voir et à dire ses limites.
Le Parti s'est engagé vraiment dans une mutation, qui le conduit de parti d'opposition qu'il était, à être parti de gouvernement. Le Parti a affirmé ses valeurs, malgré les inflexions de la pratique et les a préservées. Le Parti a continué à débattre, il a préservé son potentiel militant et beaucoup mieux que d'autres organisations souvent fraternelles qui agissent aussi dans la vie politique et sociale, enfin le Parti a conservé sa force électorale, puisque au-delà du succès exceptionnel des législatives de 1981, aux élections cantonales dernières il réalisait les scores de François Mitterrand au premier tours des élections présidentielles.
Nous connaissons le bilan du gouvernement, nous connaissons le bilan du Parti, mais deux questions ont été posées dans le débat.
La première, est-ce que nos difficultés avec l'opinion, résultent des choix faits et des mesures prises dans la période 1981 à 1983.? Aurions-nous été trop vite ?

Fondation Jean Jaurès

Aurions-nous dans ces deux années fait trop, soit sur le plan de la distribution du pouvoir d'achat, soit sur le plan des réformes ? Aurions-nous eu tort de mener une politique de relance ?
Il est vrai, chers camarades, que répondre à cette question a un caractère en partie historique, mais outre que je pense que sans la politique de relance qui s'est heurtée à une conjoncture mondiale défavorable, à un appareil de production insuffisamment modernisée, nous n'aurions peut-être pas pu conserver dans le monde du travail les appuis que nous avons conservés au moment où certains essayent de l'entraîner dans des actions minoritaires et sans avenir.
(Applaudissements)
Outre cela, je voudrais dire que quand nos camarades du courant 2 critiquent cette période de 1981 à 1983, qu'ils n'oublient pas aussi qu'outre la relance, cette période a été celle où nous avons justement fait les grandes réformes de structures de caractère Socialiste.
(Vifs applaudissements)
Une deuxième question a été posée dans le débat, nos difficultés avec l'opinion, notamment avec les nôtres, avec nos soutiens naturels, avec cette foule immense des gens de gauche, que je voyais par exemple - j'y pensais dans la façon dont ils m'accueillaient, dans la façon dont ils me parlaient, dont ils s'exprimaient, de la façon dont ils étaient vêtus - à l'enterrement de Simone Signoret, rassemblés au Père Lachaise, eh bien, nos difficultés avec ces gens, avec l'opinion, résultent-elles du décalage entre notre pratique, qui aurait changé et qui serait devenue bonne, et notre discours qui lui n'aurait pas bougé, et ruinerait notre crédibilité, ou bien résultent-elles, au contraire, du décalage certes inévitable, mais en tout cas bien réel, entre les attentes des gens, entre nos intentions de départ, et nos actes devant les contraintes de la réalité ? Vous savez que ceux qui sont favorables à l'orientation numéro 2 partagent cette deuxième réponse.
Il faut, chers amis, juger sur les faits, et non sur les discours, sur la réalité telle qu'elle est vécue, et non pas sur l'idée qu'on en a, sur la pratique et non pas sur la communication, car, chers camarades, on l'a dit, la chute partielle de nos appuis a justement coïncidé dans le temps avec le moment où nous avons dû justement, je crois, pratiquer la politique de rigueur.
Deuxième interrogation, dans ce débat, ce que nous sommes. Qu'est-ce que le Parti Socialiste ? Le Parti Socialiste en France est l'expression politique du mouvement Socialiste, il est mouvement d'idées, il est mouvement social, il est addition de pratiques individuelles, il est responsabilités de gestion, assumées par les élus, et ce mouvement, je voudrais le dire à certains, il n'est pas né de l'air du temps et il ne disparaîtra pas avec le vent qui passe...
(Applaudissements)
Il est né d'une histoire, il vit dans la société et il a un avenir immense devant lui...
(Vifs applaudissements)
Le mouvement Socialiste existe dans toute l'Europe, il existe dans tous les pays développés, à partir de l'histoire certes enrichie et modernisée du mouvement

ouvrier, il existe dans tous les pays développés, sauf les Etats-Unis, c'est vrai, où il reste faible, brûlé qu'il a été par le soleil capitaliste dont parlait Jaurès, sauf dans les pays de l'Est, dans les pays Communistes, c'est vrai, où les partis Socialistes n'ont pas encore conquis le droit de vivre et de présenter leurs idées.
(Applaudissements)
Nos valeurs, elles sont connues, elles s'appellent liberté, justice sociale, lutte contre l'exploitation, progrès économique par la réforme, épanouissement individuel, aussi par l'action collective, solidarité internationale, avec les opprimés et faut-il le rappeler là, ici, esprit de tolérance et de progrès ?
(Applaudissements)
Alors, à partir de ce que nous sommes, plusieurs questions nous sont posées. Avons-nous changé et devons-nous le reconnaître? Le Parti Socialiste doit-il se rénover ? Ou encore le Parti Socialiste doit-il devenir un grand parti social-démocrate?
Est-ce que nous avons changé ? Chers camarades, mais bien sûr que nous avons changé, devons -nous le reconnaître? Mais évidemment qu'il faut le reconnaître, et qu'il faut se le crier sur les toits, si certains apparemment ne l'entendent pas !
(Applaudissements)
Réfléchissons, nous avons fait toute la bataille de 1981 sur le thème du changement, nous disions que nous voulions changer la vie, et nous penserions que nous resterions immuables que nous serions à l'abri du changement ? Mais enfin, quel enfantillage...
(Applaudissements)
Alors, pas plus que je ne tiens avec les autres dirigeants du Parti Socialiste, dans les meetings ou les fêtes de la Rose, exactement les mêmes discours que je tenais en 1981, et 1983, pas plus je ne vois les plus autogestionnaires d'entre nous cacher qu'ils ont maintenant passés de l'autogestion à l'autonomie...
(Applaudissements)
Chers camarades, cela me paraît tellement évident, que nous ayons changé, que je me suis demandé pourquoi certains nous demandaient si fort d'avoir à le déclarer. J'ai émis deux hypothèses.
La première serait que le fond de l'affaire ne serait pas de dire que nous avons changé, mais de dire que nous nous sommes trompés, et qu'éventuellement d'autres auraient eu raison alors que nous nous trompions. Si c'était cela, la tentation, je la trouverais d'un peu d'esprit critique et je ne suggérerais pas de la retenir.
Il y a une deuxième hypothèse plus sérieuse et qui pourrait laisser croire qu'il ne s'agit pas simplement de réviser ce qui doit être dans notre doctrine ou dans notre politique, mais qu'il s'agirait de renoncer en raison des difficultés rencontrées à un certain nombre de valeurs de principe ou d'objectifs essentiels qui ont été les nôtres, et là je demande, sans m'adresser aux camarades du courant 2, car je ne fais pas là ce soupçon, mais je pose la question du point de vue de la logique politique.
Nous n'avons pas réussi à réaliser le plein emploi, est-ce que cela doit signifier qu'il faut rayer l'objectif du plein emploi de la pensée et de la perspective

Fondation Jean Jaurès

Socialiste?
Nous n'avons pas encore pu changer le fond des injustices dans notre pays, devons-nous renoncer à lutter contre les injustices ?
Nous n'avons pas pu modifier les rapports de forces internationaux, même si telle ou telle évolution récente, au FMI, sur le plan monétaire, sont de ce point de vue intéressantes, devons-nous renoncer aux luttes internationales et aux propositions de réformes qui sont les nôtres ?
Bien sûr la réponse est non.
Deuxième question, chers camarades, le Parti Socialiste doit-il se rénover ? Car j'ai lu qu'il était dit tout à fait modestement, que la rénovation du Socialisme était en marche.
Alors, chers camarades, je voulais vous le dire franchement, moi je pensais que la rénovation du Socialisme avait commencé bien avant...
(Applaudissements)
La rénovation du Socialisme en France, elle a été entreprise à Epinay, en 1971… (applaudissements)… elle s'est poursuivie dans les assises du Socialisme en 1974, dans la Convention défense en 1978, dans la Convention sur les femmes en 1978, et je constate que nous sommes loin du compte, dans la Convention sur le projet Socialiste en 1980, dans la Convention sur la modernisation et le progrès social en 1984, et même dans le colloque sur la société française et son école n 1985.
Pour moi, la rénovation est un mouvement de recherche et de réformes continu, qui nous engage collectivement et qui n'a nul besoin de spécialistes.
(Applaudissements)
Rénovation, si c'est pour dire que nous sommes un parti figé, un parti archaïque, je dis non, mais s'il s'agit de dire: renouvellement pour nous adapter aux mouvements de la société, alors, je dis oui.
(Applaudissements)
Car, chers camarades, enfin, rénover le Socialisme ce n'est tout de même pas redécouvrir qu'il existe une balance des paiements !
Je crois que renouveler la pensée du Socialisme c'est tenir compte des nouvelles découvertes scientifiques, celles qui modifient puissamment les rapports entre l'homme et la machine, avec l'intelligence artificielle, celles qui modifient les rapports de l'homme et de la reproduction des espèces avec le génie biologique, celles qui modifient les rapports de l'homme avec la planète, et de ce point de vue, nous devons effectivement intégrer à notre vision du monde et mettre au service de l'épanouissement individuel ces nouvelles découvertes scientifiques.
Renouveler, c'est prendre en compte l'évolution du salariat, c'est réfléchir sur de nouvelles méthodes de production, c'est intégrer la renaissance du chômage massif et chronique, c'est intégrer la montée et le désarroi du tiers-monde, c'est faire leur place aux valeurs féminines, c'est comprendre les nouvelles formes de militantisme dans la jeunesse contre le racisme, l'intolérance, la xénophobie.
Je ne crois pas, chers camarades, qu'il doive y avoir, dans le Parti, un courant de la rénovation dans un parti de la conservation. En effet, s'il y a un courant de la rénovation, comment se fait-il que, sur les propositions pratiques, concrètes,

Fondation Jean-Jaurès

faites aux Français, je ne constate pas entre les deux textes de motions de différence ? Quelle est cette rénovation qui ne trouverait pas sa place dans la pratique politique et sociale ?
Troisième question : le Parti Socialiste doit-il devenir un parti social-démocrate ?
A cette question, je réponds : si être social-démocrate c'est se distinguer du mouvement Communiste, c'est fait.
Si c'est croire au Socialisme et à la démocratie, nous le sommes.
Si c'est renoncer aux reformes de structures et a un secteur nationalisé fort, ne franchissons pas le pas !
Si c'est se lier de façon organique a un mouvement syndical uni, c'est impossible en France à échéance prévisible.
Si c'est renoncer au marxisme, cela peut concerner chacun d'entre nous, mais pas le parti dans son ensemble puis-qu'il ne se réfère pas à cette doctrine.
Si c'est accroître nos liens avec le salariat et avoir plus d'ouvriers dans nos rangs, ce mouvement est engagé mais il reste beaucoup de chemin a faire.
Je ne sais pas si nous devons renoncer à être un parti de classe, mais un parti lié au salariat, oui, cela, je pense que c'est l'enracinement indispensable du Socialisme !
(Vifs applaudissements)
Enfin, si être social-démocrate c'est vouloir bâtir en France un très grand parti de gauche, d'inspiration Socialiste, capable - si le parti Communiste et sa direction ne renoncent pas à l'isolement, au repliement - d'offrir seul, ou presque, la possibilité de sa candidature au pouvoir, d'une alternative au règne, sinon, du conservatisme, alors oui, la tache devant nous est là, immense, et je la fais mienne !
(Applaudissements)
Dans cette affaire de rénovation, de changement ou d'évolution vers la social-démocratie, je crois qu'il faut refuser les querelles de mots, le tout ou rien, ou l'approche métaphysique.
On nous reproche d'être figés, et on voudrait déjà nous enfermer dans un nouveau modèle ! Je vous le dis, chers camarades, ce n'est pas en changeant l'oriflamme qu'on gagne une bataille !
(Applaudissements)
Je crains que quand on aborde ces questions, on cède en effet souvent à des effets de mode et je voudrais dire que les difficultés de la pratique n'ont pas toutes à déboucher nécessairement, automatiquement, sur des révisions théoriques ou bien sur des changements dans nos valeurs.
Le libéralisme, vous croyez que cela marche chez Mme Thatcher ? Et pourtant, la Droite, elle, elle ne renonce pas à se dire "libéraliste" !
(Applaudissements)
Alors, regardons ce qui marche et ce qui ne marche pas, cassons, coupons le bois vermoulu des théories qui sont mortes devant la réalité, mais aidons à vivre les jeunes pousses que les difficultés du temps étiolent mais qui ne demandent qu'à refleurir lorsque les périodes seront plus clémentes.

Fondation Jean Jaurès

Sur ces problèmes, chers camarades, si on ne se paye pas de mots, si on cherche véritablement à dire précisément ce qui doit changer et ce qui doit rester, j'ai l'impression, malgré certains textes qui nous sont proposes, que la synthèse est possible et, moi, personnellement, je ferai beaucoup d'effort: dans ce sens.
(Applaudissements)
Autre point sur lequel je voudrais m'exprimer et qui est nécessaire pour mobiliser les Socialistes : ce que nous voulons être, ce que nous voulons devenir.
Eh bien, je le pense, le pays a besoin d'une grande force progressiste de caractère Socialiste, le pays et la Gauche.
Le pays, parce que si devait revenir à nouveau une longue domination conservatrice, celle-ci figerait notre appareil de production dans des structures dépassées, celle-ci accumulerait tensions, frustrations, affrontements dans la société française et notre pays ne pourrait pas alors accomplir la mutation indispensable qui est devant lui.
Je pense que la Gauche a besoin que cette grande force se constitue et s'épanouisse parce que le paysage politique n'est plus ce qu'il était. Nous ne sommes plus, chers camarades, devant cette phase égalitaire ou le Parti Communiste et le Parti Socialiste avaient, en gros, les mêmes forces dans l'électorat, et même dans la réalité sociale. Nous sommes face à un déclin irrémédiable du Parti Communiste, et si le Parti Socialiste ne se saisit pas de cette occasion historique, ne propose pas au monde du travail, à la population française, ses propres solutions, une alternative crédible aux propositions conservatrices, alors c'est un pas en arrière formidable que nous accomplirons.
Notre tache, elle est claire pour les dix ans à venir : d'Epinay, en 1971, à mai 1981, autour de François Mitterrand, grâce à François Mitterrand, nous avons su rassembler les Socialistes, accueillir dans leur diversité de cultures, d'expériences, de convictions personnelles, des hommes et des femmes pour dégager avec eux une voie réaliste, mais une voie fondée sur des principes, sur des valeurs, qui nous a conduits effectivement au pouvoir.
Nous sommes maintenant devant la deuxième étape, d'aujourd'hui à cette fin de siècle, il est temps de rassembler toute la Gauche autour des Socialistes.
(Vifs applaudissements)
Faut-il, pour cela, moderniser nos théories ? J'y suis prêt, je suis prêt a revoir notre déclaration de principe, dont je conviens volontiers, avec Michel Rocard, qu'elle a besoin d'une bonne toilette...
(Applaudissements)
Mais a condition de comprendre qu'il s'agit bien de moderniser le Socialisme et qu'on n'abordera pas la fin de ce siècle, on ne rassemblera pas la Gauche autour de nous, on n'entraînera pas le pays vers nos solutions avec pour seul viatique le bagage théorique d'un petit parti de centre-gauche ! Bâtir un grand parti social-démocrate, pourquoi pas, mais déboucher sur un petit parti de centre-gauche, alors cela, non !
(Vifs applaudissements)
Ce serait, chers camarades, écrire l'histoire à l'envers, et je sais que cette

Fondation Jean-Jaurès

histoire, ni les uns ni les autres nous ne voulons l'écrire.
Faut-il changer, pour créer ce grand parti, notre fonctionnement et notre organisation ? Là aussi, j'y suis prêt, je n'ai pas de formule miracle à proposer, mais je sens bien, comme vous tous, que dans nos formes de militantisme, que dans nos modes de recrutement, que dans les cotisations ou les ressources que nous demandons parfois à ceux qui viennent des milieux les moins favorisés, que dans nos formes de liens a la population, nous avons besoin de faire éclater le cadre actuel du Parti Socialiste, de le transformer progressivement en un formidable mouvement de masse.
C'est pourquoi nous devrons, chers camarades, dans les mois qui viennent, faire des propositions de changement à l'ensemble du Parti.
Et puis, nous devrons aussi, dans cette période qui vient, avoir tous le sens du Parti.
Nous avons et nous aurons besoin d'un parti puissant. J'ai éprouvé, dans mon action politique, dans mes interrogations de conscience, dans mon travail de dirigeant, à quel point il était difficile de faire vivre un grand Parti Socialiste dans les institutions de la 5ème République et je sais aussi qu'il ne sera pas forcement facile de faire vivre ce grand Parti Socialiste parce que - et c'est une chance - nous avons aussi en son sein des individualités fortes, et parfois un tantinet subjectives...
(Applaudissements)
Je connais la personnalisation des médias, je mesure, je comprends, je me félicite des aspirations présidentielles, mais je vous le dis, si la collectivité n'est pas forte, exigeante, sure de son identité collective, alors les parcours individuels risqueraient de déchirer le Parti, si la collectivité est forte, elle balisera et, en même temps, elle magnifiera les trajectoires individuelles, quelles qu'elles soient.
(Très vifs applaudissements prolongés)
Quatrième point que je voudrais examiner maintenant : quelle est, à court terme, face aux échéances, sur les problèmes difficiles de la stratégie et des alliances, la façon d'avancer ?
Il faut aborder entre nous cette question sans procès d'intention et avec l'effort de comprendre aussi justement que possible nos pensées pour le moment quelque peu différentes.
Quel doit être le point de départ et notre préoccupation constante de Socialistes ? Ils sont de dire, pour faire : nous nous battons pour gagner les élections et constituer une majorité de gauche. Si nous n'avons pas cet objectif - je dis bien cet objectif - il est inutile de mener une lutte politique de caractère Socialiste !
(Applaudissements)
Alors oui, c'est vrai que, signataires de la motion 2 - et j'amorce là le débat sur ce point important - nous n'avions pas souhaité insister à l'excès sur d'autres hypothèses que celle de notre victoire parce qu'il nous apparaissait peu opportun, justement, de dégager les hypothèses de notre non-victoire.
C'était cela notre motif, et croyez-le bien, non pas je ne sais quelle volonté d'avoir les mains libres.

Fondation Jean-Jaurès

Mais au point où nous en sommes, et puisque vous nous avez interrogés et parfois critiqués, et pour éviter de graves ambiguïtés entre nous, je crois que cet inconvénient que je viens d'évoquer, il faut quand même le dépasser l'espace de ce Congrès et réfléchir aux situations possibles.
Si nous ne parvenons pas à constituer une majorité, devons-nous chercher à rester au pouvoir en nous alliant avec d'autres forces situées à Gauche ? Voilà, je crois, la question telle qu'elle se pose.
Il me semble, chers camarades, que la réponse à cette question ne peut résider, en tous cas ne peut résider seule dans la rédaction d'une plateforme minimum pour cette échéance.
Notre plateforme politique pour 1986, c'est la Convention de novembre, dans un mois, qui va l'élaborer, la rédiger, en contact bien sûr avec le gouvernement. A quoi servirait ce travail engagé déjà dans un groupe de travail et dont le Parti va discuter, si ce travail était déjà fait, comme on nous le propose dans la motion n°2, Et surtout, qu'est-ce que ce serait que cette rénovation qui déboucherait sur le fait de réinventer le programme maximum pour la Convention de novembre et le programme minimum - certains pourraient penser maximorum - pour les contrats politiques futurs de mars 1986 ?
Je ne crois pas non plus, chers camarades, qu'on trouve la solution dans un contrat de législature, car en quoi passer contrat est-il une garantie politique si c'est la nature des contractants qui est en cause ?
La politique que nous voulons appliquer en 1986, c'est celle que nous fixerons dans les orientations de la Convention de novembre. Tout contrat politique en découlera, et ce contrat lui-même, pour sa mise en application, dépendra du rapport de forces, chers camarades, car on ne fait jamais passer sa politique, même si l'on signe des contrats, si l'on n'a pas le rapport de forces pour le faire passer dans la vie.
(Applaudissements)
Je vais être plus précis encore. Nous visons à rassembler une majorité de Gauche, et de celle-ci les Communistes n'ont pas à être a priori exclus, quelle que soit l'attitude actuelle de sa direction... (Applaudissements) Oui, chers camarades, les Communistes auront bien à choisir en 1986, et nous ne les dédouanerons pas de cette responsabilité, entre la Gauche ou le recours de la Droite.
(Vifs applaudissements)
Si le score réalisé aux élections ne nous mettait pas en position d'entraîner, de créer une dynamique de Gauche dans un gouvernement dirigé par les Socialistes, nous serions, je le redis, et en tous cas c'est notre conviction, dans l'opposition.
(Applaudissements)
Nous ne ferions pas d'alliance à Droite, nous ne servirions pas de force d'appoint à la Droite, en tous cas pas avec moi comme Premier secrétaire !
(Très vifs applaudissements)
Si notre score est tel que le poids de la fonction présidentielle exercée par François Mitterrand aidant, nous pouvons créer une dynamique autour de nous,

Fondation Jean Jaurès

les Socialistes restant en position prédominante dans le gouvernement, et si l'impact politique de cette situation qui ne peut être créé que par un succès formidable des Socialistes aux élections législatives, même dans le cadre du scrutin proportionnel et de son atténuation des mouvements en avant, si cet impact politique libère du bloc conservateur des éléments qui, en rupture avec la Droite et ses partis constitués, viennent vers nous et nos solutions politiques, alors cette perspective pourra être examinée positivement le moment venu par les instances compétentes du Parti.
(Applaudissements)
Pas d'alliance avec la Droite, pas non plus de veto de la direction Communiste qui ferait passer la Droite, alors qu'une majorité est possible pour une majorité de Gauche, mais une dynamique de rassemblement autour du Parti Socialiste à partir de ses propositions. Voilà ce qui doit nous guider et voilà ce qu'il faut clarifier pour réaliser la synthèse.
Si ces points là sont clarifiés, la synthèse, le rassemblement de tous doit se faire dans ce Congrès de Toulouse.
(Applaudissements)
Chers camarades, l'autre objet de ce débat du Congrès - et je serai plus rapide sur ce point - c'est, je l'ai dit tout à l'heure, de convaincre les Français. Voilà la tâche qui est devant nous.
Nous sentons bien combien, à quel point elle est malaisée dans le rapport des forces, mais Jean Poperen disait dans le rapport d'activité justement qu'il n'y avait pas de dynamique à Droite, et c'est vrai.
Ce qu'on sait de leurs intentions, ce qu'on constate de leurs divisions, le ton qu'ils prennent pour mener le débat politique, cela ne provoque pas l'enthousiasme. Mais il est vrai que l'on sent encore en même temps, avant que la campagne ait commencé, comme une résignation, comme une croyance à leur retour inéluctable.
Pour casser ce sentiment encore dominant, c'est à Gauche qu'il faut recréer une dynamique, qu'il faut faire à nouveau lever l'espérance, d'abord chez les nôtres et ensuite chez tous ceux qui peuvent se rassembler avec nous.
Nous savons bien que le Parti, ses dirigeants, ses élus, ses militants, ne pourront à eux seuls entraîner et convaincre. L'action du gouvernement, l'intervention pleine, importante, spectaculaire des ministres, et d'abord du Premier Ministre dans cette campagne politique des législatives, sont indispensables. Et puis n'oubliez pas ce point d'appui décisif que peut constituer dans cette bataille, même s'il ne s'y engage pas de façon partisane, et cela je le comprends parfaitement, en tant que responsable du Parti Socialiste, n'oublions pas le point d'appui décisif que peuvent représenter pour 1986 la fermeté, la sérénité et aussi l'attachement maintenu aux convictions qui sont ceux qu'il a encore montrés en Bretagne de François Mitterrand, Président de la République.
(Vifs applaudissements)
Le Parti prendra toute sa place dans la bataille, il y jettera toutes ses forces, et le Congrès en sera sûrement le signal.
Pour cela, je crois que nous devons d'abord défendre bec et ongles le bilan de la

Fondation Jean-Jaurès

politique gouvernementale, ensuite montrer ce que signifierait pour le pays et pour le monde du travail le retour de la Droite, faire aux Français des propositions claires et convaincantes, et puis enfin bien sûr, ce sera mon mot de conclusion, nous rassembler.
Il faut défendre le bilan gouvernemental, bien sûr. Je sais qu'on peut discuter telle ou telle mesure prise en particulier : fallait-il dévaluer en 1981 ? Ou fallait-il sortir du système monétaire européen et appliquer les contingentements en 1983 ?
Mais sur la réalité des contraintes qui pèsent sur nous, sur les choix globaux de politique économique, je ne crois pas honnêtement que les divergences entre nous soient décisives.
Et puis d'ailleurs, de 1981 à 1985, et quelles que soient les situations individuelles provisoires, certains sortant du gouvernement, puis y entrant, certains y restant, puis en sortant, nous avons tous gouverné ensemble, y compris même ceux qui n'ont pas gouverné au gouvernement...
(Applaudissements)
Alors ce bilan, chers camarades, il est le nôtre; et nul ne peut s'en détacher. Si nous ne le mettons pas en valeur dans la campagne qui vient, qui va le défendre ? La Droite ? Le Parti Communiste ?
Pour que les Français se reconnaissent dans notre action, il faut que chacun d'entre nous, et notamment les plus illustres, se reconnaissent en elle, s'identifient à elle.
Laurent Fabius demain matin parlera au Congrès et parlera de la politique du gouvernement. Plusieurs ministres se sont déjà exprimés et le feront à nouveau dans ce Congrès. C'est pourquoi, au moins dans cette première intervention, je ne parlerai pas davantage de ce bilan, même si j'avais prévu de le faire. J'y reviendrai sans doute à la fin de ce Congrès.
Le deuxième élément qu'il faudra mettre en lumière, c'est que le retour de la Droite serait le grand bond en arrière. La Droite française n'est plus celle de la croissance qui pouvait accepter de faire des concessions tant qu'il n'était pas touché à l'essentiel. La Droite française n'est plus celle de la nouvelle société ou du libéralisme avancé, c'est celle de la réaction ouverte, prenant appui sur l'extrême droite raciste et autoritaire.
(Applaudissements)
La Droite française, ce n'est plus le pragmatisme érigé en vertu, mais l'idéologie et le dogmatisme opposés à toute force au monde réel.
Dans ce sens, je le dis à Michel Rocard, ce qui sépare la Gauche de la Droite n'est pas, comme il l'a dit un peu rapidement peut-être, sans doute, pour l'essentiel de l'ordre de l'irrationnel, formule qui m'a un peu choqué, j'en conviens, car je crois, moi, que la différence, elle est de l'ordre du rationnel, elle est même, comme dirait Engels, de l'ordre du réel.
(Applaudissements)
La coupure Droite/Gauche, sous des formes spécifiques, elle existe dans toutes les grandes démocraties, et les grands parti socio-démocrates dont on nous parle tant se sont justement bâtis historiquement sur cette coupure et sur leur capacité

Fondation Jean-Jaurès

d'alternance, comme le rappelait Johann... (?), du SPD, quand je le recevais récemment, et dans une interview aussi où il disait : si nous ne pouvons pas gouverner - et lui-même disait gouverner seuls - à ce moment là je retournerai en Rhénanie-Westphalie.
En France, chers camarades, jamais la coupure entre la Gauche et la Droite du fait de la Droite n'a été aussi marquée.
Sur l'existence du secteur public, sur la protection sociale, sur le rôle des syndicats, sur les facilités de licenciement, sur l'école publique, sur les droits des travailleurs, sur les valeurs d'égalité, sur la justice fiscale, sur l'indépendance nationale, sur le problème calédonien, la coupure est profonde entre le programme des Droites et les orientations qui sont les nôtres. Et, ce programme de la Droite serait, je le crois, une formidable régression pour les Français et le signe du déclin pour le pays.
C'est pourquoi je crois que nous ne pouvons pas faire un pas dans la bataille qui vient sur cette question et qu'il est de notre responsabilité de mettre en garde le pays contre le tournant de 1986 et l'intention qu'ont certains, cinquante ans après, d'opérer un 1936 à l'envers.
(Applaudissements)
Ce que Mme Thatcher est en train de faire en Grande-Bretagne, un pays en déclin, un pays de pauvreté, un pays de violences sociales, nos idéologues de la Droite le feraient volontiers pour la France !
(Applaudissements)
Il faut clairement combattre les projets de la Droite car, camarades, si l'on ne combat pas quelqu'un qui vous combat, alors, on perd, et notre objectif, c'est de gagner.
(Applaudissements)
Nous aurons à faire aussi des propositions aux Français dans la Convention de novembre, avec le gouvernement, et j'ai constaté d'ailleurs avec plaisir que sur ce point les deux textes de motions, à quelques réalités près : la protection sociale, n'étaient pas fondamentalement différents, peu d'amendements, à ma connaissance, étant d'ailleurs proposés sur cette partie très importante du texte n°1.
De façon badine, peut-être, penseront certains, de façon maligne, j'aurais envie de dire : les uns ont changé et les autres pas ; les uns sont des novateurs, et les autres pas ; les uns posent les bonnes questions et les autres pas, mais, quand même, quand il s'agit ensemble d'aborder les problèmes des gens et de donner enfin les réponses, je constate que ce sont les mêmes réponses que nous apportons, et, comme dirait Fernand Raynaud s'il était Socialiste : il y a un truc !
Alors, chers camarades, je pense que sur ce point, sans entrer dans les détails sur lesquels je reviendrai : la croissance, l'emploi, la justice fiscale, la protection sociale, l'approche des nationalisations, tous points que je préfère renvoyer éventuellement à ma deuxième intervention, je voudrais quand même donner sur nos propositions mon sentiment qui est le suivant.
Je connais les contraintes qui sont celles du gouvernement mais je pense qu'il est important de montrer aux Français que les efforts qu'ils consentent ne sont

Fondation Jean Jaurès

pas faits pour rien, que des marges sont en train de se reconstituer, que nous redonnons du muscle à l'économie française, qu'un dynamisme nouveau peut se mettre en marche et que des progrès sociaux sont encore possibles. Il ne faudrait pas que nous nous laissions griser par cette qualité désormais reconnue au moins partiellement que nous sommes des gestionnaires, car le Socialisme, chers camarades ne peut être seulement une gestion, il est aussi une transformation sinon qu'est-ce qui le distinguerait du conservatisme éclairé ?
(Applaudissements)
Il ne faudrait pas, camarades, que les thèmes de la croissance, que les thèmes du dynamisme soient du côté de la Droite qui essaierait d'une certaine façon de nous refaire le coup de 1981, à l'envers.
L'austérité ne séduit, sachons-le, que ceux qui ne la subissent pas, et généralement ce ne sont pas les nôtres.
Pour redonner des perspectives, je crois qu'il faut couper avec l'idée d'un Socialisme qui gère, d'un Socialisme honnête, d'un Socialisme efficace à beaucoup d'égards sur le terrain économique mais qui est un peu morose sur le terrain de la réalité économique et sociale, et c'est dans ce sens que plus tard, à la fin du Congrès, je ferai peut-être quelques propositions. Je préfère maintenant, pour ne pas prendre trop sur le temps de discussion et laisser à celui qui doit me succéder... à la tribune… (rires)… la possibilité de s'exprimer dans une heure convenable, je voudrais maintenant en venir au dernier impératif de ce Congrès pour convaincre les Français, et qui est de nous rassembler.
A l'issue d'un Congrès Socialiste, il y a deux manières de se rassembler : l'une consiste, les désaccords constatés dans les débats n'ayant pu être surmontés, à être ensemble dans les instances dirigeantes du Parti : Comité directeur, Bureau exécutif, direction fédérale, à la mesure de la proportionnelle, mais à laisser à la majorité le soin d'appliquer au secrétariat l'orientation qui était la sienne, sur laquelle la synthèse ne s'est pas faite mais qui, pour autant, devient démocratiquement, je le rappelle, l'orientation de tous.
Ce n'est pas, à mon avis, la solution la plus adaptée à la période mais nous saurions la vivre, la majorité issue des votes des militants étant forte, et je crois, sur les orientations homogènes.
L'autre façon de se rassembler qui est celle, je vous le dis tout de suite que je préfère, consiste au contraire à dominer les différences, à nous entendre sur un texte unanime, à diriger ensemble le Parti à tous les échelons de celui-ci. Je crois que c'est le résultat auquel nous devons aboutir et c'est dans cet esprit que je fais personnellement mon intervention.
Je n'ai pas prononcé un mot qui interdise la synthèse. Il est vrai que je n'ai pas dit dans une seule phrase que je la croyais déjà réalisée. Pour la réaliser, il faut la vouloir et pour ce qui me concerne, je la veux.
(Applaudissements)
Pour la réaliser, il faut que la minorité tienne compte du vote des militants qui à plus de 71% se sont prononcés pour les orientations préconisées par la motion 1, je veux lever ce risque de malentendu.
Les débats ne peuvent pas être refaits, et les votes ne peuvent pas être changés.

Fondation Jean Jaurès

Les militants se sont prononcés, les camarades de la motion 2 peuvent nous présenter s'ils veulent la synthèse, des amendements qui reprennent sans polémique, j'en conviens, non plus en bloc, mais pour autant un peu à l'identique, en tranches, les propositions qui étaient les leurs au Comité directeur de synthèse d'août.
Un compromis est souhaitable, mais il doit tenir compte de la réalité des votes et se faire notamment pour ce qui concerne la question des alliances où j'ai essayé de clarifier les choses, sur une orientation claire.
Je sais qu'il y a d'autres facteurs qui peuvent contribuer à la synthèse. Il n'y a pas de raison que nous ne les prenions pas en compte. Les désignations de nos candidats doivent être démocratiques ; elles doivent tenir compte de l'accord national, c'est-à-dire de l'engagement politique commun des animateurs du Parti fait pour maîtriser ce mode de scrutin, engagement auquel nous devons rester fidèles. Le Parti devra être dirigé en commun et pleinement par tous avec des responsabilités importantes et vraiment assumées ; nous y veillerons et j'y veillerai.
Chers camarades, je voudrais terminer mon intervention par trois souhaits qui concernent ce Congrès.
Le premier est que je voudrais un débat clair, sans timidité, sans arrières-pensées, centré sur quelques questions principales et écouté et vécu par un Congrès attentif, et pas simplement attentif pour le Premier secrétaire ou tel ou tel autre camarade.
(Applaudissements)
Deuxième souhait : je voudrais que nous pensions ici, dans nos interventions, et à la Commission des résolutions, à ce que nous travaillons pour les Français, pour leurs aspirations, pour leurs incompréhensions, en comprenant leurs rejets ou leurs insatisfactions, en prenant en compte leurs espoirs et leurs aspirations.
Enfin, je voudrais que ce Congrès puisse se clore sur un parti rassemblé. J'ai dit quelle était, en l'espèce, ma volonté. J'ai rappelé quelques règles qui sont celles du Parti et qui permettront la synthèse, le respect du vote des militants notamment. J'attends maintenant la première réponse qui me sera, sur les points politiques et sur la disposition d'esprit, apportée. Je l'espère positive parce que les Socialistes l'attendent et que nous en aurons besoin pour aller à notre rendez-vous avec les Français, pour préparer la victoire !
Je vous remercie.
(Très très vifs applaudissements, puis bans d'applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, je vais maintenant passer la présidence à Georges Sarre. Je ne voudrais pas le priver du plaisir d'introduire le prochain orateur inscrit : Michel Rocard !
(Montée à la tribune de Michel Rocard, très très vivement applaudi)
(Georges Sarre remplace Jean-Pierre Cot à la présidence)

Le président (Georges Sarre)

Chers camarades, avant de donner la parole à Michel Rocard, je voudrais

Contribution Jean Daniel

annoncer les orateurs suivants : Louis Mermaz et Françoise Gaspard.
Je répondrai à Jean-Pierre Cot que, j'en suis sûr, le plaisir est partagé !
Maintenant, la parole est à Michel Rocard.

Michel Rocard

Chers camarades, synthèse, ou pas synthèse ?

Dans la salle - Synthèse !

Michel Rocard - Synthèse à tous les coups. Je voudrais vous dire et au fond cela revient à dire que j'ai construit mon propos pour satisfaire le deuxième des vœux conclusifs de Lionel Jospin, notre Premier secrétaire, qui les formulait à l'instant, je voudrais vous dire que l'enjeu de ce Congrès s'insère non seulement logiquement mais avec une certaine gravité dans des enjeux beaucoup plus amples - ce Congrès, c'est notre dernier Congrès avant une échéance difficile - mais sur ce qui l'engage, par la conclusion qu'il donnera à nos débats, parce qu'il ouvrira aussi, il a une portée infiniment plus vaste.
Pour l'immédiat, ce que nous savons et ce qui colore nos états d'esprit, nos manières d'aborder le Congrès, ce que nous savons - cela a déjà été dit, mais je suis heureux de le répéter à cette tribune - c'est qu'il n'y a pas de bataille qui soit perdue avant d'être livrée. Nous en sommes tous d'accord et nous délibérons ici ensemble sur la manière non seulement de mieux la livrer, mais de mieux nous organiser encore pour la livrer.
Que cela ne nous enlève aucune lucidité, chacun le sait, l'état des forces électorales n'est pas tout à fait des plus favorables. Mais, mes camarades, et c'est justement une partie de l'enjeu du Congrès, nous pouvons surprendre l'opinion, de la même manière d'ailleurs que l'opinion aussi peut nous surprendre, car elle n'est pas figée pour une bonne part d'entre elle, du moins. Ne le soyons pas non plus et comprenons ses inquiétudes et l'enjeu de mars 1986 ou le résultat, du moins, pourrait surprendre beaucoup, encore faut-il créer les conditions qui nous mettront collectivement en tant que Parti à la hauteur de ces enjeux.
Il y va, en effet, de l'avenir de la France que de savoir quel poids le Parti autour de lui, le mouvement Socialiste prennent en France, mais il y a va de l'Europe, de savoir comment la France, le plus puissant, pas le seul mais le plus puissant des moteurs de la construction européenne, et j'y reviendrai, s'engage, et dans un monde en situation si difficile que le nôtre aujourd'hui, beaucoup dépend de l'Europe elle-même, c'est à dire finalement des orientations que nous contribuons à définir aujourd'hui.
Les temps sont durs aujourd'hui nationalement et internationalement pour la France, les temps sont durs aussi pour la Gauche. Cela nous crée au moins d'abord une obligation de comprendre pour réagir, de comprendre pour agir.
Dans le doute où sont beaucoup de nos concitoyens, devant notamment la longueur de cette crise internationale, leur première quête et leur premier souci sans doute, c'est une recherche d'espoir et c'est un enjeu pour nous que de

savoir si nous serons capables d'être porteurs d'espoir.
Mais il y a plus. Les duretés de la crise ne doivent pas conduire - on sent pourtant quand on lit les programmes d'en face qu'il y a là une menace - ne doivent pas conduire à une gestion résignée des difficultés ; il ne s'agit pas seulement d'espoir, il s'agit d'appliquer à cet espoir une volonté et plus encore, je voudrais dire ici ce que nous savons tous, à savoir que le 21ème siècle se présente comme un siècle dur, que le rôle que la France y jouera commence à se déterminer dès aujourd'hui, que l'aborder dans des conditions dignes du passé et de l'histoire de la France, c'est un véritable combat.
Espoir, volonté, combat, c'est tout cela qui est en jeu dans le destin de la France et dans la capacité que nous aurons, en tant que Socialistes, à y contribuer.
Je voudrais dans ce propos, mes camarades, tenter de préciser un peu ces enjeux à l'horizon de mars 1986, ce sera le premier temps de mon propos, et d'en déduire ensuite les conditions politiques que nous avons à remplir pour les tenir.
Le monde d'aujourd'hui est à la croisée de bien des incertitudes, incertitudes monétaires : le dollar, après avoir menacé l'économie des trois quarts des pays du monde par son cours excessif, descend, ce qui est sain, mais descend trop vite, ce qui massacre toute capacité programmatrice, et toute régularité dans les échanges et dans le commerce mondial ; cela laisse place de plus en plus à une gigantesque économie de spéculation ; je tire le mot de "Business Week", c'est comme cela que les journaux américains décrivent leur propre économie dont on doit craindre les plus grandes menaces.
Incertitudes monétaires, incertitudes économiques, dérèglement de la machine économique mondiale, sont tels que partout montent des menaces de protectionnisme qui détruiraient les dernières chances de retour à la croissance qui nous restent.
Incertitudes technologiques aussi. Une bonne partie de la crise en France tient au fait que le changement des modes de vie, le changement du rapport au travail est à la traîne, en tout cas un peu en retard par rapport au changement des techniques et que ceux qui ne sauront prendre ce rythme sont, en effet, menacés de déclin.
Incertitudes stratégiques aussi. Si entre l'Est et l'Ouest, l'incertitude stratégique est dramatiquement compensée par l'équilibre douteux dit de la terreur, rien ne compense les incertitudes stratégiques, en ce qui concerne la situation du tiers-monde, de ce qu'on appelle le Sud.
C'est, mes camarades, dans cet environnement là et dans ce monde là que l'Europe d'aujourd'hui, même si elle est enlisée, même si ses débats nous déçoivent, même si nous savons fort bien qu'elle ne progresse guère, représente quand même l'espoir d'une régulation possible. Si elle prenait tout son poids, l'incertitude stratégique serait moindre et le désordre monétaire limité.
L'Europe, c'est d'abord, même si encore une fois elle émerge avec lenteur, c'est d'abord, et il nous faudra le redire et l'affirmer, non plus sur la défense, mais sur l'offensive et la proclamation, la meilleure des références de civilisation, car l'Europe, c'est la terre des Droits de l'homme, c'est là qu'ils sont nés, c'est là probablement qu'ils sont le mieux garantis, c'est une terre de haut niveau de vie

aussi, mais c'est aussi à la face de la planète une des terres où les injustices de la nature ou du système économique sont le mieux compensées par des systèmes de protection sociale exigeants. La civilisation, mes camarades, c'est d'abord la liberté et, si possible, avec assez de bien être pour en rendre un réel exercice, mais aussi avec une protection contre ses abus et cela n'existe, dans l'étroit sens de ce terme, véritablement qu'en Europe. Quand vous ajoutez qu'en ce qui concerne la tradition culturelle, la civilisation actuelle est née là et que la culture européenne, c'est tout de même la plus vaste et la plus ample du monde, alors, nous pouvons dire non pas qu'il nous faut faire l'Europe parce que c'est l'Europe ou la mort, mais que nous sommes fiers d'être porteurs de ce qui doit être une référence mondiale, et que c'est non pas avec l'énergie du désespoir, mais avec la volonté de l'affirmation, qu'il nous faut enfin donner puissance politique, rayonnement et efficacité à ces programmes, à cette esquisse qu'est une Communauté européenne encore incapable de peser le poids dont nous nous sentons les héritiers et dont nous savons, nous, militants Socialistes, parce que nous sommes militants, que nous pouvons le faire grandir et le mettre au service d'abord des Droits de l'homme dans le monde et ensuite du développement.

Et cela se confirme. Du monde entier s'exprime un besoin d'Europe. Les Etats-Unis qui, parfois, nous aimeraient plus faibles économiquement et commercialement, savent bien que stratégiquement, ils ont besoin d'une Europe à peu près capable de décider. La Chine aspire à l'émergence d'une tierce puissance, car cela soulagerait les pressions qu'elle subit elle-même, et tout le tiers-monde, mes camarades, confronté entre deux modèles, capitalisme ou Communisme, qui chez lui touche à la caricature, car enfin, c'est le Cambodge et le Chili, la version de la confrontation Est-Ouest à l'usage du tiers-monde, tout le tiers-monde aspire à ce que quelque chose de fort, de puissant, non seulement en matière de développement mais en matière de civilisation, émerge entre les deux et fasse un peu l'ordre sur la planète et c'est la demande du tiers-monde à l'Europe.

Voilà, mes camarades, ce que je supplie que l'on garde en mémoire quand nous réfléchissons à nos tâches. Nous ne travaillons pas que pour la France. Nous ne travaillons pas que pour nos électeurs. Les enjeux dont nous sommes porteurs sont multiplicateurs, parce que nous sommes les héritiers d'une grande histoire et d'un pays qui a déjà marqué le monde et qui ne peut pas s'abstraire ni de ses responsabilités, ni de son passé. Il s'agit donc ici de la volonté c'est à dire du contraire de la résignation.

Mais pour que l'Europe se fasse, il y a des quantités de conditions dont la seule qui m'intéresse ici, c'est que la France y pousse. Elle n'en est pas le seul moteur, mais pour des raisons dont beaucoup tiennent à la seconde guerre mondiale, elle en est aujourd'hui le principal. On l'a vu d'ailleurs, à propos d'une des propositions les plus porteuses d'avenir, et probablement les plus productrices d'une mise en commun des efforts et d'une capacité d'atteindre les vraies dimensions dans l'efficacité. Je parle de la recherche scientifique et, par conséquent, du projet Eureka. Il n'y avait que le Président de la République française, en l'espèce François Mitterrand, pour lancer un projet de cette force et

pour en obtenir l'approbation. Souhaitons-lui bonne chance... (applaudissements) Il faut qu'il sorte.
Pour que tout cela aille jusqu'à faire émerger une véritable Europe capable d'influence, de peser le poids de notre civilisation dans les affaires du monde, il y a deux conditions. L'une, c'est que nous sachions refuser toute crispation sur une conception étroite ou surannée de la souveraineté nationale. Cela est même chez nous une réflexion rétrospective douloureuse pour certains, une ascèse, même maintenant, nous savons que c'est la transmission du pouvoir qui est l'affaire, nous n'avons pas à éluder le choix, je crois. C'est d'ailleurs là une forte question car posez-vous la même question, mes chers camarades, dans sa variante annexe. Faire l'Europe, c'est faire une puissance publique. Qu'est-ce que nous attendons, sinon à l'extérieur plus d'influence, à l'intérieur une meilleure régulation économique, une intervention plus ajustée et au moins au niveau de la puissance publique.
Je me demande encore comment il se fait, et pourquoi des gens qui, par ailleurs, se disent libéraux, hostiles à l'intervention de l'Etat, désireux de la faire régresser partout, continuent à se dire libéraux alors que la seul chose dont il s'agit en cette matière, c'est justement de faire une puissance publique. Cette contradiction là est porteuse pour nous. Nous aurons à la porter chez eux. Ce sera un bon argument de campagne électorale, mais c'est plus que cela, c'est la vraie question de savoir pourquoi, au nom de quoi et pour faire quel genre de politique nous souhaitons cette Europe multiplicatrice et enfin efficace.
Puis la seconde condition nous concerne, c'est que la France doit montrer l'exemple et d'abord en poursuivant sa propre modernisation. Mes camarades, tout ce qui a été fait depuis 1981 doit être ici intégré, poursuivi. Depuis 1981 sont intervenues des mutations économiques considérables, toutes n'ont pas encore produit tous leurs effets positifs ; certains sont encore à venir. Cette mutation, cette modernisation n'est pas partout achevée, nous le savons, hélas, dans beaucoup de nos régions, mais il n'est pas grand monde dans ce pays pour ne pas reconnaître qu'il y avait la nécessité absolue et que les Socialistes ont été à la hauteur de leurs responsabilités.
(Applaudissements)
De la même façon, une dynamique décisive a été créée par les lois Auroux. On reconnaît maintenant, dans le monde patronal, la reconnaissance de l'autre, que la parole donnée à l'interlocuteur, ce peut être, bien sûr, une minoration de pouvoir patronal, mais que c'est aussi l'introduction d'une capacité de négociation dans l'entreprise, parfois la découverte des conditions d'une fluidité, d'une flexibilité plus grande de l'entreprise elle-même dans un dialogue écouté et respecté.
Et si je peux me permettre une anecdote, on me contait l'autre jour un débat lourd entre patrons puissants du privé, sur les lois Auroux, dans l'hypothèse malheureuse, qui n'est pas celle que je formule pour 1986, et la phrase qui a un peu fait la conclusion : "Tout le problème des lois Auroux, c'est qu'il faudrait les débaptiser".
Alors, mes amitiés à Jean Auroux ; on ne les laissera pas débaptiser. Mais quelle

Fondation Jean Jaurès

reconnaissance de cela, mes camarades, dans la dynamique du mouvement social, du compromis, comme nous en parlions à Valence, car c'est cela qui est en cause, l'aptitude à reconnaître l'autre et à donner à la France les structures de dialogue dont elle a besoin, jusque dans l'entreprise. Quelle avancée et quel succès !
(Applaudissements)
Dans le même ordre d'idée, la décentralisation a substitué l'attitude du dialogue à celle du commandement, dans le rapport de l'Etat et de ses collectivités territoriales; à travers les contrats de plan Etat-région, s'est organisée la rencontre des consentements comme substituée à la soumission hiérarchique et je crois que la France entière nous donne acte de l'immense progrès que cela constitue, même si nous savons qu'il va nous falloir poursuivre, simplifier sans doute, clarifier les niveaux d'attribution et éviter la multiplicité d'essais partiels, mais c'est une adaptation, une amélioration d'un essentiel déjà fait.
Mes camarades, on peut continuer ; c'est tout cela dont nous devons préserver non seulement l'existence, mais le maintien, la poursuite et l'extension par-delà 1986. Cela comporte aussi tout ce qui est notre dénominateur commun, une mutation culturelle profonde qui a intégré à l'état d'esprit des Français, d'abord la reconnaissance du champ international, autour de nous et de son poids. Nous ne sommes pas coupés du monde international, nous sommes dedans et nos marges de liberté sont simplement celles de l'équilibre entre les pressions que nous en subissons, qui sont énormes, et les contre-pressions d'un pays non négligeable et moyen, que nous sommes, et qui peut les renvoyer.
Deuxième mutation culturelle : la volonté de cette référence à l'autonomie locale. J'en parlais tout à l'heure, et Lionel, si il faut faire une différence de terminologie entre autogestion et autonomie - je ne sais pas laquelle - nous sommes un certain nombre à changer de mots pour être mieux compris, mais il s'agit de garantie de la même quête, de la même définition à laquelle nous sommes liés par un texte unanime du Parti.
(Applaudissements)
De la même façon, mes camarades, je ne veux pas exclure de la prise de conscience des Français, de cette mutation culturelle qui s'est faite, mutation disons intellectuelle ou d'attitude qui s'est faite grâce à la Gauche, l'intégration par l'opinion publique des grands équilibres économiques. On ne les élude pas et ils se respectent. Là-dessus, en effet, il a fallu découvrir la balance des paiements. Je reprends l'expression du Premier secrétaire à l'instant. Il est bon qu'elle vienne jusque dans les mentalités, cela peut limiter les malentendus entre les politiques et l'opinion publique et éluder ce malentendu-là qui nous a tout de même fait de la peine... on va gagner.
(Applaudissements)
Je crois que cela est fondamental, je pense que là aussi vous en serez d'accord, je ne vois pas de divergence entre nous là dessus, c'est le changement de perception dans notre pays tout entier, et dans nos propres rangs, sur ce que c'est que l'entreprise dont nous savons tous qu'elle est un lieu de conflit, bien entendu, mais dont nous savons maintenant qu'elle est aussi et d'abord une unité

de production qu'il vaut mieux ne pas oublier. C'est toute la France qui, maintenant, le reconnaît et approuve qu'un gouvernement en tienne compte. Là d'ailleurs réside un des points d'appui de notre bataille électorale.
De la même façon, ce qui s'est fait sur le plan de la formation : jamais autant d'efforts, autant d'argent, autant de jeunes en stage, autant de recherches d'amélioration de la formation professionnelle dans ce pays.
Ce qui s'est fait en matière de communication : les radios libres enfin possibles, les télévisions privées dégagées, et j'ajoute aussi l'organisation judiciaire du pays.
Bref, dans tous ces domaines, les perceptions des Français ont changé, jusque dans leur vie privée.
Cela, mes camarades, ne règle pas un certain nombre de problèmes entre nous, et dans ce dénominateur commun (je veux insister sur le fait qu'il nous est commun et qu'il est positif, qu'il est notre force pour la bataille) je ne mettrai pas, pour ma part, la relance, même si, pour faire synthèse, nous pouvons décider d'en moins parler, mais puisque le Premier secrétaire y a fait allusion, je dirai d'un mot que cette relance, sur l'opportunité de laquelle nous discutons, nous l'avons payée d'un budget de l'Etat en augmentation de 21%, année sur année, et d'un déficit de 90 milliards en paiement, qui nous a amenés à quintupler la dette internationale de la France, laquelle nous interdit aujourd'hui d'attaquer le chômage.
(Mouvements divers)
Mes chers camarades, je voudrais dire à ceux qui viennent de huer les chiffres, qu'ils pourraient être un peu plus solidaires des tracas de nos camarades restés au gouvernement. Ce n'est pas une situation facile.
(Mouvements divers)
Sur ce point-là quelle que soit la manière dont nous le traiterons, nous le ferons avec une volonté de synthèse. Nous n'irons donc pas jusqu'à de la condamnation, mais vous serez tous - tous, vous m'entendez, y compris ceux qui viennent d'avoir des rumeurs - questionnés là dessus : chômage et limites de notre politique anti-chômage, contrainte de la relance, vous serez tous interrogés par vos cousins, vos voisins, vos camarades de travail.
(Applaudissements)
Et notre débat là-dessus fera notre force.
(Applaudissements)
En tout cas, mes camarades, puisque nous sommes ici pour chercher à nous rassembler, ce que nous pouvons en dire c'est que, peut-être on peut laisser le problème ouvert et garder au moins le doute, car après tout, dans le reproche de certains, dans cet électorat hésitant, qui se sont écartés un peu de nous, peut-être pas définitivement, mais qui n'ont pas encore rallié la Droite, ce qui importe le plus, c'est peut-être plus la sûreté de soi, que le doute ou l'incertitude sans avoir à trancher et ce qui émane de notre Congrès sera déjà un pas en avant, par rapport à des certitudes trop affirmées.
En tout cas, c'est la proposition que je fais dans un esprit de synthèse dont vous voyez tous la traduction écrite que nous pouvons en donner.

Fondation Jean Jaurès

Ce que je veux dire en tout cas, c'est que tous ces acquis considérables, nous les défendrons avec fierté. C'est vrai, le Premier secrétaire, à l'instant, posait la question de savoir si nous sommes tous solidaires de la totalité du bilan 1981. Ma réponse est "oui", naturellement.
(Applaudissements)
Certains pourraient l'apprendre, oui, bien sûr. Dans la sagesse des nations, il est une formule populaire pour compléter ce genre de phrase, qui est : "Pour le meilleur et pour le pire". Mais je ne dirai pas cela, je dirai simplement : "Pour le meilleur et pour l'un peu moins bon".
Le seul souci que nous avons eu, en abordant ce débat commun à tous les Socialistes, c'est de rendre compte de l'un peu moins bon, non pas dans un esprit de règlement de compte entre nous, mais simplement, s'il a pu y avoir un problème, dans des conditions telles que l'opinion qui nous observe comprenne pourquoi cela s'est passé ainsi et pourquoi, pour l'avenir, nous proposons telle ou telle chose.
Exemple : nous serons engagés dans un débat déjà électoral - j'espère qu'il s'arrêtera là, et cela ne dépend que de nous, mais ce n'est pas sûr - sur les dénationalisations. Nous aurons donc à en répondre techniquement, à répondre très exactement du point où nous en sommes, de ce qui a été fait, des corrections, de cette respiration nécessaire du secteur public pour laquelle un projet de loi est presque prêt ; il doit être déposé bientôt. Autant en parler entre nous, puisque la manière dont nous en parlons entre nous authentifiera et rendra plus solide notre propre argumentaire électoral.
De la même façon, mes camarades, le Premier secrétaire remarquait à l'instant, avec une joie non feinte, je pense, et que je partage, que, dans les propositions pour l'avenir, il n'y avait pas énormément de différences. Bien entendu, il y a des raisons pour cela.
Prenez un seul exemple, mais le plus gros, le chômage. Sachant qu'à cause de notre dette, la croissance nous est, sinon interdite, du moins très limitée, la variable principale c'est tout de même notre capacité à court terme de pousser un meilleur partage du travail en France.
Nous en sommes d'accord, nous le disons tous les deux, et le débat entre nous n'est pas là-dessus. Il est sur la condition à remplir pour devenir crédible, puisque le Premier Ministre, lui-même, Laurent Fabius, il y a peu de semaines, à la télévision, reconnaissant que, dans la manière dont s'est fait le passage de 40 heures à 39 heures s'est peut-être joué un ralentissement du mouvement de baisse de la durée du travail.
Je ne suis pas de ceux qui pouvaient le lui faire dire, mais il a fait là un pas qui nous permet de trouver l'argumentaire grâce auquel, devant l'opinion, chacune et chacun d'entre vous, en campagne électorale, deviendront crédibles, quand nous reprenons ce thème pour l'avenir, alors qu'il n'y a pas eu de progrès significatif de la baisse de la durée du travail depuis 1982, que vous le savez tous et que nous payons au moins 200 000 chômeurs de trop.
(Applaudissements)
Nous avons d'autant plus besoin de créer, avec l'opinion, une vraie

Fondation Jean-Jaurès

compréhension, jusque sur nos propres doutes que si, jamais - ne soyons pas hypocrites entre nous, nous sommes tous ici résolus à tout faire pour l'éviter, ne faisant pas comme si ce n'était déjà que du possible - la Droite gagnait en 1986, nous avons tout lieu de craindre sa radicalisation idéologique, l'extrême goût de la revanche qui caractérise non pas ses dirigeants, mais le mouvement, derrière, qui est dangereux. Nous aurions probablement à combattre ou à polémiquer avec une droite dont le discours public officiel sera relativement prudent. Ecoutez Barre ou même Chirac sur la protection sociale. Ce qui est dit dans la motion n°1 ressemble plutôt à ce que disent Chinaud ou Pasqua, mais enfin peu importe l'identification de l'interlocuteur. Le goût de la revanche risquera de faire des dégâts importants, non seulement pour tous ceux qui sont nos amis, qui furent nos sympathisants, qui le sont peut-être toujours, mais pour le pays.

Je crains qu'avec l'arrogance que l'on voit à certains aujourd'hui, et que l'on verra plus profondément demain, puisqu'ils ont refusé de changer ce qu'ils n'avaient déjà pas réussi hier - on ne sache pas qu'un certain septennat de Giscard d'Estaing se soit terminé dans la reconnaissance d'une extraordinaire efficacité - le pays risque de payer un prix excessif. Nous aurons à contribuer à l'en prévenir, à charge pour nous, précisément, d'éviter l'outrance, de nous faire comprendre et de créer la confiance, précisément par notre lucidité dans notre propre jugement sur nous-mêmes.

J'ai peur, en effet, de l'utilisation qui pourrait être faite ici ou là, des sacrifices que nous avons demandés aux Français. Ces sacrifices sont indispensables. Chacun sait qu'ils sont, hélas, voués à être durables, mais ce sont eux qui, à la fois, créent nos marges de libertés pour l'avenir et qui ont permis cette prise de conscience dont je parlais tout à l'heure.

Mes camarades, la rigueur, ce n'est ni une fin en soi, ni une religion, c'est une condition nécessaire. Elle est remplie, elle nous est reconnue, elle nous permet maintenant d'aborder la suite, en aidant le pays à changer.

Elle nous permet maintenant d'aborder la suite en aidant le pays à changer car le vrai problème de la France c'est que son immobilité est un suicide. Ceux qui s'arrêtent dans un monde en changement technologique, aussi rapide, se vouent au déclin, ceux qui se figent dans une conception hélas dépassée des droit acquis, ceux qui s'abritent derrière des statuts protecteurs, dont l'évolution internationale fait qu'ils ne peuvent plus protéger, ceux-là risquent, s'ils ne le comprennent à temps - à nous de les y aider - d'entraver ou de retarder la modernisation du pays.

Le mouvement, le changement, supposent l'autonomie -j'accepte l'autogestion - , ils supposent pour entreprise, syndicat, groupe, coopérative, même individu, personne, famille, le sentiment du plus grand vécu de liberté, d'autonomie de décision de responsabilité.

Pour que la société française prenne cette orientation nécessaire, il faut un contre poids, un équilibrant. Ce contre poids, mes camarades, cela ne peut plus être la seule intervention de l'état, ou la seule administration, c'est une de nos valeurs principales, celle de la solidarité.

Au point où nous en sommes, par exemple devant le chômage, je prendrai

toujours cet exemple, c'est le plus lourd et le plus gros, comment traiter le problème des ressources, des chômeurs, et comment traiter le problème du partage du travail autrement que dans la solidarité ? Ce n'est naturellement pas le commandement administratif qui y pourvoira.
(Applaudissements)
Ce point, mes camarades, est d'autant plus décisif sur le plan de la forme de pensée qu'il est, je crois, le cœur de notre identité collective de Socialistes, et que c'est en le définissant pour lui-même, que nous ferons la différence avec l'intervention de l'état, l'étatisme, dont en effet non seulement la Droite aujourd'hui, mais déjà nous, il y a fort longtemps, nous parlions. Qu'est-ce que c'était que ce thème de l'autogestion sinon la volonté d'une société à moindre bureaucratie, à moindre pesanteur réglementaire, c'est bien notre ligne de pensée.
(Applaudissements)
Et nous avons été les prédécesseurs, et tous ensembles dans cette affaire.
Dans ce faux débat, si nous n'insistions pas sur l'organisation de la solidarité en tant que telle, et pour elle-même, nous risquerions de voir mis en cause aussi et du même coup ce que doivent rester les fonctions de l'état limitées à l'essentiel, si nous savons qu'il ne sait pas produire et n'est pas fait pour cela, qu'il faut donc l'écarter de la zone de production, ce qui à mon avis ne doit pas être actionnaire, mais cela c'est autre chose, je parle de gestionnaire, l'Etat en revanche doit rester le maître, le fixateur du de la règle du jeu, sinon c'est la jungle et il est le responsable des impulsions à long terme.
Voilà, mes camarades, l'Europe dans le monde, la France dans l'Europe, la Gauche comme porteuse du destin de la France, comment je sens les enjeux, notre responsabilité dépasse et de beaucoup les quatre ou cinq pour cents de moins ou de plus que nous allons disputer à d'autres dans le corps électoral français. C'est le destin à moyen terme de notre pays qui est en cause, à notre capacité d'y répondre, puisque notre pays n'est pas petit, le destin d'autres pays peut en être influencé et probablement favorable. Mais alors, de cette ampleur du champ et de nos responsabilités découle bien sûr des conditions pour nous Socialistes et ces conditions c'est que l'espoir et la confiance nous ne pensions pas les attendre sur le plan de la qualité de nos perspectives, ou de nos propositions, que nous sachions qu'existe une attitude quotidienne, pratique de continuer de cohérence et d'ouverture.
J'avais l'honneur de le dire déjà devant la Convention modernisation du Parti, mais je veux le redire ici, jamais en France le Socialisme n'a été aussi fort, ni aussi rayonnant que quand il prend en charge les intérêts, les attentes de la société toute entière, quand il parle pour la nation toute entière, et non pas pour une de ses fractions.
La légitimité de notre combat pour la liberté, la République et la justice s'enracine dans le fait que la vision que nous en avons n'est pas catégorielle, qu'elle concerne tout le monde. C'est à chaque moment de l'histoire notre originalité, elle tourne autour de l'équilibre que nous savons faire entre les deux valeurs de liberté et d'égalité.

Fondation Jean Jaurès

C’est une évidence aujourd’hui pour chacun, que ces deux valeurs porteuses s’entrechoquent, que trop de liberté c’est trop de marges… (inaudible)… et trop d’égalité c’est trop de réglementations, de sclérose parfois. A Droite on sacrifie facilement le souci de l’égalité à l’absolu de la liberté et d’abord financière, nos partenaires Communistes s’accommodent d’une société hyper égalitaire au sacrifice très général de la liberté.
Notre originalité historique, mes camarades, et surtout en ces moments où l’on s’interroge sur les limites de l’intervention administrative, de l’Etat, c’est de refuser ce dilemme de vouloir à chaque moment, dans chaque mesure la plus détaillée, sauvegarder à l’équilibre liberté et égalité.
Notre identité de Socialistes du 20ème siècle est là.
La rénovation du Parti, le Premier secrétaire l’évoquait à l’instant, elle est en marche, en effet, elle ne commence pas depuis le dépôt des motions du Comité directeur c’est un processus plus que décennal, je suis le premier à en convenir, mais même du propos du Premier secrétaire que nous venons d’entendre, j’entends que nous ne sommes plus un parti défini comme de front de classes, mais comme un parti de salariés. Si l’on me permet que j’ajoute que les agriculteurs méritent un traitement autrement que par omission, je serais volontiers prêt à me rallier à une formule de ce genre, elle se situe dans le cadre de la rénovation.
Comment, mes camarades, dans le cadre de la République, concilier aujourd’hui liberté et égalité, autonomie et protection sociale, dans un univers qui est compétitif et dont nous savons, l’expérience faite, que nous ne devons pas, que nous ne voulons pas, le sortir de cet environnement compétitif, voilà ce qui fera l’originalité d’aujourd’hui, car nous avons à nous définir.
Faire l’effort de chercher, j’espère faire la synthèse, sur des problèmes de doctrine et d’orientations, mes camarades, c’est notre honneur, et c’est ce qui précisément nous différencie d’un parti démocrate à l’américaine, que certains redoutent ici, moi tout le premier, d’abord parce que c’est contraire à toute notre tradition, c’est radicalement contraire à ce qui nous a assemblés, et enfin nous ne correspondrons à ce question et à ces enjeux que j’évoquais tout à l’heure, que si précisément nous savons nous rassembler autour d’objectifs bien ajustés ensemble et définis comme tels.
Le Premier secrétaire a conclu tout à l’heure l’intérêt qu’il y aurait à réécrire la déclaration de principe, j’en demeure d’accord, il me sera donné acte que dans le souci d’une synthèse possible, nous n’avons pas voulu faire de ce point un objet de clivage ou de désaccord qui aurait nui à l’unanimité possible du Congrès.
Je n’en suis que plus heureux pour cueillir cette suggestion et accepter qu’elle se traduise dans le calendrier qui sera possible, qui conviendra, mais prendra effet, c’est la bonne idée, nous sommes en quête d’une amélioration de notre identité travaillons-y.
(Applaudissements)
Car nous avons changé, mes camarades, c’est vrai, prenons acte, et nous sommes capables de l’écrire avec plus de précisions qu’on ne le croit, je ne voudrais surprendre personne en disant avec fermeté, que sous conditions d’une

relecture, car à l'écoute on ne peut que lire vite, que tout ce que vient de dire Lionel Jospin sur la Social-démocratie, sommes-nous ou pas un parti Social-démocrate, nous sommes d'accord. Ce qu'est en France la Social-démocratie est en France une pure impossibilité, nous ne serons jamais cela, parce que l'histoire est la sociologie sont autres. Ce qu'elle fut comme projet c'est la Welfare State et l'Etat providence, il est urgent d'en inventer un autre, mais sa noblesse historique fut d'avoir sorti le mouvement Socialiste de l'incertitude où il était après l'accession bolchevique et de s'être expliqué avec les Droits de l'homme et la liberté en retrouvant la notion d'un compromis dans l'histoire, plutôt que celle du goulag. A ce titre là, nous sommes tous sociaux démocrates, mais pas plus !
(Applaudissements)
Mais le mot malheureusement ne pourra pas nous aider beaucoup à décrire notre avenir. Nous ne ferons pas un nouveau débat sémantique, nous sommes Socialistes, cela nous suffit à tous. Reste à dire aujourd'hui ce que c'est.
(Applaudissements).
Cependant, tu as, Lionel, manifesté une inquiétude sur ma remarque - ce n'était qu'une remarque, je n'en ferai pas un objet de désaccord, ce ne sera pas l'objet de la Commission des résolutions - que ce qui fait notre Socialisme est de l'ordre de l'irrationnel, et cher Premier secrétaire, tu m'as repris en affirmant que le rationnel y avait sa place, et que notre identité était d'abord de l'ordre du réel.
Alors, voyez mes camarades, et je vais le dire aussi avec force, dans cette phrase je note encore que la synthèse est en marche...
(Applaudissement)
En effet notre identité est d'abord de l'ordre du réel, mais qui oserait parmi vous dire que l'irrationnel n'est pas de l'ordre du réel ?
(Applaudissements)
Méfiez-vous de vos propres applaudissements, nous sommes dans le nuancé, le délicat et tout dérapage serait dangereux, nous ne convaincrons dans ce pays qu'avec un appareil de présentation rationnelle de la mise en pratique de nos convictions où dans un état, dans un pays, dans une nation ou une action publique doit être jugée sur des critères de rationalité, C'est bien clair. Mais qu'est-ce qui fait de nous des Socialistes et pourquoi sommes-nous là ? Sinon le refus de l'élitisme, et le vœu de la justice sociale et de l'équité, alors que d'autres considèrent que la civilisation, la culture c'est si rare, et si difficile à transmettre qu'il ne faut pas se hasarder à la transmettre à n'importe qui, il faut en raréfier les destinataires à une petite élite, tous les moyens d'accéder au savoir, le meilleur.
(Applaudissements)
Le vrai choix, mes camarades, le choix qui nous fait solidaires, ce choix est tellement fondamental que nous pouvons venir à notre Congrès avec le sourire et devant le sarcasme de ce tout ce qui nous entoure, ce sur quoi nous ne serons pas capables de nous mettre d'accord, en sachant quelle est la gravité de nos désaccords, la gravité du ton qu'on a employé montre que nous sommes

Fondation Jean Jaurès

capables d'en débattre, de faire la synthèse, voire comme en 1981 de vaincre ensemble sans avoir fait synthèse, ce qui ne veut pas dire que je ne veux pas de la synthèse !
Alors, juste quelques explications pour éclairer la suite des recherches, si c'est cela qui nous fait Socialistes, le refus de l'élitisme, l'affirmation fondamentale que les hommes naissent et demeurent libres, égaux en droits, le mouvement Socialiste se contentant d'en affirmer la dimension si économique et sociale de cette déclaration de 1789, si c'est cela qui nous détermine, acceptons. le choix, pas très justifiable, du rationnel par rapport à d'autres, parce que quand la traduction rationnelle de ce choix contre l'exploitation était la dictature du prolétariat, notre force était du côté de l'irrationnel plutôt que du côté du rationnel.
Mais, camarades, nous ne garderons l'équilibre entre les deux et ne remplirons à sa juste qualité l'excellente formule du Premier secrétaire à l'instant que par notre capacité à faire évoluer, aussi vite au moins que les faits - on pourrait même, mieux, les devancer - notre traduction rationnelle des choix éthiques et moraux qui font de nous des Socialistes.
(Applaudissements)
Cette réaffirmation, cette recherche, cette obligation constante de notre identité a un certain nombre de conditions. Je voudrais en explorer trois.
La première, c'est que, je ne pense pas que cela fera difficulté entre nous, nous serons d'accord sur le fait qu'il faut en finir résolument et définitivement avec l'idée qu'il puisse y avoir un discours Socialiste dans l'opposition et un discours Socialiste au gouvernement. C'est assez commode à dire aujourd'hui, j'espère que nous n'aurons jamais l'occasion d'en reparler, mais cela pourrait arriver. Deux précautions valent mieux qu'une.
Je n'insiste pas, mais si j'incrimine les tentations de tel ou tel - j'en ai rencontré - d'être minoritaires dans le Parti, qui trouvent au fond plus reposant, et plus confortable doctrinalement d'être dans l'opposition que d'être au gouvernement, en tout cas du point de vue du voisinage électoral immédiat.
Je voudrais dire d'ailleurs, mes camarades, que
Cette alternance réussie en France en 1981, dont la qualité de sérénité, d'acceptation publique, de bonne marche des pouvoirs publics est à mettre au rang de nos meilleurs acquis, de nos plus remarquables, que cette capacité d'assurer l'accès d'une autre coalition - celle de gauche - au pouvoir, ne sera vraiment complète que si notre comportement et notre rigueur intellectuelle font que, maintenant, dans l'avenir, les Français n'acceptent plus jamais que l'opposition - n'importe laquelle, et pourquoi pas aussi celle d'aujourd'hui, d'ailleurs - s'exprime sous la forme de : l'opposition, c'est le programme du pouvoir plus 20% !
Deuxième condition : que ces valeurs et la traduction rationnelle que nous en donnons, nous sachions les traduire en termes de compromis.
Je reviens ici sur ce qui avait fait déjà notre unité lors de notre avant-dernier Congrès, dont le nom est synonyme non pas de ce qui s'était dit dans la motion et de ce sur quoi nous avions débattu, mais de quelques outrances, en général

regrettées par tous aujourd'hui, je parle du Congrès de Valence et de notre délibération sur le compromis,
Si la Gauche prétend - et cela est bien dans la motion majoritaire, dans la motion n°1, c'est au cœur de sa démarche - prendre en charge les intérêts, les soucis, les attentes de la totalité du pays et qu'elle voit les avancées, les progrès qu'elle peut faire à travers des compromis successifs, si nous combattons la Droite sans pour autant nous considérer comme en guerre civile, alors nous savons que nous avancerons d'étape en étape et que la ligne n'est pas celle de la rupture avec le capitalisme, il y a une pudeur autour de ce mot. Cela m'arrange plutôt. Je voudrais dire tout de même, mes camarades, qu'il est dans beaucoup de mémoires et qu'après tout, lui faire un sort explicite par rapport à ce qu'en pense l'opinion et à ce que nous en pensons nous-mêmes, ce ne serait pas, je crois, déraisonnable.
J'ai un peu peur des habiletés de langage qui consistent à préserver les mots pour enterrer la chose car, enterrant la chose, nous changeons une perspective importante et, préservant le mot, nous ne gagnons pas dans l'opinion par la clarté même de nos affirmations.
(Applaudissements)
Laissons, mes camarades, à Jacques Chirac, prisonnier de ses extrémistes, le privilège d'avoir saisi ce qu'il y avait de plus contestable dans notre propre vocabulaire pour reparler de la rupture... lui, c'est avec le Socialisme. Il fait la même faute, et il reparle d'épuration de la fonction publique... laissons-lui cela ! C'est là qu'il va indisposer la plupart des Français.
Reste, pour nous, la responsabilité de le leur faire comprendre, plutôt avant qu'après, ce qui est un peu délicat, mais possible à mon sens.
Troisième condition : incorporer dans notre discours de parti, dans notre pratique de parti, le fait qu'on ne gouverne qu'avec rigueur, clarté, vérité, mais que ces vertus ne se suffisent pas à elles-mêmes.
La rigueur, ce n'est ni une parenthèse, ni une finalité - j'ai eu l'occasion de le dire tout à l'heure - c'est un principe constant. Je voudrais que ce soit un principe constant du gouvernement comme de l'opposition.
Mais nous y venons, nous en découvrons les traductions et nos deux motions s'interrogent aujourd'hui, non seulement sur comment distribuer de la richesse, mais comment la produire ; et si possible, avant, nous aurons à éclairer un amendement, mais ce n'est pas ce que je veux dire là.
Ce que je veux dire, c'est que la rigueur n'a de sens que dans la clarté et que notre difficulté dans l'opinion est moins du fait d'une politique de rigueur - ne revenons pas sur le sens de la conjoncture historique… plus de progressivité sur quatre ans nous aurait peut-être permis aujourd'hui une rigueur moins douloureuse... mais enfin, c'est fait - que de celui de l'explication. C'est à ce niveau que l'affaire est la plus importante.
L'opinion - et je ne vois pas que nous ne puissions pas, que nous n'ayons pas l'obligation de la comprendre - a le souci de voir le sens de ses efforts. Mes camarades, ne nous y trompons pas, l'essentiel du sens de nos débats pour ce Congrès - notamment le sens du débat sur le bilan - n'est pas de battre sa coulpe

Fondation Jean Jaurès

sur le dos des autres, de faire dire : "oui, nous avions raison ou pas" - tout le monde s'en moque - l'essentiel est de rendre compte, y compris des points où nous avons changé, ou de ceux sur lesquels notre lucidité nous amène à quelques connaissances, dans des conditions qui nous fassent gagner une crédibilité largement perdue devant l'opinion publique.
Sur ce point, le Premier secrétaire, tout à l'heure, disait que le débat a un peu trop tardé, vous en avez souri et l'on s'est interrogé sur Valence et Bourg en Bresse et notre silence à cet égard.
Tu me pardonneras, Lionel - comme il n'y a pas d'allusion à cela dans nos motions - de répondre ; ce n'est pas un accroc à la volonté de synthèse.
Je conviens volontiers pour ma part que nous pouvons être solidaires d'une démarche qui consiste à oublier Metz - tu l'avais dit - parce que ce serait oublier un Congrès sans synthèse. D'accord. Mais tout de même pas au point d'oublier de quoi on parlait, s'il vous plaît, et surtout le fait que le débat d'aujourd'hui, c'est le débat sur les conséquences du débat d'alors et de la solution particulière qui lui a été donnée !
(Applaudissements)
Que personne ici, s'il vous plaît, ne fasse comme si les questions n'avaient pas été posées !
(Applaudissements)
Quant à l'idée qu'il eût fallu les poser à Valence ou à Bourg en Bresse, c'est faire, sur la notion de solidarité gouvernementale, quant aux membres du Parti, une hypothèse sur leur compatibilité avec le service du Parti et le service démocratique de poser toutes les questions qui n'est pas de même nature que celle que je formule pour ma part !
Le débat ne me semble, devant la situation où nous sommes, devoir être ouvert - et c'est ce que nous avons fait - que quand on a besoin de ses conclusions pour se présenter devant l'opinion publique, en campagne électorale, mais non pas quand son seul intérêt eût été de nous affaiblir entre nous. Mes camarades, le débat qu'il fallait, il était au Conseil des ministres, et je suis tout de même autorisé à vous dire qu'il a eu lieu !
(Applaudissements)
En fait, ne nous trompons pas non plus de débat sur un autre plan. Cette affaire ne concerne que notre crédibilité à restaurer par rapport à ce que l'opinion a mal compris ou a jugé défavorable, et nous n'en demandions pas plus. Il serait mauvais que l'acuité de notre débat de Congrès là-dessus fasse oublier le reste, et le reste, c'est la dimension d'éthique politique, la dimension humaine de notre projet Socialiste.
En somme, mes camarades, il y a au moins une chose sur laquelle nous serons d'accord : on ne rêve pas plus de modernisation que de taux de croissance et on ne tombe pas plus amoureux de la bureautique que des grands équilibres ! Je pense que vous en serez d'accord, C'est donc la dimension humaine - valeurs de justice et de solidarité - qui est la seule à donner un sens à la rigueur, c'est donc celle-là qu'il nous faut savoir remettre en évidence - quitte à ne devoir mettre que cela en évidence - sur chacune des mesures que nous avons prises, sur

chacune des évolutions dont nous avons eu la responsabilité.
Je pense à cet égard d'ailleurs que, maintenant qu'on découvre la très grande lucidité qu'a l'opinion publique française sur le caractère restreint de nos marges de liberté, de nos marges de manœuvre pour mettre la France dans l'ordre économique, il est sage et, je crois, nécessaire de constater tout de suite que l'essentiel de l'enjeu du combat contre la Droite va probablement être de l'ordre de l'éthique politique et de l'ordre culturel, beaucoup plus que sur la gestion de marges de manœuvre économique petites.
Soyez bien convaincus de cela : nous retrouverons la Droite dans ce qu'elle a de plus fondamental, ses options sur la diffusion ou la non-diffusion de la culture, ses options sur l'école, ses options sur l'accès de tous à une certaine culture et une conception élitiste ou non, et cela me paraît plus fondamental que l'appréciation relativement limitée que nous pouvons avoir sur la différence de nos marges de manœuvre en matière de taux d'intérêt, en matière de relance de la croissance, ou autres problèmes de cet ordre.
C'est une façon de dire que le troisième ingrédient, la troisième condition que nous avons à remplir pour retrouver la confiance, c'est de compléter cette clarté, cette rigueur, tout simplement par le respect de la vérité, au sens le plus immédiat.
La vérité, ce n'est pas uniquement le contraire du mensonge, c'est plus que cela, cela consiste à dire les choses même difficiles - cela fait partie de notre débat - et à les dire même en période électorale, et même sous une certaine menace d'impopularité, avec le pari que la clarté et la vérité "payent" toujours à terme, c'est d'ailleurs, à terme, je crois, plus digne et plus intelligent, car n'oubliez jamais - c'est aussi une vérité politique - que la déception est toujours plus tenace qu'un mécontentement explicité.
C'est au nom de ce souci de clarté et de vérité, par exemple, que la recherche de la synthèse parmi nous peut se faire, et je pense - si j'essaye de me rappeler en mémoire les points principaux de l'allocution à l'instant de Lionel - que nous avons aussi fait du chemin.
Mais il nous faut aussi chercher cette synthèse à la lumière de la clarté et de la vérité entre nous et, pour cela, éviter deux faux débats, je voudrais, m'acheminant vers ma conclusion, les évoquer très vite.
Le premier de ces faux débats concerne le Parti Communiste.
Mais là, je ne suis pas inquiet. Il y a unanimité parmi nous sur le fait que notre tâche consiste à rassembler toutes les forces du travail, tous les électeurs de gauche, et que c'est la condition indispensable pour donner la plus grande force possible au mouvement de transformation sociale.
(Applaudissements)
Il y a, de toute évidence, unanimité encore - et je n'hésite pas à le dire, maintenant - pour souhaiter concrétiser cela dans un accord négocié, et cela s'appelle l'union de la Gauche, même s'il y a eu entre nous des discussions fort lourdes sur le contenu d'un tel accord et sur le poids du sacrifice théorique ou idéologique nécessaire qu'il fallait supporter pour le rendre possible, le principe est une chose, le contenu une autre.

Fondation Jean Jaurès

Je crois, mes camarades, qu'il y a même encore unanimité sur le constat que c'est la ligne actuelle du Parti Communiste français qui nous interdit, pour longtemps, une telle perspective.
Alors, où est le malaise entre nous et de quoi ont été faites les questions posées ? Il y aurait doute sur le fait de caresser un peu plus ou un peu moins l'espoir de voir le Parti Communiste changer de ligne aussitôt que possible ?
Je ne pense pas, mes camarades. Je sais que tous, au fond de nous-mêmes, nous sommes aussi désireux que prenne fin le plus tôt possible cette ligne suicidaire qu'il a suivie.
Je crois donc un peu à un procès d'intention. Le fait de se servir de tel ou tel incident ou phrase mal rédigée - qui ne laisserait pas penser que nous avons tous ce souci - amène à des procès d'intention bizarres.
Je crois, pour ma part, que dans la situation où nous sommes, c'est notre devoir de porter une critique sans faille sur la ligne actuelle du Parti Communiste français et de ne pas lui faire de quartier sur la responsabilité historique qu'il a prise avec cette ligne, ce qui ne met naturellement pas en cause non seulement ses électeurs, mais même une bonne partie de sa propre base.
(Applaudissements)
Si c'est sur la tonalité de cette critique que nous sommes en désaccord entre nous, je le veux bien ; nous pouvons chercher à y remédier.
Mais j'ai craint autre chose - et cette autre chose, je veux la rejeter - qui était le soupçon, car je ne peux pas dire ici, avec un peu de tristesse et sans polémique, que tout ce qui nous restait comme instrument du dialogue obligatoire, comme condition de passage obligé pour se rencontrer et pour négocier, comme moyen d'organiser la convergence des forces de la Gauche, quels que soient leurs états d'âme, c'était les seconds tours des élections législatives !
(Applaudissements)
Je crois tout de même avoir rendue publique, parmi les raisons qui m'ont fait rejeter ce système, celle d'être un attentat à l'union de la Gauche, Ce n'était qu'une raison parmi d'autres, je demande simplement, mes chers camarades, qu'il m'en soit au moins donné acte, sinon je serais fondé à demander : de quoi parlons-nous ?
(Applaudissements)
Deuxième problème, l'après mars 1986.
C'est un problème un peu du même ordre, mes camarades, mais aussi d'une certaine façon affronté presque hypocritement. Lorsque nous demandons, lorsque je demande que les choses soient dites, ce n'est pas naturellement pour enfermer le Parti dans des contraintes stratégiques préfabriquées et probables ou improbables sans que personne n'en sache rien. Ce n'est naturellement pas non plus pour décrire par anticipation des alliances que nous ne saurions accepter.
C'est simplement, mes camarades, parce que les électeurs ont besoin et droit de savoir à quoi s'en tenir, et que jusqu'à présent, que je sache, sauf conclusion positive de notre Congrès dans sa synthèse, personne n'a vraiment donné à l'opinion publique française de réponse forte pour le choix du mode de scrutin proportionnel, ce système négateur de majorité claire, et dans le cadre duquel

Fondation Jean Jaurès

nous-mêmes aujourd'hui, tous ensemble ici et unanimes, appelons victoire le fait d'empêcher les autres d'avoir la majorité absolue tout seuls. C'est cela, la victoire, n'est-il pas vrai ?... Eh bien si, c'est cela !
(Applaudissements)
Je pense pour ma part, mes camarades, que de telles situations sont dangereuses en effet pour le Parti, et comme je ne crois pas que nous en ayons tout à fait terminé avec ce qu'on appelle le mouvement de rénovation - je ne veux pas rouvrir ici le débat - je m'accommode assez bien d'un parti préservé de situations compromettantes de ce genre. C'est l'autre raison de mon désaccord avec la proportionnelle, chacun le sait.
Dans ces conditions, si nous demandons que les choses soient dites, eh bien, nous rejoignons là ce qu'a dit Defferre ce matin dans sa troisième et quatrième questions. Quant à ce que disait le Premier secrétaire à l'instant, sur ce travail d'explicitation du minimum incompressible de notre identité, faute duquel nous ne saurions plus nous-mêmes, et la nécessité de ne pas contrer le travail d'une certaine Commission qui va, parait-il, proposer rapport et texte pour notre prochaine Convention, moi je veux bien, mes camarades, mais l'histoire du mouvement Socialiste en France est un peu lourde, il est arrivé des moments où on a fait un peu n'importe quoi, et je ne vois pas de raison sérieuse pour que le Parti n'écrive pas par prudence les conditions minimales de préservation de son identité dans les situations où il ne serait pas majoritaire, en ne se contentant pas de phrases décisives mais trop simplettes de la motion n°1 qui dit que si on n'a pas la majorité, on est dans l'opposition. On pourrait bien, si nous gagnons, au sens que tout le monde donne à ce terme, laisser le Président de la République dans l'exercice de ses fonctions un peu plus seul que le Premier secrétaire à l'instant ne décrivait notre devoir par rapport à lui.
Nous n'en demandons pas plus, mais c'est au Congrès souverain de fixer les règles et les Commissions de travail du Parti ont le devoir de les appliquer.
(Vifs applaudissements)
Tu as dit tout à l'heure, Lionel, que nous ne voulions pas être une force d'appoint de la Droite, ce qui a provoqué dans cette salle une immense ovation. Elle était immense parce que nous y étions tous.
Camarades, nous ne demandons pas plus que la garantie écrite, c'est tout. C'est simplement l'objet du débat. Le Congrès est fait de responsables, de représentants du gouvernement, des fédérations, des militants, il n'est pas là pour donner des cartes blanches et des interprétations de questions aussi graves, et des délégations, dans la situation historique que nous connaissons, que nous ne saurions préciser à l'avance.
(Vifs applaudissements)
Mes camarades, c'est aussi ce souci de clarté qui doit éclairer dans tous les autres aspects notre recherche de la synthèse. Je la sais possible, je la pense nécessaire, et c'est là mon accord avec Lionel. On peut oublier le reste.
Nous n'ignorons pas que la synthèse suppose l'accord dans deux domaines. Celui des idées, enjeu de ce Congrès, celui des hommes et des structures, nous le retrouverons en partie le 10 novembre. Pour le débat de fond, je le sais, tu me

l'as rappelé, Lionel, c'est d'accord, le vote des militants a mis une limite à ce que nous pouvons demander. Nous ne sommes plus au Comité directeur. Je pense qu'on peut se baser sur la différence entre les amendements que nous avons, pour faciliter le travail de synthèse, déjà présentés par rapport à ceux du Comité directeur.
Mais une synthèse, ce n'est pas une reddition intellectuelle, il faut intégrer les réflexions communes, il faut aussi gommer les antagonismes, et ce n'est pas tout à fait aussi simple. Je le crois pourtant possible, et à mesurer les enjeux comme je viens de le faire, comme l'a fait Lionel tout à l'heure, je pense que nous n'en sommes pas très loin. Pour tout ce qui touche à l'accord sur les hommes, les choses sont simples aussi, même si elles sont d'implication douloureuse.
Nos règles, camarades, ont la robustesse de l'évidence, et leur application ne peut pas rencontrer parmi nous d'obstacle de principe. Il y a des obstacles pratiques et humains un peu lourds, mais personne ne peut remettre en cause nos propres règles que nous avons déjà appliquées à l'occasion des élections européennes.
Il n'en va pas de même pour les élections législatives. Là nous avons des sortants, et c'est pour équilibrer les difficultés liées au sort de nos camarades sortants que nous avons passé entre nous un accord au Comité directeur du 6 août.
Cet accord, mes camarades, est un bon accord. Il accorde à notre sensibilité le même pourcentage de candidats éligibles parmi les députés éligibles dans une certaine hypothèse qu'il n'y avait de députés sortants dans le groupe parlementaire, soit 18,7%, soit dans l'hypothèse électorale en question 29 camarades, hypothèse électorale dont je pense qu'il est tout à fait possible de l'améliorer substantiellement.
Chacun a très bien compris que m'exprimant ici au nom de 28,5 ou 6% - la Commission des mandats n'a pas parlé encore du Parti - j'aurais pu, mes camarades, demander loyalement, en fonction de nos règles, le réexamen de cet accord. Mais nous voulons la synthèse, je souhaite profondément la synthèse, je veux la synthèse.
Je veux dire ici, mes camarades, que le plus grand effort que le courant 2 puisse faire pour la synthèse, j'ai mandat de vous l'annoncer ici à cette tribune aujourd'hui. Nous ne demandons pas la remise en cause d'un accord qui nous sous-évalue gravement. Son strict respect suffira. Il reste un bon accord.
Dans de telles conditions, mes camarades, qui croit sérieusement la synthèse impossible ? En tous cas pas moi.
(Applaudissements)
Camarades, si tels sont bien les enjeux et les conditions à remplir, alors cette synthèse, je la crois possible. Sachons montrer par notre Congrès que le Socialisme moderne a droit de cité dans ce pays et dans ce Parti, que la volonté de gagner y est porteuse d'avenir et que les Socialistes savent se rassembler.
Si nous faisons tout cela, nous aurons fait du chemin et l'espoir de voir de nouveau les Français se rassembler autour de nous, nous pourrons le caresser à nouveau et en faire de nouveau le signe et le fruit de notre victoire.

Collection Jean Daniel

(Très vifs applaudissements)

Le président - Camarades, avant de lire le message que nous adresse le Président de la République... (applaudissements)... je voudrais vous donner quelques informations. Notre camarade Christiane Mora, Secrétaire nationale, vient d'être opérée. Elle est convalescente, mais hélas ne pourra pas nous rejoindre pour participer à nos travaux. Nous lui souhaitons bien entendu un prompt rétablissement.
(Applaudissements)
Je voudrais maintenant inviter la Commission de vérification des mandats à rejoindre immédiatement la salle n°6. Les délégués des fédérations suivantes sont priés de s'y rendre : la Drôme, la Haute-Savoie, la Guadeloupe, la Réunion, le Gers.
J'invite également les membres de la Commission contentieux à venir au pied de la tribune. Il s'agit de Daniel Vaillant... (lecture de la liste)
Maintenant, chers camarades, je vous invite à rejoindre vos places et à écouter la lecture du message que nous adresse François Mitterrand, Président de la République.
(Applaudissements)

Message de François Mitterrand

"Chers amis, vous voici réunis à Toulouse pour un nouveau Congrès, le 3ème depuis notre victoire de 1981.
Toulouse peut et doit être le point de départ d'un nouvel élan. Tout est possible si vous vous en donnez les moyens.
J'en vois pour ma part quatre principes.
Soyez unis. Votre diversité fait votre richesse, vos débats prouvent votre vitalité. Votre unité fait votre force, sachez la préserver.
Soyez fidèles à vos valeurs. En quatre ans et quatre mois, nous avons réalisé dans cette fidélité les plus grands changements de l'histoire de la République. Nous avons encore beaucoup à faire.
Soyez fiers de ce qui a été accompli. Bien entendu de nombreuses imperfections subsistent, mais votre bilan considérable vous invite à proposer un projet pour la France.
Soyez ouverts au monde, à la société, à leurs évolutions, à leurs transformations, tout en restant vous-mêmes. C'est comme cela que vous préparerez l'avenir.
Chers camarades, je vous assure de mes amicales pensées, de ma gratitude pour votre soutien, de ma confiance dans votre action."
François Mitterrand.
(L'assemblée, debout, applaudit très vivement la lecture du message du Président de la République)
Et maintenant, j'invite notre camarade Louis Mermaz à rejoindre la tribune. Il sera suivi par Françoise Gaspard, et elle-même par André Laignel.
La parole est maintenant à Louis Mermaz.
(Applaudissements)
Je vous invite à faire silence, mes chers camarades, Louis Mermaz ne va pas

Fondation Jean-Jaurès

attendre un quart d'heure à la tribune. La séance plénière n'est pas terminée ; c'est pour bien vous le montrer que j'invite Louis Mermaz à prendre la parole, si possible dans le silence.

Louis Mermaz

Chers camarades, ce Congrès est important à plus d'un titre. D'abord parce que c'est le dernier avant les élections législatives. Ensuite, parce qu'il se réunit à un moment où le pays hésite, à un moment où les Socialistes et ceux qui leur font confiance s'interrogent sur eux-mêmes. Si les sondages ne nous sont pas favorables à l'heure actuelle, ils montrent aussi qu'une fraction très importante de l'opinion est indécise et qu'elle n'a pas encore fait son choix. Rien, absolument rien n'est joué à l'heure actuelle. C'est la raison pour laquelle les six mois à venir et la vigueur de notre campagne électorale seront décisifs. Rappelez-vous les sondages effectués six mois avant l'élection présidentielle de 1981 et qui prédisaient la victoire, avec une confortable avance, de celui qui fût le perdant. Rappelez-vous les sondages, en Suède, à quelques mois du succès finalement arraché par Olof Palme.

(Applaudissements)

Il va donc nous falloir convaincre, convaincre, convaincre encore pour conquérir et reconquérir l'opinion. Notre travail va consister à rendre évidente aux Français une alternative qui, pour nous, est claire, mais qui leur échappe encore très largement : soit poursuivre l'effort de redressement, de modernisation et de justice, et j'insiste sur le dernier de ces termes : l'effort de justice, avec les Socialistes, soit revenir en arrière avec la Droite. Pour cette grande campagne d'explications qui s'annonce, il nous faut un parti uni ; c'est la raison pour laquelle il me paraît nécessaire que nous fassions ensemble comme plusieurs orateurs précédents nous y ont invités, l'effort nécessaire, l'effort indispensable pour réduire dans la clarté certaines différences, notamment, semble-t-il, sur le problème des alliances et pour parvenir, compte tenu des votes émis dans le Parti, à une synthèse autour de la motion majoritaire. Le débat est en train de définir les contours de cette synthèse.

Je voudrais en quelques mots rappeler le bilan, et, surtout, dire quel usage, me semble-t-il, nous pouvons en faire. Réfléchir à l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes. Avons-nous commis des erreurs ? Avons-nous changé ? Enfin, quelles perspectives offrons-nous aux Français ? Quelles perspectives offrons-nous à la Gauche ? Quels sont nos objectifs ? Quelle est notre stratégie ? Quels objectifs, quelle stratégie sont aujourd'hui possibles compte tenu de la situation politique ?

Regardons hors de cette enceinte, pour gagner en 1986 il va falloir mieux faire comprendre à l'opinion l'étendue du chemin parcouru depuis 1981. Cela, c'est notre bilan.

Il va falloir offrir, pour la suite, des perspectives claires et mobilisatrices au pays. Ce sera notre projet pour la prochaine législature, mais aussi pour la France des quinze prochaines années.

Le bilan de notre action depuis 1981, malgré les problèmes et les difficultés

rencontrées, est positif. Je crois que tout le monde en convient parmi nous, mais l'opinion dans sa majorité n'en est pas convaincue. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas su toujours ou pu expliquer ce que nous faisions et pourquoi il fallait le faire. Parce que la Gauche est arrivée au pouvoir au plus fort de la crise et qu'en votant pour nous, les Français ont voté contre la crise et contre le gouvernement d'alors ; parce que les gens inconsciemment attendaient plus que ce que la Gauche a promis et aussi parce que le chômage dont nous ne sommes pas encore venus à bout, a obscurci forcément le tableau. Il nous faut, à ce propos, faire comprendre à l'opinion deux réalités incontestables.

La première, c'est que la Gauche a réussi à peu près, je dis à peu près, à contenir un chômage qui, au même moment, partout en Europe, explosait. En 1981, nous avions un taux de chômage qui était au-dessus de la moyenne européenne ; même s'il a augmenté, il est aujourd'hui sensiblement en-dessous, et, si la Droite était restée au pouvoir, nous compterions certainement, à présent, comme en Grande-Bretagne plus de 3 millions de chômeurs.

(Quelques applaudissements)

Et surtout, seconde réalité, le chômage d'aujourd'hui, c'est très largement l'absence de modernisation d'hier. Mettre sur le compte de la relance de 1981-1982, le maintien d'un taux de chômage relativement élevé, c'est faire une analyse à mon sens extrêmement partielle, et ne pas poser les responsabilités, faire les analyses de structures qu'il convient. Rétrospectivement, la responsabilité de la Droite dans le chômage, la responsabilité de la Droite sous le septennat précédent apparaît comme très lourde. La Droite n'a pas su prendre alors la mesure de la crise qui frappait notre pays et elle a pratiqué une politique de laisser-aller, M. Barre comme les autres, sous des dehors qui se voulaient énergiques. C'est ainsi que nous avons hérité en 1981 d'un pays qui était sur la pente du déclin ; l'investissement industriel avait chuté gravement, entraînant le vieillissement de nos industries. L'effort de recherche s'était fortement relâché ; nos entreprises reculaient sur les marchés mondiaux ; un retard considérable était pris en matière de formation, notamment de formation des jeunes. C'est ainsi que la modernisation nécessaire de l'économie et de la société française n'avait pas été entrepris et qu'un temps précieux avait été gaspillé. Je ne crois pas que ceci soit un jugement partisan ; c'est le diagnostic que portent tous ceux qui, avec un peu de recul, analysent l'évolution française, que ce soit depuis notre pays ou de l'étranger, et l'on voudrait nous faire croire que les gestionnaires défaillants d'hier se seraient soudain transformés aujourd'hui en phénix économiques !

C'est la Gauche qui a relevé les défis du temps présent. Elle a entrepris la modernisation trop longtemps différée de notre pays, dans les domaines économique, social et culturel. Tout en restant fidèle à ses valeurs elle s'est engagée dans cette voie, même si cela n'était pas facile, même si elle n'était pas toujours comprise par l'opinion et par les siens, parce que cela était une nécessité.

Le redressement est en cours et les premiers signes apparaissent, même si les transformations les plus profondes et les plus fondamentales pour l'avenir ne

sont pas toujours celles que l'on perçoit le plus.
Je citerai le très important effort réalisé en matière de formation, la priorité accordée à la recherche, le début de redressement de l'investissement, la réorientation de l'épargne vers l'industrie, le renouveau de la création d'entreprise, tout ce qui a été fait en faveur des petites et moyennes entreprises, la modernisation des relations sociales dans l'entreprise, favorisée par les lois Auroux, et, enfin, la décentralisation.
Or, nous savons que nous revenons de loin et que les premiers résultats économiques, pour être substantiels, demeurent encore réversibles. L'inflation a reculé à la différence qu'avec celle que connaît l'Allemagne de l'Ouest, elle reste encore trop importante. L'investissement industriel a fini par reprendre l'année dernière, mais il demeure lui aussi encore insuffisant ; des centaines de milliers de gens, du fait des retards du passé, ont une formation eux aussi insuffisante et il faut aujourd'hui développer cette formation à un rythme accéléré. La balance commerciale et la balance des paiements se redressent. Le retour aux grands équilibres est en passe d'être obtenu, et notre marge de manœuvre est encore étroite. Les causes sont lointaines et remontent bien avant 1981. Les Etats-Unis par exemple seront bientôt le pays le plus endetté au monde, et nous en subissons tous les conséquences, mais leur dimension, la force de leur économie leur donnent une formidable capacité de récupération dont ne disposent pas les pays industrialisés d'Europe. Il y a là un problème d'échelle. Notre industrie, pour se développer, doit sortir de ses frontières. Il faut créer et exporter beaucoup plus. Pour quelques régions françaises dynamiques - Toulouse en maints égards en est devenue une - pour quelques régions à haut développement scientifique et industriel, combien de régions relèvent encore du désert français ou ont tragiquement vieilli ?
Voilà des données qu'on ne change pas en cinq ans, quand on connaît les pesanteurs et les blocages de la société française. Enfin reste à créer l'espace économique européen qui sera seul à la dimension des grands ensembles du monde. On ne peut reprocher ni au Président de la République, ni au gouvernement de Laurent Fabius de négliger cet aspect des choses et de vouloir donner à la France les moyens d'une indépendance économique et politique, les vrais moyens de la sécurité.
Oui, notre problème, aujourd'hui, c'est que le temps indispensable aux transformations de l'économie et de la société ne coïncide pas avec le rythme des échéances électorales. Nous devons aider rapidement l'opinion à prendre conscience de cet effort de redressement, à lui faire prendre conscience que cet effort de redressement a besoin de la durée et de la continuité, qu'il serait compromis par le retour au pouvoir d'une Droite archaïque, d'une Droite dont le retour au pouvoir serait un facteur de désordre économique et de régression sociale.
Quelles qu'en soient les insuffisances ou les limites, notre bilan atteste de la capacité de la Gauche à faire des réformes, à gérer efficacement, à ouvrir les portes de l'avenir. Alors, on a beaucoup débattu, dans le Parti, depuis deux mois et aussi à l'extérieur, sur la question de savoir si nous avions fait des erreurs ou

si nous avions changé.
Je ne suis pas sûr que ce débat n'ait pas un caractère quelque peu artificiel ni dangereux. Des erreurs, nous en avons fait, certes, qui n'en commet, mais il ne faudrait pas que, par un excès de modestie, nous donnions l'impression d'avoir commis plus d'erreurs que connu de réussites.
(Applaudissements)
Et je ne crois pas que nous ayons commis tellement d'erreurs, La principale, sans doute, est d'avoir sous-estimé l'affaiblissement de notre appareil de production pour sortir du septennat précédent... (applaudissements)… mais surtout, ne regrettons pas les réformes de 1981, 1982, 1983, que Pierre Mauroy a appelé "le socle du changement", ni l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés.
(Applaudissements)
Avoir de tels états d'âme ne nous apporterait aucune voix de droite, mais nous priverait de milliers et de milliers voix de gauche.
(Applaudissements)
Est-ce que nous avons changé ? Lionel Jospin s'est déjà employé à répondre à cette question. Qui en quatre ans ne changerait pas ? Nous avons dû, bien sûr, nous adapter aux circonstances et à un certain nombre de réalités qui elles-mêmes changeaient. Faisant aussi après une longue période d'opposition l'apprentissage du pouvoir, nous avons appris et nous sommes devenus assez efficaces, mais au-delà des inflexions nécessaires, nous sommes restés fidèles à nos valeurs et, en particulier, à la préoccupation de justice sociale qui nous anime. Nous sommes restés fidèles à notre volonté de transformation continue de la société, volonté qui est notre raison d'être.
(Applaudissements)
Or, nous n'avons pas à rougir de notre bilan dans ce domaine. Les récents rapports du centre d'études sur les revenus et les coûts montrent, par exemple, que depuis 1981, en dépit de la crise, le pouvoir d'achat des smicards des titulaires du minimum vieillesse et des salariés du bas de l'échelle a sensiblement augmenté, alors que l'effort demandé aux catégories plus favorisées, cet effort a permis de demander davantage à ceux qui sont mieux situés dans l'échelle des revenus, ceci contraste aussi avec ce qu'aurait été l'attitude de la Droite et avec ce que sont aujourd'hui les intentions de la Droite.
Est-ce que nous avons changé ? Méfions-nous, et en voulant faire l'ange, prenons garde de ne pas faire la bête. Ecoutons ceux qui, précisément parce qu'ils ont des difficultés dans leur vie quotidienne, seraient enclins à nous reprocher d'avoir changé, c'est-à-dire d'avoir oublié de tenir nos promesses, même si l'accusation est injuste, attention, elle est destructrice pour les Socialistes. Affirmons donc que nous sommes restés fidèles à nos objectifs et rendons leur confiance en eux et en nous.
(Applaudissements)
Une partie de l'opinion est aujourd'hui indécise, c'est elle qui fera la décision, c'est elle que nous devons gagner, nous ne la convaincrons pas en laissant le doute et le découragement s'installer parmi nous. Il nous faut, au contraire,

Fondation Jean-Jaurès

réveiller l'espérance en offrant aux nôtres et à tous les Français des perspectives d'avenir pour une France qui est aujourd'hui plus proche de l'an 2000 que de 1968.
Il nous faut montrer aux Français les chemins de la sortie de la crise et d'une nouvelle croissance, parce que sans croissance, nous ne viendrons jamais à bout de ce qui est le problème numéro un de tous les pays européens, le chômage, même si la croissance ne suffit pas et si elle doit être accompagnée d'un aménagement du travail.
Le récent rapport du plan sur la France de l'an 2000 indique qu'un pour cent de croissance en plus ou en moins, et c'est à l'horizon de dix ans, c'est 600 000 chômeurs de plus ou de moins.
Il nous faut la croissance la plus forte possible et Europe et en France, dans le respect de nos équilibres extérieurs, parce qu'on sait qu'à une croissance molle correspondrait une société dure, ce que précisément nous ne voulons pas.
(Applaudissements)
Cette nouvelle croissance, ce n'est pas ceux qui ont raté la modernisation qui peuvent la promouvoir. Elle implique un compromis social que, seule, la Gauche est en mesure d'assurer, alors que le libéralisme économique de la Droite prend aujourd'hui des allures de revanche sociale, seule, une économie mixte peut assurer les mutations nécessaires, ce qui suppose de refuser aussi bien le "tout Etat" que le "tout marché des apprentis libéraux". Regardez, même les Etats-Unis ou le Japon l'ont compris et le font. Chacun de nos concurrents sait utiliser quand il le faut, au mieux de ses intérêts, la puissance de l'Etat qui reste fondamentale même si un nouvel équilibre doit être trouvé entre les initiatives individuelles et l'organisation collective.
La Droite ne débat guère, pour sa part, sur la question de savoir si elle a changé, n'ayant rien appris et beaucoup oublié, elle a pourtant, elle, cette droite, considérablement changé, elle est devenue aujourd'hui plus dure et plus réactionnaire. Alors, nous sommes bien en présence de deux systèmes de valeur qui s'opposent et, en définitive, de deux choix de société.
La Gauche, c'est la défense et le développement des libertés, face à une droite où couvent toujours l'intolérance et la tentation autoritaire. Regardez l'attitude d'une partie de la Droite vis à vis des problèmes des Haut-calédoniens et voyez les chasses aux sorcières auxquelles certains sont déjà prêts à se livrer.
La Gauche, c'est l'égalité des chances, face à une droite qui ne s'en soucie guère, avec ses ultras, au contraire, elle exalte l'inégalité.
La Gauche, enfin, c'est la solidarité face à une droite qui abdique trop souvent toute préoccupation sociale qui remet en ce moment en cause la sécurité sociale et le droit de chacun à l'égalité, qui s'en prend au SMIC, alors qu'elle promet la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et l'abaissement des taux des tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu, comme si à ses yeux, les pauvres étaient trop riches et comme si les riches ne l'étaient pas assez, mais en dépit d'une grande convergence idéologique, la Droite est cependant divisée. Le RPR est talonné par le Front National qui lui communique de mauvais sentiments et de mauvaises idées, mais que de passerelles entre les hommes du

Fondation Jean-Jaurès

RPR, et ceux du Front National ! Il n'y a qu'à voir les accords et les échanges de bons procédés passés entre ces deux partis, à l'occasion des récentes élections en Nouvelle-Calédonie.
L'UDF, est elle-même profondément divisée et se trouve dans une situation de pré-éclatement, car Monsieur Barre est un homme qui poursuit une campagne tout à fait personnelle et soyez certains que cela pose des problèmes considérables aux autres chefs et aux autres partis de la Droite.
Alors, si la Droite est divisée, faisons en sorte que les Socialistes, eux, soient unis, et faisons en sorte que le Parti Socialiste apparaisse de plus en plus comme la grande force politique de gauche à vocation majoritaire.
(Applaudissements)
A l'appel de François Mitterrand, nous avons réussi en vingt ans le pari de l'union de la Gauche qui a porté la Gauche au pouvoir. C'est l'union de la Gauche qui a permis la victoire de 1981, la constitution d'un gouvernement d'union. Il n'a pas dépendu de nous que cette union continue. Le Parti Socialiste a été abandonné par son partenaire, pour combien de temps ? Personne ne le sait, un partenaire qui connaît aujourd'hui une crise d'identité profonde, et qui devrait s'interroger lui-même sur la profondeur et la durée de cette crise intérieure. Mais les Socialistes doivent rester les détenteurs de l'union de toutes les forces populaires. Ils doivent rester ceux qui veulent l'union de toutes les forces de gauche et par-delà la Gauche, être les principaux acteurs du rassemblement de toutes les forces de progrès.
Le Parti Socialiste se doit de remplir au maximum tout l'espace politique de gauche. Tel est l'objectif, pour 1986 et pour les prochaines années.
(Applaudissements)
Les résultats électoraux depuis la libération, comme les sondages, montrent qu'en fait il y a 42% de Français qui, quoi qu'il arrive, votent à gauche, et 42% qui, dans le même temps, votent à droite, et au centre, 10 à 15% qui hésitent, mais pour s'assurer le vote de ceux qui hésitent, il faut déjà rassembler ceux qui sont fermes, et la meilleure façon de gagner, c'est de rassembler d'abord tous les nôtres. Unir, rassembler, ouvrir sur des perspectives claires, il n'y a pas d'autre démarche, camarades, pour gagner en 1986 !
(Applaudissements)
C'est pourquoi, et j'en terminerai ainsi, le problème des alliances est au centre de nos débats et qu'il le sera au niveau de la Commission des résolutions ; il est très important, qu'il s'agisse de 1986 ou des années suivantes.
Qu'un parti majoritaire qui a vocation à le demeurer ne veuille pas être la force d'appoint d'autres forces politiques, c'est la moindre des choses, faut-il le dire ? Oui, pour le cas où certains en douteraient ici ou à l'extérieur, ou poseraient le problème différemment.
Nous avons écrit dans notre texte de motion avec Lionel Jospin, Premier secrétaire du Parti Socialiste, que si les Socialistes n'avaient pas assez de sièges, ni d'alliés pour gouverner, à partir de leur programme et dans le respect de leurs valeurs, ils seraient dans l'opposition, toujours avec et aux côtés du Président de la République, mais dans l'opposition à l'Assemblée Nationale, mais ce n'est

Fondation Jean Jaurès

pas là notre hypothèse de travail, vous vous en doutez bien. Nous sommes décidés, au contraire, à nous battre pour être en situation de gouverner, et nous savons que beaucoup dépendra de l'ardeur de notre campagne et dès maintenant, de la tonalité des résultats et des conclusions du Congrès de Toulouse. L'objectif est de demeurer la première force politique du pays, la force d'entraînement avec et autour de laquelle tout s'organisera.
Il y a en Europe deux charmants villages. L'un porte le nom de Bad Godesberg. L'autre porte le nom de Canossa. Nous ne proposons à personne de se rendre ni à Bad Godesberg ni à Canossa, mais plutôt de demeurer à Toulouse, pour y rechercher les voies d'une bonne synthèse...
(Applaudissements)
Oui, nous voulons un Congrès utile, tourné vers l'extérieur, avons-nous dit, un Congrès pour préparer les échéances de demain. La bataille va s'engager au niveau du pays, elle est déjà engagée. Un Congrès d'unité et de clarté, nous le savons, serait la meilleure contribution que nous pourrions dès maintenant apporter à notre victoire, à la victoire du pays tout entier.
(Vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, la parole est maintenant à Françoise Gaspard pour cinq minutes. Ensuite, André Laignel pour quinze minutes, et Didier Motchane se prépare.

Françoise Gaspard

Chers camarades, qui peut nier la valeur, l'ampleur, la grandeur de ce qui a été accompli dans ce pays depuis 1981 ? Qui peut véritablement risquer aujourd'hui, en octobre 1985, sans pour autant dire que nous avons été parfaits, à la hauteur de ce que nous souhaitions, qui peut risquer de diviser cette période de 4 ans et quelques mois, en tranches ou en périodes ? La Droite, elle, ne fait pas de détails.
Ecoutez son programme : dénationaliser, déréglementer, détruire, bien sûr, en tout cas tenter de détruire ce qui a été construit, les droits conquis, les espaces de liberté construits - et je pense à l'œuvre immense accomplie par Robert Badinter - ...(applaudissements)… la culture respectée, et je pense à l'immense travail fait par Jack Lang… (applaudissements)... la mémoire rétablie, et l'un des actes qui a pu paraître à certains mineur, de ces 4 ans, qui a été le rétablissement de l'enseignement de l'histoire à l'école, est plus que symbolique, puisqu'il s'agit de faire ce que la Droite avait décidé de refuser : donner une mémoire et une histoire à un peuple.
(Applaudissements)
Un Congrès du Parti Socialiste est l'occasion d'un débat, et aujourd'hui, nous nous posons la question de savoir s'il y aura dans les nuits qui viennent, synthèse ou pas. Qui ne peut la souhaiter ? Qui peut croire vraiment, pour autant que les points de divergence qui sont apparus à travers nos débats - et certains m'ont inquiété, et j'ai voté l'un des textes avec conviction - épuisent le débat que nous pouvons et que nous devons avoir entre nous ?

Fondation Jean-Jaurès

Je crois personnellement qu'il est surréaliste de chercher à savoir si le Parti Socialiste français, en 1985, doit faire ce qu'a fait un parti frère, il y a 25 ans, un parti ancré dans une autre histoire, dans une autre culture, et c'est moins, personnellement, à 1939 et à l'Allemagne que je songeais lorsque j'écoutais les débats préparatoires de ce Congrès, mais plutôt à 1933 et aux périodes difficiles qu'a vécues alors le Parti Socialiste au sein duquel certains étaient entrés par un réformisme dangereux.
Il fallait choisir, pour ce Congrès. J'ai choisi sans difficulté, mais je reste encore une fois convaincu que le débat est devant nous et qu'il y a finalement, ici, beaucoup plus de trans-courants qu'on ne le croit.
Il faut, oui, moderniser le Socialisme, mais il faut d'abord le rassembler, le rassembler autour de notre histoire, de nos valeurs, pour éviter à la France ce fantastique mouvement de revanche sociale qui nous menace, revanche et régression sociales en effet, plus encore que politiques et économiques car derrière ces mots, dérèglement, dénationalisation, flexibilité, ce qu'il y a ce sont des femmes, des hommes, des familles, dont le droit et la dignité risquent d'être menacés.
Revanche et régression sociales qui imposent pour nous, plus que jamais, mobilisation, crédibilité, discours et pratiques qui, au-delà des courants, doivent prendre en compte les véritables problèmes de notre société.
En quelques minutes, je ne peux, bien sûr, tous les évoquer, mais vous ne vous étonnerez sans doute pas que je parle de deux questions qui me tiennent à cœur, sur lesquelles nous avons fait beaucoup, mais sur lesquelles le Parti doit se mobiliser.
La question des femmes, bien sûr, et il me semble tristement symbolique, même si cela ne concerne pas l'ensemble des femmes dans notre société, que nous risquions, dans quelques mois, de retrouver une Assemblée, dite Nationale, dans laquelle il n'y aurait pas 5% de femmes.
(Applaudissements)
Construire la démocratie, c'est plus que jamais, aujourd'hui, vouloir la construire avec les femmes.
Je pense aussi à ce qu'on appelle la question "immigrés". Vous savez les propositions de la Droite à cet égard. On sait ce qu'elle dit et on sait ce qu'elle fait dans un certain nombre de villes qu'elle a gagnées en mars 1983.
Beaucoup, par le gouvernement, a été fait, mais il est temps aussi que le Parti lui-même, qui parfois a été en deçà de l'action du gouvernement, se mobilise, ne serait-ce que pour défendre ce qui était inscrit dans le programme présidentiel, et qu'on ose enfin parler et se battre pour le droit de vote des immigrés.
(Applaudissements)
Nous moderniser, oui bien sûr. Mais être moderne, aujourd'hui, c'est sans doute plus que jamais être fidèle à notre histoire. C'est chasser l'irrationnel et ne pas confondre irrationnel et utopie. Oui, nous devons être des utopistes, comme l'ont été ces travailleurs du début du capitalisme qui se sont rassemblés pour vaincre l'exploitation. Nous devons être fidèles, nous devons aussi avoir du courage pour rendre à la France un espoir et d'abord par l'image que nous donnons de

Fondation Jean Jaurès

nous-mêmes, image d'un parti rassemblé et capable de parler à la société d'elle-même pour la transformer, pour transformer, ici, maintenant et demain, les rapports entre les individus dans une société plus juste et plus solidaire.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, la parole est maintenant à André Laignel.
Il sera suivi par Didier Motchane et ensuite ce sera au tour de Pierre Bérégovoy.

André Laignel

Mes chers camarades, important Congrès certes, parfois curieux Congrès où l'extérieur pèse de tout son poids. La presse a désigné les vainqueurs. Nous sommes démocratiquement majoritaires et pourtant nous aurions politiquement tort.
(Applaudissements)
Les sondages ont choisi les thèmes qui devraient être les nôtres, exclu ceux qui nous nuisent. Ce ne sont qu'articles d'observateurs, de savants politologues, pour nous expliquer ce qu'il nous faut faire. La cohorte des bons apôtres, comme autant de fées, se penche sur le berceau Socialiste et délivre diagnostic et ordonnance pour redonner force et vigueur au rejeton Socialiste. Il souffrirait de momification.
Dans ce cas, une seule thérapeutique : faire sauter les bandelettes, les arracher une à une, rejeter les nationalisations. Mise en cause, la protection sociale. Abolie, la lutte des classes. Enterrée, la laïcité. Suspecté, l'Etat. Bref, le mot même de Socialisme serait vide de sens et devrait être abandonné, apportant le seul signe tangible de la miraculeuse guérison.
Oui, c'est vrai, le Socialisme est une grande tradition historique, mais aurait-il pour cela cessé d'être moderne ? Qui, parmi nous, doute que les besoins de l'an 2000 soient différents de ceux du début de ce siècle ?
C'est justement parce qu'il s'appuie sur une analyse historique que le Socialisme reste la doctrine la plus apte à répondre aux aspirations des Français, dans les années à venir, la seule qui cherche à instaurer plus de démocratie dans le secteur politique, bien sûr, et c'est ce qui fait son originalité, également dans les domaines économiques et sociaux.
Cela a un contenu précis. Cela signifie plus de liberté, de responsabilité, de justice et de savoir, pour chacun et pour tous. Cela signifie une véritable planification face au jeu souvent anarchique du marché, la maîtrise ou le contrôle par la nation des grands moyens de production et d'échange. Cela signifie une juste répartition des fruits du travail, une solidarité nationale sans faille, la mise en cause des privilèges abusifs. Cela veut dire aussi un soutien sans défaillance aux forces créatrices de la science et de l'art, la préservation des équilibres de la nature qui constituent le plus réel de nos biens collectifs. Enfin la préférence donnée au dialogue, en toutes circonstances, chez nous et au dehors.
Pouvons-nous nous mettre collectivement d'accord sur cette approche du Socialisme réaffirmée ? Je le pense, je veux avec vous le croire. Le fait que le

stade actuel de la société française nous conduise à une société d'économie mixte, n'est pas contradictoire avec le Socialisme. C'est simplement le constat du niveau d'évolution que connaît notre pays, à un moment déterminé, en aucun cas une remise en cause des buts à atteindre.
La rupture avec le capitalisme n'est plus à l'ordre du jour, nous dit-on. Certes, mes camarades, certes si l'on entend par là le grand soir, précédant un merveilleux petit matin. Mais qui peut douter que si les partis conservateurs l'emportaient en mars, ils commenceraient par détruire toute une structure pouvant gêner le bon capitalisme redevenu, parce qu'ils en sont les mandataires, maître du jeu.
Dans cette logique, ils commenceraient sans doute par dénationaliser le crédit, parce que c'est bien une amorce de rupture que d'avoir nationalisé les banques et les grands pôles industriels.
Oui, mes camarades, n'en déplaise à certains, la propriété reste bien l'un des leviers essentiels du pouvoir.
(Applaudissements)
De même les lois sociales, les grandes réformes, les nouveaux espaces de liberté sont des éléments de Socialisme introduits dans la société et le système productif, en rupture avec l'esprit et les pratiques du capitalisme; tout comme la révolution est, ainsi que le disait Léon Blum, pour les Socialistes, l'accomplissement du dernier acte réformiste, la rupture c'est une volonté en marche.
Ayant dit tout cela, je n'ai pourtant pas le sentiment que nous soyons moins modernes que d'autre ou, pour reprendre une expression de Laurent Fabius, à Metz, d'être des Socialistes du troisième âge.
En ce sens, comme la plupart d'entre vous, je me réjouis que notre réflexion économique se soit affinée au contact des réalités. Etre moderne, en économie, mes camarades, c'est d'abord être précis.
Et je voudrais, à ce sujet, faire trois remarques sur ce qu'a dit tout à l'heure Michel Rocard, de notre bilan économique. Non, Michel Rocard, la dette extérieure n'a pas quintuplé. Elle a doublé en dollars et triplé en francs, et ceci est dû, tu le sais aussi bien que moi, pour l'essentiel, à la montée du dollar.
(Applaudissements)
Si nous n'avions pas accepté cette dette extérieure, alors nous n'aurions pas eu de relance, nous aurions reculé avec les autres. La France est, avec le Japon, faut-il le rappeler, le seul pays à ne pas avoir connu de récession ces quatre dernières années, et nous aurions eu alors 500 000 chômeurs de plus.
(Applaudissements)
Quant à la relance, elle nous a donné 2% de croissance de plus chaque année, 60 milliards de francs par an, c'est-à-dire qu'elle a d'ores et déjà remboursé la dette extérieure.
Forcer la note pour améliorer le propos ne me paraît pas relever du"parler vrai".
(Applaudissements)
Mais, mes chers camarades, sommes-nous sûrs d'avoir à l'instant où je vous parle, suffisamment et collectivement progressé dans l'analyse de la crise ?

Fondation Jean-Jaurès

N’êtes-vous pas nombreux à mettre en avant le caractère universel et quasi invariant des lois économiques constitutives d’équilibre de courtes périodes qui conduisent à préconiser un retour à une gestion par trop comptable des finances publiques?
Dans ce cas, la prospective se fait rétrospective, si bien que l’avenir des sociétés contemporaines ne serait que le retour à un outil capitaliste concurrentiel débarrassé des pesanteurs étatiques.
En réalité, nous sommes arrivés aux limites du mode de développement progressivement constitué après la deuxième guerre mondiale. La crise actuelle est sans précédant, elle nous oblige à inventer.
En ce sens, il faut bien comprendre que la réponse n’est pas uniquement économique, mais qu’elle repose tout autant sur l’innovation socio-politique.
Dégager des principes originaux d’organisation du travail, redéfinition des métiers, des qualifications des hiérarchies, imaginer de nouveaux modes de satisfaction des besoins, et trouver de nouvelles complémentarités entre activité productive à ces deux axes essentiels, renouveler le champ et la pratique de la négociation collective, et mettre en œuvre de nouvelles procédures de détermination conjointes des salaires de l’emploi et de la durée du travail en illustrent le contenu.
Restaurer un équilibre dynamique entre salaires directs et indirects, entre consommation et formation du capital productif, en expriment les conséquences économiques et financières.
Sur cette volonté d’apporter des réponses nouvelles, je ne doute pas que nous réalisions dans les mois et les années qui viennent, tous ensemble, une synthèse dynamique.
Le mot est lâché, "synthèse", il nous ramène à des préoccupations plus immédiates. Je le dis d’entrée de jeu, avant d’en examiner les conditions, la synthèse est souhaitable je la crois possible. Je veux rapidement devant vous examiner quatre points qui peuvent faire problème entre nous.
La politique économique et les grandes réformes de mai 1981 à 1983, l’union de la Gauche, les alliances après mars 1986, et enfin ce que l’on a appelé le débat sur le changement.
En ce qui concerne l’action économique menée après la victoire de 1981, elle était avant tout, mes camarades, une réponse à une situation inique, faite aux plus défavorisés de notre pays, comme le disait à cette époque le ministre du Plan, je le cite : "il y avait une telle injustice qu’alliée au mépris, elle allait déboucher sur la colère". C’est d’abord à cela et parce que nous nous y étions engagés, que nous avons voulu répondre. Rendre justice, seulement justice, et il faudrait nous le reprocher... ?
Le même camarade ministre ajoutait, je le cite : "je plaide que justement la première étape a été d’une modération nécessaire, il ne faut pas manquer de poursuivre en mettant en place un mécanisme qui assurera au Smig une progression plus rapide que celle de la moyenne des salaires".
Oui, j’approuve ce que disait ce camarade ministre du Plan. Quant aux conséquences économiques de notre action, elles étaient ainsi analysées par le

Fondation Jean Jaurès

même camarade, pour relancer l'économie française, disait-il, nous savions au départ qu'un certain nombre de déséquilibres pouvaient être temporairement admis, aussi étaient-ils inévitables et au demeurant sans gravité, et qu'en commençant par relancer la consommation populaire, grâce aux mesures sociales du début juin 1981, il ne s'en suive un appel aux importations.
Je me rallie à ces explications, à ces justifications pertinentes de notre action. Si Michel Rocard reste fidèle à sa pensée d'alors, il ne peut y avoir de problèmes. S'il se renie, qu'il nous laisse au moins nous, être constants.
(Applaudissements)
Le second point qui pose problème, est l'affirmation par la motion 2 de la fin de l'union de la Gauche. C'est une erreur grave, que d'abandonner le thème de l'union, non pas - qui peut en douter - une union d'appareil ou programmatique, mais une union de toutes les femmes et les hommes de gauche de notre pays, sur l'intérêt dans la quotidienneté de l'action pour une vie meilleure, pour plus de justice, non, il ne faut pas se résigner à ne plus dialoguer avec les 10 ou 12% de nos concitoyens qui se reconnaissent encore dans le Parti Communiste, non, il ne faut pas se résigner à ne plus dialoguer avec nos frères séparés. Proclamer aujourd'hui encore notre foi en l'union, malgré toutes les difficultés, c'est maintenir intact la chance un jour, même s'il doit être loin, de réunir ceux qui ont les mêmes racines, qui ne peuvent l'emporter face à leur seul adversaire, la Droite, que s'ils sont rassemblés.
Le Parti Socialiste ne peut devenir le grand parti de toute la Gauche que nous souhaitons que s'il reste fidèle à l'union de la Gauche.
(Applaudissements)
Ce qui nous est proposé par la motion 2 sous couvert d'un luxe de précautions permet en vérité et même je veux bien le considérer, si cela n'est pas l'intention des auteurs, toutes les alliances à l'exception du Front National.
Il me semble que le texte de Lionel Jospin est beaucoup plus clair, oui si le Parti Socialiste n'avait pas assez de sièges, ni assez d'alliés pour gouverner sur ses positions, à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche, il serait dans l'opposition.
(Applaudissements)
Notre réflexion ne peut s'organiser autour de cette question termes d'association avec des forces de droite, et si la motion 2 y est par sa logique conduite, c'est parce qu'elle considère que l'axe stratégique de l'union de la Gauche n'existe plus.
Pour notre part, nous excluons que le Parti Socialiste puisse être une force d'appoint pour qui que ce soit, c'est autour de nous, c'est-à-dire autour de la principale force de la Gauche, et sur ses idées, que pourra se créer une coalition majoritaire.
Si nous n'en avions pas les moyens alors notre seule voie sera celle de l'opposition résolue à la Droite.
(Applaudissements)
La synthèse est souhaitable, disais-je, oui, mais dans la clarté, c'est-à-dire à la triple condition de notre politique sociale, que soit réaffirmée notre volonté de

ne pas nous résigner à la rupture de l'union de la Gauche, enfin que l'engagement soit pris de ne participer à aucune coalition avec la Droite.
Le Socialisme a payé trop cher ses erreurs dans le passé, il s'était laissé allé sur la pente de la crise à droite, Epinay fut d'abord, souvenez-vous en, le refus de la troisième force, et l'affirmation de l'union de la Gauche. Si certains qui avaient considéré à l'époque que c'était des erreurs, veulent aujourd'hui effacer Epinay, je n'en serai pas.
(Applaudissements)
Reste une dernière question, avons-nous changé, leitmotiv des discours qui se succèdent à cette tribune ? J'apporterai la même réponse que mes camarades, précédents, oui, nous changeons et nous changeons à chaque instant.
Sommes-nous modernes ? Certes, et pour ma part, je préfère me déplacer en formule 1 plutôt qu'en bateau à vapeur. Mais derrière ces questions, en réalité, ce sont deux autres interrogations qui se profilent. Avez-vous changé d'identité et de finalité ? Et la réponse est pour moi "non", l'essentiel n'est pas d'adapter notre langage permanent à notre action immédiate, c'est de faire que notre action se rapproche de plus en plus de notre langage, pour que la finalité soit notre mot commun.
On nous somme de toutes parts de nous déclarer socio-démocrates, mais qu'est-ce que cela signifie ? Si cela veut dire coupure fondamentale entre Communistes et Socialistes démocratiques, oui nous sommes les enfants de 1920 et du Congrès de Toulouse, si cela veut dire un parti appuyé sur un puissant syndicat et qui lutte pour une meilleure redistribution des richesses, cela est tout à la fois inadapté et insuffisant.
Inadapté, avec la tradition d'indépendance syndicale qui est celle de la charte d'Amiens, insuffisant car il faut penser aussi aux structures de la production.
Les stratégies politiques des socio-démocrates européens ont trop souvent fixé pour but essentiel la substitution au système capitaliste d'une autre société, d'une société dont le fondement premier ne serait plus l'argent mais l'homme.
A ceux, s'il en existe, qui voudraient tout à la fois effacer Epinay et Metz, je répond "non", notre mot d'ordre est simple, il nous a conduit à la victoire de 1981, il reste un déterminant pour 1986, être nous-mêmes et tenir bon.
Oui, la Gauche peut et doit gagner mais elle n'y parviendra que si elle rassemble les siens, que si elle est sûre de son identité et de ses buts que si nous sommes capables de proposer au pays un contrat dynamique, réaliste, ouvert sur d'autres perspectives, mais ne confondons pas rigueur économique et rigueur sociale, à un contrat dans le droit fil de l'espérance retrouvée.
S'il est parmi vous des pessimistes camarades, je leur dit pour conclure, après Gramsci que le pessimisme de la réflexion oblige à l'optimisme de l'action, alors ensemble agissons pour la victoire.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, on me fait parvenir un certain nombre de billets, ces billets indiquent que dans la salle les camarades ont énormément de mal à entendre les orateurs.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je voudrais dire que ces travaux qui sont importants, donnent aussi une image de notre Parti et de ses militants, et de voir en permanence des groupes qui bavardent, des gens qui vont et qui viennent, cela vraiment ne nous sert pas. Aussi j'invite tous les camarades à faire preuve d'un peu plus de discipline et si vous le permettez, avant de donner la parle à Dididier Motchane, j'indiquerai la liste des orateurs pour ce soir.
Donc Didier Motchane, Louis Le Pensec, Georges Sarre, Edgar Pisani et Gérard Collomb.
La parole est à Didier Motchane.

Didier Motchane

Je pensais ce matin, camarades, à l'œuvre cinématographique d'Orson Wells, et je me disais que les grands débats de notre Congrès et le débat de ce Congrès s'y trouve tout entier.
Comme je n'ai pas la prétention ni la possibilité, en quinze minutes, d'expliciter ce que je veux dire - les camarades qui sont familiers avec Orson Wells m'auront compris - je voudrais brièvement, par nécessité, vous expliquer pourquoi, à mon sens, la synthèse est possible, pourquoi elle est souhaitable, alors même qu'il est clair que des désaccords importants existent parmi nous mais que, dans la situation, dans le combat que nous menons, il est important de les avoir situés, de les connaître et de les accepter, et de partir aussi unis que possible.
Je n'ai jamais eu, comme Michel Rocard, la possibilité de vous dire : "Je représente 28,5% du Parti ", mais enfin, il m'est arrivé, et par deux fois d'ailleurs - je veux dire dans deux Congrès - de ne pas en être très loin… 25,5%.
Sans avoir la prétention de donner le moindre conseil, ni à des camarades minoritaires, ni à des camarades majoritaires, je voudrais dire tout de même que la situation de ce Congrès me paraît nouvelle, en ce sens que l'avantage d'une minorité, c'est, en principe, un attachement plus grand à la cohérence et plus de facilité à la cohérence, alors que pourtant, aujourd'hui, je trouve plus de cohérence dans les textes et dans les positions politiques de la motion majoritaire que dans l'autre.
(Applaudissements)
Pourtant, la motion n°2 est une motion bien faite, bien écrite et dans laquelle ne manquent pas des notations judicieuses. Elle a raison de poser les questions qui se posent vraiment, encore que, parfois, elle les pose d'une manière qui préjuge la réponse... pour limiter le chômage, dire d'avance qu'il faut choisir entre travailler plus ou mieux partager le travail, c'est faire bon marché d'une autre réponse qui, je crois, doit être notre réponse, c'est-à-dire qu'il faut faire les deux et qu'on ne peut pas faire l'application de l'un sans l'autre.
Manque de cohérence, je pense aussi, dans ce risque
De confusion entre l'Etat et la bureaucratie, je ne pense pas que le texte n°2 et ceux de nos camarades que, par commodité, on qualifie de "rocardiens", soient du côté du libéralisme économique, mais enfin, même si le rayonnement

Fondation Jean-Jaurès

idéologique de celui-ci menace tout le monde, ils semblent lui avoir concédé beaucoup et je ne comprends pas la contradiction qu'il y a à oser dire qu'il faut faire reculer l'Etat, avec le regret - que je partage tout à fait - que nous ayons jusqu'à présent limité la planification à un rôle subalterne. S'agissant d'ailleurs d'un ministre qui, à l'évidence, a souffert de cette situation, quelle identification à ce qu'on a pu faire ou à ce qu'on n'a pas fait ! Moderniser le Socialisme, je ne suis pas, à priori, contre cette formule, mais à lire la motion de nos camarades, je ne comprends littéralement pas ce que cela veut dire. Si cela veut dire ce que j'ai entendu à l'instant dans la bouche de Michel Rocard, c'est-à-dire si être Socialiste ce serait constater qu'il y a de moins en moins de différences et qu'il ne peut y avoir que de moins en moins de différences entre une politique économique de droite et une politique économique de gauche, et que c'est ailleurs, dans d'autres dimensions de la société, que se situent les différences, alors je pense, camarades, que cette idée n'est ni moderne, ni socialiste...
(Applaudissements)
Et surtout, je pense qu'elle est fausse !
Je pense qu'on ne sépare pas la politique et les moyens de cette politique, qu'on ne sépare pas un projet de société, l'organisation de la société, et les moyens qu'il faut prendre pour ce faire.
Je trouve ensuite, dans les idées, dans les propositions de nos camarades, un éloge ambiguë du réflexe du pragmatisme, et une autre incohérence qui est que leur texte reconnaît, d'une part, que les Socialistes doivent mobiliser, doivent entraîner les Français dans un grand dessein, mais propose, d'autre part, cette idée que les gens n'attendraient pas d'eux un projet, un programme, mais l'impression qu'ils leur donneraient d'être capables d'avoir la bonne réaction au bon moment.
Je pense, tout au contraire, que si la Gauche - et le Parti Socialiste avant tout - ne s'identifie pas à un dessein, à une route, à un projet, il commence à devenir opaque pour les Français, je pense, en bref, que si nous avons commis des erreurs, c'est peut-être du côté d'un trop grand "pragmatisme", entre guillemets, plus que de l'autre.
Je crois que nous avons raison de mettre à plat ces différences et que ce ne serait ni notre honneur, ni le bon sens, que de nous les dissimuler.
Je pense en même temps qu'elles ne doivent pas empêcher la synthèse. Après tout, un certain nombre, un grand nombre d'entre nous ont déjà fait l'expérience de ces circonstances où, loin de taire ce que l'on pense, on développe le plus loin possible ses critiques et ses propositions. après tout, les camarades qui sont ici savent que cela a été le cas d'un certain nombre - le mien - à propos de tel ou tel aspect de la politique économique de notre gouvernement, je pense notamment au tournant du printemps 1983, ces camarades savent que, sur l'essentiel, nous n'avons pas changé de sentiment, ces camarades savent que, sur l'essentiel, nous pensons toujours que l'avenir du Parti rapprochera sa politique de ce que nous proposions alors. Ces camarades savent aussi que si tel ou tel d'entre nous me paraît s'exposer à faire, sans le vouloir assurément, trop facilement le jeu d'une certaine idéologie qui n'est pas la nôtre, c'est peut-être

qu'il est arrivé à des représentants de la gauche, à des représentants du Parti, à tel ou tel membre du gouvernement lui-même de donner un exemple dont je ne pense pas qu'il ait toujours été le meilleur possible.
Et pourtant, sur un texte, il est vrai, qui pour l'essentiel nous donnait satisfaction, je pense, aux uns et aux autres, cela ne nous a pas empêchés de faire l'accord, il y a deux ans.
Eh bien, aujourd'hui, mes camarades, alors que nous ne sommes plus à deux ans des élections législatives, mais à six mois ou à cinq mois, je pense que les raisons sont fortes pour que, dans la clarté, et parce qu'après tout nous savons, qui que nous soyons et quels que soient les différences ou les conflits que nous ayons les uns avec les autres, qu'aucun d'entre nous ne saura finalement se tromper sur la Droite et sur la Gauche, nous tombions d'accord.
Si ce n'était pas le cas, on l'a déjà dit - Lionel Jospin l'a dit - ce ne serait pas dramatique, mais je tiens à vous dire que ceux qui ne peuvent pas être suspectés de traiter les textes et les motions le plus à la légère, ceux qui peuvent, me semble-t-il, difficilement être suspectés d'avoir beaucoup zigzagué dans leurs propositions politiques, eh bien, ceux-là, vous les retrouvez sans doute aujourd'hui parmi les plus résolus à faire un effort qui ne sera pas d'hypocrisie, qui ne sera pas de concession - dans le mauvais sens du mot - pour que l'accord se fasse.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, le Bureau du Congrès s'est réuni et a modifié l'ordre des interventions.
Je vous annonce que Pierre Bérégovoy va prendre maintenant la parole et qu'après son intervention la séance plénière sera levée.
Demain matin, reprise des travaux à 9 h 30. Interviendront, à 9 h 30 précises : Gérard Collomb, ensuite Claude Saunier, Georges Sarre.
La parole est maintenant à Yannick Bodin, qui va vous donner les résultats du vote indicatif intervenu par le collationnement des votes dans les différentes fédérations.

Yannick Bodin

Chers camarades, tout d'abord, au nom de la Commission de vérification des mandats, je voudrais remercier particulièrement les délégués qui ont remis leurs résultats dès leur arrivée au Congrès.
D'autre part la Commission souhaite que les instances nationales du Parti proposent aux fédérations d'adopter un mode d'utilisation des mandats fédéraux portés en abstention car ils sont parfois traduits en mandats nationaux et parfois ils ne sont pas pris en compte.
A travers l'exemple d'une fédération, la Commission a souhaité que les règles concernant la procédure des votes pour le Congrès restent simples tout en respectant les statuts et le règlement intérieur du Parti.
Elle a vérifié les mandats qui étaient transmis par les fédérations et a décidé de

Fondation Jean Jaurès

modifier un seul cas pour un mandat dans le résultat d'une fédération, pour des conditions irrégulières de vote dans une section. C'est le seul cas de modification.
Je vous annonce donc les résultats du vote indicatif.
6454 mandats inscrits.
6451 mandats exprimés. Ont obtenu :
Motion n°1 : 4612 mandats, ce qui représente 71,49%.
(Applaudissements)
Motion n°2 : 1139 mandats, ce qui représente 28,51%.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Françoise Seligmann qui va vous donner lecture de la composition de la Commission des résolutions qui se réunira ce soir à 21 heures 30.

Françoise Seligmann - Je vais faire une lecture rapide car je pense que ce que dira Pierre Bérégovoy sera plus intéressant...
(Lecture de la composition de la Commission des résolutions)

Le président - J'invite les congressistes à être demain matin présents dans cette salle à 9 heures 30 pour la reprise de nos travaux.
Je rappelle l'ordre des orateurs : Gérard Collomb, Claude Saunier, Louis Le Pensec, Georges Sarre, Marcel Debarge.
Je donne la parole maintenant à Pierre Bérégovoy.
(Applaudissements)

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, j'interviens peu dans les Congrès. Si j'ai souhaité le faire aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour dresser un court bilan de notre économie, c'est aussi et surtout pour lancer du haut de cette tribune un appel à l'unité du Parti à la veille de l'échéance décisive pour notre avenir, l'avenir du Socialisme et l'avenir du pays qui se confondent dans mon esprit.
Chers camarades, le retour de la Droite au pouvoir, Laurent Fabius l'a dit fort justement, ce serait le désordre institutionnel, le désordre social, et enfin de compte le désordre économique. Tous les efforts que nous avons déployé pour moderniser nos structures, tous les sacrifices acceptés par le pays pour juguler l'inflation se trouveraient ainsi réduits à néant.
Le redressement économique est en bonne voie, plusieurs d'entre vous l'ont dit. Il n'est pas terminé. Si on laissait revenir M. Chirac dont la légèreté économique est bien connue, ou si on laissait la possibilité à M. Barre d'entretenir une guérilla institutionnelle sans fin, le pays, j'en suis convaincu, ne s'en remettrait pas. Je connais beaucoup d'observateurs internationaux, loin d'être Socialistes, qui redoutent cette éventualité pour la France et pour l'Europe.
Chers camarades, l'enjeu est clair : ou bien nous aurons les moyens de continuer notre entreprise, ou bien les relents du conservatisme le plus étroit conduiront à

Fondation Jean-Jaurès

nouveau notre pays dans l'impasse.
Il est donc capital de tout faire pour que la vie politique s'ordonne autour de nous.
Il est réaliste de constater comme on l'a fait qu'aucune formation politique n'aura la majorité à elle seule. Mais je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que nous devons nous déterminer par rapport à d'autres. Ce sera aux autres, et en premier lieu au Parti Communiste, à se déterminer par rapport à notre projet.
Tout dépendra du rapport de forces que nous saurons établir, et comme l'a dit Lionel Jospin, oui, c'est autour du Parti Socialiste qu'il nous faut rassembler la Gauche.
Pour cela, un double impératif : d'abord ne pas se tromper d'élection. L'élection présidentielle, si importante soit-elle, est dans deux ans et je doute qu'elle constituerait un recours si nous devions échouer lourdement aux élections législatives.
Ensuite il faut être nous-mêmes, imaginatifs, offensifs, n'ayant pas peur de bouleverser les idées reçues. Comme l'a dit encore Lionel Jospin tout à l'heure, un Socialiste qui ne changerait pas ne serait pas de son temps. Le Socialisme est une doctrine vivante qui s'adapte aux réalités, il n'est pas pour autant à ranger au rayon des accessoires !
Etre nous-mêmes, mes chers camarades, c'est tout simplement se rappeler et rappeler au pays l'idée qui nous réunit ici, le Socialisme c'est la liberté, la liberté reconnue à tous, et en premier lieu aux salariés. Le Socialisme, c'est la responsabilité, qui suppose l'égalité des chances données à tous, et d'abord l'égalité d'accès à la formation.
Le Socialisme, c'est la solidarité entre générations et envers les plus démunis. A l'échelle du monde, c'est la solidarité internationale, un regard nouveau sur le tiers-monde, la lutte contre la misère et contre la faim.
Liberté, responsabilité, solidarité, ces trois valeurs de tous temps ont réuni les Socialistes. C'est à elles que François Mitterrand fit appel au Congrès d'Epinay pour créer le Parti Socialiste, puis à nouveau en 1974 lorsqu'il entreprit d'ouvrir le Parti à d'autres camarades et, comme on dit dans notre jargon, à d'autres sensibilités.
Ce sont ces mêmes valeurs qui font depuis 1981 du Parti Socialiste, sous la direction de Lionel Jospin, un parti de gouvernement et la force motrice du changement.
Ces valeurs, mes chers camarades, n'ont rien perdu de leur actualité, elles sont l'épine dorsale du Socialisme moderne.
Choix de liberté : la Gauche, dès son arrivée au pouvoir, a étendu les libertés dans tous les domaines, les Droits de l'homme et la justice, où Robert Badinter a accompli un travail considérable et admirable qui est la fierté de la Gauche… (applaudissements)... les média avec l'éclosion des radios libres et demain de nouvelles télévisions, l'école dont Alain Savary puis Jean-Pierre Chevènement ont entrepris la rénovation...
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Choix de responsabilité : il appartient aux Socialistes de donner à chaque individu les moyens de son épanouissement. L'importance de la formation est à cet égard décisive, et le gouvernement a eu raison de se fixer un objectif ambitieux dans ce domaine. Nous autres, Socialistes, et j'en parle, croyez-moi, en connaissance de cause, nous ne devons jamais oublier que l'éducation est la meilleure arme que nous pouvons donner à ceux qui n'ont pas eu la chance de naître fortunés.
(Applaudissements)
Choix de solidarité enfin : la Gauche a pris dans ce domaine les mesures que l'on sait pour améliorer le pouvoir d'achat des plus défavorisés et combler les lacunes, combler les retards pris. Elle a inscrit à son actif la 5ème semaine de congé payé, la retraite à 60 ans qui ne doit pas être oubliée ni remise en cause, les 39 heures, une solidarité accrue avec les chômeurs en fin de droit il y a encore peu de semaines.
La Gauche a aussi exprimé sa solidarité à travers les mesures fiscales : exonération de l'impôt sur le revenu de 3 millions de contribuables, et 2 millions pour la taxe d'habitation, création d'une tranche à 65 ans, plafonnement du quotient familial, instauration de l'impôt sur les grandes fortunes, suppression du privilège fiscal dans les conditions dont vous vous souvenez l'an passé, où la Droite s'est hérissée contre le gouvernement et la majorité qui avaient décidé cette mesure de justice et d'équité.
Chers camarades, liberté, responsabilité, solidarité, ce triple choix, puisque j'ai l'occasion de le dire, vaut aussi pour l'économie. C'est la voie que nous avons tracée pour notre pays entre le libéralisme sauvage qui ne marche pas - voyez ce qui se passe en Grande-Bretagne avec ses 3 millions de chômeurs - et l'économie administrée ou l'Etat décide de tout et qui donne les résultats que l'on sait dans la plupart des pays qui la pratiquent, à tel point qu'un certain nombre de pays - je pense en particulier à la Hongrie, à la Chine, mais il y en a d'autres - se préoccupent de réformer cette économie et de restaurer certains mécanismes du marché.
A ce propos, mes chers camarades, je vous invite à réfléchir et à inviter avec moi les économistes Communistes, ceux du Parti Communiste français, à approfondir leur réflexion sur ce thème plutôt que de réciter le catéchisme en vigueur dans ce pays il y a cinquante ans !
(Applaudissements)
D'un autre côté il me semble assez paradoxal de voir la Droite s'emparer du thème de l'économie de liberté, alors qu'elle n'a cessé de pratiquer le dirigisme le plus étroit. Le contrôle des prix, le contrôle des chances, l'encadrement du crédit, la tutelle étatique des marchés, la multiplication des réglementations, c'est l'œuvre de la Droite.
Je suis convaincu, en dépit d'affirmations trop vertueuses pour être convaincantes, qu'au fond d'elle-même, la Droite française, la Droite technocratique n'y a pas renoncé ; la Droite est libérale par doctrine ; elle est dirigiste par commodité !
Il en est de même de la concurrence. La Droite en parle beaucoup mais, ce

qu'elle a fait, c'est le partage des monopoles, la protection des privilèges, la défense des corporatismes, et, aujourd'hui, c'est à notre gouvernement qu'il revient d'y faire face.
Chers camarades, expliquons-nous franchement sur ce point. La concurrence ne peut pas être une liberté à sens unique, venant gonfler les malles de telle ou telle corporation. C'est pourquoi nous avons toujours lié la libération des prix à un renforcement de la concurrence. Il arrive parfois que cela se traduise par un face à face difficile entre le ministre et les compagnies pétrolières, et si vous pouvez m'apporter un coup de main à cet égard, je ne m'en plaindrai pas.
C'est la même démarche, d'ailleurs, qui m'a conduit à soumettre les banques, les banques nationalisées comme les banques mutualistes et comme les quelques banques privées ou les banques internationales au droit commun en matière de concurrence, en dépit de singulières pressions exercées sur certains parlementaires.
Dans tous les cas, la concurrence, ce doit être des prix plus bas, des taux d'intérêt plus faibles. Une efficacité économique accrue, et, finalement, plus de croissance et plus d'emplois. Qui dit concurrence dit aussi marché, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous le disons : en même temps que nous considérons que l'Etat doit planifier avec les partenaires sociaux les grands objectifs de la modernisation, une économie de liberté doit faire sa place à l'esprit d'entreprise, à la création, à la compétition, et elle rencontre ainsi le refus du tout-état qui s'était exprimé de façon spontanée et parfois confuse dans le mouvement de mai 68.
Il m'arrive de déplorer que les animateurs de ce mouvement se fixent parfois dans un corporatisme étroit, alors que trop de rigidités sclérosent encore notre économie. Mais notre conception de la liberté économique n'est pas celle de la Droite ; nous ne voulons pas brader l'Etat ; je sais que c'est une idée à la mode, comme toutes les modes elle sera passagère. Evitons donc entre nous de faux débats autour d'une vraie question. Fixons d'abord un principe : si l'Etat ne doit pas se mêler de tout, il n'en doit pas moins être obéi, et, pour être obéi, il lui faut parler clair là où l'intérêt général est en jeu.
Dans la société d'économie mixte qui caractérise notre pays, l'Etat lorsqu'il représente la collectivité, a un rôle à jouer : celui d'actionnaire, ni plus ni moins que dans le secteur privé. Il apporte au capital ce qui est nécessaire, il fixe les orientations, il exige une gestion rigoureuse mais l'administration n'a pas à se substituer à la direction des entreprises. Je n'ai jamais imaginé que le ministère des Finances était fait pour produire, mais lorsque l'EDF produit ou lorsque telle ou telle entreprise nationalisée le fait en réalisant des bénéfices, je trouve très bien cela et je me félicite que le consommateur et le contribuable y trouvent leur compte.
(Applaudissements)
Sur ce terrain là, soyons offensifs. Quand on compare les résultats de 1985 des 5 grandes entreprises nationalisées en 1982, avec ceux qu'elles obtenaient à l'époque, on mesure les carences des actionnaires privés. Ceux-là même qui socialisaient les pertes de la sidérurgie ou d'ailleurs avant 1981, voudraient à

nouveau privatiser les bénéfices de plusieurs nationalisés. Qui pourrait accepter, Chers camarades, de les laisser faire ?
(Applaudissements)
J'ajoute, car c'est un argument qu'on lit parfois ici ou là, que la nationalisation du secteur bancaire, loin de scléroser l'activité financière, nous a aidés à moderniser le marché financier, de telle sorte que là aussi la concurrence conduise à diminuer le prix de l'argent.
Chers camarades, le libéralisme sauvage, cela ne marche pas, ai-je dit il y a un instant. Il est nécessaire, en effet, qu'en économie comme ailleurs, il existe une règle du jeu. La meilleure des illustrations - Rocard et Jospin en ont parlé - nous est donnée sur le plan mondial. On sait les ravages que le désordre monétaire a provoqué sur la scène internationale : un dollar surévalué et des taux d'intérêt trop élevés, des déséquilibres croissants en matière de balance des paiements, un endettement insupportable pour les pays en développement.
Je me souviens des discours tenus il y a encore peu de temps indiquant qu'il n'y avait rien de mieux que les taux de change flottants fixés librement par le marché, alors que la France, par la voix de François Mitterrand, à Versailles et à Göteborg dénonçait l'anarchie monétaire. Or, à New York, il y a un peu plus de quinze jours, puis à Séoul cette semaine, il a été reconnu que les taux fixés par le marché ne correspondaient pas aux vérités économiques fondamentales et qu'il fallait y remédier. Une gestion ordonnée, visant à faire baisser le dollar a été décidée en coordination avec les banques centrales. C'est un projet à mettre à l'actif des thèses françaises longtemps défendues par un Jacques Delors solitaire, et on peut tous s'en féliciter.
(Applaudissements)
Chers camarades, le pragmatisme et le réalisme l'ont emporté sur les certitudes dogmatiques antérieures. A trop applaudir le président Reagan de 1984, M. Jacques Chirac qui prend toujours ses exemples à l'étranger, ferait bien de s'en inspirer s'il ne veut pas être contraint à un nouveau tête à queue auquel il nous a si souvent habitués !
(Quelques applaudissements)
J'ajoute que le dollar a perdu depuis le mois de juillet 12,5% et, cher Michel Rocard, je considère que c'est une bonne chose pour l'économie française et pour les pays en développement qui étaient étranglés par la hausse du dollar et par des taux d'intérêt trop élevés.
(Applaudissements)
Et, ce qui est important, chers camarades, c'est que la parité entre le mark et le franc n'en a pas été affectée. C'est la meilleure réponse qui pouvait être faite à ceux qui prônaient avec une légèreté condamnable - je pense aux économistes du RPR - une dévaluation du franc, en oubliant aussi, autre légèreté impardonnable, que la dévaluation relancerait l'inflation au moment où nous sommes en train de gagner la partie.
Parlons maintenant, chers camarades, de notre bilan, et commençons par le point noir, celui qui obscurcit les autres résultats ; parlons du chômage. Il y a aujourd'hui, en France, 2 414 000 chômeurs. C'est trop, c'est beaucoup trop,

même si l'augmentation est beaucoup moins forte qu'entre 1974 et 1981 où elle avait été de 300%, même si le taux de chômage en France est désormais inférieur à la moyenne européenne, alors qu'il lui était supérieur en 1981.
Chers camarades, la réduction du chômage n'a pas cessé d'être notre objectif, et elle le reste plus que jamais, mais parlons le langage de la vérité, comme nous y invite Laurent Fabius. Le renversement de la tendance s'est révélé plus difficile que nous ne l'avions cru. Nous avions mal apprécié l'héritage industriel que nous avions reçu.
Combien de licenciements, de fermetures d'entreprises ont été la conséquence des retards pris hier par notre économie et par notre industrie ? Combien de marchés ont été perdus parce que nos entreprises n'étaient pas assez adaptées à l'évolution des besoins ? Certes, cela n'explique pas tout, mais comme l'a dit encore notre Premier Ministre, deux conditions sont nécessaires pour réduire le chômage : accélérer la croissance économique - c'est la première condition - aménager le temps de travail - c'est la deuxième condition. Mais pour cela, il nous faut une économie compétitive qui s'appuie sur une désinflation en profondeur, la modernisation de l'appareil productif et un dialogue social plus constructif.
Chers camarades, nos résultats économiques, dont je vais parler maintenant, montrent que la politique économique engagée par Pierre Mauroy et poursuivie par Laurent Fabius est bien la bonne. Pierre Mauroy avait dit à cette tribune, lors du dernier Congrès, que la rigueur avec laquelle la Gauche gérait l'économie, porterait ses fruits. Le bilan est éloquent. Si tout n'a pas été parfait, ne faisons pas la fine bouche sur ce que nous avons fait, grâce à vous, grâce au Parti Socialiste et grâce aussi au pays.
Le ralentissement de l'inflation, c'est nous. M. Barre nous avait laissé 13,6% d'inflation. Nous sommes fin septembre avec 0,1% d'inflation ce mois-ci, à 5,3%.
(Applaudissements)
Nous avons rattrapé la moyenne des pays européens et avec la République Fédérale d'Allemagne, dont on parle tant, nous avons réduit l'inflation de 1,6 point depuis le début de l'année. Autrement dit, en République Fédérale d'Allemagne, l'inflation est stable, en France elle diminue. C'est un résultat à porter à notre actif.
M. Barre et M. Chirac tentent de se disculper en invoquant les deux chocs pétroliers. Ils oublient que le cours du dollar était à l'époque de 4 F, qu'il était au début de cette année à 10,50 F et qu'il faut encore aujourd'hui 8 F soit le double d'il y a cinq ans. Chers camarades, la hausse du dollar équivalait bien à un troisième choc pétrolier et nos résultats sont autrement meilleurs que ceux obtenus par la Droite au pouvoir.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, une précision s'impose à cet égard : nous voulions réduire l'inflation, pas seulement pour démontrer notre capacité à gérer, pas seulement pour améliorer la compétitivité de notre économie, mais aussi parce que nous savons que l'inflation est un luxe, que seuls les privilégiés peuvent s'offrir et

que c'est toujours un impôt supplémentaire pour les classes populaires. C'était une idée qui avait animé la campagne de François Mitterrand en 1974 et en 1981 : l'inflation, c'est un impôt supplémentaire pour les pauvres, une subvention pour les riches.
Le rééquilibrage de la balance des paiements, c'est nous. En 1980, M. Barre ne s'en vante guère, la balance commerciale accusait un déficit de 62 milliards de francs de l'époque, et la balance des paiements de 17 milliards. Fin 1985, le déficit commercial devrait être de l'ordre de 15 milliards, et la balance des paiements, après avoir frôlé l'équilibre en 1984, sera excédentaire cette année.
La reprise de l'investissement industriel, c'est nous. Il a augmenté de 18% en deux ans ; il avait baissé de 10% entre 1973 et 1980, baisse qui s'est poursuivie, reconnaissons-le, jusqu'en 1983 temps nécessaire à ce que l'amélioration des marges et le désendettement des entreprises portent leurs fruits.
L'allégement de l'impôt sur le revenu et des prélèvements obligatoires, c'est nous. Nos prédécesseurs ont alourdi insidieusement l'impôt sur le revenu en sous-indexant le barème et, en particulier, pour ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus. Nous l'avons strictement indexé et l'impôt sur le revenu a été réduit, sera réduit de 8% dans deux ans. Le taux des prélèvements obligatoires est réduit de 0,8 point cette année, 0,2 l'année prochaine. Entre 1974 et 1981, ils augmentaient chaque année d'un point.
Chers camarades, l'amélioration du pouvoir d'achat des Français depuis 1981, c'est encore nous, alors qu'en République Fédérale d'Allemagne, aux Pays Bas et en Belgique, il a baissé de 1981 à 1984. Il a augmenté de moins de 2% en Grande-Bretagne et en Italie, il s'est accru de 4,2% en France, sur la période considérée et en 1985, l'augmentation du revenu disponible des Français devrait être de 1,1% compensant presque en une seule année le recul des années 1983 et 1984.
J'ajoute, car cela est rarement souligné, que les acquis sociaux de 1981/82 ont été préservés, 15,5% de plus de pouvoir d'achat pour le SMIC, 25% pour le minimum vieillesse, 16% de pouvoir d'achat pour les allocations familiales pour trois enfants et 46% pour les familles de deux enfants.
Enfin, chers camarades, il y a un argument que vous pouvez utiliser facilement. La protection de l'épargne populaire, c'est nous, nous avons tenu nos engagements en 1975 ; avec Chirac, les titulaires du livret A perdaient 8% ; en 1980, avec Monsieur Raymond Barre, 6% ; en 1985, ils gagneront plus de 1% comme en 1984, et même un peu plus pour les titulaires du livret rose.
(Applaudissements)
La baisse du taux d'intérêt, c'est aussi nous. Avec Monsieur Barre, le taux du marché monétaire est passé de 8,3% à 12,25%. Il est aujourd'hui inférieur à 10%, et ces résultats expliquent qu'entre 1981 et 1985, la France ait connu une croissance plus forte que celle de ses partenaires européens, à l'exception de la Grande-Bretagne qui sortait d'une forte récession. Après deux ans de croissance ferme, nous finirons l'année à un rythme annuel de 2,5% et j'ai bon espoir que nous ferons mieux l'an prochain. La reprise est là. Il nous faut tout faire pour l'accélérer et Lionel Jospin a bien eu raison de le rappeler au gouvernement.

Camarades, on ne change pas une politique qui gagne. Les efforts consentis ont permis de stabiliser le chômage. Je suis convaincu qu'au cours des prochains mois, la poursuite de cette politique nous permettra de le faire reculer progressivement.
Chers camarades, voici notre bilan économique. Il s'inscrit dans la perspective d'une économie de liberté, de responsabilité et de solidarité dont j'ai parlé.
Pour faire reculer le chômage, je le dis avec un peu de gravité, il n'y a pas de recette magique, il faut concentrer nos efforts sur trois objectifs essentiels : une croissance plus forte, poussée par la poursuite de la désinflation, et une balance des paiements maintenue en excédent et qui nous permet d'alléger comme on l'a fait dès cette année la charge de notre dette extérieure, une solidarité renforcée qui préserve la cohésion sociale sans interdire la mobilité nécessaire à l'efficacité, une organisation du travail plus efficace qui mobilise l'intelligence plus que la routine et favorise la réduction du temps de travail.
Au pays, chers camarades, de nous juger désormais. Il peut le faire sur nos résultats. A nous de nous expliquer d'abord entre nous et nous faire entendre. A nous de convaincre les Français, le Parti et le gouvernement, chacun à son poste et chacun au travail.
Camarades, je voudrais terminer par quelques propos un peu plus graves.
Il n'y a pas de fatalité à l'échec. Louis Mermaz a dit tout à l'heure : "rappelez-vous les sondages de 1980", l'échec aujourd'hui ne pourrait venir que de nos faiblesses et de nos divisions.
Chers camarades, le choc des ambitions est légitime dans un parti démocratique, mais il ne doit jamais nous masquer l'essentiel. Nous gagnerons ou nous perdrons ensemble.
J'ai soutenu la motion défendue avec brio et lucidité par Lionel Jospin. Je souhaite ardemment sa synthèse avec celle de Michel Rocard, qui a développé des idées qui nous sont familières.
Tout, une fois de plus, dépend donc de nous, de notre capacité à surmonter les divergences qui subsistent, de notre volonté à rassembler les énergies.
Chers camarades, le Président de la République le rappelait dans son message au Congrès, à nous tous de tout faire pour ne pas décevoir l'espoir que la France a placé en nous, au soir du 10 mai 1981.
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, merci, et je lève la séance.
Bonne soirée.

Parti Socialiste
Congrès national de Toulouse
11, 12 et 13 octobre 1985

Séance du samedi 12 octobre 1985 (Matinée)

Fondation Jean Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Nicole Péry.

La présidente (Nicole Péry)
Gérard Collomb.

Gérard Collomb
Mes chers camarades, avouons que nous avons changé. Tel est le couplet qu'un certain nombre d'entre vous souhaiterait voir entonner par ce Congrès.
Pour avoir été de ceux qui, avant les élections de 1981 ont parfois pensé que les engagements que nous prenions auraient dû parfois être plus teintés d'un peu plus de réalisme, que nous aurions dû un peu plus tenir compte des limites qu'imposaient le développement de la crise, je dois dire que, s'il s'agit, par ce thème du changement, de souscrire à une approche un peu plus rigoureuse des réalités de la vie économique, j'en suis, et mes amis avec moi, parfaitement d'accord.
Mais - et c'est ce qui nous inquiète - nous nous demandons s'il ne s'agit pas de tout autre chose et si le changement auquel on nous convie, plutôt qu'une adaptation du Socialisme à la réalité, n'est pas la tentation d'abandonner toute référence au Socialisme, pour épouser le plus platement possible, les réalités d'aujourd'hui.
Ce serait là une erreur grave, symétrique d'ailleurs de celle qui poussait un certain nombre de nos camarades, et quelques fois les mêmes d'ailleurs, à emboucher, il y a peu, les trompettes d'une mode qui poussait fort alors vers des dérives gauchistes. Car s'il est quelque chose qui a changé, camarades, c'est bien une certaine mode politique. Le fin du fin, hier, c'était de brocarder un Socialisme qu'on jugeait trop réformiste, trop réaliste, pour parler en un mot, trop social-démocrate ; plutôt que de participer à la constitution du Parti Socialiste des années 71, il était de bon ton de préférer alors une démarche authentiquement révolutionnaire.
La mode, aujourd'hui, est au contraire à l'adoption à la reconnaissance d'un certain nombre de valeurs dont pourtant hier, on croyait qu'elles étaient caractéristiques de la Droite. Il en va ainsi de la reconnaissance d'une entreprise qu'on identifie un peu trop vite à ses seuls dirigeants, en oubliant que la compétitivité nécessaire des entreprises dépend peut-être et surtout de la mobilisation de tous ses salariés.
Dans un tel mouvement de révision, camarades, ne croyez vous pas qu'on disculperait un peu trop vite un patronat qui n'a pas toujours été ce patronat moderniste qu'on nous vante aujourd'hui, et qui parce que, au contraire, pendant toute la période des années 60-70, il n'a pas réalisé l'investissement qui aurait été nécessaire, nous a conduits à la société difficile que nous essayons de changer aujourd'hui.
Même chose en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans notre pays. Ne nous y trompons pas, si la critique de ce qui s'est passé dans les sociétés soviétiques a

amené à juste titre le mouvement Socialiste à condamner le développement d'un état bureaucratique qui se transformerait en un nouveau "molog" (?) nous ne pouvons accepter que l'Etat soit systématiquement dénigré, rabaissé, voire ridiculisé.
Comment ne pas voir, en effet, en particulier dans notre pays que depuis la dernière guerre mondiale, si nous avons pu mener de pair à la fois la reconstruction, puis la croissance de la consommation, tout en mettant en place un régime de protection sociale qu'on nous envie à l'étranger, c'est grâce à l'intervention d'un Etat dont, dans la foulée du Conseil national de la résistance, Socialistes, Communistes et même à l'époque Gaullistes, pensaient qu'il devait être à la base de la construction d'une société nouvelle.
Même chose, enfin, pour ce qui est du rôle des partis et du nôtre en particulier.
Qu'à Droite, on brocarde les partis, quoi de plus naturel ? M. Barre, par exemple, peut se passer d'un parti, il peut compter sur l'appui sans faille et combien puissant de tous les organismes socioprofessionnels : Chambres de commerce et d'industrie, Chambres des métiers, Jeunes Chambres économiques, organisations locales du CNPF ou de la CGPME, mais nous, camarades, si nous n'avions pas notre Parti, et un parti qu'il s'agit au contraire de rendre sans cesse plus puissant, sur quoi pourrions-nous nous appuyer ?
Alors, plutôt que de dénoncer les grands appareils verticaux, faisons comme l'avaient fait nos prédécesseurs qui à l'aube du mouvement ouvrier avaient compris qu'il n'y aurait de force que dans l'union et l'organisation, et pour qui, justement, le premier combat a consisté dans le droit à s'associer, dans le droit à s'organiser, dans le droit à se réunir.
Reste le problème de la relance. Il est aujourd'hui de bon ton, dans nos rangs, de critiquer cette relance, de juger qu'elle avait un caractère intempestif. Un certain nombre d'analyses sur cette relance, parues dans des revues économiques, viennent nous rappeler quelques réalités qu'on oubliait aujourd'hui.
La revue de l'OCDE, par exemple, vient de publier une étude qui montre que cette relance était deux fois moins importante que la politique de relance qui avait été mise en place par Jacques Chirac en 1974. Elle montre également que les conditions économiques générales, dans lesquelles était mise en place cette relance, ne la condamnaient pas tout à fait, inévitablement à échouer.
A l'automne 1981, au moment où nous mettions en place notre politique de relance, les prévisions de croissance mondiale de l'OCDE pour 1982 étaient de 1.8%. Elles devaient, hélas, être révisées en baisse à 0,8 au printemps 1982, et finalement les résultats réels de l'année 1982 devaient se traduire par un recul de 0,2%.
Qui, au milieu de l'été 1981, aurait pu prévoir que notre plan de relance buterait sur les politiques déflationnistes qu'allaient mettre en place simultanément Reagan, Kohl et Mme Thatcher ?
Aussi, mes camarades, plutôt que de nous morfondre, plutôt que de nous culpabiliser, plutôt que d'abandonner tout changement, plutôt que de nous rallier aux valeurs qui sont celles de la Droite, même furtivement, appuyons-nous, au contraire sur les valeurs qui ont constitué depuis toujours le Socialisme et qui,

Fondation Jean Jaurès

demain encore, seront obligatoires pour poursuivre le mouvement Socialiste.
Abandonner le combat Socialiste ou au contraire le poursuivre, tel est le choix devant lequel est placé ce Congrès.
(Applaudissements)

La présidente - Je te remercie.
J'appelle Claude Saunier. Auparavant, je voudrais m'adresser à vous une minute ; je voudrais vous rappeler ce qu'a demandé hier notre Premier secrétaire ; il a souhaité que chaque orateur soit écouté avec la même attention. Autant par camaraderie que par efficacité, je souhaiterais que vous fassiez silence. Je vous remercie.
Claude Saunier pour cinq minutes.

Claude Saunier

Je remercie Nicole Péry d'avoir préparé le terrain et d'avoir invité l'assemblée à me prêter quelque attention. Il est vrai que les conditions techniques dans lesquelles on est amené à écouter les discours sont extrêmement difficiles.
Camarades, depuis quelques semaines, nos débats sont lancés et ils nous ont permis de clarifier notre réflexion collective. Nous avons progressé, j'en ai le sentiment, et nous avons rapproché nos points de vue, ce qui est une bonne chose.
Je crois même qu'au lendemain de l'après-midi d'hier, au cours de laquelle Michel Rocard et Lionel Jospin sont intervenus, nous pouvons dire que la synthèse est possible, peut-être même qu'elle est en vue. Encore faut-il que cette synthèse souhaitable en effet pour le Parti, exprime une ligne politique sans ambiguïté, une ligne politique qui parte d'abord d'un accord sur l'analyse de notre bilan, et de ce point de vue, notre réflexion doit encore se poursuivre, car il me semble que quelques ambiguïtés demeurent, quelques ambiguïtés sur le bilan, en effet, que nous devons préciser d'un double point de vue, à usage interne et à usage externe.
A usage interne : il nous faut faire un constat lucide, sérieux entre nous.
A usage externe : à quelques mois des législatives, nous devons mettre au point, entre nous, le discours que nous devons porter devant le pays, et je dois dire que, de ce point de vue, même si les positions se sont rapprochées au cours de ces dernières heures, quelques clarifications sont encore nécessaires, elles s'imposent.
Certes, apparemment, une volonté commune nous anime, faire une analyse lucide, claire, sérieuse, de notre bilan. Cette analyse doit coller à la réalité. Nous devons être capables de présenter au pays l'ensemble de nos réalisations, mais aussi d'expliquer un certain nombre de nos échecs. Un bilan correct, réaliste, doit donc être factuel, il doit prendre en compte la totalité de ce que nous avons accompli, et c'est considérable.
Oui, nous avons, pour l'essentiel, tenu nos engagements. Oui, nous avons jeté les bases du changement. Oui, nous pouvons présenter au pays un bilan riche et nous pouvons le faire sans complexe.

Fondation Jean Jaurès

Mais il est vrai aussi qu'une évidence s'impose. A l'heure même où les derniers chiffres confirment notre réussite dans le domaine de la lutte contre l'inflation, l'opinion publique continue pour une large part, à nous échapper. C'est là une question majeure, et si l'opinion publique nous échappe, eh bien, il faut savoir pourquoi. Il faut le savoir très rapidement, il faut que nous analysions ce phénomène en profondeur.
Les camarades signataires de la motion 2 apportent une réponse. Leur réponse est la suivante : l'origine de nos difficultés, disent-ils, serait dans nos propres erreurs et notamment dans la politique que nous avons menée depuis 1981 et 1982, et qui serait à l'origine des difficultés économiques qui ont suivi.
Je dois dire que l'interrogation, qui porte sur ce point, a été amplifiée par l'intervention de Michel Rocard, hier, qui sans doute obligé de faire court, a été amené à utiliser une formule qui amène quelques réflexions.
Michel Rocard en effet, hier, nous a dit : "si nous avons tant de difficultés à expliquer le chômage, c'est parce que nous n'avons plus les moyens d'une politique de lutte contre le chômage, parce que nous avons trop nationalisé, ou mal réalisé les nationalisations".
C'est là une explication bien rapide et bien facile, si elle était juste, nous serions coupables, et si elle est bonne, il est facile de le vérifier en regardant autour de nous, en regardant en Grande-Bretagne, par exemple, où on a dénationalisé, et on s'aperçoit de ce point de vue là que la réponse qui nous est donnée n'est pas suffisante.
Je crois que pour le bilan, si nous devons présenter un bilan, il est un peu court de dire que c'est...

La présidente - Il faut que tu conclues.

Claude Saunier - En deux minutes, je crois un qu'il est un peu court de dire que le bilan est un bilan dont les faiblesses nous reviennent. C'est un peu court, car il faut faire appel à une analyse un peu plus ample, un peu plus lucide de ce qu'est la société, de ce qu'est l'économie française.
Est-ce que la France de 1985 est une France Socialiste ? Le 10 mai, camarades, nous ne l'avons jamais cru, je crois qu'au moment où nous devons nous préparer à mener un combat, difficile, il convient, lorsque nous faisons le point sur notre bilan de tenir compte de la complexité de la situation française, de toutes les contraintes dans lesquelles nous nous trouvons, moyennant quoi si nous sommes capables de nous mettre d'accord là-dessus, je crois camarades qu'en mars prochain nous pouvons gagner, marquer des points.
(Applaudissements)

La présidente - Louis Le Pensec, pour dix minutes. Avant de lui donner la parole, camarades, je fais une nouvelle fois appel pour que vous puissiez vous asseoir et vous taire. C'est vraiment impossible de continuer dans ce brouhaha. Je ne donnerai pas la parole tant que vous ne serez pas assis.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Louis Le Pensec n’est pas là, Georges Sarre, s’il te plaît.

Georges Sarre

Chers camarades, bonjour.
En venant vers cette tribune, les camarades qui sont là me disaient "courage, du tonus", parce que parler devant une salle comme cela ce n’est pas facile.
(Applaudissements)
Alors, chers camarades, je voudrais vous entretenir vous parler d’un beau sujet, vous parler du Parti Socialiste. C’est de notre Parti que je voudrais vous parler, et je pense que cela mérite attention.
Le Parti que nous avions fondé à Epinay a joué son rôle Il a rempli sa mission, mais demain, après mars 1986, et quels que soient les résultats, nous serons dans une situation nouvelle, complètement nouvelle. C’est une politique qui s’achève, celle qui fut commencée en 1965, celle de l’union de la Gauche, et ce sera une autre période qui s’ouvrira.
Notre Parti doit en tenir compte, eh oui, il faut qu’il assume une véritable mutation, mais pour quel avenir ? Certains nous parlent d’un Bad Godesberg à la Française, de social-démocratie, on nous presse de choisir, on nous somme de changer, mais pour quoi faire ?
Je trouve que beaucoup de modernistes sont singulièrement rétrogrades, faut-il singer ce que firent les Allemands en 1959 ? Est-ce en ressuscitant un modèle social-démocrate aujourd’hui en crise que nous réussirons notre mutation ? Je vais vous le dire, moi je trouve drôle que ceux qui nous pressaient hier d’abandonner Karl Marx, nous enjoignent aujourd’hui de rejoindre Trotsky.
Non, c’est en nous-mêmes que nous trouverons la force de renouvellement. Je ne crois pas vraiment que la social-démocratie soit un périple ou un avenir pour notre Parti, parce qu’il y a eu la chartes d’Amiens en 1906, parce que le mouvement syndical reste séparé de l’ensemble de la Gauche, et parce qu’il y a la crise qui sape les fondements de la social-démocratie distributive.
Chers camarades, la social-démocratie n’est pas à l’ordre du jour, et soyons sérieux, le danger qui nous guette ce n’est pas un programme de Bad Godesberg, c’est le renoncement à un projet, ce n’est pas la social-démocratie, c’est l’excès de pragmatisme.
Il y a une idée périlleuse qui tend à se répandre aujourd’hui, c’est que l’action politique ce serait seulement répondre à des situations nouvelles, qui serait de faire face aux aléas et aux événements qui surviennent.
Cette idée, chers camarades, est périlleuse, parce qu’au bout de ce chemin, il y a la négation de tout projet ambitieux, et surtout il y a la négation d’un parti en tant que tel.
Si gouverner c’est seulement répondre aux situations nouvelles, eh bien, il n’y a pas besoin de Parti, une machine électorale suffit pour gagner le pouvoir, le reste ne nous concernerait plus.
Or, nous ne voulons pas seulement être une machine électorale. Notre Parti, celui auquel nous sommes attachés, celui que nous avons construit c’est un lieu où l’on débat, où l’on réfléchit, où l’on anticipe. C’est un parti au service d’un

projet.
Il n'y a pas, chers camarades, de grand Parti sans grand projet. Finalement ce qui fait la différence entre un parti comme le nôtre et une nébuleuse, entre nous et un parti démocrate à l'américaine, c'est le lien entre notre Parti et notre projet. C'est cette manière collective de voir demain.
(Applaudissements)
Je vous le demande, croyez-vous qu'on puisse rassembler autour du pragmatisme ? Croyez-vous qu'on puisse mobiliser si on ne dit pas où on va ? Car, chers camarades, nous devons être prêts à nous adapter à la période politique nouvelle qui s'ouvrira après mars 1986, comment assurer notre mutation, sans périr, ni trahir ?
Il y a un autre chemin, que l'abandon ou la facilité, parce cela bouge à gauche, le déclin du Parti Communiste est-il irréversible ? La stratégie de l'union de la Gauche a favorisé le Parti Socialiste. C'est ainsi. Face à cela, la direction du Parti Communiste français, depuis 1977, a multiplié les faux pas, les revirements, dans les cinq ans qui viennent de s'écouler on a entendu dire successivement que nous avions fait davantage que le Front Populaire et que nous faisions une politique pire que la Droite.
L'alignement sur l'Union soviétique est de plus en plus étroit, plus royaliste que le roi, la direction Communiste affirmait même - écoutez bien - que le programme européen et Reagan participaient à l'IDS américaine. On vient de voir que M. Gorbatchev n'en pensait pas la même chose. Un désaveu de plus, une incohérence de plus, un mensonge de plus...
Ils étaient sur la marge avec leurs 11%, ils seront sur la scène à moins de 10%. Ils disent qu'aujourd'hui cela va mieux pour eux, c'est faux.
La langue de bois et le mensonge institués en système de direction éloignent des Communistes la jeunesse et les salariés. La CGT elle-même est en danger. Son initiative intempestive chez Renault le confirme, le Parti Communiste français qui prétend être le Parti de la classe ouvrière, n'a même plus le simple bon sens populaire qui lui éviterait d'être le tombeur de la CGT.
Mes chers camarades, la confédération générale du travail n'est pas la propriété du Parti Communiste français.
(Applaudissements).
Elle est une grande centrale syndicale, au service de tous les salariés, et les salariés ne peuvent pas accepter sans réagir les bras croisés que soit commis l'estoc public le crime public sur la CGT.
J'invite donc les Socialistes à résister, à ne pas baisser les bras et au-delà des Socialistes, les sympathisants de la CGT à réagir contre la ligne imposée à Krasucki.. Voyez, chers camarades, la ligne actuelle du Parti Communiste français, avec ses voltes-faces, ses attitudes indignes, jette dans le désarroi l'immense majorité de ceux qui, jusque-là, ont fait confiance au Parti Communiste.
Je vous interpelle ; est-ce que nous pourrions laisser les électeurs qui votaient Communiste, les sympathisants et même les militants Communistes à l'abandon ? Est-ce que nous pourrons laisser à l'impuissance tant d'énergies ? Non, chers

camarades. Notre Parti a vocation à assurer l'héritage de toute la Gauche française. Notre Parti doit occuper cet espace. Ce n'est plus, sachez-le bien, pour le moment, autour de l'union de la Gauche que l'on réunira toutes les forces populaires ; c'est d'abord autour de notre Parti, héritier de toute la Gauche, y compris de ce qu'il y a de meilleur dans la sensibilité Communiste.
(Applaudissements)
Cela suppose que nous soyons les plus dignes artisans d'une gauche sérieuse, solide, rationaliste, que notre projet soit rassembleur.
Soyons aussi attentifs au phénomène très important et très net depuis 1981, c'est qu'une grande partie de la Droite a déserté l'intérêt national, a déserté le combat pour l'indépendance de la France et pour l'indépendance de l'Europe. Pour faire feu de tout bois, la Droite souvent ne s'embarrasse pas de principes. Elle n'hésite pas à compromettre l'autorité de la France ou ses intérêts essentiels, et puis, rappelons-le, depuis Vichy, une bonne partie de la bourgeoisie ne peut pas voir son avenir et ses privilèges sans le soutien d'un grand protecteur étranger.
(Applaudissements)
Au nom du reaganisme, elle prône la destruction des solidarités, la loi de la jungle qui défraye la France de l'intérieur, qui saperait la société française.
Au nom de l'atlantisme, elle a choisi l'Amérique contre l'Europe.
Au nom du libéralisme, elle accepte un système qui enfonce l'Europe dans la spirale du déclin et voudrait la priver du ressort nécessaire pour survivre.
Jamais, chers camarades, depuis longtemps, les intérêts de notre pays n'avaient été ainsi méprisés !
Eh bien ! C'est à nous, Socialistes, de relever ce flambeau. C'est à nous d'allier la défense des intérêts des travailleurs et la défense des intérêts du pays. C'est à nous, chers camarades, d'être fidèles à Jean Jaurès, d'assumer ce double héritage : celui de toute la Gauche française et celui de la République.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, nous voulons un grand parti qui puisse réunir 4 Français sur 10, un grand Parti né de notre tradition historique, de nos conditions politiques, et qui sera comparable aux grands Partis Socialistes ou social-démocrates d'Europe,
Pour cela, il faut partir des bases profondes qui sont les nôtres.
Nous voulons un parti populaire, républicain, un parti de rassemblement, un parti de gouvernement, et pour tout dire un Parti Socialiste.
Nous voulons un parti qui soit populaire, c'est-à-dire un parti qui reflète vraiment les préoccupations, les aspirations des salariés, de la masse des français, c'est-à-dire un parti qui ressemble davantage au peuple de France.
Cela va appeler de notre part un gros effort, un recrutement large, de masse, dans les localités, dans les entreprises.
Je me souviens bien, mes chers camarades, des débuts des secteurs entreprises, quand j'en avais la charge. Il y a, sachez-le, encore des réserves de dynamisme, de bon sens, que nous pouvons mettre à profit. La capacité de rassemblement est à ce prix.
Nous voulons un parti républicain, Socialiste, qui affiche fièrement son identité,

Fondation Jean Jaurès

qui n'est pas seulement une addition de revendications ou d'exigences.
Et nous devons placer au-dessus le sens de l'intérêt général.
Chers camarades, la République, c'est d'abord ce qu'on met en commun et, pour cela, il faut un parti qui assume ses valeurs : la liberté contre le pseudo-libéralisme, l'égalité contre les injustices, la fraternité contre le racisme, mais aussi la laïcité, le goût de la connaissance, la force de la raison.
C'est un parti de gouvernement, qu'il soit aux affaires ou dans l'opposition, prêt à servir les intérêts du pays en refusant les démagogies...

La présidente - Georges, tu dois conclure.

Georges Sarre - Chère Nicole, je vais conclure.
Rassembler, nous le pouvons autour de quelques idées-forces : la croissance, l'indépendance, la démocratie.
Voilà, mes chers camarades, une ambition digne de nous, voilà une ambition stimulante. Je la crois à notre portée.
Je suis sûr que nous tous, qui avons depuis Epinay et ensuite rassemblé tous les Socialistes, nous saurons rassembler toute la Gauche.
Cette ambition, et c'est ma conclusion, ne la sacrifions pas à des alliances de fortune que pourraient dicter de mauvais résultats en 1986, des alliances sans garanties qui nous feraient perdre notre raison d'être.
Je voudrais dire à Michel Rocard : cher Michel, toi qui nous invitais cette nuit à conclure un contrat de législature, mais qui voudrait, à droite, gouverner avec nous ? Et tu es comme moi, tu es comme nous, tu ne veux pas gouverner avec la Droite ! Alors, à quoi rime ce débat ? A quoi rime ce faux débat sur des alliances dont personne ne veut ?
(Vifs applaudissements)
Je vous le dis tout net : nous sommes en plein surréalisme ! La Droite ne veut pas s'unir avec nous et, pour cette raison, je vous fais une confidence : tous, nous nous tiendrons bien. Personne, quelles que soient ses arrières-pensées, ne pourra fauter.
Alors, écartons, balayons ces hypothèses et faisons la synthèse. Son seul enjeu, c'est la bataille électorale de 1986 et, comme à Epinay, dépassons nos désaccords, rassemblons-nous et faisons en sorte qu'à Toulouse, vieille terre Socialiste, l'unité des Socialistes sorte renforcée.
(Applaudissements)

La présidente - Louis Le Pensec, pour dix minutes, et j'appelle Marcel Debarge.
Mes chers camarades, puis-je encore vous renouveler ma demande de silence ? Ce n'est vraiment pas agréable pour les orateurs !
Je fais appel à votre amabilité plutôt qu'au service d'ordre, cela me plaît davantage en tant que Socialiste.
(Applaudissements)
Louis, tu as la parole.

Fondation Jean-Jaurès

Louis Le Pensec

Chers camarades, depuis 1981, l'exercice du pouvoir nous a donné trois leçons.

- La première, c'est que la rigueur économique ne s'identifie pas avec la rigueur sociale, bien au contraire, car lorsqu'on cesse de compter, c'est la peine des gens que l'on ne compte plus !
- La deuxième leçon, c'est que toute politique doit prendre en compte un certain nombre de contraintes et, notamment, la contrainte extérieure, et qu'il ne suffit pas, pour écarter ces contraintes, de dire que la réalité s'adaptera à nos désirs.
- La troisième leçon, c'est que nous devons faire preuve d'autant d'imagination lorsque nous parlons de produire que lorsque nous parlons de distribuer.

Ces trois leçons sont aujourd'hui majoritairement admises dans le pays et elles ne sont plus hérétiques au niveau du Parti.

Ces trois leçons nous ont conduits à infléchir notre politique mais, en ne reconnaissant pas clairement le changement opéré, nous avons prêté le flanc à la critique des engagements non-tenus.

Aux Français qui ont compris pourquoi nous avions

Changé, il fallait dire que c'était à l'honneur des Socialistes d'avoir, avant qu'il ne soit trop tard, su modifier notre politique.

En effet, la poursuite d'une politique de relance par la demande, avant d'avoir réglé les problèmes de production, n'aurait pas manqué de conduire le pays à la dépendance extérieure et, pour la première fois de leur histoire, les Socialistes ont rompu avec ce que l'on considérait comme une fatalité : partir, au milieu des difficultés financières, et quitter le pouvoir pour vingt ans.

Ce n'est pas démobiliser que d'expliquer aux Français en quoi et pourquoi nous avons infléchi notre politique, Quand il n'y a pas d'autre solution que d'appeler à l'effort, la vérité est mobilisatrice.

(Applaudissements)

Cette rencontre des Socialistes avec la réalité ne doit pas nous faire oublier nos valeurs.

Combattant hier les excès d'un Socialisme verbal, nous avons l'impression qu'un certain nombre de nos camarades, découvrant sur le tard les notions d'entreprise, de concurrence, de compétitivité, sont passés, dans leur discours économique, d'un excès de Socialisme aux excès du libéralisme.

(Applaudissements)

A ce sujet, chers camarades, la baisse des prélèvements obligatoires comme principe d'une politique mérite à coup sûr un large débat.

Est-il acceptable de baisser les impôts alors que 700 000 Français n'ont même pas 1200 F par mois pour vivre et plus d'un million seulement 1800 F ?

(Applaudissements)

L'acte de prélèvement est fondamentalement un acte de redistribution. Or, la redistribution des moyens et la redistribution des chances doivent demeurer l'axe d'une politique de modernisation de gauche et faire percevoir la différence entre une modernisation de gauche et une modernisation de droite est une

Contribution Jean-Jaurès

priorité si l'on veut résister aux assauts idéologiques de la Droite.
(Applaudissements)
Il ne suffit pas pour cela, chers camarades, de conjuguer sur tous les tons et à tous les temps le verbe "moderniser".
Les nouvelles technologies, l'informatique, la bureautique, l'électronique, n'ont besoin ni de la Gauche ni de la Droite pour imposer à notre économie les lois de la modernisation. La question n'est donc pas de savoir si notre économie et notre industrie doivent se moderniser, mais de maîtriser les conditions sociales de cette modernisation et, notamment, les conséquences d'un chômage prolongé.
(Applaudissements)
La différence entre une modernisation de droite et une modernisation de gauche tient à la volonté de réparer le coût social très lourd des mutations industrielles qui, dans le passé, se sont faites à un prix effroyable.
Construire une politique de modernisation en limitant son coût social est bien un défi que les Socialistes doivent relever.
Nous savons aujourd'hui, chers camarades, que le chômage prolongé est une maladie durable des sociétés en voie de modernisation. Nous savons aujourd'hui que des centaines de milliers de Français continueront à subir le chômage, c'est-à-dire la perte progressive de toute réinsertion sociale et de toute ressource. Il est donc urgent de renforcer le volet social de notre politique de modernisation.
C'est dans cette logique que s'inscrit notre proposition d'instaurer un minimum social garanti au profit de ceux qui se trouvent durablement privés d'emploi par les mutations industrielles.
Un emploi ou une garantie de ressource, il y a là un thème de rassemblement autour d'une politique de modernisation de Gauche. Encourageant la France qui gagne, les Socialistes doivent rester solidaires de la France qui perd.
(Applaudissements)
Chers camarades, le vieux rêve des hommes de faire travailler les machines à leur place est grâce au progrès technologique à portée de la main. Mais il pourrait devenir cauchemar entre d'un côté ceux qui profitent du progrès et de l'autre les exclus de plus en plus nombreux.
Les Socialistes doivent savoir partager le temps dégagé, les richesses supplémentaires créées par les machines, afin de maintenir une société solidaire.
Chers camarades, le présent est souvent injuste avec la Gauche, et il faut presque toujours le recul de l'histoire pour que vienne le jugement.
Forts d'un bilan éloquent et significatif mais encore mal perçu, capables d'expliquer en quoi notre courageuse politique de modernisation se distingue des propositions de la Droite, nous avons encore une chance que les Français n'attendent pas le jugement de l'histoire pour reconnaître notre action. Saisissons-la.
Pour cela, il nous faut être capables d'assumer ensemble tout à la fois le bilan de notre action, l'inflexion de notre discours. A ce prix, chers camarades, le Congrès de Toulouse aura marqué une étape importante dans le développement du Socialisme et accru les chances de notre victoire.
(Vifs applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

La présidente - Merci, Louis. Jean-Paul Bachy pour dix minutes.

Jean-Paul Bachy

Chers camarades, aucun gouvernement sans doute plus que le nôtre n'a fait pour le monde du travail depuis 1936 et depuis la libération, et pourtant, dans de trop nombreuses entreprises encore, la chasse aux syndicalistes, le chantage aux licenciements pour limiter les hausses de salaires et le refus de la négociation restent le lot quotidien.

C'est vrai que les rapports sociaux dans les entreprises depuis 1981 n'ont pas suffisamment changé. Depuis 1981 nous connaissons également un autre paradoxe. Dans leurs rapports de forces avec le monde patronal, les syndicats se sont plutôt affaiblis. Certes, nous n'en sommes pas responsables et cette situation tient aussi aux divisions que le mouvement syndical n'a pas su surmonter.

Certes, sur le terrain politique le Parti Communiste a subi une perte d'influence plus forte que la nôtre. Mais le déclin Communiste a surtout profité à l'abstention, et c'est d'abord dans l'électorat populaire que la Gauche a eu un manque à gagner sur le plan électoral.

C'est donc d'abord dans cet électorat populaire qu'elle doit reconquérir le terrain si nous voulons gagner en 1986, et compte tenu de l'attitude sectaire du Parti Communiste, c'est d'abord de nous que dépend cette reconquête.

Il nous faut pour cela éviter deux erreurs. La première serait de nous tromper d'orientation. Il y a quelques jours encore dans la presse flottait comme un brouillard de Bad Godesberg où nous risquions de perdre notre route, voire notre propre maison. Sans le récuser dans son contexte historique, Michel Rocard hier a montré pourquoi ce modèle social-démocrate était intransposable et irréaliste en France. En se prononçant de cette manière, il a fait vers nous et vers la synthèse un pas que nous jugeons très important.

La deuxième erreur qu'il convient d'éviter serait de nous enfermer dans de faux débats. L'opposition entre le "trop d'état" et le "pas assez d'état" n'a pas de véritable raison d'être quand il s'agit d'analyser notre action depuis 1981. Notre grande force en effet est d'avoir fait à la fois les nationalisations et la décentralisation, d'avoir eu le sens du service public, mais d'avoir aussi maintenu l'initiative privée.

Par contre, ce qui nous a parfois manqué peut-être, c'est un peu plus d'imagination et en même temps de vigilance pour faire ce que j'appelle "mieux d'état".

Quand je vois par exemple les conditions dans lesquelles se mènent aujourd'hui certaines restructurations sous la responsabilité de la direction générale de la CGE dans l'industrie du téléphone, je dis que nous devrions être plus vigilants.

(Applaudissements)

Quand je vois qu'il a fallu depuis 1982 attendre trois ans pour renforcer la pénalisation du cumul abusif emploi-retraite que le Parti Socialiste réclamait, je dis que nous aurions pu avoir de l'imagination plus tôt.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Comment donc re-mobiliser cette classe ouvrière, et au-delà le monde salarié pour qu'il vote massivement Socialiste en mars prochain ?
Il faut d'abord montrer que nous sommes là. camarades délégués, comprenez que quand nous vous disons que c'est d'abord dans les entreprises que se gagnent les batailles politiques, ce n'est pas une clause de style. Tout montre en effet qu'il y a une relation directe entre le vote Socialiste et la capacité du Parti d'être présent devant et dans les entreprises.
Vous qui ne l'avez peut-être pas encore suffisamment fait dans certaines fédérations, prenez enfin des dispositions pour être présents devant les usines. Créer des groupes Socialistes d'entreprise, c'est l'investissement électoral le plus payant que vous ferez pour mars prochain.
Deuxième élément, réfutons les valeurs que la Droite veut nous imposer. Méfions-nous par exemple de ce piège de la flexibilité. Le réalisme économique est une nécessité, mais le progrès économique ne peut se construire sur les décombres du droit social... (applaudissements)… au contraire.
Chacun sait que l'élargissement des droits sociaux, la prise en main pleine et entière par les salariés des droits nouveaux que la Gauche leur a donnés, c'est le facteur le plus efficace de dynamisation et de compétitivité des entreprises.
(Une délégation de femmes conduite notamment par Edwige Avice, Edith Cresson et Yvette Roudy monte à la tribune pour remettre un texte à la présidence)
(Vifs applaudissements)
(Sifflets)
La présidente - Mes chers camarades, puis-je vous demander encore plus de silence ?
Messieurs de la presse, pourriez-vous faire votre interview en dehors du Congrès, s'il vous plait ? Je voudrais redonner la parole à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul Bachy - Il est des moments où il ne faut pas opposer une bataille à une autre !
(Applaudissements)
Je le dirai avec d'autant plus de force que le militant qui, au nom de notre Commission nationale d'entreprise, va dans le cours de nos travaux s'exprimer pour dire lui aussi et à son tour ce que les militants de nos sections d'entreprise et de nos GSE ont à dire sur la période, qui a été mandaté pour cela par le Bureau de notre Commission nationale d'entreprise, est en l'occurrence une militante, Janine Parent, qui s'exprimera devant vous d'ici quelques instants.
(Applaudissements)
Je voudrais terminer brièvement mon propos interrompu en disant simplement ceci : le fond du débat, le fond de notre projet doit être finalement de créer les conditions de la démocratie économique, car c'est cela finalement, le Socialisme.
Il nous faut prendre à bras le corps un certain nombre de problèmes, celui de la mobilité de l'emploi, par exemple. Mais ne réglons pas ce problème par la loi de

Collection Jean Jaurès

la jungle, réglons-le par la convention collective, réglons-le par le développement de l'efficacité du service public, de l'emploi, par la mise en œuvre d'une politique d'investissement industriel garantissant à chaque région une polyvalence d'activité suffisante pour mettre en œuvre notre mot d'ordre : travailler et vivre au pays.
Oui, les salariés ont besoin d'un Parti Socialiste fort, combatif, proche d'eux, construit avec eux et pour eux.
Camarades, l'heure n'est plus aux divisions. Il nous faut unir pour gagner.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Jean-Paul.
La parole est à Marcel Debarge pour quinze minutes et je demande à Gérard Barthe de se préparer.

Marcel Debarge

Camarades !
(Applaudissements)
C'est également une manière de se faire entendre…
Je crois, et le déroulement des débats de ce Congrès le prouve, à notre volonté d'étaler ou de poursuivre, plus exactement la bataille politique que nous menons sans esprit de guerre civile mais que nous menons avec la plus grande efficacité contre notre seul adversaire politique : la Droite.
(Applaudissements)
Cependant, en fonction des responsabilités qui sont les miennes au sein de la direction du Parti Socialiste, il convient d'aborder le problème de nos relations, maintenant, ou plus exactement maintenant de notre absence de relations avec le Parti Communiste.
A travers tous les événements qui se sont produits dans notre pays depuis notre dernier Congrès, il est nécessaire de traiter ici des questions relatives à ce qui est encore dans certains cas ou a été l'union de la Gauche telle que nous l'avons connue. La direction du Parti Communiste a délibérément choisi, en juillet 1984, de rompre cette union de la Gauche. En fait, cette direction n'a jamais accepté la prépondérance dans la Gauche française du Parti Socialiste. Depuis 1977, la direction du Parti Communiste a multiplié les occasions de la rupture, puis abasourdie par les résultats des élections de mai et juin 1981, contrainte par les événements à accepter une situation politique à laquelle elle n'était pas, et pour cause, habituée, la direction du Parti Communiste, hésitant sur sa démarche, espérant des jours meilleurs a, dans un premier temps, participé à un gouvernement d'union de la Gauche. Peu à peu, fidèle à ses conceptions traditionnelles, elle a mis en pratique sa stratégie de rupture avec le Parti Socialiste. En effet, et c'est une première constatation qui s'impose, tant que le Parti Socialiste est plus fort que le Parti Communiste, ce dernier refuse la pratique de l'union ; il ne peut, en fait, la concevoir, cette union, qu'avec un Parti Socialiste servant d'appoint.

Fondation Jean-Jaurès

Ceci a alors pour conséquence essentielle, historiquement, politiquement, socialement, l'impossibilité pour la Gauche d'exercer le pouvoir, de gérer les affaires du pays et dans ce cas, de réunions en réunions, de Fête de l'Humanité en Fête de l'Humanité, on promet aux travailleurs le bien-être pour tous, dans des années-lumière.
(Applaudissements)
Partager les difficultés de la politique courageuse menée par le gouvernement, il n'en est pas question pour la direction du Parti Communiste, plus soucieuse de défendre ses privilèges. Ce n'est pas en employant une politique à base de slogans, en niant l'évolution technologique dans notre pays, les nécessités de la modernisation d'une plus grande compétitivité, ce n'est pas par la pratique de l'action politique à la colin-maillard que l'on défend les travailleurs !
(Applaudissements)
En fait, c'est là mener une politique négative; défendre la monnaie comme nous le faisons, lutter contre l'inflation, pratiquer la formation, ne pas nier les points noirs comme le chômage mais agir politiquement, économiquement, socialement pour, à court terme, à moyen terme, à plus long terme, améliorer l'ensemble de la situation du pays, c'est là agir en responsables, agir en défenseurs authentiques, même si cela est long est difficile, agir en défenseurs authentiques de notre peuple et de son indépendance.
(Applaudissements)
La crise, sans pour autant s'y résigner, frappe durement et partout. Elle n'est niée nulle part, y compris dans les démocraties populaires, et je me souviens du Congrès du Parti Socialiste hongrois auquel j'assistais, il y a quelques mois, où, et je ne m'en réjouis pas pour autant, il était question de politique de rigueur, de modernisation, de compétitivité. Vous avez dit, camarades Communistes, pays de démocratie populaire aux résultats globalement positifs. Alors, vérité de l'autre côté, condamnation du nôtre.
Il existe dans le monde du travail une incertitude. Il existe par direction Communiste interposée, un syndicalisme qui s'éloigne de plus en plus du syndicalisme de masse et qui, à force de jouer les commandos, risque fort de devenir un syndicalisme squelettique.
(Applaudissements)
Nier qu'il existe des revendications sociales, cela reviendrait à nier les évidences, mais les retours à des méthodes employées il y a plus de cinquante ans sont maintenant non seulement périmés, dépassés voire inadmissibles, à moins de vouloir rechercher, j'espère que non, l'incident tragique.
Nous, Socialistes, devons agir avec la conviction que nous avons à présenter à notre peuple, dans un contexte difficile, un bilan où les réformes, les avancées sociales, les résultats économiques existent, et nous devons en être les propagandistes sans état d'âme.
La direction du Parti Communiste développe son thème : le Parti Socialiste et la Droite, c'est la même chose. Mais, dites-moi, camarades, est-ce que la direction du Parti Communiste, par son attitude, n'est pas dans les faits un allié pour le moins tacite de la Droite ?

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
L'union de la Gauche que nous avons connue n'existe plus. Cependant, dans un grand nombre de collectivités locales et territoriales, elle subsiste et il nous faut veiller, sans faiblesse et sans que cela soit contradictoire avec ce que je viens d'exprimer, à son maintien. Ce n'est pas nous qui hasarderons cette union-là.
Il nous faut, et c'est une exigence passée, actuelle et future, nous adresser d'abord et avant tout à l'électorat de Gauche et par notre comportement militant, par notre attitude politique, le re-mobiliser.
En ce qui concerne le comportement de notre Parti, après l'échéance de mars 1986, on peut envisager différentes hypothèses liées pour certaines d'entre elles au résultat arithmétique des élections ou se rattachant à tel ou tel aspect d'une politique ou d'une situation politique qui, aujourd'hui, peut apparaître comme une fiction.
Quoi qu'il en soit, pour avoir vécu un peu cette période, il ne nous est pas possible, sous une forme ou sous une autre, de faire vivre une alliance de type troisième force.
(Applaudissements)
Et si nous pouvons concevoir des alliances, en réalistes, avec d'autres, c'est dans une position forte pour nous ; ce sont les autres qui constituent l'appoint et pas nous.
Pas à pas dans les difficultés, en essayant de développer autour et avec nous des rapports de force qui sont encore insuffisants, qui sont indispensables, nous devons veiller à ce qui pour moi constitue un engagement déjà ancien : nous devons veiller à aller même, et nous le savons si la démarche est longue dans le temps, nous devons lutter avec patience, persévérance, opiniâtreté, pugnacité pour parvenir à la transformation de la société un jour.
(Applaudissements)

La présidente - J'appelle Janine Parent à la tribune, pour cinq minutes.
Auparavant, j'ai une annonce à faire : le 3ème groupe de travail de la Commission des résolutions, animé par Jean Pierre Worms - amendements 16 à 21 - se réunira immédiatement après l'intervention de Laurent Fabius, salle n°1 à la rotonde.
Je voudrais aussi remercier la fédération de la Haute Garonne qui remet en ce moment dans la salle un souvenir à chaque congressiste.
Jean Poperen me demande également d'annoncer que le groupe de travail qu'il préside se réunira à 15 h salle 6.
Janine Parent, au nom de la Commission nationale "entreprise",

Janine Parent

En effet, ce n'est pas en mon nom propre que je m'exprime mais c'est mandatée par le dernier bureau de la Commission nationale "entreprise".
Certes, cela va faire coup sur coup deux discours sur les entreprises, mais en deux jours et demi de Congrès, et pour un parti qui se réclame des travailleurs, je crois que ce n'est pas de trop.

Fondation Jean Jaurès

Beaucoup de choses ont été faites, d'autres camarades l'ont dit, mais à partir de l'analyse de ces cinq ans qui viennent de se passer, notre Congrès doit dire, et les travailleurs doivent dire ce qu'ils veulent encore voir accomplir par la suite. Je m'attacherai bien sûr à ce qui concerne les travailleurs.
Si, dans les communes, nos militants ont des problèmes surtout lorsque ces communes sont de droite, que dire de ce qui se passe dans l'entreprise, à part quelques exceptions, dans le secteur nationalisé et pas encore tout le temps, qui sont en butte continuellement à la Droite avec, parfois, des moyens utilisés différents mais dans tous les cas, dans le fond, nos camarades d'entreprise sont sujets à des brimades.
Ce sont ces travailleurs qui sont notre base, je ne suis pas la première à le dire et ils n'attendent pas de nous Parti Socialiste et gouvernement que des textes. Ils veulent participer non pas plus, mais au moins autant que les autres militants à l'action des Socialistes à tous les niveaux…
(Bans d'applaudissements très prolongés saluant l'arrivée de Laurent Fabius)

La présidente - Janine, tu peux continuer.

Janine Parent - Nos militants d'entreprises n'oublient pas, certes, que plus de la moitié du Code du travail a été changée depuis notre arrivée au pouvoir, que le temps de travail a diminué. Ils n'ont pas oublié les nouveaux droits, les lois Auroux que l'on voudrait débaptiser, ils n'ont pas oublié ce que cela leur a apporté dans les Comités d'hygiène et de sécurité et les conditions de travail, dans le droit des comités d'établissement, notamment dans les problèmes économiques, ils n'ont pas oublié, ils se contentent, de lutter pour l'égalité des droits entre hommes et femmes au travail.
Nous sommes donc en entreprise pour la création d'un ministère groupant travail, emploi et formation professionnelle, ce qui nous a manqué au début de notre arrivée au pouvoir, mais l'expérience passée nous a montré, si nous nous référons aux lois de 1945, qu'elles ne sont pas encore toutes appliquées dans les endroits où elles pourraient l'être.
Alors, ne nous étonnons pas trop qu'en trois ou quatre ans de lois nouvelles, les nouveaux droits n'apparaissent pas concrètement aux yeux des travailleurs, d'abord parce que le patronat, lui, a vu tout de suite le danger et s'est mobilisé pour trouver des astuces afin de les détourner, ces lois. Il fallait s'y attendre. Mais aussi, certainement, nous n'avons pas su prendre les mesures concrètes nécessaires pour que les travailleurs s'emparent de ces lois.
Nous nous sommes, certes, heurtés à la crise économique qui est allée en s'accroissant depuis 1981, et c'est ainsi que nous nous trouvons maintenant dans l'obligation de faire aller de pair le traitement social et le traitement économique du chômage, et celui-ci se traduit de manière très douloureuse.
Certes, les travailleurs des entreprises ne peuvent pas avoir, même dans les cas où il y a des licenciements, à eux tout seuls les solutions toutes prêtes aux problèmes. Ils attendent simplement la place qui leur revient à côté des élus, pour participer à la discussion de ces questions. Ils attendent que le Parti et le

Fondation Jean Jaurès

gouvernement ne les considèrent pas seulement comme les représentants de la politique qui est mise en jeu, mais les écoutent avec toute l'attention que leur place dans l'économie doit leur conférer.
Dans le souci légitime de rendre nos industries plus compétitives, le gouvernement a pas mal aidé le patronat et je pense que, dans l'ensemble, c'est une bonne chose, mais s'il l'a aidé à investir, les investissements qui ont été faits ont été plus souvent des investissements suppresseurs d'emplois que des investissements créateurs d'emplois et je pense aussi que le gouvernement n'a pas su, n'a pas eu les moyens, ne se les ai pas donnés sans doute, de pouvoir suivre ce que devenaient ces aides lorsqu'elles avaient été données, et c'est un des points où je crois les travailleurs d'entreprises, nos militants d'entreprises pourraient donner des indications utiles.
Pour ma part, je n'ai jamais vu personnellement le gouvernement venir s'adresser à mon Comité d'établissement après avoir accordé un prêt à taux bonifié à mon entreprise.
(Applaudissements)
Donner des aides pour des fabrications destinées à l'export est certes nécessaire à l'équilibre de notre balance commerciale, mais si parallèlement, et souvent dans la même entreprise, d'autres secteurs sont abandonnés à l'étranger et cela arrive, la balance n'y trouvera pas son compte non plus, et les travailleurs bien sur non plus. Mais eux le savent et ce qui n'est pas toujours le cas dans les ministères.
La réduction et l'aménagement du temps de travail sont certainement des problèmes que nous allons devoir aborder, mais beaucoup de militants d'entreprises se demandent ce qui actuellement est en train de se préparer dans les ministères ; on a entendu parler d'aides qui seraient consenties lorsqu'il y aurait un accord entre le patronat et les salariés d'entreprises ; ils se demandent si ces aides seront reliées simplement à la création de cet accord ou bien si on aura des exigences sur l'emploi dans les entreprises en question.
Dans les entreprises qui existent déjà et qui exploitent les aides, il semble qu'on ait oublié trop vite - je me répète un peu, mais c'est important - qu'il existe des comités d'entreprises, des sections syndicales, voire des sections Socialistes qu'on pourrait très utilement consulter pour connaître l'utilisation des fonds publics plutôt que de se contenter de relations avec les seules directions d'entreprises.
(Applaudissements)
Et je voudrais, une nouvelle fois, insister sur le rôle que les sections ou les militants en entreprises c'est-à-dire la section entreprise dans son entier, peuvent apporter au Parti et au gouvernement. N'oublions pas qu'il s'agit d'un secteur où seront représentées toutes les organisations syndicales et que nos militants, passant au-delà des divergences de direction de ces syndicats, dans cette période particulièrement difficile, pratiquent une large unité de pensée sur ce qui concerne le monde du travail.
Les militants d'entreprises de notre Parti jouent sur le terrain dans le sens de l'unité de la Gauche qui reste notre objectif.

Fondation Jean-Jaurès

Puisque je viens de parler de nos insuffisances, insuffisances du Parti dans le secteur entreprise, je ne voudrais pas en rester à ce qui pourrait paraître négatif, car je crois que nous avons beaucoup fait dans ce domaine, et pour cela, je me référerai à une citation d'un dirigeant de la Gauche en décembre 1983, au Club de la presse. Je vous le cite.
Décembre 1983. Il y a aussi ce qui a été fait par le gouvernement de la Gauche. Il ne faut pas oublier ce qui a été fait par le gouvernement de la Gauche. Je considère que le bilan de ces deux premières années sur le plan économique social, démocratique, est bien supérieur à celui qui a caractérisé la période du Front Populaire ou à celui qui pouvait être fait au lendemain...

La présidente - Janine, veux-tu conclure ?

Janine Parent - Je voudrais quand même faire ma citation entière.
On ne peut pas honnêtement contester le bilan de la Gauche. Les travailleurs savent ce qu'ils ont obtenu, dans des conditions difficiles.
Cette citation, c'était de Georges Marchais.
(Applaudissements)
Je crois qu'il faut que nous demandions au gouvernement d'apporter quelques correctifs à sa manière de travailler, qu'il n'oublie pas qu'il a des relais dans les entreprises et dans le secteur correspondant du Parti, que les militants sur leurs lieux de travail savent souvent beaucoup de choses. Cela veut certainement dire, j'ai appelé cela créer des postes de chargés de missions, je laisse ceux qui ont la charge du gouvernement leur donner un autre nom, mais je pense qu'il faudrait dans au moins trois ministères, le Travail, l'Industrie, les Finances, qu'il y ait des correspondants chargés des liaisons non seulement du haut vers le bas pour faire passer la politique du gouvernement, mais aussi du bas vers le haut.
(Applaudissements)
Trop souvent encore, des décisions importantes sont prises par des hommes de droite et je dis aussi dans le secteur nationalisé.
Ce que je voulais dire pour terminer - j'en aurais peut-être eu pour un peu plus de temps, mais je ne l'ai pas mesuré suffisamment bien - ce que je veux redire surtout, c'est que les militants d'entreprises n'acceptent pas la remise en cause de la protection sociale, qu'ils ne veulent pas d'assurance individuelle qui aggraverait les inégalités.
(Applaudissements)
Ils n'oublient pas non plus que nous entrons dans une période électorale et qu'on sait ce que le patronat demande actuellement, bien sûr la privatisation du secteur public, mais également le retour à la flexibilité même aggravée puisqu'il parle maintenant non seulement de réduire le SMIC pour les jeunes, mais même de le supprimer dans beaucoup de cas. Nous avons vu ce que cela voulait dire à la fin de l'année dernière. Prenons garde de ne pas retomber d'une certaine manière dans les mêmes travers.
Pour reparler de la Droite, nous savons que la situation est loin dans les entreprises d'être ce que nous souhaitions au démarrage de notre arrivée au

Fondation Jean Jaurès

pouvoir, mais il nous faut redire, et nous le redirons en entreprise avec l'ensemble du Parti, je dis bien avec l'ensemble du Parti parce qu'il faudrait que les élus locaux viennent peut-être un peu plus souvent aider les camarades d'entreprises à la porte des entreprises... (applaudissements)... il nous faut redire ensemble que ce n'est pas la Droite qui remplira les promesses que nous n'avons pas eu le temps de tenir encore.
En conclusion, je dirai que les militants du secteur entreprise, réaffirmant leur ancrage résolu à gauche, entendent faire campagne sur quelques sujets que je viens d'évoquer, plus d'autres que le temps ne me permet pas de développer. Pour cela, il ne faut pas qu'ils comptent sur leurs seules forces, ils ont besoin de l'aide du Parti, comme ils sont prêts, comme ils l'ont toujours été, à lui accorder la leur.
Ils aimeraient également que, lors de la constitution des listes électorales, on n'oublie pas leur existence, qu'on ne les confine pas dans leurs entreprises, qu'on pense aussi à eux pour la constitution des listes électorales non seulement parce qu'ils se considèrent comme des militants à part entière, mais aussi parce qu'ils savent ce que leur expérience peut nous apporter.
(Applaudissements)

La présidente - Je te remercie, Janine.
Mes chers camarades, veuillez vous asseoir et faire silence,
Avant d'entendre Laurent Fabius, Premier Ministre, je donne la parole pour cinq minutes à Gérard Bapt.

Gérard Bapt

Camarades, cinq minutes, ce n'est pas long pour parler de l'unité C'est important.
Toulouse. Octobre 1908. Premier Congrès du Parti Socialiste SFIO. Alors, Jean Jaurès réussit la synthèse.
Toulouse. Octobre 1985. Séparent ces deux Congrès de Toulouse deux guerres, une grande scission à Tours, deux grands élans aussi avec le Front Populaire et le programme du CNR à la libération, mais aussi plus récemment la longue période du déclin et des compromissions de la 4ème République, au cours de laquelle l'honneur du Socialisme ne fut sauvegardé que par un petit nombre d'hommes ou de groupes.
L'issue fut trouvée lorsque le génie politique d'un homme, notre ancien Premier secrétaire, François Mitterrand… (applaudissements)... permit de traduire en termes politiques et en termes d'organisation l'idée selon laquelle il n'y aurait de gauche au pouvoir de façon durable en France que si d'abord les Socialistes étaient rassemblés, que si ensuite ce rassemblement devenait prépondérant à gauche, cette unité des Socialistes forgée à Epinay sur Seine, complétée par les assises pour le Socialisme, elle est encore en marche pour ce Congrès, puisque de nouveaux camarades venant du Parti Communiste, du PSU, d'autres rivages encore, nous ont rejoints pour ce Congrès.
Mais l'unité, camarades, elle n'est pas une valeur acquise pour l'éternité. L'unité

Fondation Jean Jaurès

est une valeur à protéger et à conforter. Aujourd'hui, dans la phase historique présente, elle peut être menacée par deux dangers.
Le premier, il est porté par le fait présidentiel. Le deuxième, il est porté par le scrutin proportionnel.
Le fait présidentiel, c'est-à-dire l'effet dans notre Parti de l'échéance capitale de l'élection du Président de la République au suffrage universel. Et le danger, il est que notre Parti devienne effectivement ce que je lisais récemment sous la plume d'un journaliste dans un grand quotidien du soir, sous le titre "le PS ou l'auberge espagnole". Il est que le PS, ne deviendrait qu'un conglomérat d'ambitions présidentielles. Eh bien, notre unité, c'est une démarche collective autour d'un projet collectif et c'est là la double valeur que nous avons la responsabilité historique de préserver.
Toute ambition dans le Parti est légitime, que ce soit celle du militant qui souhaite accéder à une Commission exécutive de section ou que ce soit celle d'un militant plus illustre qui se prépare pour l'élection présidentielle mais toute ambition ne reste légitime que si elle s'intègre dans une commune et démocratique démarche pour notre projet collectif.
(Applaudissements)
Le deuxième danger, camarades, je le vois porté par le scrutin proportionnel. J'ai lu que, pour certains d'entre vous, le scrutin proportionnel nous imposait, si la coalition UDF-RPR n'avait pas la majorité, le compromis pour exclure le Front National. Je ne suis pas d'accord avec cette affirmation, parce que je pense que cette orientation pourrait être mortelle.
Le scrutin proportionnel, mes chers camarades, il n'impose pas le compromis. Il pose le problème d'un compromis, il pose donc le problème de la distance qui sépare le compromis de la compromission, compromission mortelle pour notre audience d'abord, pour notre unité ensuite.
Le scrutin proportionnel, il peut être une chance si les erreurs de la période de la 4ème ne sont pas oubliées. Plutôt l'opposition, mes camarades, en soutien du Président de la République que de perdre notre âme.
Le compromis, si compromis il doit y avoir, nous devons l'imposer, nous ne devons pas le subir, et nous devons l'imposer en le basant sur une dynamique à gauche. Cette dynamique n'existe pas à droite, c'est la leçon de l'étude précise des élections partielles. Cette dynamique, nous devons la créer à gauche sur notre bilan, sur notre projet, sur nos valeurs.
Voilà l'exigence historique que doivent assumer aujourd'hui les Socialistes : rassembler au service de la France, rassembler au service de cette certaine idée de la liberté, de la justice, de la solidarité et du progrès humain que nous appelons le Socialisme.
(Applaudissements)

La présidente - Mes chers camarades, je vous remercie de vous asseoir et de faire silence et j'appelle Laurent Fabius, Premier Ministre.
(Vifs applaudissements)

Laurent Fabius

Le 26 janvier 1981, au lendemain de la désignation, par notre Parti, du candidat à l'élection présidentielle, un grand journal du matin écrivait : "François Mitterrand s'est engagé dans une impasse".

Quatre mois plus tard, il était élu Président de la République.

Chers camarades, l'histoire comporte des leçons. L'une est que rien n'est jamais acquis, ni l'échec, ni le succès. Une autre est qu'une campagne puissante, une fois finies les discussions internes, multiplie considérablement nos chances.

Seulement, voilà, nous ne sommes plus en 1981. Nous sommes, depuis 4 ans, au pouvoir et dans une époque rude. L'opinion publique attendait tout d'un changement de majorité. Elle est actuellement sur la défensive, même s'il n'existe pour autant aucune adhésion profonde à l'opposition. Le premier Parti de France est celui des indécis, et nos problèmes à nous sont de trois ordres.

Les uns sont liés à la phase historique que traverse la France. Puisque la modernisation indispensable n'a pas été abordée avec suffisamment de courage, dans la décennie précédente, c'est à notre équipe de l'accomplir. Il faut 20 ans pour former un homme, 10 ans pour bâtir durablement une entreprise et nous, nous avons 5 ans pour réussir.

Une seconde série de difficultés tient au débat politique français. Ce débat, tel que je le vois, est presque irréel, car, pour l'instant, il ne se déroule pas vraiment entre la majorité et l'opposition. La Droite se laisse porter et elle engrange les mécontents. La Gauche, elle, est moins jugée sur ses réalisations que sur l'espérance mise en elle.

Et puis il y a des interrogations qui tiennent à nous-mêmes. Quelles actions pour les deux ans qui viennent ? Quelle unité des Socialistes ? A plus long terme, quel projet pour la France ?

Il dépend pour une bonne part de ce Congrès que s'enclenche une dynamique du succès. C'est pourquoi j'ai choisi d'évoquer ici, comme chef du gouvernement, devant les nombreuses délégations venues des quatre coins du monde et que je salue fraternellement… (applaudissements)… et devant vous, mes amis Socialistes rassemblés dans cette ville rose de Toulouse, c'est pourquoi j'ai choisi d'évoquer ici les grands enjeux qui seront ceux de notre pays pour toute la période qui vient.

Mais auparavant, je voudrais, de cette tribune, adresser mon salut et celui de la France à une région et à un homme.

La région, c'est l'Amérique Latine, harassée par les fardeaux des catastrophes et de l'endettement et où, pourtant, la démocratie progresse.

Salut à vous, Raul Alfonsin, d'Argentine.

(Applaudissements)

Salue à vous Julio Maria Sanguinetti d'Uruguay.

(Applaudissements)

Salut à vous Tancredo Neves, du Brésil.

(Applaudissements)

Vous qui n'avez pu goûter le bonheur du peuple que vous avez pourtant libéré. Grâce à vous des dizaines de millions de personnes de plus vivent aujourd'hui la

liberté.
Et l'homme que je voudrais saluer, il se trouve à des milliers de kilomètres, à la fois de là-bas et d'ici, il est seul depuis 22 ans dans sa cellule, pour avoir eu le tort d'être noir et de vouloir les mêmes droits que les blancs. Salut à toi, notre frère d'Afrique du Sud, Nelson Mandela.
(L'assemblée, debout, applaudit vivement)
Chers camarades, l'avenir de notre pays dépend des réponses que nous apporterons à cinq questions majeures qui, réunies et à long terme, dessinent un projet de société.
La première question est, bien entendu, celle de l'emploi. La productivité, chez nous et dans le monde, est en train d'accomplir de formidables sauts. Toute solution durable au chômage devra conjuguer à la fois la croissance et à la fois l'aménagement de la durée du travail. Nous avons, nous, entrepris d'agir simultanément dans les deux directions. Nous modernisons l'appareil économique et social français pour permettre davantage de croissance et d'emploi et sur le chemin d'un meilleur partage du temps qui va façonner la société du futur, nous demandons aux entreprises de négocier la durée du travail et nous réservons désormais les aides publiques à celles qui le font.
Là où les programmes de l'opposition conduiraient incontestablement à une aggravation massive du chômage, comme en Grande-Bretagne par exemple, notre approche à la fois économique et sociale des mutations offre-t-elle une issue ? A condition que nous puissions effectivement mettre en œuvre le triple effort déjà décidé pour les 3 à 5 ans qui viennent, en matière de formation, d'investissement et de recherche. Se battre de toutes ses forces pour l'emploi ou, au contraire, laisser filer le chômage, c'est le premier enjeu de société.
La seconde grande question, c'est celle de l'Europe. Notre croissance sera d'autant plus forte qu'elle sera européenne. La France, aujourd'hui, se trouve face à des géants et elle doit impérativement s'associer à d'autres : ou bien ce sera la dépendance à l'égard d'un des super-grands, ou bien ce sera l'indépendance par l'Europe et face aux empires. Et c'est l'Europe, assise des Droits de l'homme et des libertés que, nous Socialistes, nous choisissons.
(Applaudissements)
Nous sommes prêts à engager, au plan européen, une politique concrète de grands travaux, en particulier dans le domaine des réseaux de communication, qui donnerait plus de vie à l'Europe et plus de chance à l'emploi. Nous sommes prêts, dans le domaine monétaire, à bâtir une monnaie vraiment européenne, ce qui suppose une meilleure harmonisation des politiques économiques et donc, que nous le voulions ou non, une certaine limitation de nos marges d'action.
Nous sommes prêts à aller plus loin institutionnellement, ce qui veut dire, au sein de la Communauté, à voter davantage à la majorité et moins à l'unanimité.
Nous serons battus de temps à autres dans ces votes, peut-être, mais c'est la condition nécessaire pour construire davantage l'Europe. L'indépendance de la France par l'Europe est aussi notre choix de société.
(Applaudissements)
Deux autres questions essentielles vont dominer les années qui viennent, la

question du désarmement, et celle du développement.
En augmentant notre aide aux pays pauvres, en plaidant pour un nouveau système monétaire international, nous sommes fidèles à notre conviction Socialiste de paix et d'équité. Nous souhaitons que soit réduit le surarmement, nous voulons un équilibre des armes au plus bas niveau possible. Nous approuvons le principe des négociations de Genève.
Mais la réalité tragique est là, le monde s'arme tous les jours davantage, le terrorisme frappe partout, et on continue à mourir de faim.
J'avoue sur ce point, au moins, me sentir comme Socialiste et comme homme, interpellé, angoissé, et même révolté. Il faut absolument avancer. La France doit montrer l'exemple, c'est pourquoi j'ai demandé au ministre des Relations extérieures du gouvernement de reprendre au nom de la France le projet de taxation internationale des ventes d'armes pour alimenter le développement.
(Applaudissements)
Sur la cinquième question majeure, celle de la démocratie et des libertés, notre pays a sensiblement progressé la décentralisation, la limitation du cumul des mandats électifs qui sera discutée à cette session du Parlement... (vifs applaudissements)… l'extension des droits des travailleurs, une meilleure égalité entre hommes et femmes, tout cela est positif.
(Applaudissements)
Faire prévaloir comme nous avons su le faire, contre vents et marées, en Nouvelle-Calédonie la raison sur la passion et le dialogue sur l'affrontement... (vif s applaudissements)... recadrer le rôle de l'Etat, affirmer l'autorité de l'Etat et alléger la bureaucratie, exiger la vérité partout, même et surtout lorsqu'elle est difficile… (applaudissements)… ce sont aussi des progrès de la démocratie.
La prochaine législature devra aller plus loin, faciliter davantage l'action des salariés dans les entreprises, faire descendre la décentralisation au niveau des citoyens et pas seulement des élus... (applaudissements)... mieux prendre en compte le caractère multiculturel de notre société, ce sont des tâches qui sont devant nous.
(Vifs applaudissements)
Et puis, nous devrons inventer de nouvelles formes de démocratie, face à ces gigantesques pouvoirs que sont devenus l'administration, la science et les médias. Cet enjeu là est décisif, puisqu'il s'agit d'éviter la manipulation des citoyens.
Notre réponse de Socialistes passe par l'amélioration massive de l'éducation et de la formation… (applaudissements)… notre objectif précis est de faire parvenir d'ici quinze ans 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat au lieu de 37% aujourd'hui… (applaudissements)… parce que nous sommes passionnés par l'égalité des chances, nous devons faire de la prochaine législature une législature de la formation.
De tout cela, j'aurais l'occasion dans une quinzaine de jours de débattre publiquement avec le placide M. Chirac... (réactions)… avant de rencontrer s'il daigne me répondre, le modeste M. Barre... (réactions)
Je me réjouis de ces rencontres à l'avance ! Je voudrais seulement demander une

chose à l'excellent M. Chirac, pour que notre discussion soit claire, c'est qu'il ne change pas plus d'une fois ou deux d'opinion sur les principales questions d'ici la date de ce débat.
(Vifs applaudissements)
Mais, chers camarades, les solutions à ces cinq questions majeures, les progrès apportés sur ces cinq enjeux de société, dépendront largement en fait d'une autre interrogation, beaucoup plus rapprochée, celle-ci : après les élections quel gouvernement ?
Si nous emportons les élections, le gouvernement sera voisin du nôtre, élargi le cas échéant, à tel allié qui acceptera de gouverner en accord avec nos positions et nos valeurs.
Si c'est l'opposition qui l'emporte, alors il y aura un problème évident de gouvernement, car admettons comme on nous y presse, que la majorité future se compose de l'UDF et du RPR, une partie importante de leurs députés refuseront, nous disent-ils, de respecter la durée même du mandat présidentiel, il y aura donc difficulté institutionnelle, voire crise institutionnelle avec M. Barre qui veut chasser le Président de la République, M. Chirac qui veut chasser les sorcières et chacun d'eux qui veut chasser l'autre !
(Applaudissements)
S'ils s'adjoignent l'extrême droite, ce qu'ils n'ont pas très clairement démenti, alors se posera un problème tout aussi grave, en aucun cas, je le dis ici, comme Premier Ministre de la France, chers camarades, en aucun cas, nous ne serons la force d'appoint de la Droite pour constituer un gouvernement.
(Vifs applaudissements)
Et puis, quels seront les membres de ce gouvernement ?
Un gouvernement, je suis bien placé pour le savoir, n'est pas un ensemble abstrait, il est fait de femmes et d'hommes avec leurs convictions, leurs compétences et leurs personnalités.
La question doit donc dès maintenant être posée, car la réponse est pour dans cinq mois. Qui préférez-vous comme ministre de l'Education nationale, Jean-Pierre Chevènement ou René Haby ?
(Applaudissements)
Qui préférez-vous comme ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe ou Michel Poniatowski ?
(Applaudissements)
Qui préférez-vous comme Garde des Sceaux, Alain Peyrefitte ou Robert Badinter ?
(Vifs applaudissements)
Est-ce que vous voulez une équipe compétente qui se bat, quels que soient les coups durs, pour construire avec ténacité l'avenir de la France, ou bien est-ce que vous voulez le retour des figures usées d'un médiocre musée Grévin, voilà la question qui doit être posée !
(Vifs applaudissements)
Le gouvernement selon ce qu'il sera, mettra en œuvre ou bien une politique ou bien une autre. Par exemple, nous avons au cours de ces années, réalisé des

avancées sociales très importantes, ce fut d'ailleurs cela en grande partie le contexte de la fameuse relance de 1981-1982, qui est aujourd'hui globalement contesté par certains, qui se gardent prudemment toutefois d'en contester les éléments. Il appartiendra au Parti Socialiste de dire pour la prochaine législature les mesures sociales précises qu'il retient, l'opposition elle, a déjà décidé pour son compte.
Ce serait l'interdiction totale de l'interruption volontaire de grossesse, ou la fin de son remboursement, ce serait la mise en cause d'éléments importants de notre sécurité sociale et du SMIG, elle voudrait émietter les grandes organisations syndicales, sanctionner les fonctionnaires qui ne posent pas comme il faut, supprimer le contrôle des licenciements, c'est-à-dire déboucher en fait sur plusieurs centaines de milliers de chômeurs en plus.
Si c'est cette politique qu'on souhaite, alors qu'on ne compte pas sur nous. Je le dis avec solennité, nous refusons et nous refuserons que soient remis en cause des grands concepts sociaux et du travail, et tant que je serai Premier Ministre, on ne touchera pas au SMIG, c'est clair et c'est net.
(Applaudissements)
Dans le domaine des entreprises nationales, l'opposition voudrait systématiquement dénationaliser, agissant, me semble-t-il, par parti pris idéologique, au risque d'offrir aux capitaux étrangers le contrôle d'éléments majeurs de notre industrie et d'introduire dans notre économie des traumatismes inacceptables.
Nous serons en ce qui nous concerne là aussi fidèles et pragmatiques. Si le Parti en est d'accord, le gouvernement proposera pour la législature prochaine une loi de clarification appelée loi de respiration du secteur public. Et dès maintenant, à la suite de nombreuses demandes en ce sens j'ai décidé de demander aux grandes entreprises nationales d'organiser chacune un partenariat avec une région dans laquelle elles exercent un rôle essentiel.
(Applaudissements)
Chers amis, je pense que la Droite a fait perdre suffisamment de temps à la France, il n'est pas question de revenir en arrière pour beaucoup de raisons, et en particulier pour celle-ci : on ne fait pas confiance à une équipe de revenants.
(Applaudissements)
Qu'attendez-vous du gouvernement et qu'est-ce que, comme Premier Ministre, j'attends de vous ? Vous attendez d'abord du gouvernement, très logiquement, qu'il obtienne pour notre pays de bons résultats.
Dans plusieurs domaines, ce sera le cas, même s'il subsiste évidemment des difficultés.
La Gauche - Pierre Bérégovoy l'a fort bien rappelé - cela devait être 20% d'inflation par an.
Résultat ? Nous atteindrons cette année la plus faible inflation que le pays ait connue depuis 15 ans !
(Vifs applaudissements)
Et le pays pourra dire que c'est la Gauche, soutenue par tous les Français, cette gauche qu'on avait toujours accusée d'échouer sur le plan économique, oui c'est

la Gauche qui, en France, aura effectivement brisé l'inflation !
(Applaudissements)
Sur un tout autre plan - décentralisation, radios locales, télévisions nouvelles, suppression des tribunaux d'exception, réforme de l'instruction, abrogation de la peine capitale - il faut être complètement aveugle pour ne pas voir que, sur le plan des libertés, en matière de justice, de création culturelle, notre pays peut être fier d'un exceptionnel bilan.
Quant au plan international, nous aurons accompli l'élargissement nécessaire du marché commun, nous aurons manifesté partout notre attachement aux Droits de l'homme et nous aurons, le Président de la République le premier, affirmé sans aucune faiblesse l'indépendance de la France face aux deux blocs.
Vous pouvez attendre aussi du gouvernement qu'il explique sa politique.
Dans les mois qui viennent, le Premier Ministre et les ministres, l'équipe de France, déploieront un effort systématique d'explication, explication sur les enjeux d'abord, explication sur nous-mêmes, bien sûr, mais aussi explication sur les autres et explication, en particulier, de cet étrange phénomène qui s'appelle M. Raymond Barre, qui se construit une réputation de sérieux à partir d'une extraordinaire succession d'échecs !
(Applaudissements)
Je sais que nos fédérations engageront le même effort et je suis sûr que nos parlementaires en feront de même, en établissant d'abord chacun le bilan de ce qui a été réalisé dans son département depuis 1981.
Dans cette tâche, je reçois et je recevrai des coups.
Tout Premier Ministre - n'est-ce pas, Pierre ? - vit cette situation !
(Très vive ovation prolongée)
Je voudrais, chers camarades, que vous sachiez seulement ceci. Lorsque des coups injustes s'abattent, ils blessent parfois, mais ils n'entament pas ma détermination, à cause de la fierté que j'ai de ma mission, à cause des leçons retirées du travail quotidien avec François Mitterrand, et à cause de la chaleur qui naît de vos rangs, de votre amitié et de votre affection.
(Applaudissements)
Mais moi aussi, comme Premier Ministre, il y a des choses que j'attends de vous.
J'attends de vous, d'abord, l'unité.
(Applaudissements)
Je sais bien qu'elle n'est pas en cause et que, quelle que soit l'issue de ce Congrès, cette unité ne sera pas menacée.
Mais enfin, il n'y a pas besoin d'être un grand expert pour comprendre que nous aborderons plus facilement la période qui vient avec une bonne synthèse qu'avec des divisions.
(Applaudissements)
Je n'ai pas le mandat de décider sur ce point, mais je vous demande avec beaucoup de force de tout mettre en œuvre pour cette synthèse.
(Applaudissements)
J'ajouterai personnellement deux remarques.

Les débats entre nous, lors de la préparation du Congrès, ont tourné surtout autour des changements passés et des alliances futures, serait-il trop simpliste et erroné de dire : oui, nous avons changé, mais pas sur l'essentiel, oui, nous voulons gouverner demain, mais si c'est sur des positions et des valeurs de gauche, et non pas - je l'ai dit tout à l'heure - comme force d'appoint ?
J'ajoute un fait qui ne vous a pas échappé. Il y a deux ans, certains dirigeants Socialistes étaient en désaccord avec la politique gouvernementale et, pourtant, il n'y eut finalement qu'une motion.
Aujourd'hui, aucune motion ne conteste plus la politique du gouvernement. Je m'en réjouis. Par quel démarche resterait-il, à la fin de notre Congrès, deux motions qui seraient irréconciliables ?
Jaurès... Blum... Mitterrand... Je crois que le Socialisme a toujours progressé par dépassement et par synthèse, beaucoup plus que par rupture et par renoncement. C'est ce même mouvement de synthèse que le Socialisme moderne doit aujourd'hui opérer entre nos principes d'action et les contraintes du réel, entre nos valeurs traditionnelles et l évolution du temps.
J'attends de vous également, pour ceux qui en seraient encore imprégnés, que nous abandonnions définitivement ce que j'appellerai "la culture d'opposition".
(Applaudissements)
En quatre années, dans des conditions que je veux saluer car, pour les militants, elles furent souvent très difficiles, en quatre années la grande majorité des Socialistes ont acquis une culture de gouvernement, mais on parle encore, ici ou là, "d'expérience Socialiste", comme s'il s'agissait d'un produit de laboratoire ! Mais on se trompe encore quelquefois en désignant la majorité ou l'opposition ! Mai on entend répéter depuis maintenant quatre ans que nous sommes "le gouvernement actuel", alors que nous sommes, tout simplement, le gouvernement légitime de la France !
(Vifs applaudissements)
J'attends de vous aussi une formidable énergie, Les efforts que vous avez déployé pour préparer ce Congrès, pour argumenter dans vos sections, je souhaite que vous les tourniez maintenant vers l'extérieur, cette énergie, il nous faut la canaliser en direction des Français pour expliquer, pour débattre, pour faire prévaloir les vues non pas de tel ou tel, mais l'approche commune des Socialistes, nos propositions communes pour le pays.
Dans la préparation d'un Congrès, la règle veut que le mot d'ordre soit souvent : "écoutez la différence", dans la bataille qui maintenant va s'ouvrir, notre mot d'ordre je vous le demande, doit devenir : "écoutez notre unité !"
(Applaudissements)
Nous avons besoin, d'abord, de toi, Lionel, et nous irons côte à côte à la bataille !
(Très vifs applaudissements)
Nous avons besoin de toi, Pierre, et nous irons ensemble à la bataille !
(Vive ovation)
De toi, Jean-Pierre, et nous irons ensemble !
(Vive ovation)

Fondation Jean Jaurès

Et de toi, Michel, et nous irons tous ensemble à la bataille, responsables, militants, sympathisants !
(Très vive ovation prolongée)
Car, quel est profondément l'enjeu de ce Congrès ?
Pour moi, il tient en ces deux termes : réunir pour réussir.
Réunir, c'est-à-dire nous rassembler, d'abord, pour rassembler ensuite autour de nous.
Réussir, non seulement pour les convictions qui sont les nôtres, non seulement pour ceux qui nous font confiance, mais réussir parce qu'il y va de l'intérêt du pays.
Chers camarades, avons-nous fait tout ce chemin ensemble, avons-nous réalisé ensemble tout ce travail pour voir, dans cinq mois, tout cela détruit par une équipe de revenants ?

Dans la salle - Non ! Non !

Laurent Fabius - J'entends, hors d'ici, les sceptiques, les résignés, les tristes et les grincheux.
Leurs arguments, nous les connaissons par cœur !
Les sceptiques, qui ont le tort de confondre les sondages avec les votes !
Les résignés, qui sont chaque jour accablés par l'humeur de l'opinion !
Les tristes, qui portent le deuil permanent de l'opposition d'antan !
Et les grincheux, qui voient dans notre bilan tel défaut de peinture, alors qu'il faut voir l'architecture d'ensemble !
(Applaudissements)
A ceux-là, je veux dire : croyez-vous que c'est par scepticisme que nous avons avancé le droit à la retraite à 60 ans, modernisé l'enseignement et relancé la recherche ?
Croyez-vous que ce soit avec résignation que nous avons sauvé de la faillite ou de la vente à l'étranger les entreprises industrielles que nous avons nationalisées ?
Croyez-vous que c'est dans la tristesse que nous avons fait éclater les frontières de la culture et défendu les Droits de l'homme ?
(Applaudissements)
Croyez-vous que c'est en grinchant que nous saurons gagner à nouveau et convaincre ? Evidemment non !
Alors qu'est-ce qu'attendent de nous pas seulement ceux qui sont ici, mais qu'est-ce qu'attendent de nous tous les Français ? Ils attendent de nous qu'après avoir débattu, nous fassions bloc les uns avec les autres et bloc avec le gouvernement. Ils attendent de nous de la lucidité, du tonus et de la confiance. Ils attendent de nous que nous ne trompions pas d'échéance. Il y aura 1988, et j'ai compris que certains le pensent, mais il y aura d'abord 1986, on ne fera pas l'économie d'une bataille des législatives dans laquelle chacun, quelles que soient ses responsabilités, au gouvernement ou dans le Parti, et quelle que soit la motion qu'il aura signée, a sa place et devra y prendre sa pleine part...

Fondation Jean-Jaurès

(applaudissements)... et il est beaucoup plus utile de participer à cette lutte que de préparer un magnifique commentaire pour la soirée des résultats.
(Applaudissements)
Chers camarades, tous les Français n'approuvent pas le Parti Socialiste, mais tous doivent comprendre que dans les quinze ans qui viennent, la France aura besoin d'un Parti Socialiste fort.
Sous l'influence de sa direction, le Parti Communiste, lui, est devenu une sorte de machine à marquer des buts contre son camp.
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste pour sa part doit savoir rester fidèle à ses valeurs et évoluer avec son temps.
Désormais je suis persuadé comme vous qu'il n'y aura pas d'alternance en France, qu'il n'y aura pas de modernisation en profondeur de l'économie et de la société françaises sans un Parti Socialiste puissant. 30%, 40% pour notre Parti, on peut discuter à l'infini de l'objectif des chiffres. Ce qui est sûr, c'est que pour assumer le pouvoir et réaliser les transformations nécessaires, nous devrons avoir à l'esprit, avec leurs différences évidentes, nos amis suédois, allemands, autrichiens qui ont pu disposer de la durée pour faire passer leurs convictions en actes. Cela suppose de réfléchir sur l'évolution du mouvement syndical ? Assurément. Cela demande de comprendre qu'on produira demain d'une nouvelle façon avec un salariat qui change ? Evidemment. Cela implique de méditer le succès actuel de certaines associations humanitaires consacrées à la lutte contre le racisme, la maladie, la faim ? C'est parfaitement vrai.
Cela exige que notre Parti, dans son discours et sa pratique, puisse prendre en compte, et c'est fort difficile, à la fois l'aspiration des entrepreneurs de pointe et celle des immigrés de la 2ème génération, que notre Parti parle autant pour ceux qui gagnent que pour ceux qui subissent, qu'il soit à l'écoute d'une société complexe qui en même temps bouge et résiste, qui conserve et qui imagine, qui isole et qui en même temps rassemble.
Notre organisation, nos valeurs peuvent, je crois, le permettre, celles d'un Socialisme moderne, d'un Socialisme du possible qui soit création, initiative, partage, égalité des chances, sens du futur, volonté de transformer la société chez nous et dans le monde vers plus de justice et d'efficacité.
C'est là, pour les années qui viennent, la responsabilité historique du Parti Socialiste face à la France.
(Applaudissements)
La France, c'est elle que je voudrais évoquer pour terminer.
Pendant longtemps, pour beaucoup de gens, la Gauche s'occupait des Français et la Droite s'occupait de la France. Une telle division était injuste, simpliste. Mais certains, par esprit de revanche, voudraient à nouveau la faire revivre.
Eh bien, nous ne sommes pas d'accord ! Pas besoin d'attendre, comme nous y invitent certaines affiches, demain pour que vive la France. Nous ne sommes pas, mes camarades, sous l'occupation.
La France aujourd'hui même est un pays magnifique qui se bat aujourd'hui pour ses idées et pour nous tous. La France aujourd'hui se bat pour la modernisation,

Collection Jean Jaurès

elle se bat aujourd'hui pour sa culture et pour sa langue, elle se bat aujourd'hui pour une société ouverte et non sectaire, et aujourd'hui, sur de nombreux terrains, grâce à vous tous et à tous les Français, la France aujourd'hui est en passe de gagner !
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, l'enjeu des prochaines échéances, ce sera aussi cela : l'esprit de continuité contre l'esprit de revanche, l'esprit de rassemblement contre l'esprit d'exclusion.
Une nouvelle génération est au pouvoir, la fierté, la justice, la confiance... Je vous promets d'être offensif ! Le résultat dépend maintenant de nous tous !
(L'assemblée, debout, acclame chaleureusement et longuement Laurent Fabius)

La présidente - Mes chers camarades, avant de donner la parole à Michel Loubet, je vais vous faire une communication.
Comme à chaque Congrès, on vous a distribué des questionnaires de la Fondation nationale des sciences politiques. Cette enquête est faite avec l'accord de la direction du Parti et doit contribuer à une meilleure connaissance du Parti. Vous voudrez bien remplir ces questionnaires et les porter à la Fondation nationale des sciences politiques ou bien les laisser à l'évidence sur vos tables. Merci.
Je donne maintenant la parole à Michel Loubet. Chers camarades, s'il vous plait veuillez vous asseoir et faire silence.

Michel Loubet

Mes camarades, intervenir après notre Premier Ministre, intervenir après tant de brillants orateurs que vous avez souvent applaudis, parfois brocardés, ce n'est peut-être pas facile, puisque vous aurez maintenant à supporter l'intervention d'un militant d'entreprise.
(Applaudissements)
Militant à l'aérospatiale de Toulouse, tout en disant, et cela va de soi, combien je partage les interventions qui ont été faites par nos camarades du secteur entreprise, je voudrais intervenir sur un point un peu particulier des problèmes rencontrés dans les entreprises.
Ici et là dans le Parti, dans les motions, on parle du développement de l'individualisme qui se traduit dans le chacun pour soi et qui se traduit dans la désaffection du mouvement associatif.
On déplore dans le Parti cette désaffection, mais on n'apporte guère d'embryon de solution.
Le mouvement ouvrier a certainement constitué le Parti, mais il est amputé grandement si les mouvements associatifs perdent de leur substance et de leur poids.
L'individualisme que nous rencontrons et cette désaffection, quelles en sont les causes ? Il s'agit, bien sûr, de la crise qui développe l'individualisme, il s'agit bien sûr du développement technologique qui amène les gens un peu plus chacun chez soi, mais c'est surtout une arme que le patronat et la Droite ont

Fondation Jean Jaurès

exploitée et exploitent avec leurs experts. La Droite et le patronat ont vite compris que le développement de cet individualisme allait apporter à la Gauche une arme de moins.
Cet individualisme, certes, n'est pas forcément anti-Socialiste. S'il est mis au service de la collectivité, qui pourrait dire que l'individualisme et l'ambition personnelle ne sont pas Socialistes autogestionnaires ? Mais développé au service d'une ambition personnelle qui écrase les autres, cet individualisme ne peut amener que le développement d'un terrain facile pour la Droite.
L'arsenal mis en place par les experts du CNPF c'est tout d'abord la mise en place de délégués sociaux chargés de supplanter les délégués du personnel élus par les travailleurs. C'est l'obligation de passer par tel ou tel délégué parce qu'il est plus dans le style voulu par la direction, ce sont enfin des interdits professionnels dans des postes où la direction ne veut pas voir entrer le syndicalisme.
Mais le plus grave, mes camarades, c'est que ces méthodes là sont développées dans les entreprises privées, il fallait bien nous y attendre, mais développées aussi, toujours par le CNPF, dans les entreprises nationalisées et les administrations. Et cela, c'est inadmissible !
(Applaudissements)
Nous pensons que la Parti Socialiste tout entier doit rechercher des solutions pour renforcer l'outil syndical indispensable au mouvement ouvrier et au Socialisme. Nous pensons qu'il ne suffit pas de le déplorer. Les lois Auroux, si intéressantes soient-elles, et qui ont tant apporté aux travailleurs, seront vidées de leur substance si le Parti n'aide pas les militants d'entreprise à les faire passer dans les faits et dans les esprits.
Nous craignons tous que l'actif de cinq années de pouvoir Socialiste - de la retraite à 60 ans à la 5ème semaine, l'amélioration de certaines catégories défavorisées - tout cela et bien d'autres choses encore, soient nettement diminués parce que les militants dans les entreprises n'auront pas eu les moyens de les faire avancer concrètement parce qu'en face, la Droite garde ses bastions, et si demain, par malheur, elle reprenait le pouvoir, elle serait immédiatement opérationnelle.
Ce grave problème, nous sommes nombreux dans les entreprises à le faire remonter jusqu'aux cabinets ministériels mais il faut bien le dire, combien de fois sommes-nous entendus ? Combien de fois ce problème a-t-il été pris en charge pour rechercher ensemble des solutions ?
Mais, il ne suffit pas de se pencher sur le passé ; il faut à partir de maintenant que nous soyons davantage entendus. Il faut que ce problème soit pris en charge et que le Parti réfléchisse et ne perde pas son arme principale : le mouvement syndical, le mouvement associatif pour la Gauche, pour tout le mouvement ouvrier.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Henri Savy.

Henri Savy

Chers camarades, nul ne peut ignorer aujourd'hui la dépression économique et monétaire que toute l'Europe a connue de 1980 à 1985. Au moment de l'explication de l'action d'un gouvernement de gauche au pouvoir en Europe, au moment de l'échéance de 1986, je crois que nous avons besoin d'idées claires, d'explications simples et les exemples ne manquent pas.

Oui, cette situation internationale de dépression sur le plan économique et monétaire a placé tout le pays, la communauté sur la même ligne de départ.

Oui, chers camarades, la situation a été traitée d'une manière différente en Europe de 1981 à 1985, et à ceux qui, aujourd'hui, briguent le pouvoir, il n'est nul besoin de leur demander ce qu'ils vont faire car face à cette crise, les gouvernements conservateurs en Europe ont répondu de manière totalement différente à la réponse du gouvernement Socialiste en France.

Oui, chers camarades, notre pays, tous indices confondus depuis quatre ans, a été celui qui a permis une progression du pouvoir d'achat, à la réponse de M. Thatcher remettant en cause la couverture sociale des travailleurs, remettant en cause le service public, remettant en cause le droit à la démocratie dans les communes au Royaume-Uni, il y a eu la réponse Socialiste en France qui a fait progresser ce pouvoir d'achat sans régressions sociales.

Oui, il faut que vous sachiez, camarades, qu'aujourd'hui si l'Europe a redémarré, l'Europe qui était bloquée depuis des années malgré tous les efforts, si on a réussi à la faire avancer, cette Communauté, c'est grâce à l'action du Président de la République et du gouvernement Socialiste.

Oui, camarades, si aujourd'hui on parle en Europe d'un espace social européen prenant en compte la dimension humaine, c'est grâce au Président de la République française et au gouvernement Socialiste en France.

Oui, camarades, aujourd'hui, si le constat de recul de l'Europe sur l'échiquier mondial en matière industrielle, et si à la suite de ce constat et de ces lamentations, il y a une dynamique pour rattraper le retard pour que la Communauté, aujourd'hui, à 10 comme à 12, puisse retrouver sa place et toute sa place sur l'échiquier mondial, il a fallu qu'un gouvernement Socialiste, des ministres Socialistes, un Président Socialiste proposent à l'Europe de se réveiller et proposent concrètement un projet tel Eureka, chers camarades.

Oui, aujourd'hui, il est urgent, comme l'a rappelé le Premier Ministre, notre camarade Laurent Fabius, que cette Communauté à 12 parle d'une seule voix pour négocier au GATT, pour éviter le désastre comme on l'a connu dans la sidérurgie ou d'autres secteurs.

Oui, aujourd'hui, il est urgent que dans le désordre mondial qui touche les pays les moins riches, les pays en voie de développement, les premières victimes de ces désordres monétaires du dollar, il puisse y avoir dans le monde une autre échelle de valeur monétaire.

Oui, comme le disait Laurent Fabius, c'est grâce aux Socialistes que des pas et des progrès sont accomplis aujourd'hui, et je voudrais saluer ici le travail également de notre Parti qui, dans le concert des partis de l'Union Européenne fait avancer les choses. Je voudrais saluer également le travail de notre camarade

Jacques Delors aujourd'hui président de la Commission des Communautés qui fait avancer lui aussi l'Europe.
(Applaudissements)
Oui, camarades, souvenez-vous, il y a quelques années on disait de cette Europe, l'Europe des marchands. Eh bien, aujourd'hui, il faut que vous sachiez que les conservateurs, la Droite en France et en Europe freinent des quatre freins pour ne pas que l'Europe se fasse, pour ne pas que l'Europe des travailleurs existe.
Oui, chers camarades, l'espérance continentale, l'identité culturelle de la France et de l'Europe passent par la volonté des Socialistes, et je voudrais saluer ici nos camarades des Partis Socialistes européens qui travaillent avec nous au groupe Socialiste, pour que cette construction ait bien la dimension internationale et communautaire.
Je voudrais dire pour terminer au Premier Ministre, oui, camarade Laurent Fabius, nous comptons sur toi pour cette avancée ; la maîtrise du marché intérieur communautaire. Oui, camarade Laurent Fabius, nous comptons sur toi, à la conférence intergouvernementale pour faire avancer les choses, afin que l'on n'attende plus l'unanimité qui n'arrive jamais pour décider sur des problèmes de détails.
Oui, chers camarades, nous comptons sur le gouvernement et nous comptons sur l'ensemble du Parti Socialiste si, comme les orateurs viennent de le dire, il y va du destin de notre pays, il y va d'une dimension continentale, la politique de la Communauté avec la dynamique des Socialistes français et des camarades Socialistes et des autres pays qui ne sont pas encore au gouvernement mais qui, demain peuvent y être, oui, c'est la chance pour développer dans le monde un climat de paix, c'est la chance pour permettre à nos pays frères, les pays en voie de développement, à travers les accords de Lomé, c'est la chance pour les pays les plus pauvres de pouvoir décoller économiquement.
Cet enjeu là, chers camarades, il fait partie de l'échéance de mars 1986 et j'invite tous nos amis Socialistes en Europe et je leur dis qu'à ce combat, à cette destinée, à cette nécessité planétaire, les Socialistes français seront présents en 1986 et se battront pour l'Europe des peuples et l'Europe des citoyens !
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Michel Charzat.

Michel Charzat

Chers camarades, en mars prochain, l'enjeu sera bien celui là : conduire ou subir le changement ; continuer la réalisation d'une économie mixte solidaire ouverte à la modernité ou prendre le risque de la crispation, de l'affrontement et de la régression.
Le choix véritable sera entre nous les Socialistes, et eux, les tenants du libéralisme économique. C'est donc dans ce cadre que doivent être placés nos débats sur le rôle de l'Etat et du secteur public non pas pour figer mais pour dépasser ce qui mérite de l'être.
Depuis 1981, la Droite privée du contrôle de l'Etat est devenue anti-étatiste.

Mme Thatcher et M. Reagan ont remplacé Poincaré et le général de Gaulle dans le musée Grévin du néo-libéralisme.
Les libéraux lui ont fait le coup, vieux, d'ailleurs, comme le capitalisme, du laisser-faire économique condition de nos libertés individuelles. C'est là une imposture qui doit être combattue avec force, en même temps qu'une suspicion généralisée à l'égard de l'Etat dont toutes les initiatives sont suspectées d'être liberticides, s'est répandue.
C'est là une facilité qui doit être combattue avec force jusque dans nos rangs. Certains des nôtres croient, en effet, habile de faire du surf sur cette vague néo-libérale pour surnager ou pour émerger. La franche camaraderie qui me lie à eux me conduit à les mettre amicalement en garde : chers camarades, la Gauche néo-libérale va subir une déroute idéologique au cours de ces prochaines années. Déjà, aux Etats-Unis nombre d'experts préconisent un retour à la réglementation. Déjà, le Trésor britannique intervient pour modérer le monétarisme libéral de Mme Thatcher, déjà l'accord monétaire de New York est salué dans le monde entier comme une victoire du pragmatisme contre le dogmatisme libéral.
Chers camarades, le vent tourne. Ne découvrez pas cinq ans après les Américains que le néo-libéralisme, c'est ringard et dangereux. Et, pour paraphraser l'un des nôtres, je dirai que nous vivons le dernier sursaut de la vague libérale.
Aussi, chers camarades, puissions-nous renvoyer dos à dos anti-étatistes roublards et étatistes naïfs, car il est vrai qu'un certain étatisme spontané qui ait confié à la seule machinerie de l'Etat le soin de conduire le changement est, une fois de plus, contredit par les faits une certaine illusion juridique, une certaine inflation législative et réglementaire est désormais dissipée.
Nous sommes donc, je le crois, désormais en mesure d'affirmer ensemble une conception exigeante efficace et démocratique de l'Etat au service du redressement national et du progrès social.
En effet, dans un monde où les mutations technologiques et sociales imposent aux nations des changements terribles, de plus en plus rapides, le rôle de l'Etat est décisif.
En France, plus qu'ailleurs, le rôle de l'Etat comme garant de la cohésion nationale doit être renforcé et non pas affaibli.
Ce n'est pas, mes chers camarades, une question de quantité, c'est une question de qualité, non pas plus d'Etat ou moins d'Etat, mais mieux d'Etat.
L'état régalien, celui qui renforce et qui protège les droits des citoyens, celui qui protège la nation, doit être modernisé et son autorité doit être réaffirmée.
Ajoutons qu'il ne pourra subir trop longtemps l'actuelle cure d'austérité, qui lui est administrée. L'Etat républicain doit également assurer un formidable bond en avant de l'intelligence et de la formation.
Enfin, l'Etat protecteur, l'Etat correcteur doit assurer la solidarité nationale en préservant, en améliorant les fondements des systèmes de prévoyance et de protection collective.
Il n'existe pas, me semble-t-il, de divergences fondamentales entre nous, sur

Fondation Jean Jaurès

tous ces sujets, face aux libéraux qui ont pour l'essentiel basculé dans une approche dogmatique, rétrograde et dangereuse des fonctions de l'Etat, il ne doit pas être difficile d'affirmer ensemble les valeurs et les priorités d'une politique qui fasse vire dans la conscience de nos concitoyens les idéaux républicains de la démocratie, de la croissance, de la justice, et de l'indépendance nationale.

Il convient donc de poser le problème du rôle de l'Etat au service de la modernisation, de l'économie nationale, non pas de façon théorique, non pas de façon idéologique - nous aurons, je crois, ce débat le moment venu - mais il faut poser pratiquement ces questions au regard de nos responsabilités communes, qui sont de conduire le changement, d'assurer les mutations économiques et sociales de notre pays, de faire du sursaut de la France le moyen d'édifier une Europe européenne.

Dans cette perspective, l'Etat n'est pas fait pour produire, comme le rappelait hier Michel Rocard, certes, et il a raison. Mes chers camarades, le marché, lui, n'est pas fait pour fixer les règles du jeu, pas plus qu'il n'est fait pour se soucier du long terme, pour s'interroger sur les enjeux vitaux d'une société ou pour favoriser la nécessaire concertation et la coopération entre les forces vives d'une nation.

Un état moderne doit anticiper, préparer, impulser, faire faire. Aussi la décentralisation et la lutte contre la bureaucratie de la Gauche ont montré que nous avons parfaitement maîtrisé le problème, que nous avons compris qu'un état omnipotent est un état voué à l'impotence.

C'est pourquoi notre réponse au défi économique et culturel passe par le bon fonctionnement d'une économie mixte et par une planification restaurée. L'Etat doit exprimer le projet global d'une collectivité, c'est à lui qu'il revient d'assurer la concertation des différents acteurs de la vie économique et sociale, la planification, le plan et donc à la fois le cadre et le moyen.

Aujourd'hui, mes chers camarades, on ne peut plus se contenter d'un plan fermé, avec un modèle prévisionnel s'appliquant à la seule économie française. Il est donc dommage que la Gauche n'ait pas vraiment restauré le plan pour cette fin du 20ème siècle, qu'elle n'en ait pas fait la grande affaire de cette période. Il s'agit pour nous d'innover et d'inventer une planification moderne, articulée sur un marché mondial, capable de détecter les évolutions et de rassembler les concours humains, financiers, sur des projets mobilisateurs et sur la valorisation des atouts de la France C'est parce qu'une planification moderne de ce type n'a pas été inventée que le système économique actuel demeure trop souvent fondé sur la méfiance, sur le contrôle, et non sur l'entreprise et sur l'initiative et, par exemple, que l'omnipotence des services des finances a pu être confortée une fois la politique de rigueur mise en œuvre.

Pour autant, mes chers camarades, il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. La relance de l'investissement industriel et le redressement de certains secteurs d'avenir sont des atouts très importants. L'essentiel du secteur public y est, vous le savez, pour beaucoup. Disons donc fortement que les succès des nationalisations sont autant d'échecs du principe de dénationalisation. Disons également ensemble que la nécessaire respiration des entreprises nationales est

et doit être tout le contraire de la dénationalisation projetée par la Droite. La nationalisation en 1982 a sauvé des pôles entiers de l'industrie. Elle commence à favoriser les autres comportements nouveaux dans la communauté bancaire. La restructuration des grands secteurs de l'industrie sous-capitalisée a été conduite rapidement, avec efficacité, parce que la nationalisation à cent pour cent des maisons-mères a permis à l'actionnaire de faire prévaloir un point de vue global et d'assurer rapidement la remise à flot financière.
Enfin, l'instauration des contrats de plan a permis d'établir un équilibre entre l'autonomie de gestion et les objectifs d'intérêt national. C'est une formule tout à fait originale qui mérite d'être défendue et d'être étendue, notamment dans le domaine bancaire.
Notre bilan est donc indiscutablement positif, même si nous attendions parfois davantage, surtout dans le domaine social. Soyons donc particulièrement offensifs pour défendre et pour promouvoir le bilan des entreprises nationales.
A l'étranger, par exemple, on regarde de plus en plus avec étonnement et intérêt notre gestion, la gestion d'un Etat actionnaire qui a rejeté la logique de l'arsenal, tout en assurant à ses grands groupes concurrentiels l'appui dont ils ont besoin pour préparer l'avenir. On regarde de plus en plus avec intérêt l'action d'un Etat banquier qui a achevé la nationalisation du crédit tout en développant la concurrence entre établissements bancaires et financiers.
En France, nos libéraux par caprice idéologique, par soif de revanche, font planer sur ces entreprises la menace de la déstabilisation comme ils font planer sur le financement des PME le risque de la pénurie. Il faudra donc, et c'est l'un des enjeux de cette campagne, que la Droite réponde à cette question ; privatiser des entreprises qui marchent, pourquoi faire ? Au profit de qui ? Et comment ?
Chers camarades, il est vrai - et ce débat sur le rôle de l'Etat dans l'impulsion de l'économie le montre - qu'il existe au moins deux cultures, deux traditions dans la maison Socialiste, mais qu'il n'y aura pas deux façons de conserver le pouvoir d'état pour travailler à sa transformation dans notre perspective Socialiste.
Si nous considérons notre tâche immédiate, nous devrions être d'accord pour mettre entre parenthèses ce qui nous sépare, à la veille d'une campagne décisive. Nous devrions être capables d'affirmer que les Socialistes sont rassemblées sur l'essentiel et donc sur la promotion d'une société d'économie mixte, cette société d'économie mixte que nous avons renforcée et développée depuis 1981, et qui est à la fois le moyen de dépasser certaines de nos contradictions et également le moyen de lever certains blocages de la société française.
Mes chers camarades, puissions-nous nous inspirer des paroles que tenait, dans un contexte à la fois différent mais qui présente certains traits communs, dans un contexte qui était celui d'un Congrès Socialiste, et précisément à Toulouse, Jean Jaurès, lorsqu'il appelait les délégués à la véritable synthèse entre les courants de pensée dans les termes suivants qui me serviront de conclusion ; Jean Jaurès disait :
"J'espère que nous parviendrons sans équivoque à fixer ces deux pensées dans une résolution commune et que c'est avec cette unanimité, non pas équivoque, mais de sincérité, que nous irons demain à la bataille".

(Applaudissements)

La présidente - Mes chers camarades, voici les orateurs inscrits pour cette fin de matinée, je les cite dans l'ordre : Jean-Marie Cambacérès, Alain Billon, Michel Yoyo, Annette Chépy.
En attendant que ces camarades se présentent, je vais vous faire quelques communications.
(Communications pratiques)
J'appelle à la tribune Michel Yoyo.

Michel Yoyo

Chers camarades, je vous apporte ici le salut de tous les compatriotes Socialistes d'Outremer qui sont fiers d'assister à votre réunion.
(Applaudissements)
C'est aussi l'occasion pour moi de rappeler que le Parti Socialiste a porté l'espoir dans nos régions, grâce à la mise en place de la réforme fondamentale qu'est la décentralisation, Pour nous, elle concrétise l'accession aux responsabilités et la reconnaissance de notre identité culturelle. Elle résout, en partie, la question du statut des Dom, qui peuvent dès lors affirmer leur identité propre et confirmer leur appartenance à l'ensemble français.
Mais le grand projet Socialiste de décentralisation risque d'être mis en péril rapidement et utilisé, voire détourné, au profit de nos adversaires politiques et de nos adversaires économiques si, très vite, de nouvelles orientations ne sont pas pensées et imaginées.
Disons le haut et fort, la décentralisation ne suffit: pas, elle est un moyen nécessaire mais insuffisant pour résoudre les énormes problèmes de nos départements d'Outremer. Nous sommes des régions sous-développées de l'ensemble français : 30% de chômeurs, qui représentent près du tiers de la population active, dont plus de 60% des moins de 25 ans, une dépendance économique totale, dont témoignent la balance commerciale et la structure des échanges, puisque la couverture des besoins se fait essentiellement, à 85%, par les importations. Il ne suffit donc plus d'affirmer la solidarité nationale ou de se réfugier derrière le masque de notre nationalité. Il nous faut très vite relayer ou étayer la décentralisation avec un grand projet de développement économique, social et culturel, des Tom. Il nous faut aussi innover et créer les moyens propres à cette perspective.
La mise en place de nouvelles structures administratives doit s'accompagner de réformes des structures économiques, de la mise en question des féodalités économiques et singulièrement, des lobbies import-export, et de l'import distribution.
Si les Tom réclament avec insistance un débat, un large débat au Parlement sur le développement des Tom, c'est que nous pensons qu'il est grand temps que des engagements soient pris et que soit définie et précisée la participation de l'Etat à la transformation de nos collectivités territoriales, ce qui permettra à ces collectivités de programmer à leur tour leur contribution dans les contrats de

Fondation Jean Jaurès

plan.
Nous avons été frappés, nous, originaires des départements d'Outremer, de l'absence quasi-complète de programme Socialiste pour les Dom dans les motions nationales. Si nous comprenons les scrupules de nos amis et camarades Socialistes, qui ne veulent pas donner le sentiment de décider pour nous, il importe cependant que le vide soit comblé et que des orientations claires soient exprimées, qui marquent la volonté Socialiste de contribuer au développement des Dom et à la rupture avec le pacte colonial.
En ce sens, il faut non seulement décentraliser, mais comme l'écrivait Edgard Pisani, décoloniser également. Tel est le sens de la motion Dom Tom que nous avons déposée. Donc, il importe que les moyens de la responsabilité régionale soient trouvés, pour que nous puissions librement, lucidement, exercer nos responsabilités. Il y va de notre crédibilité, et de celle du Parti. Les Socialistes ont donc à relever dans les Dom, les nombreux défis du sous-développement et c'est leurs capacités à intégrer ses dimensions qui les rendront crédibles vis à vis du tiers-monde et en feront des partenaires valables dans le dialogue nord-sud cher à François Mitterrand.
Nous demandons donc à tous nos camarades ici présents de faire preuve d'imagination et elle est nécessaire de la spécificité des problèmes à résoudre, pour que nos populations ne se sentent plus marginalisées, entièrement à part, mais qu'elles soient partie intégrante de l'ensemble français et qu'elles soient fières de l'être.
Seule, une grande politique Socialiste pour les Dom, une réponse Socialiste au défi des Doms, peut permettre l'intégration harmonieuse et équilibrée de leur culture à l'ensemble pluriannuel et pluri-culturel français. Je vous remercie.
(Applaudissements)

La présidente - Je vous remercie, Jean-Marie Cambacérès a la parole.

Jean-Marie Cambacérès

Chers camarades, à ce moment du débat, beaucoup de choses ont été dites, donc je serai bref, j'insisterai sur deux ou trois points. J'ai appris ce matin par un journal qui nous a été distribué qu'en 1908, au Congrès de Toulouse, avec Jaurès, le Gard avait été une fédération dont on avait beaucoup parlé à cause de ses problèmes. Soyez sûrs que je ne vous en parlerai pas aujourd'hui bien que, pendant l'été, on en ait beaucoup parlé.
Il faut répéter - je crois que beaucoup de camarades l'ont déjà dit - que ce Congrès est très important, à quelques mois des élections législatives. Il faut donc en faire un Congrès d'espoir. La Droite est très puissante, certes, mais elle est divisée dans ses idées, par ses partis, par les missions contradictoires de ses leaders. Face à cela, l'appareil du Parti Communiste, lui aussi, ne facilite pas les choses. Nous sommes donc les seuls à pouvoir proposer une alternative de rassemblement crédible autour de laquelle beaucoup de Françaises et de Français peuvent se rassembler.
Il faut donc devenir un pôle de rassemblement et pour cela le Congrès est la

solution, une phase importante. Je crois que le fait que nous soyons rentrés dans ce Congrès sans idée préconçue sur la synthèse ou la non-synthèse montre le véritable sérieux de nos débats et la solution qui sera adoptée sera d'autant plus crédible.
Je voudrais donc, après discussion, à la fin de ce Congrès, que trois points notamment soient bien éclairés.

- Notre analyse du débat.
- Nos alliances pour le futur.
- Et le rôle du Parti.

Sur le passé, beaucoup a été dit. Je dirai donc simplement qu'il faut veiller à ce que la façon dont nous qualifions ces dernières années ne devienne pas un handicap pour nous. En effet, le bilan largement positif du gouvernement sera un argument important pour la campagne. Ne l'affaiblissons pas nous-mêmes.
Sur le futur, il faut rester prudent, c'est sûr, car la situation est nouvelle, les résultats des élections ne sont pas connus. Mais pouvons-nous faire table rase des enseignements de l'histoire ? Historiquement, la participation des Socialistes, comme force d'appoint, à des gouvernements de droite nous a affaiblis. Il ne faut donc pas recommencer, et en fonction de l'importance de notre Parti, en fonction de l'influence qu'il aura après 1986, c'est à nous de proposer un programme à des hommes et des femmes non-Socialistes qui voudraient travailler avec nous, mais sur nos propres bases.
En ce qui concerne le troisième point, le rôle du Parti sous la direction de Lionel Jospin, il s'est peu à peu adapté à l'évolution de notre pays. Il faut continuer à tenir compte des changements de la société, des nouvelles technologies, de la nécessité de la modernisation et à répondre aux aspirations des jeunes. Mais il faut s'adapter sans se renier sur notre fonds commun, sans oublier que notre Socialisme s'enracine dans l'histoire de la France et non pas dans celle de l'Allemagne ou des Etats-Unis.
Son fonctionnement doit aussi être amélioré, mais il doit rester une force structurée et organisée, car la structure et l'organisation ne sont pas antinomiques de la démocratie interne. Cette démocratie s'exprime dans le cadre de règles librement consenties.
Voilà, camarades, sur quelques points, ce qu'il faut clarifier à l'issue de notre Congrès. Je suis personnellement de ceux qui souhaitent la synthèse et je pense qu'en apportant de bonnes réponses à ces questions, tout sera possible.
Alors, unis après ce débat, nous serons en ordre de bataille pour les échéances de mars. Nous pourrons réaliser un bon score en nous appuyant sur François Mitterrand, Président de la République, sur le gouvernement et sur tous les militants.
(Applaudissements)

La présidente - Mes chers camarades, devant l'assistance peu nombreuse, je crois que le plus sage, c'est de suspendre notre séance.
Bon appétit et rendez-vous à 14 heures 30.

Parti Socialiste
Congrès national de Toulouse
11, 12 et 13 octobre 1985

Séance du samedi 12 octobre 1985 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Roger Fajardie.

Le président (Roger Fajardie)

Je demande à Marie-Thérèse Mutin, de venir à la tribune, et je déclare la séance de l'après-midi ouverte.

Marie-Thérèse Mutin

Si nos camarades de la motion 2 se targuent de parler vrai, ils pourraient aussi bien se targuer d'écrire flou.
Je ne reviendrai pas sur les 5 priorités pour les alliances d'après 1986, je ne prendrai qu'une phrase : "nous ne devons pas nous laisser enfermer dans des dogmes," qui ne pourrais être d'accord avec cette phrase, maintenant que le mot dogme est chargé d'une telle connotation péjorative, mais les dogmes, comme je le crains, ce sont, pour nos camarades de la motion 2 des principes sur lesquels est fondé le Parti Socialiste que nous avons bâti à Epinay, alors il faut le dire clairement.
Est-ce en vantant les mérites de la réussite individuelle, qu'on rendra au mouvement ouvrier la combativité nécessaire au développement de grands mouvements collectifs, nécessaire à la poursuite de la transformation de la société vers le Socialisme ? Ou est-ce en s'appuyant sur la dynamique du front de classe c'est-à-dire l'ensemble des couches sociales exploitées par le capitalisme qui prennent conscience de leur exploitation ?
Bien entendu les formes de cette exploitation évoluent. Bien entendu la composition sociologique du front de classe se modifie, mais la constante principale demeure, indissociable de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ce n'est pas parce que l'expression "lutte de classes" effarouche nos camarades épris de convivialité que pour autant la lutte des classes a disparu.
Les travailleurs la ressentent toujours plus exacerbée dans les entreprises.
(Applaudissements et mouvements divers)
La mobilisation du front de classe pour la constitution d'une société Socialiste à travers le programme de réformes que nous proposons, suppose nécessairement le rassemblement de toutes les forces de la Gauche.
Ce rassemblement dans les conditions politiques actuelles ne peut s'opérer qu'autour d'un Parti Socialiste puissant et offensif pivot et fer de lance de toute majorité de gauche.
C'était déjà la raison d'être de la rupture avec les compromissions dues à la faiblesse de la SFIO, de la construction du Parti à Epinay, et de sa progression

Fondation Jean-Jaurès

sur la base de la stratégie d'union de la Gauche.
Cette union s'est bâtie autour de l'accord avec le Parti Communiste sur un programme de gouvernement. Aujourd'hui comme en 1977, comme en 1981, l'attitude de la direction du Parti Communiste fait obstacle à la poursuite de cette démarche. Mais elle ne saurait servir de prétexte à un retour aux errements suicidaires de la troisième force.
Nos seuls adversaires sont à droite, ce sont ceux des travailleurs, parce que l'union de la Gauche n'a pas été une ruse tactique pour conquérir le pouvoir, mais l'expression politique du front de classe, la voie aujourd'hui reste claire.
Quel que soit le mode de scrutin, et les contraintes résultant du comportement des dirigeants Communistes, le succès de nos idées passe par le combat contre la Droite et contre elle seule, idéaux contre idéaux, projet contre projet.
(Applaudissements)
La fidélité à nos engagements doit donc exclure toute considération tactique, la victoire électorale n'est faisable qu'à cette condition. Cette ligne nous a conduit en 1981 à une victoire que personne n'espérait six mois plus tôt. La dynamique s'est construite sur des bases claires, nous n'avons pas reculé face au marais, nous l'avons convaincu de nous rejoindre sur notre programme, sans édulcorer nos idées, en ce sens un Parti Socialiste fort, fidèle à ses principes, est bien la meilleure garantie contre toutes les tentations.
Aujourd'hui, comme hier, à la proportionnelle comme au scrutin majoritaire, l'heure n'est pas au défaitisme, elle est à la clarté, condition nécessaire à la mobilisation de la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Marie-Thérèse Mutin, en particulier d'avoir parlé en ce début de séance, si difficile. Ce m'est une occasion de plus d'inviter les camarades à être un peu silencieux et à écouter les orateurs qui parlent, ce n'est pas facile de parler dans ce brouhaha, je vous prie de croire.
La parole est à Alain Barrau pour dix minutes.

Alain Barrau

Mes chers camarades, à l'évidence les jeunes sont plus que jamais au cœur des élections de 1986. De récents sondages le montrent, et bien que les jeunes ne soient pas un groupe social homogène, mais une catégorie d'âge composée comme le reste de la société de groupes sociaux différents, il n'est pas inintéressant d'examiner de près ce sondage.
Il nous montre que les jeunes ne sont pas attirés par la Droite, ni par ses programmes, ni par ses leaders, le scores de Chirac, de Giscard et même de Barre, dans cette catégorie d'âge de 18 à 25 ans le montre clairement.
Ces sondages montrent aussi que malgré les insatisfactions, les jeunes restent majoritairement attachés à la Gauche, et ils choisiront plus la Gauche que la Droite en 1986.
A l'intérieur de la Gauche, leur choix va nettement en la faveur des Socialistes. Contrairement à ce que nous pensons trop souvent, ils se disent déjà plus

Fondation Jean Jaurès

certains de leur choix pour 1986 que l'ensemble de la population.
Un tiers seulement des jeunes de moins de 25 ans indique qu'ils ne savent pas encore pour qui ils voteront en 1986, contre plus de 40% pour l'ensemble de la population. Mais ce tiers reste à convaincre, à persuader et il ne doit pas s'abstenir, les jeunes dans leur majorité sont sensibles à des thèmes qui sont les nôtres, à des thèmes pour lesquels nous nous battons quelquefois seuls, quelquefois avec d'autres depuis des années, au premier rang de ceux-ci la lutte contre le racisme, la xénophobie, et je me félicite qu'elle se soit développée dans la dernière période. Ce mouvement de masse contre le racisme où les Socialistes ont été présents avec d'autres, à partir de ce slogan si fort "ne touche pas à mon pote", je me félicite aussi qu'ait eu lieu en juin dernier avec cette ampleur la fête de la Concorde où plus de 300 000 jeunes se sont rassemblés, pour dire culturellement et je dirai politiquement au sens profond du terme "non au racisme, non à la xénophobie, non aux valeurs de l'extrême droite", valeurs qui malheureusement... (applaudissement)… pénètrent aujourd'hui toute une partie de la Droite française.
Je me félicite aussi que plus récemment une grande manifestation à laquelle le MJS avec d'autres avait appelé, ait eu lieu à Paris et dans plusieurs villes de France pour protester contre l'apartheid et exiger la libération de Nelson Mandela.
(Applaudissements)
A côté de ce combat pour les Droits de l'homme et contre le racisme, il y a celui contre la faim et pour le développement du tiers-monde, tous les thèmes de la solidarité nationale et internationale, de la solidarité des peuples avec les peuples en lutte pour leur indépendance et leur souveraineté, de l'Afghanistan au Nicaragua, ou à l'Afrique du Sud, à la Pologne, les jeunes répondent présents.
Ainsi, malgré la crise, malgré le chômage qui les frappe de plein fouet, malgré l'appel au repli sur soi, lancé par la Droite et l'extrême droite, les jeunes demeurent dans la France de 1985 résolument généreux, résolument ouverts sur le monde et sur l'avenir, et c'est cette générosité de la jeunesse dans laquelle nous devons puiser notre force et notre détermination.
Si nous voulons accroître l'importance de ce vote pour les Socialistes en 1986, il faut me semble-t-il que nous nous donnions trois objectifs, le premier c'est poursuivre et amplifier notre campagne du Parti Socialiste et du MJS pour l'inscription des jeunes, de tous les jeunes, sur les listes électorales... (applaudissements)… en faire une véritable campagne pour les droits civiques, en incitant les jeunes à s'inscrire, à assumer leurs responsabilités au moment des choix, en prenant le risque qu'ils ne votent pas nécessairement pour nous, mais en leur donnant une image d'un parti politique, d'un mouvement de jeunesse politique qui soit positif, ouvert et déterminé vers l'avenir.
Il faut qu'un effort particulier soit fait en direction des jeunes immigrés de la deuxième génération et des jeunes Français maghrébins qui ont déjà la nationalité française et qui peuvent déjà voter en 1986.
(Applaudissements)
Je vous rappelle que l'ensemble des Français maghrébins représentent

aujourd'hui quelque 800 000 électeurs, dont plus de la moitié sont des jeunes de moins de 25 ans, et je pense que, malgré les difficultés que nous avons déjà à constituer nos listes, il est important que, sans démagogie, sans surenchère entre nous, nous arrivions à ce que certains, certaines d'entre eux soient présents sur les listes Socialistes en 1986.
(Applaudissements)
Cela constituera un signe important que cette communauté attend et qui montrera que, pour nous, l'insertion et la prise de responsabilité ne sont pas de vains mots.
Deuxième proposition : faire de notre bilan de la politique en direction des jeunes un des axes importants de notre offensive contre la Droite et provoquer le débat sur ce terrain.
Pour les jeunes, mes camarades, vous le savez, l'action pour les libertés de Robert Badinter, cela compte !
(Vifs applaudissements)
L'encouragement de nouvelles pratiques culturelles des jeunes, avec Jack Lang, cela compte !
(Applaudissements)
Le développement de la solidarité, la main tendue aux immigrés, avec Georgina Dufoix, cela compte !
(Applaudissements)
La politique de l'Education nationale, avec Jean-Pierre Chevènement, cela compte !
(Vifs applaudissements)
La lutte contre le chômage, la politique de formation professionnelle, les TUC, avec Michel Delebarre, cela compte !
(Applaudissements)
Les efforts pour lutter contre les discriminations sexistes et pour l'égalité entre hommes et femmes, avec Yvette Roudy, cela compte !
(Vifs applaudissements)
La politique pour le logement et le transport des jeunes - même s'il a maintenant quitté ce département ministériel - avec Paul Quilès, cela compte !
(Applaudissements)
Je pourrais multiplier ces exemples, nous devons faire ce bilan de manière offensive. Il faut naturellement, pour cela, que nous soyons fiers, comme de l'ensemble de l'action du gouvernement depuis 1981, sous la conduite de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius.
Enfin, troisième proposition dans le même esprit : il faut que nos propositions en direction des jeunes soient un des axes essentiels de notre prochain contrat de législature.
C'est ce que nous avons commencé à faire dans la Commission sur le programme, qui soumettra en novembre prochain ses travaux à l'ensemble du Congrès.
Mais je voudrais, à l'occasion de ce Congrès, dire aussi un mot du Mouvement de la Jeunesse Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

Depuis le Congrès de Bourg en Bresse, notre organisation de jeunesse, le Mouvement de la Jeunesse Socialiste, a encore progressé. Actuellement, 22 000 jeunes de moins de 26 ans sont adhérents du Parti et du MJS. 11 500 d'entre eux militent effectivement dans les groupes MJS et, parmi ceux-ci, 3500 ne sont membres que du MJS.
Je voudrais aussi attirer votre attention, mes camarades, sur un certain nombre de statistiques intéressantes qui ont été faites à l'intérieur du mouvement.
Plus de 40% sont des jeunes femmes, 20% sont des lycéennes et des lycéens, 42% sont des étudiantes et des étudiants, dont 70% - plus de la moitié - occupent une activité professionnelle. Enfin, ce qui me semble encore plus important peut-être que ce développement, c'est que les militants du MJS, dans leurs sections, dans leurs fédérations, au niveau national, prennent, pas simplement en tant que colleurs d'affiches mais dans le débat politique de ce Congrès comme des Conventions qui l'ont précédé, une place importante et une place grandissante.
Je crois que maintenant que nous avons pu, avec les conférences nationales, que nous avons pu, avec la première université d'été du Mouvement de la Jeunesse Socialiste, rassembler, réunir un véritable mouvement de jeunesse, il faut que nous puissions aller plus loin. Il faut que nous puissions donner, au travers du Parti mais aussi au travers de son organisation de jeunesse, des responsabilités grandissantes dans les élections, dans la vie du Parti, aux jeunes qui sont ici les forces montantes pour la relève et pour l'avenir.
(Applaudissements)
Il faut que nous prenions cela en compte, même si c'est difficile, même si c'est aussi un combat qui se mène de manière différente de celui des femmes, dans la composition des listes pour les élections législatives et les élections régionales de 1986.
Il faut tenir compte de cette nouvelle réalité en donnant encore plus de responsabilités aux jeunes dans le Parti et dans son mouvement de jeunesse.
1986 sera l'heure des choix. Je suis persuadé que, devant le choix grave, mais finalement simple, qui sera celui de chaque Française et celui de chaque Français dans quelques mois, les jeunes choisiront clairement. Ils choisiront la Gauche, ils choisiront les Socialistes, ils choisiront de confirmer le progrès !
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Christian Pierret pour dix minutes. Ensuite, Yvette Roudy.
Christian Pierret, tu as la parole.
(La salle, debout, ovationne Robert Badinter montant à la tribune)

Christian Pierret

Chers camarades, ce qui est en jeu dans ce Congrès, c'est de nous unir pour combattre la Droite et, si possible, pour la battre.
La Droite n'a pas beaucoup d'éléments pour critiquer les résultats de notre

Fondation Jean Jaurès

politique économique.
Les prix ? L'inflation est jugulée. Depuis quand n'avions-nous pas fait mieux qu'en République Fédérale d'Allemagne, avec nos 0,1% d'augmentation des prix seulement en septembre, contre 0,2 en République Fédérale ? La balance des transactions courantes ? Elle est équilibrée. Le franc ? Sa situation est excellente et l'on a constaté, au cours de l'année passée, que le franc s'appréciait légèrement par rapport au deutschemark ou par rapport au franc suisse. Les marges des entreprises sont reconstituées. Le secteur privé industriel accroît ses investissements et, globalement, le taux de marge des entreprises est encore amélioré en 1985 par rapport à une situation déjà meilleure en 1984.
Ceci veut dire que nous retrouvons notre capacité de modernisation, donc notre capacité de croissance, donc notre capacité de lutte contre le chômage.
Reste alors à la Droite de faire le procès de la relance de 1981, qui serait, d'après elle, notre premier et capital péché. Nous aurions, cette année-là, en 1981, compromis les finances publiques et resserré sur notre pays le nœud coulant de la contrainte extérieure en accroissant le poids de la dette extérieure. nous aurions ainsi entravé notre croissance et, donc, créé les conditions de l'aggravation du chômage.
Tel est le procès que nous fait la Droite et il faut, je crois, à ce Congrès, répondre clairement à ce procès.
Celui-ci s'articule, en fait, autour de deux accusations contre la Gauche au gouvernement.

- Celle d'incompétence.
- Et celle de responsabilité du chômage, ou au moins d'une partie de celui-ci.

Alors, si vous le voulez bien, examinons ensemble ces deux procès.
Avons-nous, en 1981, été incompétents et pourrions-nous nous-mêmes reprendre, même implicitement, cette accusation ?
Certains d'entre nous ont-ils été incompétents tandis que d'autres étaient clairvoyants, mais minoritaires ?
Reconnaissons franchement, sur ce sujet de la politique économique de l'époque, qu'il y a eu entre nous débat.
Je le dis d'autant plus facilement que j'ai été de ceux qui nourrissaient des craintes quant à l'opportunité de cette relance. Je me suis interrogé, je l'ai dit et écrit, et on me l'a même reproché. Mais j'assume sans états d'âme la décision prise à l'époque et je n'ai pas le souvenir que quiconque d'entre nous, placé à un poste quelconque de responsabilité d'Etat, ait démissionné pour signifier son désaccord avec la politique économique de l'époque !
(Applaudissements)
Comme le Parti, comme nous tous, comme le gouvernement, je défends cette décision parce que la relance alors entamée était placée sous trois auspices.
Tout d'abord, tous les observateurs économiques - et ceci était en débat hier soir à la Commission des résolutions - en France comme à l'étranger étaient d'accord pour prévoir, en 1982, une reprise économique mondiale.
C'est, hélas, le contraire qui s'est produit et nous

Avons été pris à contre conjoncture. Ce fut notre infortune de cette année 1981-1982.
Mais, pour qui connaît - suivez mon regard - la navigation à voile, qui pourrait reprocher au capitaine que le vent change ? Ce qu'on pourrait lui reprocher c'est l'erreur ultérieure de navigation qui met le navire en difficulté. Or, la Gauche au gouvernement a redressé le bateau et a maintenant placé la France sur la voie du renouveau économique, de la modernisation et de la reconstruction de l'indépendance nationale.
Ensuite, la relance que nous avons envisagée en 1981, mise en œuvre en 1981 et 1982, a été, je crois, très précautionneuse, elle a été équivalente, en termes de quantité globale, au tiers de la relance Chirac de 1974. Ce fut donc une relance très modérée, calculée au plus juste.
Mais nous avons dû, hélas, constater - c'est l'Etat légué par le septennat précédent - que nos structures de production s'étaient vite dégradées, que nos produits ne correspondaient plus assez à la demande interne et externe, que nos entreprises, qui avaient, par la démagogie giscardienne, supporté sules les chocs pétroliers, ne pouvaient plus répondre aux sollicitations du marché.
Disons-le avec force : non, Michel Rocard, nous n'avons pas découvert au milieu de 1982 ce qu'est la balance des paiements ! Ce que nous avons découvert alors, c'est le poids réel dans lequel le septennat giscardien... (brouhaha et sifflets)… avait laissé l'économie française ! Je pense que le Parti Socialiste est unanime pour condamner la politique économique de l'époque, sous le septennat de Giscard, et pour prendre en compte clairement et nettement le legs qui a été celui de ce septennat-là, qui nous a conduits aux difficultés que nous connaissons aujourd'hui pour redresser l'économie française !
(Protestations et sifflets)
Ceux qui sifflent ne doivent pas oublier ce que signifie le poids de cette économie.
Il est, chers camarades, quand même très étrange de rendre le gouvernement de la Gauche responsable des fissures qu'il constate dans l'immeuble et d'oublier les responsabilités énormes du constructeur de l'époque.
Enfin, troisième élément, cette relance était effectivement sociale, elle s'est faite par la revalorisation des bas salaires, du SMIC en particulier, elle s'est accomplie par la revalorisation des allocations familiales, par la création d'emplois dans les secteurs méprisés par la Droite, les hôpitaux, l'enseignement, la recherche, les PTT. Elle s'est accomplie par des réformes fiscales fondamentales, et notamment par l'allégement d'impôt des plus défavorisés et par la création d'impôts supplémentaires ou d'impôts nouveaux sur les classes aisées. Tout cela était nécessaire.
Prudente, mesurée, sociale, la relance de 1981 a reçu l'approbation de tous les membres du gouvernement, de tous les Socialistes, et je ne vois pas ce qui pourrait aujourd'hui nous conduire à récuser le choix que nous avons fait à l'époque, non pas encore une fois sans hésitation ni débats, mais en tous cas sans désaccord majeur entre nous, Socialistes, que nous soyons dans le Parti, que nous soyons au groupe parlementaire ou que nous soyons au gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

Il reste, pour en finir sur ce point, à examiner le second reproche que nous fait la Droite.
La relance de 1981, par la politique de rigueur qu'elle a rendu par la suite nécessaire, aurait accru, selon la Droite, le chômage. J'ai même entendu ici hier le chiffre de 200 000 chômeurs en plus, ceux que l'on pourrait appeler, si on suivait ce raisonnement, les chômeurs de la relance ou les chômeurs de la dette extérieure.
Cette accusation, je l'avoue, m'étonne et me peine. En effet, ce qui bride notre capacité de croissance, c'est notre encore trop faible, beaucoup trop faible adéquation au marché mondial.
Cette année, et Jean Poperen le rappelait hier, nous allons pour la première fois depuis la guerre connaître un solde positif de nos échanges avec les Etats-Unis.
Cette exception est révélatrice, tout comme d'ailleurs le fait que nous avons moins que les autres profité de la croissance des débouchés sur le marché américain depuis deux ans. Dans ce contexte, notre dette extérieure, qui reste d'ailleurs très modérée par rapport aux commentaires qui ont été faits ici ou là, et comme le rappelait Pierre Bérégovoy à cette tribune même hier soir, est comparable à celle de nos voisins, et elle peut être considérée, parce qu'elle est très modérée, comme un stimulant plus que comme un handicap, et ce n'est pas cultiver le paradoxe que l'affirmer.
Cette dette extérieure nous incite à la productivité et à l'innovation plus encore que pourrait nous inciter une recommandation du commissariat général au plan.
Voudrait-on dire par cette critique que sans la nécessité des plans de rigueur de juillet 1982 et de mars 1983 nous aurions pu davantage profiter de la croissance mondiale en 1984 et 1985 ? Sans doute, mais c'est oublier que sur la période 1981, début du gouvernement de Gauche, à 1985, l'économie française a crû plus rapidement que celle du monde industriel. Sur la base 100 en 1980, nous étions à 105 fin 1984 contre 103,5 pour l'étranger.
Notre croissance, certes plus faible que celle des autres en 1983-1984, a été plus rapide en 1981-1982 et se révèle à un niveau nettement supérieur pour l'ensemble de la période pendant laquelle la Gauche a exercé les responsabilités.
En d'autres termes, on peut soutenir que sans la relance de 1981, la croissance de notre produit intérieur brut aurait été plus forte récemment, depuis un an, un an et demi, que celle que nous avons connue, et que sans doute nous aurions pu noter une amélioration plus nette de la situation de l'emploi depuis 18 mois. Mais ce phénomène aurait été constaté à partir d'un nombre de chômeurs plus élevé au départ, en 1981-1982, que celui qui a été recensé à l'époque, en raison d'une faible croissance de la production industrielle 1981-1982. Autrement dit, et ce débat a été celui d'hier, notamment avec notre camarade Michel Rocard, meilleure au regard des considérations cyniquement électoralistes, cette courbe du chômage aurait été en fait plus mauvaise du point de vue social, donc en fait plus mauvaise du point de vue qui doit être le nôtre, celui d'un Parti Socialiste conquérant et qui affirme que la politique qu'il a menée au gouvernement est la bonne !
(Applaudissements et sifflets)

Pour gagner en 1986, il faut donc d'abord reconnaître les faits. Il faut ensuite relier ces deux phases de l'action gouvernementale sans les séparer de manière artificielle. Il faut, camarades qui me siffliez à l'instant, être solidaires de ce que nous avons fait tous ensemble, oui, tous ensemble, au gouvernement comme dans le Parti comme dans l'opinion depuis 1981. Il faut être solidaires de ce qu'a réalisé et réussi le gouvernement de Pierre Mauroy et de ce que réalise et réussit aujourd'hui le gouvernement de Laurent Fabius.
(Applaudissements)
Soyons fiers des appuis de la Gauche, soyons cohérents avec nous-mêmes. Regardons l'avenir ensemble pour vaincre la Droite, car il n'y a pas d'autre but à ce Congrès, il n'y a pas d'autre but à l'action des Socialistes que d'être unis, que de réaliser la synthèse pour aller de l'avant, vers l'avenir, pour vaincre la Droite et pour gagner en 1986.
(Applaudissements)

Le président - Je vais donner la parole à Jean Laborde pour cinq minutes, mais je voudrais d'abord demander au service d'ordre d'obtenir qu'il y ait un peu plus de silence au fond de la salle. Il est presque impossible de travailler en entendant autant de bruit dans la salle !
Les camarades qui veulent parler, qu'ils aillent le faire à l'extérieur de la salle du Congrès !
(Applaudissements)
Je demande que le service d'ordre veille à ce que les camarades dans la salle aillent s'asseoir et se tiennent tranquilles. On ne peut pas travailler dans des conditions pareilles.
Je donne la parole à Jean Laborde, ensuite à Yvette Roudy.

Jean Laborde

Chers camarades, la France a aujourd'hui les yeux fixés sur Toulouse. Jamais peut-être un Congrès Socialiste n'a été l'objet d'une observation aussi attentive.
C'est que jamais notre Parti n'avait été aussi longtemps soumis à la pratique du pouvoir.
La première question que nous devrions peut-être; nous poser aujourd'hui est donc de savoir quelle leçon nous devons en tirer. Après avoir été jugés sur des discours, nous le serons sur notre aptitude à mettre en concordance nos propos et nos actes.
La meilleure façon ici d'assumer les responsabilités qui nous incombent est de placer ce Congrès sous le signe de la vérité. Voilà ce que les militants qui nous ont mandatés, les sympathisants qui nous font confiance, les Français à qui nous portons espoir attendent en ce moment de nous.
Nous sommes un certain nombre, dans cette région comme ailleurs, à n'avoir cessé de poursuivre de façon obsédante cette quête de vérité, sans attendre que l'expérience confirme ou démente la crédibilité de nos projets, ce qui a pu faire dire que nous avions eu raison trop tôt. Mais peut-être une telle avance nous confère-t-elle aussi quelque droit à être écoutés.

Fondation Jean-Jaurès

Le changement qui semble avoir surpris chez d'autres n'est pas le résultat d'une mutation subite de leurs conceptions, mais celui d'une réflexion sur les objectifs et sur les moyens à la lumière des faits. Si des idées fortes et simples, des objectifs clairs, doivent guider notre marche vers l'amélioration du sort des hommes, ne perdons pas de vue non plus que les tendances qui inspirent le comportement de ces derniers sont parfois un peu subtiles, comme est souvent nuancé le sens qu'ils donnent à leur vie. Gardons-nous donc d'approches trop raccourcies des problèmes auxquels nous sommes confrontés.
Si nous pouvons garder une vision utopique du monde que nous voulons construire, il est parfois dangereux de mal apprécier la réalité de celui qui nous entoure.
Le raisonnement politique a sa faillibilité. Ne nous laissons pas abuser par la séduction des doctrines de la perfection des systèmes. C'est en se réclamant des théories Socialistes, ne l'oublions pas, que des régimes totalitaires ont commis les pires aberrations.
Méfions-nous donc de nos certitudes et acceptons avec modestie de reconnaître nos erreurs. Je suis sûr que nos concitoyens nous sauront gré de notre franchise s'ils sont convaincus de notre bonne foi.
Ceci dit, nous ne sommes pas ici pour l'exercice d'autocritique, et encore moins pour une polémique. Nous sommes venus pour débattre. Ne craignons donc pas les discussions qui ne peuvent que nous enrichir et nous aider à trouver les voies les plus efficaces pour parvenir au but que nous nous sommes fixé. Ne craignons pas de confronter nos points de vue lorsqu'ils diffèrent.
C'est sur le choix des moyens que peuvent porter nos désaccords, non sur la finalité de notre combat.
Evitons alors de neutraliser nos efforts et de maintenir entre nous des clivages sur des partis pris dépassés.
Camarades, ne serait-il pas dérisoire de gaspiller nos énergies sur des querelles sur le choix des armes à la veille d'un rude combat que nous devons mener tous ensemble ? Nous sommes d'abord Socialistes, et tous nous voulons progresser vers une société plus juste, plus solidaire, plus fraternelle.
Cet idéal commun qui nous rassemble, il faut avoir la volonté de l'atteindre. C'est cet idéal qui nous distingue fondamentalement de la Droite et qui interdit tout compromis dont la crainte semble avoir jeté le trouble dans quelques esprits.
La Droite a ses références qui ne sont pas les nôtres. Nous avons un modèle de société qui n'est pas le sien, car le progrès que nous voulons pour tous bouleverse ses privilèges.
Camarades, commençons par entretenir dans nos rangs les rapports chaleureux et confiants que nous revendiquons pour les autres. Les mois, les années qui viennent seront décisifs pour l'avenir de notre Parti. Un gouvernement Socialiste se trouve être l'objet d'attaques convergentes parce qu'il gère avec courage les affaires du pays dans une période difficile. Paradoxalement, alors qu'un peu partout s'accréditent nos thèses, se vérifient nos analyses, que des observateurs impartiaux approuvent nos solutions, nous sommes menacés d'un refus de

Fondation Jean-Jaurès

l'opinion trompée par une Droite qui enrage de voir se redresser ce pays auquel il y a cinq ans elle prédisait le chaos.
Songez, chers camarades, à ce qu'aurait été et ce que serait aujourd'hui l'état de la France si la Droite se trouvait encore au pouvoir. Souvenez-vous des pronostics de ses experts à la fin de son règne, souvenez-vous des courbes qui illustraient son déclin. Le pays se vidait de sa substance, la Droite liquidait notre patrimoine pour conserver une apparence de prospérité. Pendant ce temps, maintenus à l'écart des décisions, loin des responsabilités du pouvoir, nous nous trouvions contraints à une fonction revendicatrice qui a peut-être entretenu dans nos rangs des réflexes que certains ont du mal à faire évoluer.
Nous avions annoncé un plus juste partage des richesses, mais ces richesses, le pays ne les produisait plus. Nous supposions pouvoir remonter la pente et nous espérions récolter plus tôt les fruits que nous avions promis.
Voilà, camarades, ce qui est la vérité d'aujourd'hui, mais nous avons à nous préparer à celle de demain. Ne prenons pas de retard sur notre temps. Nous devons continuer à nous adapter à une mutation profonde et durable du monde. Si notre pays parvient à supporter mieux que d'autres les difficultés qui en découlent, il devra poursuivre ses efforts ; il lui faudra prendre appui hors de ses frontières et nous qui avons l'ambition de propager nos messages, nous qui avons une exigence de solidarité, nous devons nous ouvrir aux idées nouvelles lorsqu'elles répondent à notre conception du progrès.
N'adoptons pas dans les combats qui se préparent une stratégie d'assiégés et évitons tout repli dans un univers de complaisance qui nous éloignerait des réalités. Nous avons fait nos preuves. Forts de notre expérience, ayons confiance en nous-mêmes et ne redoutons pas les aléas. De nombreux Français attendent que nous leur rendions l'espoir qu'ils ont parfois perdu ; commençons par leur montrer le visage d'un parti ouvert, accueillant, fraternel, à l'image de la société que nous leur proposons, mais aussi celui d'un parti fort parce qu'uni. Ne décevons pas non plus ceux qui au loin livrent le même combat et prennent modèle sur nous. Nous portons plus que jamais une lourde responsabilité. Sachons la maîtriser.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Yvette Roudy pour dix minutes. Ensuite, André Billardon.

Yvette Roudy

(Applaudissements)
Mes chers camarades, nous voici donc une fois de plus réunis à la veille d'une échéance électorale importante et pour un rendez-vous aussi important avec l'opinion, je dirai un mot bref, mais je le dirai pour ce qui est à juste titre considéré comme l'enjeu majeur de ce Congrès. Je dirai simplement, mais cela a été dit excellemment avant moi, mais pourquoi ne pas le répéter : les Socialistes gagnent lorsqu'ils sont unis, mais ils perdent quand ils ne le sont pas. A nous de tirer la conclusion de cette pensée.

Collection Jean Jaurès

Mes chers camarades, pendant quatre ans, nous avons beaucoup travaillé. Je crois que nous avons bien travaillé. Nous avons fait, je crois, tout ce que nous pouvions faire, et je crois que nous pouvons être fiers de ce qui a été fait. Certes, il reste encore beaucoup à faire et il faut nous y préparer et c'est vrai que, pour cela, il faut nous adapter aux temps nouveaux ; il faut rassembler autour de nous le plus largement possible le plus grand nombre d'hommes et de femmes parmi ceux qui ont soutenu la candidature de François Mitterrand et nous devons faire tout cela en restant fidèles à nos valeurs de toujours.

S'adapter aux temps nouveaux, c'est tenir compte des changements, des changements scientifiques, techniques, sociaux et culturels survenus au cours de ces dernières années. On peut appeler cela la modernisation, si l'on veut.

Parmi ces changements - et nous y voilà - il y a ceux qui ont changé la vie des femmes… (applaudissements)… et ces changements ont créé des femmes d'un type nouveau, qui aspirent maintenant légitimement à participer de plus en plus aux responsabilités de ce pays, à tous les niveaux ; et c'est là, chers camarades, qu'il faut réfléchir deux fois parce que, pour l'heure, nous avons encore quelques progrès à faire.

Je veux parler, vous vous en doutez, d'une manière plus précise de la place faite aux femmes à l'heure actuelle sur les listes qui nous préparent aux élections législatives, une place qui est loin d'être honorable pour le Parti que nous sommes !

(Applaudissements)

Mes chers camarades, j'entends certains camarades qui me disent : mais n'est-il pas normal, dès lors qu'un grand nombre de députés ne vont pas retrouver leur siège aux prochaines législatives, qu'une proportion équivalente de femmes sortantes doive également tomber ?

Mais, je dirai : c'est avoir le jugement singulièrement rapide pour ne pas dire faux, et c'est aussi avoir la mémoire courte, c'est oublier tout simplement qu'aux dernières législatives, lorsqu'il y a eu ce que l'on appelait la vague rose, je n'ai pas vu monter proportionnellement un nombre équivalent d'hommes et de femmes dans cette Assemblée !

(Applaudissements)

Et, en fait, très peu de femmes sont arrivées aux dernières législatives à franchir cette course à obstacles qui était, avec le dernier scrutin, véritablement quelque chose d'impossible pour une femme à franchir.

Tenir ces raisonnements, mes chers camarades, c'est oublier aussi que ce scrutin ancien ne favorisait en rien, loin de là, les candidatures des femmes, et, bien au contraire, laissait entendre que parce qu'il y a, en quelque sorte, récession politique, s'agissant des places que nous espérons, les femmes devront se satisfaire d'une portion encore plus congrue. Mais, c'est exactement comme si, moi, j'avais dit il y a quatre ans : mes chères amies, nous sommes en période de crise économique, par conséquent les femmes ne doivent rien attendre !

Une telle attitude, mes chers camarades, c'est en fait exprimer un pessimisme et un défaitisme profond. C'est un manque de confiance en nous-mêmes et c'est aussi un manque de volonté politique.

Fondation Jean Jaurès

Je maintiens, pour ma part, que le scrutin à la proportionnelle permet, si on le veut, une représentation plus juste des femmes dans les assemblées. L'exemple de nos amis scandinaves est là pour le démontrer, elles qui sont passées de 8% en 1944, à 25, 30 et, tout récemment 42% dans les assemblées.
(Applaudissements)
Dans le même temps, je rappelle qu'entre 1944 et aujourd'hui, la France a régressé pour arriver maintenant avec 5,7% dans les assemblées. La France, mes chers camarades, est à cet égard la lanterne rouge de l'Europe. Bien entendu, changer cela, cela veut dire une énergie, et une volonté très fermes, mais cela veut dire que nous devons faire confiance à nos instances nationales, légitimement responsables du bon usage de cette proportionnelle, et la Commission nationale responsable de ces règles doit en établir qui assurent une application correcte du principe qui n'élimine pas cette minorité que nous sommes, nous, les femmes dans le Parti, la seule minorité à ne pas bénéficier d'un système de respect !
(Applaudissements)
Ce système, ces règles de respect des minorités dans le Parti, c'est la fierté de notre Parti ; ce sont nos "tendances", avec bien entendu quelques effets pervers ici et là, mais, globalement, nous avons quelque chose dont nous pouvons être fiers et qui nous enrichit : c'est ce même principe qui vaut, en l'adaptant à la place et à la représentativité des femmes. Sans quoi, nous allons non seulement vers un vrai désastre pour les femmes, mais vers une véritable honte pour notre Parti !
(Applaudissements)
Livrer la proportionnelle aux départements sans règles du jeu, c'est être assuré que les femmes seront les premières à passer par dessus bord, car, mes chers camarades, au moment où je vous parle, ce que je sais de ce qui se passe, cela me ramène dix ans en arrière et j'ai le sentiment que l'on a oublié le Congrès de Nantes où a été décidée l'application du quota, la création d'un Secrétariat national doté de moyens, la Convention sur les droits des femmes. Tout se passe comme si nous étions revenus au temps où j'entendais dire : elles n'ont qu'à faire leurs preuves, elles n'ont qu'à s'imposer, elles n'ont qu'à venir, bref, un langage, permettez-moi de vous le dire, qui est très précisément celui que j'ai entendu tenir la semaine dernière sur ce sujet par M. Chirac !
Je crois que nous devons nous méfier - cela ne vous plait pas parce que c'est vrai - de ce langage, celui du libéralisme sauvage, celui de la loi de la jungle où le plus fort dévore le plus faible.
Je dis des choses qui ne sont pas populaires, mais je ne suis pas là pour être populaire, je suis là pour dire des choses qui doivent être dites.
(Applaudissements)
Je vais dire encore une chose qui ne va pas me rendre populaire et qu'on n'a pas l'habitude de dévoiler non plus : je vous dirai, chers camarades, que celles d'entre nous qui osent s'élever et qui ont décidé de se battre, se sont exposées à des pratiques d'intimidation et de chantage et de vindicte, dont je pourrai vous donner des exemples si vous le souhaitez... (applaudissements)... Je peux vous

Fondation Jean-Jaurès

donner des exemples et des noms...
(Brouhaha)

Dans la salle - Des noms !.. Des noms !

Yvette Roudy - Vous êtes merveilleux, c'est exactement ce que je voulais !.. Ne me demandez pas de vous citer un article qui a paru dans "Le Monde" qui a été signé et dont on connaît l'inspirateur, article qui a déshonoré à la fois l'inspirateur et le signataire !.. Je ne vous le dirai pas.
Mais, en même temps, chers camarades, ces pratiques qui veulent nous intimider, permettez-moi de vous dire que, moi, cela me met plutôt en forme, et nous sommes un certain nombre à puiser des forces à chaque fois que nous sommes l'objet de ce type d'agressions, parce que cela nous confirme que nous avons raison, que nous avons la dignité pour nous, et que, ce faisant, ce n'est pas simplement notre propre dignité que nous défendons, la dignité des femmes du Parti, mais c'est aussi la dignité du Parti lui-même et votre dignité !
(Applaudissements)
Mes chers camarades, notre protestation se situe en fait dans le droit fil de toute démarche Socialiste. C'est pour cela que nous sommes extrêmement à l'aise en cela. Souvenons-nous que depuis quinze ans, nous n'avons cessé d'avancer. Il y a eu ce fameux quota dont on dit les pires choses, qui a quelques effets pervers, je veux bien l'admettre, mais qui représente un acquis et qui fait que nous avons maintenant dans les instances du Parti 20% de femmes.
Depuis la Convention sur les droits des femmes, il y a le fait, et non des moindres, que nous avons enregistré une avancée historique : le féminisme et ses valeurs est maintenant reconnu non plus comme un avatar de la bourgeoisie, comme le craignait Proudhon, mais comme une composante du Socialisme.
Et puis, il y a eu les 30% aux élections européennes, fruit d'un rude combat en 1979. Ces 30%, Lionel Jospin a veillé à ce qu'ils soient respectés cinq ans plus tard, et ce fût aussi une bataille.
Ainsi, il y a eu l'avancée aux municipales où les femmes Socialistes ont vu leur nombre multiplié par trois, sans compter le travail du gouvernement et du groupe Socialiste dont je ne vais pas faire la liste : remboursement de l'IVG, campagne sur la contraception, statut des conjoints d'artisans et de commerçants, amélioration du recouvrement des pensions alimentaires impayées, égalité des épouses dans les régimes matrimoniaux, avec Robert Badinter, mesures d'égalité dans le dispositif public de formation avec Michel Delebarre, choix sur l'égalité professionnelle, etc. tout cela est encore mal connu, mais a été accordé.
Mes chers camarades, et j'en ai terminé, si les Françaises ont voté pour la première fois en 1981 majoritairement pour François Mitterrand, pour notre candidat Socialiste, c'est parce que nous avions annoncé ces mesures et c'est parce que nous avions montré, par des actes concrets notre exemple, c'est parce que nous avions fait la preuve que nous étions de ceux qui font ce qu'ils disent.
Notre Parti, aujourd'hui, ne doit pas reculer frileusement sur ce front. Il faut

Fondation Jean Jaurès

avancer. Il en va de notre mobilisation et de notre succès. Si nous voulons que les femmes, toutes ensembles, nous soutiennent dans cette campagne, il faut leur donner des raisons d'être enthousiastes, et pour l'instant, ces raisons, elles ne les ont pas.
(Applaudissements)
C'est pourquoi ce matin nous avons déposé à quelques-unes une résolution à la tribune, sous une forme dont je m'excuse encore auprès de Jean-Paul Bachy, mais nous avons voulu le faire d'une manière significative.
Que contenait la résolution que nous avons déposé ce matin ?
Trois choses.
Le rappel qu'il est indispensable de respecter strictement la présence de 20% de femmes sur les listes de candidats aux législatives et aux régionales, régulièrement répartis. Faute de quoi, condition indispensable de la ratification des listes à la Convention du 10 novembre.
Deuxièmement, nous demandons que, dans tout département où 3 sièges et plus sont sûrs, législatifs et régionaux confondus, et où la règle des 20% régulièrement répartis n'assure pas l'élection d'une femme, un siège doit être réservé à une femme.
(Applaudissements)
Troisièmement, que les femmes députés sortantes et qui sont peu nombreuses, croyez-moi, même pas 5% puisque nous n'avons pas, nous les femmes, bénéficié de cette vague rose, comme je le disais tout à l'heure, que les femmes députés sortantes figurent en position d'être élues soit sur une liste législative, soit sur une liste régionale.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, c'est là un minimum. Si nous voulons gagner, si nous voulons mobiliser, souvenons-nous. 1981 s'est fait parce que les femmes nous ont soutenus pour la première fois majoritairement. Au moment où je vous parle, nous n'avons plus ce soutien massif. Croyez-moi, chers camarades, il n'y aura pas de victoire sans elles.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, l'amitié que nous portons à Yvette et l'importance du problème qu'elle soulevait ont fait que nous l'avons autorisée à dépasser de sept minutes son temps de parole.
(Applaudissements)
Je supplie les camarades suivants d'être un peu plus disciplinés, sans quoi nous n'arriverons pas au bout de nos travaux.
Ensuite, nous devons entendre André Billardon, puis Jean-Pierre Chevènement, l'un pour quinze minutes, le second pour trente minutes. André, tu as la parole.

André Billardon

Mes chers camarades, quand le président du groupe Socialiste de l'Assemblée Nationale monte à la tribune du Congrès de son Parti, il se doit de tracer un rapide bilan de l'activité du groupe au cours des deux dernières années. Je ne

Fondation Jean Jaurès

manquerai pas à la tradition et dans un second temps de mon propos, j'irai un peu au-delà pour évoquer l'avenir.
Il y a deux ans, à Bourg, Pierre Joxe pouvait citer l'essentiel des grandes réformes mises en œuvre dès le début de la législature. Depuis, ce travail a été complété, consolidé par le vote de nouveaux textes. Je ne les énumérerai pas aujourd'hui, mais à l'ouverture de la dernière session de cette législature, le temps des bilans est arrivé, et c'est sans complaisance mais sans culpabilité qu'il faut juger l'œuvre accomplie pendant près de cinq ans par nos trois cents députés Socialistes et apparentés.
Ont-ils bien travaillé ? Ont-ils surtout préparé la France du 21ème siècle ? La période 81/86 restera gravée dans les esprits, non seulement parce que le Parti Socialiste à lui seul eut la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale, mais aussi pour la qualité et la quantité du travail législatif accompli.
Notre bilan, c'est l'image à un moment donné d'une situation. Il n'est pas une coupure, encore moins une fin. Il doit se lire en perspective. Notre bilan est celui d'une étape. Insensiblement, notre environnement quotidien se transforme par le travail législatif réalisé depuis 1981. Rien que pour la décentralisation, plus de vingt lois et cent, décrets ont été nécessaires afin que la volonté politique s'inscrive dans les textes.
Entre le vote des textes et la transformation profonde de la société qu'ils induisent, il faut du temps, parfois beaucoup et trop de temps. Bien souvent, l'œuvre législative fait sentir ses effets seulement à la longue. En outre, il est nécessaire que cette œuvre soit de qualité, c'est-à-dire que vos députés aient été à la hauteur de leur tâche.
Mes camarades, vos députés ont été à la hauteur de leur tâche. Pour cela, ils disposaient d'une charte : les cent dix propositions du candidat François Mitterrand, des principes et de la ligne politique de notre Parti, solidarité, justice, liberté, ont été les fondements des réformes entreprises depuis 1981 auxquelles il faut ajouter, au fil de l'expérience acquise, l'efficacité une efficacité sociale où l'intérêt des individus rejoint celui de la collectivité.
Cela a permis au groupe d'avoir un rôle décisif en soutenant le Président de la République, les Premiers Ministres successifs, Pierre Mauroy et Laurent Fabius, leurs gouvernements, parce que la politique qu'ils ont menée est une politique juste, mais aussi en prenant des initiatives, en complétant ou en infléchissant les projets du gouvernement pour mieux traduire les orientations du Parti.
Justice fiscale avec la taxe d'habitation, dont la tranche supérieure à 1000 F subit un abattement lorsque les contribuables ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu.
Réforme de la société avec la limitation du cumul emploi-retraite, ou l'atténuation des injustices liées aux pratiques des ordres professionnels.
Formation avec l'adjonction de 1700 postes supplémentaires au budget 1986 de l'Education nationale.
Quatre exemples récents parmi d'autres, qui sont les fruits de notre travail et de notre persévérance.
Mais tirer le bilan du travail du groupe Socialiste, c'est aussi tirer le bilan de nos

institutions et de la place qui est impartie par la Constitution à un parti majoritaire qui a la volonté et la vocation d'être autre chose qu'un "parti godillot".
La prépondérance de l'exécutif, l'omnipotence du Conseil Constitutionnel, ont parfois rendu plus difficile la traduction de notre exigence, d'être aussi une force de proposition,
Pourtant, le groupe Socialiste a strictement appliqué la politique voulue par le Parti. Il a souvent débattu, il a toujours été un lieu de rencontre, un poids moyen et d'équilibre entre l'exécutif soumis à de dures réalités et la volonté de changement du Parti. Le groupe n'a jamais été un lieu d'affrontement.
Et je suis, mes camarades, d'autant plus à l'aise pour dire au Congrès que le sort qui est fait aux députés à l'occasion de la composition de nos listes, en particulier régionales, ne doit pas constituer un désaveu de l'action qu'ils ont conduite depuis quatre ans.
Actif et solidaire, le groupe l'a été.
Actif, solidaire et offensif, il doit être dans une campagne électorale qui nécessitera les forces de chaque Socialiste.
Actif et solidaire, il le sera à l'égard du Président de la République, pendant toute la durée de son mandat. Pour les deux ans à venir, une seule question se pose aujourd'hui comment poursuivre et parfaire notre action ?
La Gauche française est aujourd'hui à une période charnière de son histoire. En 1981, majoritaire grâce à la stratégie que nous avons développée depuis le Congrès d'Epinay, unitaire car notre force et notre détermination y avaient contraint le Parti Communiste, nous avons créé les conditions d'une situation nouvelle. Aujourd'hui, le Parti Communiste est retourné dans l'isolement dont il s'était extrait et une partie de nos électorat, dans les diverses consultations, boudé les urnes pour attirer notre attention.
Ce sont ces faits bruts, voire même brutaux, combinés avec la certitude que nous n'avons pas perdu le potentiel dont nous dispositions en 1981, qui doivent nous aider à déterminer la stratégie du Parti Socialiste pour l'avenir.
Pour continuer notre action, nous avons besoin d'un parti fort, susceptible de rassembler la Gauche et le peuple de gauche tout entier. Nous sommes, mes camarades, un parti à vocation majoritaire, car nous représentons et nous défendons, à l'inverse des partis de droite, une grande majorité, des Français et les catégories socioprofessionnelles auxquelles ils appartiennent.
Un Parti Socialiste fort, c'est un parti capable de rassembler tous les Français qui nous suivent déjà, ceux qui nous ont suivis et qui se sont arrêtés sur le bord du chemin sans changer de voie, de rassembler les déçus de Georges Marchais, et ceux qui ne veulent pas du retour de la Droite. Notre objectif doit être de rassembler tous ceux qui en 1981 nous avaient investis.
Mes camarades, refuser cette tâche serait admettre qu'ils se sont trompés ou ont été trompés. Mais attention ! Il ne s'agit pas de rassembler pour rassembler, ni de gouverner pour gouverner. Il faut rassembler pour gagner sur nos idées et gouverner pour gouverner selon nos principes. Dans un Parti Socialiste fort, la dominante majoritaire doit être celle de la défense des valeurs qui sont les nôtres

Fondation Jean-Jaurès

et j'ai, mes camarades, quelque inquiétude lorsque l'on évoque ici les seules conditions minimales de préservation de notre identité.
Il est clair qu'un grand Parti Socialiste rassemblant la majorité de la Gauche doit être un parti de débat et ne saurait survivre à une unité de façade ou à une tactique de l'unité.
La confrontation des idées doit être permanente jusqu'à, s'il le faut, l'existence d'une majorité et d'une ou des minorités. Dans nos références, dans notre conception du Parti, leur existence - celle d'une majorité et des minorités - n'est pas un obstacle, mais au contraire, la manifestation de la démocratie, vecteur indispensable de notre unité.
Cette stratégie pour l'avenir induit-elle que le Congrès, aujourd'hui, ne doit pas déboucher sur une synthèse ? Non, non, bien entendu, car si nous sommes un grand Parti, nous ne sommes pas encore totalement le Parti fort et rassembleur qui se dessine. Ensuite, le Congrès de Toulouse n'est pas n'importe quel Congrès car l'unité de notre Parti est aussi déterminante, pour 1986, que l'était en 1981 notre volonté d'union de la Gauche.
Ne cédons pas aux pressions médiatiques, aux tentatives de la Droite de transformer en division ce qui est débat entre nous. Nous ne sommes pas là pour débattre seulement de ce qui peut nous diviser, mais pour analyser ce qui nous a unis depuis 1981, c'est-à-dire la gestion commune du Parti, du groupe parlementaire, notre soutien à la politique du gouvernement, pour confronter et élaborer les moyens de poursuivre dans l'avenir l'œuvre entreprise depuis cinq ans.
Si un parti qui débat en toute circonstance apporte une preuve de santé, de dynamisme, un parti qui se divise face à une échéance majeure ne crée pas l'espoir. Si, dimanche, nous sortons d'accord pour construire un grand Parti Socialiste rassembleur, la première étape de cette construction doit être de présenter à toute la Gauche un parti qui débat, qui veut gagner et qui se dispose dans cet objectif.
Mes camarades, pour conclure, je voudrais dire ce qui ne doit pas être dans notre texte de Congrès. Nous devons refuser de faire le complexe libéral en cédant à une mode : la Droite a conduit une offensive idéologique. Heureusement, nos actes n'ont pas été aussi étranges que certains de nos discours, car si libéral c'est être favorable au développement des libertés individuelles, alors le temps des libéraux s'est ouvert en 1981. Mais si, être libéral, c'est proposer aux Français les modèles économiques de la Grande-Bretagne thatchérienne ou de l'Amérique reaganienne, l'augmentation du chômage et de la pauvreté, les nuits de violence raciale et la répression antisyndicale, alors, dans ce cas-là nous ne sommes pas des libéraux.
(Applaudissements)
Les mutations sociales, économiques et technologiques que nous vivons sont - elles, de nature à remettre en cause notre choix en faveur de la solidarité, de la justice sociale ou de l'accroissement de la démocratie ? Non, bien sûr. La même Droite qui, il y a 5 ans, a fait preuve de son incapacité à proposer quelques solutions à la crise, aurait aujourd'hui découvert le remède miracle : libéralisme

Fondation Jean Jaurès

économique en dénationalisant, libéralisme social en réduisant les couvertures sociales, libéralisme du travail en s'attaquant aux droits des travailleurs. Ceux qui dénoncent la"ringardisation" des valeurs Socialistes, ceux-là sont les vrais archaïques.
La France de demain, qu'ils aspirent à nous préparer, c'est déjà celle d'avant hier. Il faut, mes camarades, sans hésitation et sans cesse, dénoncer la réalité de la politique qui se cache derrière le libéralisme prôné par la Droite. Il faudra le faire sans concession pour aucun de ces thèmes. Soyons pour cela le Parti de toute la Gauche, le Parti du Socialisme moderne, le Parti Socialiste qui gagne.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie vivement André Billardon qui a gagné deux minutes sur son temps de parole.
(Applaudissements)
Permettez-moi, chers camarades, avant de donner la parole à l'orateur suivant, Jean Pierre Chevènement, de saluer la présence parmi nous de nos amis Emile Zuccarelli et Henri Delassus qui représentant officiellement, parmi nous, le Mouvement des Radicaux de Gauche.
(Applaudissements)
Je suis heureux de les accueillir au nom de tous.
(Applaudissements)
Et je donne la parole à Jean Pierre Chevènement, pour trente minutes.
(Vifs applaudissements)

Jean Pierre Chevènement

Chers camarades, pour entraîner et pour rassembler les Français, il faut, mais il ne suffit pas, que les Socialistes soient unis au sortir de ce Congrès et dans la campagne électorale. Sans doute, ce serait déjà bien, mais il faut plus. Il faut que nous sentions la victoire, que nous comprenions ce que la victoire veut dire, que nous nous sentions porteurs d'un projet à la hauteur des défis historiques qui nous sont jetés. Alors, seulement, nous pourrons galvaniser autour de nous.
Qu'est-ce, en effet, que la victoire ? Tout d'abord, et si vous permettez ce préliminaire, je crois qu'il ne faut pas se tromper sur la période qui est devant nous. Au Congrès de Bourg en Bresse, une période s'achevait. C'était celle née à Epinay de l'union de la Gauche. Cette période est close. La Gauche est venue au pouvoir en 1981, le Parti Socialiste s'est affirmé comme un parti de gouvernement, il a réalisé, dans un contexte difficile, d'importantes réformes.
Le Parti Communiste, quant à lui, a choisi de quitter le gouvernement en 1984 et il joint aujourd'hui sa voix à celle de la Droite. Ne nous y trompons pas, l'union de la Gauche, telle que nous l'avions conçue dans les années 60, telle que nous l'avons façonnée, est derrière nous. Même si nous entendons toujours rassembler les forces populaires par priorité, nous ne la reverrons plus et cela pour plusieurs raisons.
La première est que le Parti Communiste n'en veut plus.
Il a d'ailleurs perdu par sa politique inconséquente de 1977 à 1984, la moitié de

Fondation Jean-Jaurès

son électorat. Son appoint, même utile, ne suffirait sans doute plus à nous donner la majorité. Enfin, l'adoption du scrutin proportionnel, au mois de juin dernier, n'a fait que sanctionner cette réalité politique largement avérée : la fin de l'union de la Gauche, modèle 1972.

Beaucoup d'entre nous regrettent cette situation qu'ils ont tout fait pour éviter. Nous aurions préféré le maintien de l'union de la Gauche au gouvernement, mais il faut se rendre aujourd'hui à l'évidence. Une page a été tournée et si je puis citer Héraclite : "on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve". Regardons donc vers l'avenir, car nous devons trouver une dynamique qui se substitue à l'union de la Gauche, dynamique qu'a portée le Parti d'Epinay jusqu'en 1981.

C'est une période nouvelle, camarades, qui commence et le Congrès de Toulouse est pour les Socialistes l'occasion d'en mieux cerner les contours.

Je suis frappé, franchement, de voir que nous abordons trop souvent cette période, comme à reculons, avec un bandeau sur les yeux, plutôt que d'en saisir toutes les virtualités qui, pourtant, sont grandes.

Alors, j'en viens à la question que je posais tout à l'heure : qu'est-ce que la victoire ? Michel Rocard, hier, répondait : "C'est d'empêcher les autres d'avoir à eux seuls la majorité". Cette définition ne me satisfait pas entièrement, parce qu'elle est quand même un peu courte. Et par conséquent, je vous proposerai de l'enrichir. Qu'est-ce que gagner ? Quelles perspectives réelles, en tant que Parti Socialiste, nous nous donnons ?

Eh bien, voilà, chers camarades, la définition que je propose pour caractériser ce que nous n'aurons pas honte d'appeler la victoire.

Gagner, c'est bâtir, pour les 20 ans qui viennent, la force politique dominante de la vie politique française. Gagner, c'est hisser le Parti Socialiste au rang de force politique centrale et potentiellement hégémonique dans la société française.

Camarades, c'est possible, à deux conditions que je dirai tout à l'heure. D'abord, c'est possible de gagner ; les élections législatives de mars 1986 ne sont qu'une bataille, chers camarades, et cette bataille ne réglera pas le sort de la guerre. Bien sûr, de la manière dont celle-ci sera engagée, la suite dépendra, dans une certaine mesure, et il faudra mieux avoir 220 députés Socialistes que 160 dans la prochaine Assemblée. Mais n'oublions jamais que le Président de la République conservera, de part la constitution, d'immenses pouvoirs. Il choisit le Premier Ministre, ce n'est pas rien. Il peut dissoudre l'Assemblée Nationale, organiser un référendum ou remettre en jeu son mandat, s'il le veut. Bref, il maîtrise le calendrier des deux ans qui suivent. C'est une force.

Le Parti Socialiste, s'il était provisoirement rejeté dans l'opposition, hypothèse que je ne fais généralement jamais car je considère que la bataille peut être gagnée, mais dans cette hypothèse-là, saurait se mobiliser pour défendre la Constitution si elle était menacée par ceux-là même qui, jadis, la portèrent sur les fonts baptismaux.

Le Président de la République, François Mitterrand, doit pouvoir accomplir son mandat, conformément à la Constitution.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Donc, 1986 n'est qu'un début. Mais ensuite, camarades, quoiqu'il arrive, le Parti Socialiste doit prendre conscience, à la veille de cette période, qu'il a un immense potentiel de voix. De récentes études d'opinion construites par Jean Steusel (?) qui, en la matière, est une référence, ont montré que, comme le disait tout à l'heure Laurent Fabius, le plus grand Parti de France est, à l'heure actuelle, le Parti des indécis : 33% des électeurs ne savent pas encore aujourd'hui pour qui ils vont voter en mars 1986. 57% des Français n'excluent pas de voter Socialiste un jour.
Chers camarades, il y a là des réserves, et par intuition nous savons qu'à l'heure du choix, beaucoup de Français, et d'abord dans cette partie de l'électorat de gauche qui s'est réfugiée dans l'abstention depuis 1982, ne voudront pas remettre en selle Monsieur Giscard d'Estaing et Monsieur Poniatowski, Monsieur Barre et Monsieur Lecanuet, Monsieur Chirac et Monsieur Pasqua, Monsieur Médecin et Monsieur Chinaud.
L'opinion publique est mobile, aussi bien les sondages ne préfigurent pas plus les résultats de l'élection 1986 que celle-ci n'annonce les résultats de l'élection présidentielle de 1988.
Et puis, où sont passés les 10% d'électeurs qui votaient Communistes ? Beaucoup, j'en suis sûr, répondront présents surtout si le Parti Socialiste sait s'affirmer toujours plus, comme le grand Parti du monde du travail, héritier de toute la Gauche, ouvert à toutes ces sensibilités… (applaudissements)... car porteur, à lui seul, et indissociablement de l'avenir de la France, et de l'avenir de la démocratie.
Chers camarades, voilà le défi à relever. Il dépend de nous d'y parvenir, ou non, serons-nous assez audacieux, capables de trouver le chemin aux yeux des Français, alors que le Parti d'Epinay - je répète - s'est développé avec la dynamique de l'union de la Gauche, saurons-nous désormais trouver le cap, définir un projet entraînant, et rassembler autour de nous une majorité de Français?
J'en viendrai tout à l'heure à cette question décisive, et je crois que nous pouvons y répondre affirmativement à certaines conditions.
Pour en rester à la période qui vient, 1986-1988, je ne voudrais pas négliger parmi nos atouts les faiblesses et les divisions de la Droite. La Droite n'a pas pris la mesure des problèmes qui se posent à la France. Si l'on en juge par ses programmes souvent incohérents, elle veut par exemple équilibrer le budget, réduire les impôts, comme M. Barre, ou bien ajouter des dépenses, le salaire maternel, ou en retranchant des recettes comme M. Chirac, si on en juge d'après ces programmes incohérents, contradictoires, quoi de commun entre l'opportunisme madré de Raymond Barre et le dogmatisme libéral échevelé des néophytes RPR, jadis thuriféraires de l'ardente obligation du plan. Les uns croient aux vertus de la diète, et les autres rêvent de la potion magique.
Comment ces gens là feraient -ils pour gouverner ensemble ? D'ailleurs, en ont-ils même l'intention? M. Barre, quand il dit refuser la cohabitation, indique seulement qu'il ne voterait pas la confiance à M. Chirac, si d'aventure M. Chirac devenait Premier Ministre. Ce n'est pas un problème pour nous, c'est un

problème pour eux.
Or, ces rivalités ne peuvent que s'exacerber dans les deux ans qui viennent et entre nous, nous souhaitons bien du plaisir à l'ancien Président, et à ses deux anciens Premier Ministres dans leur numéro déjà désormais bien rodé, celui du trio infernal !
(Applaudissements)
Il y a vraiment quelque chose de comique à les voir sur une tribune, comme ils s'aiment... Il y a quelque chose de comique à entendre tous les matins M. Giscard D'Estaing annoncer l'union de l'opposition et la réconciliation sous son aile de son premier Premier Ministre, Jacques Chirac, qui devait, rappelez-vous en, surprendre la France, en 1974, qui en définitive a surtout surpris M. Giscard d'Estaing deux ans plus tard !
(Applaudissements)
Et puis de l'autre côté, le Joffre de l'économie de 1977, qui fut quatre ans après le Weygand de M. Giscard d'Estaing en politique.
(Applaudissements)
Franchement, il n'y a pas de raison que la Droite retrouve la confiance des Français, alors qu'elle a démontré son incapacité à tracer un chemin pour la France de 1974 à 1981.
Cette incapacité a des causes profondes, permanentes, elle s'étalerait à nouveau si la Droite d'aventure revenait aux affaires. Et quel contraste, quand on fait le parallèle entre la politique courageuse de modernisation menée aujourd'hui par le gouvernement de Laurent Fabius et la politique de gadgets et de laisser-aller qui prévalait du temps de M. Giscard d'Estaing, comparons nos politiques en matière de recherche, en matière d'investissements productifs, en matière de formation, en matière de lutte contre l'inflation, en matière de sécurité, en matière de culture, chers camarades, je ne développe pas, mais comparer, vous le savez, c'est juger.
Donc, cette période de 1986-1988, elle a des virtualités, c'est cela camarades que nous devons comprendre, à condition de nous souvenir que l'élément décisif sera le Parti, la bataille en effet est loin d'être perdue d'avance, si nous avons confiance en nous, nous devons nous fixer comme objectif de dépasser la barre des 30%, c'est à notre portée et cela ferait plus de 200 députés.
Non seulement il n'est pas sûr que la Droite dans l'état où elle est, pourrait censurer un gouvernement minoritaire, mais chacun le pressent, nous sommes engagés dans une guerre de mouvements, il ne faudrait pas confondre d'avance le cliché qui apparaîtra, au soir du 16 mars,1986, avec le film des événements qui suivront. L'élection présidentielle de 1988 sera l'échéance décisive, quel que soit celui des nôtres qui sera candidat, le Parti devra pouvoir être uni derrière lui, car la force du candidat, quel qu'il soit, sera la force du Parti, cela fixe à chacun de ceux qui y prétendent la conduite à tenir.
(Applaudissements)
Notre Parti en effet n'est pas un parti démocrate à l'américaine, à la merci de toutes les pressions, de toutes les manipulations, il est le Parti Socialiste, héritier d'une longue histoire, qui nous vient de la grande révolution, héritier à la fois de

Fondation Jean-Jaurès

la République, et du mouvement ouvrier français, sa vocation est d'être ce que Jaurès a voulu qu'il soit, le monde du travail dans les institutions de la République un parti de militants enraciné dans le peuple qui entend aussi rester maître de ses analyses et de sa stratégie, et nous ne gagnerons les prochaines batailles, chers camarades, que si dans les institutions de la 5ème République, avec toutes les contraintes que nous connaissons, nous savons préserver et faire grandir le Parti Socialiste. Car il est le cours de la démocratie et de la justice sociale dans notre pays. Et nous ne pouvons pas abandonner le peuple de gauche, quoi qu'il arrive le Parti Socialiste devra rester un parti de gouvernement, la France et la démocratie auront besoin dans les années qui viennent d'un grand Parti républicain, progressiste, populaire, c'est cela, chers camarades, qu'il faut faire, à travers la succession des batailles qui s'annoncent à l'horizon.

Bref, nous ne sommes à la merci d'aucune échéance, car nous portons un projet qui les dépasse toutes, soyons-en convaincus, c'est ainsi que nous gagnerons.

J'en viens donc aux conditions qui nous permettront de gagner, elles sont au nombre de deux, tout d'abord il faut un Parti Socialiste uni, ensuite il faut qu'il soit rassemblé sur un projet à la mesure de la crise. Le Parti doit être uni, maintenant, et en 1988.

Maintenant, bien sûr le Congrès de Toulouse, doit s'achever par une synthèse, les Socialistes psychologiquement l'attendent, l'opinion ne comprendrait pas le contraire, à cinq mois d'une échéance décisive. Certes, cette synthèse doit se faire dans la clarté, mais franchement beaucoup de clivages entre nous ont vieilli parce que le temps a coulé.

(Applaudissements)

Dès lors qu'il n'y a pas de volonté de blesser ou d'humilier de la part de la majorité, cette synthèse est possible, car aucune des questions au débat n'est à mon avis, je le dis très franchement, ni actuelle, ni réelle, et pour chacune d'entre elles, nous devrons trouver dans les années qui viennent des synthèses positives, franchement le débat rétrospectif à cinq mois de l'échéance est inactuel, si nous devons voir ce débat, nous n'aurons certes pas la même lecture de la période écoulée.

Notre principale erreur selon moi n'a pas été la relance en 1981, mais l'incapacité que nous avons eue de nous imposer d'emblée comme un parti de gouvernement, la propension trop répandue de certains des nôtres à nous à s'excuser d'avoir pris le pouvoir.

(Applaudissements)

Bref, une timidité qui est l'image renversée de l'arrogance de la Droite, quand elle refuse l'alternance à la Gauche, sans doute cette timidité s'explique-t-elle par l'absence d'expérience, puis elle s'est corrigée peu à peu.

Aujourd'hui, le Parti Socialiste s'est affirmé comme un parti de gouvernement, capable de hiérarchiser ses priorités, de faire des choix, débarrassé de la plupart des stigmates d'une culture d'opposition. Oui, nous avons changé, puisque nous sommes passés d'une culture d'opposition à une culture de gouvernement, mais nous n'avons pas tourné le dos à nos engagements fondamentaux, nous sommes

restés fidèles aux valeurs de notre projet.
Alors plutôt que d'ouvrir le débat sur la période écoulée, sachons, camarades, surseoir autant qu'il faut, et faisons passer l'affirmation de la solidarité avant les différences qui ne nous ont pas empêchés d'ailleurs d'être ensembles au gouvernement.
(Applaudissements)
Le regard de l'historien aussi bien nous rapprochera plus sûrement que les joutes de Congrès, le débat idéologique - je ne dis pas que l'identité des Socialistes ne mérite pas que l'on y réfléchisse - mais le débat idéologique est tout aussi inactuel, nous avons assez d'estime les uns pour les autres pour ne pas occulter nos débats. Quand j'entends Michel Rocard dire que le Socialisme est de l'ordre de l'irrationnel, je ne me sens pas d'accord, parce que pour moi c'est le contraire, c'est peut-être ce qu'il voulait dire quand il parlait des deux cultures, pour moi la liberté c'est rationnel, la science d'ailleurs ne s'épanouit jamais sans la liberté, l'égalité est le produit de 1500 ans de civilisation, on s'aperçoit que cela tient la route, les progrès de la génétique moderne montrent que le racisme, au contraire, n'est que l'héritage de préjugés barbares, et puis, qu'est-ce que c'est que la fraternité ?
(Applaudissements)
Qu'est-ce que la fraternité sinon la conscience de la condition humaine, alors où est l'irrationnel dans tout cela ?
Que dire de là laïcité, sinon qu'elle est l'esprit même de la recherche ?
(Applaudissements)
Le refus de tout dogme, l'ouverture est la plus grande à toutes les remises en cause, au service de l'exigence supérieure de la vérité, mais franchement nous avons bien le temps de toutes ces joutes philosophiques, et j'invite Michel Rocard à venir prendre un verre chez moi, cela se réglera de manière...
(Applaudissements)
Remarquez, chers camarades, qu'il n'est pas de mon propos de vous priver d'un débat philosophique, mais j'ai cru entendre hier Lionel Jospin, n'écartait pas l'idée de revenir sur la déclaration de principe. Voilà qui serait une joute historique !
Mais nous pouvons attendre quelques mois. C'est tout ce que je voulais dire. On ne va pas guerroyer sur le plan et sur le marché, j'observe, chers camarades du courant 2, que vous entendez tout à la fois faire reconnaître par le Parti que le marché est une des voies de la liberté, formulation qui est celle de l'un de vos amendements, que je ne ferai peut-être pas mienne, et déplorer par ailleurs que la planification soit tombée en déshérence. Eh bien, soyons assez sages pour reconnaître que nous sommes dans une société d'économie mixte, comme l'avait dit le Président de la République, ouverte sur le marché mondial, mais où la planification est à réinventer.
(Applaudissements)
Le problème de la social-démocratie, on l'a dit avant moi, évitons de prendre encore un train de retard, en confondant 1985 avec 1959.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Réfléchissons plutôt à l'évolution du monde du travail, qui change tant, à la mesure de cette prodigieuse injection d'intelligence dans la production, en quoi se résume la révolution technologique moderne. Faisons du Parti Socialiste le grand Parti républicain, de notre temps, capable d'assumer pleinement, l'intérêt général de la France en cette fin de siècle. Car c'est plus que jamais autour de ceux qui créent la richesse, les travailleurs, les producteurs, les créateurs, que peut se faire le rassemblement de la France et non pas autour des rentiers, ou des commissionnaires.
(Applaudissements)
Les capitaux peuvent déménager facilement, les travailleurs, non !
(Applaudissements)
C'est pour cela que la France a besoin d'un grand Parti Socialiste.
Irréel, enfin, le problème apparemment au cœur des débats d'hier, celui des alliances.
Chers camarades, l'avouerai-je - quelquefois, il faut du courage pour l'avouer : je ne comprends pas !
Aucun parti de droite ne veut s'allier avec nous ! A quoi bon fixer des conditions ? Nous n'avons pas de soupirant !
(Très vifs applaudissements)
Pourquoi donc chercher à protéger une vertu que personne ne menace ?
(Rires)
Ce qui compte, ce sont nos propositions, c'est notre dynamique, c'est notre capacité d'attraction.
(Applaudissements)
D'ailleurs, le débat est si irréel que j'entendais Lionel émettre la crainte que Michel ne veuille fonder un petit parti de centre gauche, tandis que Michel jurait ses grands dieux qu'il refuserait tout chèque en blanc, l'histoire ayant montré, selon lui, qu'on ne pouvait pas toujours faire confiance aux Socialistes ! Il exigeait des garanties écrites comme si celles qu'il propose pouvaient enfermer l'avenir dans un écrin de respectabilité ! Nous savons bien que ce n'est pas comme çà que cela marche !
(Protestations, sifflets et applaudissements)
Chers camarades, si nous voulons la synthèse, sachons dépasser des procès d'intention qui finiraient par être ridicules... (protestations diverses et sifflets)... puisque, je vous le fais remarquer au passage, il s'agit des mêmes, ce sont les mêmes, et vous n'avez, ni l'un ni l'autre, ni Lionel ni Michel, d'aussi noires intentions !
(Applaudissements)
Ne nous posons donc pas de problèmes insolubles et souvenons-nous de Karl Marx : l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre.
(Applaudissements)
Bref, chers camarades, par rapport aux enjeux nos sensibilités se complètent plus qu'elles ne se contredisent. Sur tous les points en débat, des synthèses positives peuvent être trouvées.
Le Parti Socialiste est fort de toutes ses composantes.

Collection Jean Jaurès

Alors, on peut se poser la question de savoir si nous sommes vraiment en désaccord sur 1986 ? Oui, - je vais poser la question - peut-être que nous ne sommes pas d'accord sur 1988 ?... (quelques murmures)... Eh bien, nous devons aussi être unis en 1988 !
(Applaudissements)
La succession de François Mitterrand, aujourd'hui, n'est pas ouverte. Toute campagne prématurée risque d'affaiblir la force de la principale pièce dont la Gauche dispose sur l'échiquier.
(Vifs applaudissements)
Et puis, j'imagine que François Mitterrand, le moment venu, aura peut-être aussi son mot à dire... normalement, et sauf imprévu, c'est en 1987 que le Parti désignera son candidat. Il nous appartiendra à ce moment-là de définir la procédure la plus adéquate pour que l'unité du Parti ne soit pas mise en cause.
Certes, les institutions de la 5ème République - Lionel Jospin l'évoquait hier - ne rendent pas la chose aisée et c'est une des raisons pour lesquelles nous devrions aller vers un raccourcissement à cinq ans du mandat présidentiel... (applaudissements)… plus proche du rythme normal de l'alternance dans un pays démocratique.
L'essentiel sera pourtant d'inscrire la candidature Socialiste aux prochaines élections présidentielles dans une perspective plus vaste. De cette exigence découle l'importance du débat sur le projet que je voudrais maintenant esquisser.
Il peut y avoir plusieurs candidats à l'élection présidentielle – plus exactement, le Parti tranchera in fine - mais, une fois que le Parti aura désigné son candidat, tout entier il devra le soutenir.
(Applaudissements)
Ce candidat sera désigné à la majorité des militants ou à celle du Congrès, conformément aux statuts, mais la seule hypothèse que nous devons dès maintenant exclure, c'est celle où le Parti se diviserait.
J'ai indiqué tout à l'heure qu'un parti vraiment Socialiste ne peut pas se borner seulement à désigner des candidats, il doit définir un projet, il ne peut pas faire l'économie d'une réflexion politique. C'est ce que je voudrais faire rapidement pour conclure, car je crois que là est la solution du problème que j'ai posé : qu'est-ce que c'est que la victoire ? Comment y parvenir ? En jetant loin notre projet, en le rendant visible, clair, transparent, en mobilisant.
Les années qui sont devant nous seront encore difficiles Les déséquilibres de l'économie américaine, les difficultés du tiers-monde, la tension Est-Ouest ne se résorberont pas rapidement. Les mutations technologiques et la recomposition du processus de production s'étalent sur plusieurs décennies. Bref, nous sommes dans une période nouvelle mais les problèmes restent.
Pour la France, problème du chômage, de la société duale, problème de dépendance accrue aussi en matières économique monétaire, technologique, voire militaire.
Et ce qui est en jeu du point de vue des Français, auxquels nous devons penser à chaque instant, c'est à la fois la démocratie, l'avenir de la démocratie, et la dépendance de la France, bref la liberté.

Fondation Jean Jaurès

Dans ce monde incertain, chers camarades, il n'y a pas d'autre issue que dans notre propre résolution, dans notre ténacité, dans notre volonté de se sentir tendus vers la réalisation de nos objectifs et la réunion des moyens correspondants.
C'est cela ce qu'en cette période difficile le pays attend de nous : un grand Parti Socialiste ambitieux, volontaire, résolu, sachant où il va, sachant montrer le chemin.
Nous devons construire un Parti Socialiste qui soit un parti de gouvernement et de rassemblement, délivré des stigmates de la culture d'opposition.
Quand on parle le langage de l'avenir, quand on répond à une attente, on peut mobiliser.
Je ne voudrais pas parler ici en tant que ministre de l'Education nationale, mais je crois que l'exemple de l'école montre que, quand une politique ambitieuse, cohérente, visant à faire faire un immense bond de formation à nos jeunes, est présentée, elle est comprise par le pays, elle est comprise par les enseignants. quand sont affirmées à nouveau les valeurs de l'école publique, celle-ci se rétablit dans l'opinion, cet exemple, emprunté à l'école, on peut le transférer dans beaucoup d'autres domaines, chers camarades.
J'ajoute que le Parti Socialiste, dans aucun domaine, ne doit avoir peur d'être majoritaire, là aussi, il faut rompre avec la culture d'opposition.
Pour aborder l'avenir en force, il faut compter davantage sur nous-mêmes et d'abord faire le pari sur l'intelligence, en investissant dans la recherche et les technologies nouvelles, et dans la formation. c'est le meilleur placement dans une période comme celle que nous vivons.
Compter davantage sur nous-mêmes, c'est aussi faire le pari sur le travail et sur la création. Pour faire reculer la marée du chômage, la France, qui vit en économie ouverte, doit être plus compétitive, améliorer la productivité, réduire l'inflation, inventer de nouveaux produits, créer des entreprises, acheter de nouvelles machines, abaisser les coûts, améliorer la qualité et la présentation, vendre, exporter, développer le service après-vente. Tout cela est créateur d'emplois solides et durables. Et si cela ne suffit pas, il faut penser à produire davantage pour le même revenu, afin de moderniser plus vite notre industrie.
L'erreur serait de croire - je le dis parce que c'est ma conviction - qu'on peut réduire massivement le chômage en travaillant moins. Je pense que c'est se tromper sur la période qui est devant nous.
Toute l'histoire économique nous apprend que la réduction du temps de travail n'est pas une variable autonome, mais la conséquence des progrès de la productivité et qu'elle ne s'est jamais faite par une baisse du revenu des travailleurs.
(Applaudissements)
Je ne dis pas que quelques résultats ne peuvent pas être obtenus, mais une voie plus riche à mes yeux mérite d'être suivie : il s'agit de l'allongement du temps de formation.
Si nous voulons que 80% de nos jeunes aillent au niveau du baccalauréat en l'an 2000, cela veut dire que nous aurons 2 millions de lycéens dans les lycées

d'enseignement général et technique au lieu de 1 200 000, et 180 000 dans les lycées professionnels. Calculez : 980 000 de plus. Autant de postes de travail qui se libèrent ou de chômeurs en moins. Il y a là un axe absolument prioritaire et sachez que, cette année, nous avons accueilli 50 000 lycéens supplémentaires, c'est-à-dire que nous sommes dans la perspective. Naturellement, il faut y mettre les moyens.

Sachons le dire aux travailleurs, nous n'avons pas renoncé à combattre le chômage, mais cela prend beaucoup de temps si nous ne voulons pas refermer la France sur elle-même.

Mais sachons prendre pour cela des moyens adéquats et ne restons pas prisonniers de schémas mentaux qui témoignent sur ce point de la persistance d'une culture d'opposition, car même si nos raisonnements sont plus élaborés - et je connais l'excellent rapport de Dominique Taddéi - ils risquent d'être mal compris par l'opinion qui est simple. Le travail étant considéré par elle comme un volume constant, le partage de ce volume constant serait le moyen de réduire le chômage. Or, la quantité de travail, nous le savons, peut être accrue, et quel meilleur moyen de lutter contre le chômage que de mettre les chômeurs au travail ?

Ne cédons donc pas - c'est très important si nous voulons mobiliser le pays que de lui donner une perspective juste !

Ne cédons donc pas - c'est très important - si nous ne cédons donc pas au démon du malthusianisme, même quand il se pare des atours de la rigueur et de l'économisme.

(Applaudissements)

Dans une période de difficulté, on ne peut s'en sortir que par l'effort, et ce n'est pas être de droite que d'appeler à l'effort.

Pour sortir de la crise, il faut travailler mieux et produire plus. Même apres, chers camarades, ce discours sera mobilisateur car il est juste.

(Applaudissements)

Compter davantage sur nous-mêmes, enfin, c'est aussi mesurer la chance que nous avons d'être Français et c'est jouer le jeu de la France en europe.

Oui, Michel Rocard, la France est le principal moteur de l'Europe, tu as eu raison de le souligner, et celle-ci est le cadre naturel dans lequel mous pouvons consolider notre indépendance. Mais il ne faut pas démobiliser la France prématurément.

Ce n'est pas la souveraineté nationale qui empêche l'Europe d'avancer, c'est une insuffisante conscience de nos solidarités, c'est une absence de volonté politique chez nos grands partenaires. La France, elle, elle est européenne par nature, là où elle est placée.

Eureka, c'est une initiative française. Est-ce un hasard ?

Et Ariane, et Airbus, était-ce un hasard ? Sans doute, on peut réduire les cas où la règle de l'unanimité aura à s'appliquer - Laurent Fabius le rappelait ce matin - mais on ne doit pas se tromper sur l'analyse : l'Europe ne se fera pas contre les nations, mais avec elles, et d'abord par la coopération de la France et de l'Allemagne, d'où vient que l'écu n'est pas une monnaie à part entière, reconnue

Fondation Jean Jaurès

comme telle dans les transactions internationales ? De la règle d'unanimité ? Point du tout ! De l'opposition de l'Allemagne qui protège son deutschemark !
En réalité, l'Europe ne progressera que par bonds, par cristallisations successives, déséquilibres et rétablissements, une France forte doit jouer un rôle moteur dans cette construction.
Deux Secrétaires généraux de deux partis sociaux-démocrates étrangers, qui se reconnaîtront peut-être, me disaient récemment : "La France doit être à l'Europe ce que le Piémont fut à l'Italie", et comme j'objectais, ils me firent valoir les atouts que la France seule réunit : sa position géographique, sa tradition d'indépendance, sa force de dissuasion, ses capacités dans les technologies de pointe, le rôle de Paris, capitale culturelle de l'Europe, et enfin la volonté politique.
Oui, chers camarades, faire l'Europe à partir de la France, c'est là un beau dessein, à condition de ne pas mettre, encore une fois, le patriotisme français en congé.
Le sentiment européen ne doit pas être un substitut mais un complément.
Le patriotisme français, camarades, nous rapprochera de l'Europe, selon la claire vision de Jaurès que vous connaissez.
(Applaudissements)
C'est de cela, chers camarades, qu'il faut que nous soyons plus convaincus pour convaincre les Français, pour entraîner le pays avec nous. Pour gagner, il faut assumer clairement devant le pays un projet ambitieux et réaliste, contre le déclin qui nous menace et qui menace l'Europe avec nous. Il faut pour cela assumer pleinement la mutation que nous avons engagée, pour faire du Parti Socialiste un parti de gouvernement, un parti sérieux, un parti qui tienne la route, un parti ambitieux, un parti solide qui donne confiance aux Français.
Pour cela, nous n'avons nul besoin de nous renier, soyons nous-mêmes.
(Applaudissements)
Souvenons-nous de Jaurès et appuyons-nous sur la synthèse réussie de la République et du Socialisme. Cultivons à la fois l'amour de l'indépendance nationale et celui de la justice sociale. Retrouvons le fil de notre histoire. C'est parce que nous venons de loin, justement, que nous pouvons aller loin. C'est parce que nous avons un passé que nous aurons un avenir, et la France avec nous, un avenir brillant si nous le voulons vraiment.
Et cela, au moins, chers camarades, le Congrès de Toulouse peut le dire, car dans tout cela, dans tout ce que je viens de dire à propos des conditions de la victoire, il n'y a rien qui dépende des autres. C'est de nous en dernier ressort que dépendra la victoire !
(Applaudissements prolongés)

Le président - Je donne la parole à Marie-Andrée Jobert pour 10 minutes.

Marie-Andrée Jobert

Chers camarades, mai 1981 : au Panthéon, la troisième rose de François Mitterrand va fleurir la tombe de Victor Schoelcher. La France toute entière suit

Fondation Jean-Jaurès

sur les écrans de télévision la démarche du nouveau Président de la République, et l'Outremer français salue avec une très vive émotion ce geste ô combien symbolique, geste synonyme de reconnaissance de liberté, geste qui fait naître, s'il en était encore besoin, un immense espoir chez les peuples de la Martinique, de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Réunion et de tous ces territoires lointains de la France.

Nous rêvions, camarades, de nouvelle fraternité, de nouvelle solidarité, de dignité et de liberté, et nous avions eu raison de rêver car ne voilà-t-il pas que grâce aux Socialistes français, des transformations, nous dirons des révolutions culturelles s'accomplissent : c'est la démocratisation des zones de radio et de télévision, l'autorisation des radios privées, c'est donc la possibilité pour les hommes de Gauche de paraître enfin dans les circuits médiatiques officiels et de pouvoir s'exprimer à part entière devant leurs concitoyens.

C'est l'affirmation de notre identité culturelle, la reconnaissance de nos différences, de notre langue et de notre histoire. C'est donc pour nous tous la sortie du ghetto et de la clandestinité culturelle et la prise en compte de notre dignité.

C'est enfin la décentralisation au profit des collectivités locales, les contrats de plan, après le long débat institutionnel de l'assemblée unique qui aura eu le mérite de clarifier la question du statut.

Ce sont les mesures économiques et sociales telles que la suppression du Colona (?) hérité de la période coloniale, la loi sur les terres en friche, l'autorisation des vols charters, la nouvelle politique d'insertion des migrants, l'amélioration des bourses scolaires pour une majorité d'enfants.

Mais dans bien des secteurs la situation est très préoccupante. Ainsi l'accession des citoyens d'Outremer aux responsabilités administratives reste très lente, et les primes d'éloignement versées aux fonctionnaires mutés dans les départements d'Outremer font partie des séquelles coloniales contraires à l'esprit de l'intégration... (applaudissements)… et aggravant le malaise grandissant lié à notre situation.

Beaucoup reste encore à faire, car la situation sociale est alarmante. 68 000 chômeurs à la Réunion pour 122 000 personnes au travail, soit, mes camarades, 36% de la population active. Au rythme actuel, la perspective pour la fin du 9ème plan est de 85 000 chômeurs, dont 60% de moins de 25 ans.

Beaucoup reste à faire, camarades, pour améliorer les conditions de vie précaires. En effet, pour faire face à l'insuffisance du parc de logements et lutter contre les bidonvilles, il faudrait 5000 logements par an. Or on en construit actuellement 2500 seulement.

Beaucoup reste à faire pour réduire des situations d'inégalité injustifiables. Les salaires de la fonction publique sont supérieurs de 53% à ceux équivalents de la métropole, alors que le SMIC est inférieur de 22,2%.

Beaucoup reste à faire pour que les droits sociaux des travailleurs soient pleinement reconnus.

Oui, alors que les travailleurs du secteur public bénéficient des allocations familiales, ceux du secteur privé n'en bénéficient que de manière incomplète, et

Collection Jean Lafleur

surtout les chômeurs se voient privés de leur droit aux allocations familiales ainsi qu'à l'allocation logement.
Beaucoup reste à faire pour transformer une économie sous-développée du fait de sa dépendance vis à vis de l'extérieur, du déséquilibre et de l'hétérogénéité de ses secteurs, sous-développée aussi du fait de l'absence de matières premières, du coût des transports, du niveau de formation encore insuffisant et d'un environnement concurrentiel.
Cette situation nous interpelle, camarades, et exige de la part des Socialistes un exercice d'imagination, de lucidité et de courage qui aille au-delà du discours traditionnel de solidarité. Nous savons que cela est possible, à l'exemple de la Nouvelle-Calédonie où la mise en œuvre d'une politique courageuse de concertation et de réflexion a permis, nous l'avons vu, le dimanche 29 septembre l'expression d'une plus grande démocratie pour le développement de la justice sociale et la reconnaissance mutuelle des identités.
(Applaudissements)
Camarades, sachons éviter l'aggravation des situations conflictuelles dans les départements d'Outremer, et n'agissons pas trop tard ni trop peu.
Il revient au Parti, dans le cadre de la préparation de son programme pour la nouvelle législature, d'intégrer la dimension Outremer de la France.
Nos fédérations ont d'ores et déjà engagé un travail préparatoire qui devrait être pris en compte lors de la Convention nationale de novembre.
Chers camarades, la réussite de notre politique Outremer, si elle a une signification évidente pour nous, Réunionnais et Antillais, a aussi dans nos régions du monde, bassin caribéen ou océan indien, une dimension toute particulière.
Aussi, ce que la France fait à la Réunion trouve un écho tout particulier chez nos voisins et amis de Madagascar, de l'île Maurice, et c'est au crédit de notre Parti qu'il faut porter le développement de la coopération régionale entre les îles de l'océan indien.
Mes chers camarades, nous, Réunionnais qui vivons dans le département français le plus multiracial qui soit et dans le département le plus proche de l'Afrique du Sud, nous réclamons avec force à la direction de notre Parti d'exiger de notre gouvernement la fermeture du consulat Sud-africain, symbole officiel de la politique de l'apartheid.
(Applaudissements)
Ceci, camarades, serait versé au crédit des Socialistes, et ce serait au-delà de discours le geste de solidarité qu'attendent les Réunionnais, et non seulement les Réunionnais, mais aussi nos amis de la région, geste qui pour nous serait le prolongement de l'engagement de notre Président de la République le 21 mai 1981 au Panthéon pour le respect des droits de l'homme et pour la liberté.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je veux particulièrement remercier notre camarade de la Réunion qui vient de nous apporter un message auquel, j'imagine, chacune et chacun aura été sensible.

(Applaudissements)
Je vais maintenant donner la parole à Robert Badinter, ensuite à Pierre Mauroy.
(Très vifs applaudissements quand Robert Badinter monte à la tribune)

Robert Badinter

Mes amis, j'ai dix minutes. Pierre Mauroy m'a cédé son tour. Dix minutes, c'est assez, je crois, pour aller à l'essentiel.
L'essentiel : voilà plus de quatre ans que nous exerçons le pouvoir, et c'est une période plus longue que celles dont les Socialistes, la Gauche même, ont pu bénéficier dans l'histoire.
Cela permet à la fois de dégager une évidence et de répondre à une interrogation. Pour une fois je ne parlerai pas, ou presque pas, de la justice, mais l'évidence essentielle, c'est celle-ci : la Gauche et les Socialistes sont capables d'assumer les responsabilités du pays.
On dit quelquefois ironiquement : gérer, gérer cela veut dire gouverner la France. Il était tout à fait indispensable que nous puissions démontrer, jours après jours, mois après mois et années après années que nous pouvions le faire. Vous savez que parmi tous les pièges qui sont tendus à la Gauche et aux Socialistes, il en est un sous la forme d'un mot qui revient constamment et que nous devons constamment refuser, et par la pensée et par l'action, je veux dire le terme d'expérience que l'on formule si volontiers, comme s'il ne pouvait s'agir, pour la Droite, que d'une sorte de parenthèse que l'on ouvre à un fils trop impétueux, le temps, en effet qu'il essaie, et puis, vite, on referme la parenthèse et on se réinstalle entre gens sérieux !
Il était indispensable que nous prouvions que nous pouvions assumer les responsabilités du pouvoir. A cet égard, nous l'avons fait, et, ce matin, je souriais - je ne parlerai pas plus d'indices - en regardant ce qu'est le taux d'inflation, et j'avais un souvenir que, peut-être, vous avez conservé : rappelez-vous le jour de l'intronisation de M. le professeur Barre ; rappelez-vous quelle était sa lettre de mission d'origine : c'était réduire l'inflation. Alors, tout simplement, au regard des résultats que nous avons, je dirai, des deux, de Barre et de Bérégovoy, à cet instant, à qui revient la meilleure note et qui doit aller au coin ?
(Applaudissements)
Mais, cette évidence là marquée, c'est l'essentiel dont je voulais parler. On s'interroge et on nous interroge beaucoup. On dit avec ironie et quelquefois plus encore : vous gérez, mais le reste, vous l'oubliez ? Mais, vos idéaux, vous leur tournez le dos ? Mais vos principes, vous les avez laissés sur le bord de la route ? C'est à cette question là, parce que, souvent, je sens ici ou là, même dans le cœur des amis, des interrogations monter, c'est à cette question là que je souhaite répondre à cet instant.
Pour y répondre, je crois qu'il faut un moment prendre un peu de champ, un peu de hauteur, un peu de distance. Il faut se souvenir que la Gauche française et le Parti Socialiste ne sont pas nés d'hier, qu'ils ont une longue histoire dont ils sont comptables envers toute la France, et lorsque cette histoire de la Gauche et de la

France, on veut bien l'analyser, il apparaît clairement que la mission, la vocation, la raison d'être de la Gauche, c'est tout simplement d'élargir le champ des libertés et d'y faire pénétrer toujours plus profondément ceux qui en étaient exclus, ceux qui en étaient bannis, ceux qui en étaient écartés. Les libertés, voyez-vous, moi je les vois comme un noyau, et puis, autour, un cercle qui va toujours s'élargissant et dans lequel il appartient à la Gauche de faire rentrer toujours plus de femmes et d'hommes qui en sont exclus.
(Applaudissements)
Je dis : c'est le mouvement de l'histoire, parce qu'en un instant, si l'on veut le reprendre, à chaque fois que les libertés font, en France, un progrès décisif, c'est que la Gauche est là, non pas qu'elle soit seule, bien sûr, à aimer les libertés, mais, sans la Gauche, il n'y a jamais ces avancées qui sont celles de l'histoire, que ce soit - je laisserai de côté la grande révolution et le passage du sujet au citoyen - mais, que ce soit 1848 et le suffrage universel, et la fin de l'esclavage, que ce soit la Gauche portant enfin au pouvoir la République dans la République à partir de 1880 jusqu'à 1905 avec l'éclosion des libertés, que ce soit la liberté d'association, la liberté de presse, les grandes libertés syndicales, les premières libertés du travail, que ce soit, ensuite, au-delà et à travers l'école appelée si justement l'école républicaine par Jean-Pierre Chevènement il y a un instant, que ce soit le Front Populaire et les grands droits des travailleurs reconnus ou 1945 et la sécurité sociale construite - la sécurité sociale, il faut mesurer ce que cela a signifié pour tant de millions de travailleurs, en terme de fin d'une angoisse séculaire et d'une injustice insupportable devant la vieillesse, la misère et la maladie, pensons-y à cet instant.
(Applaudissements)
Alors, mes amis, au regard d'un tel bilan, nous, après quatre ans, qu'avons-nous fait ? De quoi, comment pouvons-nous témoigner devant vous ? De ce message là il nous faut aussi rendre compte, et je réponds : en quatre ans, je cite, c'est les lois Auroux, c'est-à-dire les travailleurs qui, eux aussi, cessent d'être sujets pour devenir citoyens dans l'entreprise… (applaudissements)… c'est la décentralisation, c'est-à-dire les libertés locales, c'est la communication libérée - hier, les radios, demain, la télévision - c'est les progrès qui ont été réalisés dans la culture grâce à Jack Lang… (applaudissements)… C'est, et le disait tout à l'heure Yvette Roudy, ce que nous avons fait pour que l'égalité hommes-femmes s'inscrive plus profondément dans les lois, comme cela doit être jusqu'à ce qu'elle soit complètement atteinte, et partout. C'est, ce qui n'est pas le moindre de nos combats, une protection assurée aux immigrés avec un état de droit, comme aucun pays d'Europe n'en connaît actuellement !... (applaudissements)... et ce n'est pas la moindre de nos fiertés, mes amis !
(Vifs applaudissements)
Et c'est aussi, dans le domaine qui est le mien, dans la justice, la peine de mort abolie… (vifs applaudissements)… la Cour de sûreté de l'Etat supprimée, les juridictions militaires disparues, la loi anticasseurs effacée... (applaudissements)... les discriminations contre les homosexuels supprimées... (applaudissements)… le recours à tous les Français, à tous les justiciables...

(applaudissements)… le droit de saisir les juridictions européennes si, d'aventure, l'Etat français manquait aux Droits de l'homme, reconnu.
(Applaudissements)
Ce sont les dispositions liberticides de sécurité et liberté, aujourd'hui oubliées, disparues… (Applaudissements)... Et puis, ce sont ce que l'on oublie peut-être trop dans le public, ce sont aussi une prévention à nulle autre pareille, un effort à la fois assumé par la Gauche et maintenant, j'en suis sûr, compris par tout le pays, pour désarmer, sur le terrain même, dans les villes, les tensions, les foyers, tout ce qui peut susciter à travers la haine de l'autre, à travers la peur de la délinquance, à travers la répression brutale, ces explosions auxquelles nous assistons ailleurs, dans ces pays où règne aujourd'hui un pouvoir conservateur qui se veut si fort !
(Applaudissements)
Quand je vois, mes amis, tout ce qui a été fait, je peux dire que nous sommes prêts à témoigner. Quand je vois ces progrès réalisés, ces avancées des libertés, cette justice qui connaît un progrès comme elle n'en a pas eu en terme de liberté judiciaire depuis la fin de la constituante, je dis, mes amis, nous pouvons témoigner à notre place, nous avons fait ce que nous avions à faire à notre place, nous avons recueilli le message que j'évoquais à notre place, nous avons su que la Gauche n'était elle-même que lorsqu'elle était porteuse de liberté et qu'elle y faisait pénétrer tous les exclus d'une société.
(Applaudissements)
Voilà mon message. Il n'y a, dans mon propos, aucun triomphalisme. Il n'y a dans mon propos que le rappel de ce que chacun d'entre nous doit mesurer. Les combats ne sont pas finis, il ne faut poins se leurrer. Au premier rang de ces combats, je vois celui que nous devons conduire à tous moments, sans faiblesse, sans jamais désarmer dans le respect des libertés mais avec la fermeté des hommes libres, contre le racisme… (applaudissements)... contre la xénophobie, contre la peur, contre la haine de l'autre, tout ce que nous refusons, tout ce contre quoi nous nous élèverons sans cesse... (vifs applaudissements)... parce que c'est dans ces combats-là qu'un grand pays joue son âme, et c'est dans ces grands combats-là qu'une démocratie joue son sort et que la Gauche trouve sa première raison d'être.
(Applaudissements)
Mes amis, j'en ai presque fini, je vous dirai simplement : c'est bien, c'est bien que nous sachions conduire les affaires du pays ; c'est bien que, jours après jours, nous le marquions toujours plus ; c'est bien, mais cela ne suffit pas. Pour la Gauche, pour vous, il y a toujours une exigence de plus. C'est bien, pour nous, de reconnaître les mérites de ceux qui gagnent mais les perdants, mais les marginalisés, mais les exclus, mais tous ceux qui souffrent, mais ce que Jaurès appelait le "long cri de la misère humaine", pour la Gauche c'est d'abord à celui-là, encore et toujours, qu'il faut prêter attention !
(Applaudissements)
Que nous continuions dans cette voie, mes amis, cela va de soi. Je dirai que, d'une certaine manière, nous ne pourrions même pas faire autrement. Que cela

Fondation Jean Jaurès

soit difficile, d'une certaine manière, c'est bien qu'il en soit ainsi. Depuis quand l'exercice du pouvoir et depuis quand les responsabilités qui vont avec seraient-ils pour la Gauche une sorte de partie de campagne ?
Mais rappelez-vous toujours ce message dont nous sommes les dépositaires - pas exclusifs, jamais d'exclusive à gauche - que tous ceux qui, comme nous, croient que l'essentiel se résume dans ces trois exigences, ces trois exigences qui sont la passion de la justice, l'exigence de la solidarité et l'amour des libertés, que tous ceux-là nous rejoignent, mais pour nous, ne jamais nous en départir, et alors, là, je dirai que l'unité se fait entre nous, d'elle-même, et que si nous savons faire passer le message, non seulement tout est possible, mais, mes amis, tout est assuré.
(La salle, debout, applaudit et fait une ovation à Robert Badinter)

Le président - Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades…
(Vifs applaudissements)
Il est une sorte de vertige qui, périodiquement, nous saisit. Il accompagne nos périodes difficiles, lorsqu'est posé le problème de nos orientations. C'est comme un mirage que nous cultivons ainsi, soit dans l'espoir de parvenir au pouvoir, soit de nous y maintenir. Nous nous affrontons alors en termes de fidélité à l'idéal et de nécessaires prises en compte des réalités. Ce fut notamment le débat des années 60. Il a été conclu par le Congrès d'Epinay.
Depuis, quatorze années, des problèmes d'orientation ont pu se poser, mais l'esprit de synthèse l'a finalement emporté. Notre Congrès de Toulouse doit dire si nous demeurons dans cette ligne générale de la synthèse ou si nous remettons finalement en cause les orientations d'Epinay. Ce Congrès sera celui de la synthèse, ce que nous attendons tous, et je suis le premier à m'en féliciter.
Nous sommes à Toulouse et, d'une certaine manière, toujours à Epinay, à Toulouse, en France, et Bad Godesberg reste en Allemagne.
(Applaudissements)
Allons à l'essentiel et laissons de côté, s'il vous plaît, des connotations surréalistes sur la modernité et l'archaïsme.
L'archaïsme, c'est déjà la diaspora Socialiste de la fin de la 4ème République et du gaullisme triomphant.
La modernité, ce sont les Socialistes rassemblées et j'espère bien que cela va durer.
(Applaudissements)
La modernité, c'était la disparition des groupuscules, des clubs et le rassemblement de tout le Parti dans le Parti d'Epinay... (applaudissements)... avec son utile consécration en 1974, lors des assises du Socialisme. En ce qui me concerne, je suis demeuré avec vous tous, les modernes d'Epinay.
L'archaïsme d'avant 1971, c'était la recherche prioritaire des voix centristes avec le résultat que vous savez.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
La modernité, c'était François Mitterrand mettant le général de Gaulle en ballottage en 1965. C'était François Mitterrand affirmant notre volonté de rassemblement à Epinay.
L'archaïsme, c'était depuis la guerre la Gauche qui s'exprimait, d'abord par la voix du Parti Communiste. Et la modernité, ce sont les Socialistes reconquérant patiemment, laborieusement la première place à gauche, condition indispensable pour conquérir le pouvoir.
(Applaudissements)
La modernité, c'est la victoire du 10 mai 81 et la constitution sur la base de notre programme du premier gouvernement d'union de la Gauche dans l'histoire de la République.
La modernité, c'est l'action et les résultats des gouvernements de gauche au niveau de l'Etat, face aux échecs de la Droite.
Et la modernité, c'est notre volonté commune de permettre au Président de la République de conduire son septennat jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'en 1988.
(Applaudissements)
Cela dit, mes camarades, nous pouvons discuter de tout, nous pouvons relever des erreurs, nous pouvons proposer des adaptations sur tel ou tel point, mais l'archaïsme, ce serait de remettre en cause fondamentalement ce qui a permis au Parti Socialiste de devenir le premier parti de France, notre Parti qui est, et vous le savez, de toutes les formations, celle dont les Français ont la meilleure image.
Le débat qui s'ouvre n'est pas nouveau. Le Parti est en évolution, expliquait déjà Léon Blum, en travail continu, entre deux pôles fixes, l'un qui est la société future que nous prévoyons, que nous prédisons, que nous voulons réaliser, l'autre, qui est la société présente, des flancs de laquelle nous voulons tirer cette société future.
Ce dualisme, mes camarades, explique la tendance perpétuelle du Parti à se diviser en deux courants essentiels. Il y a d'un côté le courant qui porte certains d'entre nous vers le présent, vers le réel, et il y a, d'autre part, le courant qui porte les autres vers la société future et idéale.
Notre cohérence, c'est notre démarche qui réside dans l'équilibre entre ces deux mouvements divergents. Certes, il y a dans cette situation un élément de fragilité dans la mesure où, sans cesse, l'un des pôles risque de l'emporter sur l'autre. Certes, le risque existe de voir le Parti Socialiste osciller périodiquement entre le dogmatisme et l'abandon de ses valeurs. Voilà pourquoi il nous faut parvenir à dégager une synthèse qui permette de façonner le réel en demeurant fidèle à nous-mêmes. C'est le travail de notre Congrès, c'est à cette tâche que nous nous sommes attelés.
Je n'ai pas la naïveté de penser que le Congrès va tout régler. Loin de là. Un débat restera entre nous, et nous le poursuivrons.
Autour de quelles questions s'est organisé le débat préparatoire du Congrès ? J'en vois principalement deux auxquelles je voudrais maintenant répondre.
La première question ; avons-nous changé ? Et si oui, sur quels points ?
La deuxième question ; ces évolutions, ces changements sont-ils si importants,

Fondation Jean Jaurès

sont-ils si accentués que notre stratégie en soit remise en cause ? Bref, notre stratégie demeure-t-elle valable ?
Première question ; avons-nous changé ? Oui. Le pouvoir nous a changés comme il change toutes les forces politiques qui sont appelées à l'assumer. Rien n'est pire pour une formation politique que d'ignorer le mouvement de la vie. Nous ne sommes pas une secte. Nous sommes la plus importante formation politique française et nous avons pour ambition de faire évoluer notre société de manière démocratique, c'est-à-dire en demeurant toujours à l'écoute de nos concitoyens. Par ailleurs, il est incontestable que nous ayons des leçons à tirer, des enseignements à intégrer à l'issue de la plus longue période de gestion gouvernementale de notre histoire.
L'exercice du pouvoir a toujours été au centre de nos débats et de nos réflexions. Nul ne comprendrait que l'avancée historique réalisée depuis 81 demeure sans conséquences sur nos réflexions et sur nos discussions. Jamais, en effet, mes camarades, la Gauche française n'avait gouverné unie, jamais les Socialistes n'ont assumé les responsabilités du pouvoir durant toute une législature. Nous avons su progresser par rapport aux précédentes périodes de gouvernement de la Gauche, parce que nous avons su en tirer des enseignements, parce que nous nous sommes adaptés, parce que nous avons changé d'une certaine manière, nous changerons encore à partir des résultats que nous enregistrons aujourd'hui et à partir de ceux que nous enregistrerons demain.
Pour contrôler ce mouvement, au demeurant naturel, encore faut-il, mes camarades, ne pas perdre de vue notre identité, ce qui fait que nous sommes Socialistes.
Je sais bien qu'au fil des âges et des pays, le mot "Socialisme" a servi à couvrir bien des alibis. Devrions-nous pour autant l'abandonner ? Car je sais aussi ce qu'il a représenté d'espoir pour des pays même très différents du notre, qui étaient encore au Moyen-age.
(Applaudissements)
Je sais que le Socialisme a été le levain de ce gigantesque mouvement d'émancipation et de décolonisation qui marque notre siècle comme la République avait été le levain du réveil des nationalités du siècle précédent.
Le Socialisme démocratique est notre passeport pour le tiers-monde. Il est notre langage commun avec tous ces peuples, surtout lorsque nous leur rappelons que la cause de la liberté est indissociable de celle de la justice.
Le Socialisme demeure l'espoir pour les travailleurs européens, comme pour les travailleurs français.
Je veux saluer toutes ces délégations internationales, présentes à nos travaux et je veux simplement leur dire que l'ancien Premier Ministre que je suis a été particulièrement fier d'être le Premier Ministre de l'appel de Cancun lancé par le Président de la République, François Mitterrand... (applaudissements)... et particulièrement fier de recevoir à l'assemblée générale des Nations Unies, l'accueil de tous ces peuples, de tous ces pays du tiers-monde, au nom de la France. La France n'est jamais si belle que, lorsque s'occupant sans doute de ses problèmes, elle essaie de prendre en charge aussi ceux des autres dans le monde.

A l'heure où la Droite redécouvre le vieux terme de libéralisme et l'idéologie séculaire qu'il exprime, devions-nous faire semblant de croire qu'il s'agit là d'une nouveauté, d'un concept intellectuel récent ? Battons-nous au contraire pour épargner à la France une politique libérale. Je le dis en pensant à l'avenir de mon pays, je le dis en songeant aux générations montantes de jeunes Français. Je souhaite que les Français ne se laissent pas emporter par la passion idéologique de la Droite car si certains mettent en cause une certaine idéologie de gauche, il ne faudrait tout de même pas le faire pour assurer la suprématie d'une idéologie de droite.
(Applaudissements)
L'idéologie de la Droite, ce serait faire courir à notre pays des risques considérables. Ce serait supprimer le contrôle des prix et favoriser une nouvelle flambée de l'inflation. Ce serait démanteler le Code du travail et accroître le chômage et les inégalités sociales. Ce serait dénationaliser et livrer à des investisseurs étrangers les plus beaux fleurons de notre appareil industriel. Ce serait privatiser la protection sociale et développer à nouveau une médecine de riches et une médecine de pauvres, et marginaliser des millions de nos compatriotes.
(Applaudissements)
Voilà concrètement ce qu'est le libéralisme, voilà ce que nous rejetons. Voilà ce que nous avons toujours combattu et voilà pourquoi nous voulons transformer la société.
Pour autant, chers camarades, le Parti Socialiste doit-il s'adapter ? Mais bien sûr. Toute son histoire est d'ailleurs celle d'une adaptation à l'évolution de la société et les conditions de cette adaptation sont périodiquement au cœur de nos débats, sous des formes quelquefois saugrenues et dont nous nous amusons à sourire nous-mêmes. Le petit jeu des étiquettes que nous nous collons entre nous n'a pas d'autre signification que cette volonté d'adaptation. Il y a les droitiers, il y a des gauchistes parmi nous. Ces dernières années, c'était quelquefois le jeu amusant. Consolons-nous, avec le temps, les droitiers deviennent des gauchistes. Ce qui est plus rare, c'est l'inverse.
(Applaudissements)
Ce mouvement-là, mes chers camarades, c'est le roulis du Parti. Mais il faut éviter le tangage, ce que nous évitons en allant à la synthèse. Ce mouvement, c'est la contradiction que j'évoquais au début de mon propos, en citant Léon Blum. Finalement, nous la portons, cette contradiction entre cette société que nous portons, et le réel. Oui, nous la portons en chacun d'entre nous, et fort heureusement, le gros de la troupe sait conserver son calme et le recul nécessaire.
Oui, mes camarades, nous devons conserver la juste perception des seuils à ne pas dépasser. Qui voit d'ailleurs comment nous fonctionnons ? Quand nous étions dans l'opposition, c'était la petite surenchère à gauche. Qui, d'entre nous n'a pas voté à cet égard ? Je suis prêt à lever la main, mais nous allons être nombreux ici à lever la main, motion 1 et motion 2 confondus.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Et encore, mes chers camarades, j'ai conscience de n'avoir pêché qu'avec modération. Quand on gouverne, la tendance est de glisser à droite. Qui, parmi nous, ne le sait, mais demeurons lucides. Faisons tout pour gagner, mais ne cherchons surtout pas à nous maintenir.
Qu'est-ce que c'est que cette discussion sur les alliances au pouvoir, à n'importe quel prix ? C'est dans ces moments-là que se commettent les erreurs, les plus graves, les pires erreurs. L'histoire de la 4ème est là pour nous éclairer, mes camarades.
(Applaudissements)
Nous avons à conquérir et à reconquérir la République, mais nous avons à garder le Socialisme.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, pour éviter la crise d'identité, sachons affirmer la nôtre. Le Socialisme est une utopie, c'est vrai. Qui plus est, il est une philosophie optimiste, philosophie du bonheur, mais qui s'appuie sur une analyse rigoureuse de l'évolution de notre société. Notre ambition est de changer la vie car le Socialisme est aussi une philosophie d'action.
Nous voulons changer la vie pour nous-mêmes, nous voulons changer la vie pour notre combat et par notre combat et pour les autres. Nous voulons contribuer à libérer l'homme des servitudes, de toutes les servitudes, et pourtant, chers camarades, nous ne pouvons limiter notre démarche à la démocratie et à la justice sociale. Il s'agit là de nobles objectifs que nous partageons avec bien d'autres forces politiques.
Mais nous avons tout de même un plus par rapport aux démocrates américains. Les Radicaux de Gauche, que je salue, qui sont pour la démocratie et la justice sociale et qui sont avec nous, nous accordent ce plus, et si nous le perdions, nous devrions former avec eux, je ne sais pas... un grand Parti Radical, peut-être.
Et même dans l'opposition, nous avions toujours voulu croire que nous avions un plus par rapport aux travaillistes britanniques et par rapport aux socio-démocrates allemands, mais, dans l'exercice du pouvoir - cela, je le confesse - je suis prêt à convenir que nous sommes à égalité.
(Applaudissements)
Oui, nous voulons changer la société progressivement, bien sûr, démocratiquement bien sûr, mais nous voulons changer la société, et pour y parvenir, nous préconisons notamment la prise en charge collective de certains instruments économiques et industriels. Là se situe, mes chers camarades - et vous le savez - un des caractères distincts du Socialisme.
Qui dit démocratie économique dit deux choses : d'abord la liberté, la liberté de créer, d'entreprendre, donc la liberté de s'enrichir, la liberté d'échanger, donc la reconnaissance du rôle du marché, mais aussi le plan, mais aussi le service public, mais aussi les nationalisations et les droits des travailleurs dans l'entreprise.
(Applaudissements)
Voilà où se situe notre permanence, voilà notre identité.
Concrètement, dans la France de 1985 et à la lumière de notre pratique

Fondation Jean Jaurès

gouvernementale, sur quoi avons-nous changé ? Nous avons appliqué nos réformes, comme un gouvernement de gauche l'a toujours fait, toujours. Mais nous avons, en plus, assumé la contrainte de la gestion, la contrainte de la durée, et c'est une première. Nous avons pris en compte la contrainte économique et monétaire, la fameuse balance des paiements sans laquelle il n'y a que des gouvernements éphémères, ce que, communément, nous avons appelé "la politique de rigueur", parce que, dans la situation économique de la France et du monde, il n'y avait pas d'autres solutions.

Mais ce n'est pas la seule contrainte. Nous avons aussi accepté la contrainte internationale. Bien des Socialistes, pendant cette période, et peut-être plus que vous ne le pensez, ont cherché à s'en désengager. C'était un mouvement naturel, c'était tout le débat que nous avons eu autour du Président de la République en mars 1983.

Bien sûr, dans certains cas, il serait agréable de se protéger aux frontières, mais il faut bien voir qu'à force de se protéger, on n'est plus compétitif.

Oui, l'archaïsme, là, c'est le protectionnisme. Oui, la modernité, c'est l'acceptation d'un grand champ planétaire. Nous sommes là au cœur d'un débat qui a été mené, qui a été le nôtre, qui a été, d'une certaine façon, une des contradictions du gouvernement d'union de la Gauche.

Il est enfin une troisième contrainte qui est sans doute la plus dure, à la fois la plus exaspérante et la plus exaltante, c'est la construction européenne. Dur, mes camarades, de se marier pour l'industrie française, avec l'industrie allemande qui nous est, dans certains domaines, supérieure. Exaspérant que de relancer la consommation, en 1981, en devant constater que, finalement, l'industrie allemande en profite plus que l'industrie française. Exaltant pourtant l'enjeu de la construction européenne, et voilà pourquoi, dès le premier jour, nous sommes demeurés dans le système monétaire européen, par réalisme et par choix politique, car c'est par un système monétaire codifié que nous irons à une forme d'unicité de la monnaie, qui est l'une des conditions de l'intégration européenne. (Applaudissements)

Les contraintes de la politique de la rigueur doivent être appréciées différemment. Les contraintes extérieures et la contrainte européenne sont permanentes. Nous pourrions les faire figurer dans une déclaration de principe. Nous acceptons d'accélérer... de ralentir la transformation de notre société en fonction de ces deux contraintes. Cela, c'est un changement.

En revanche, la rigueur conjoncturelle pour le maintien des équilibres économiques n'est pas une politique à proprement parler. C'est une méthode pour un parti de gauche qui gouverne. Elle ne remet pas en cause la recherche de la croissance qui est une constante de notre politique économique. Voilà pourquoi elle n'implique pas un changement de position fondamental de notre part.

Nous devons, mes chers camarades, prendre acte de notre changement en ce qui concerne l'entreprise. Croyez que je n'ignore pas la dialectique de l'histoire. Je n'ignore pas que l'entreprise a d'abord été perçue - elle l'est encore - d'une certaine manière, comme un lieu d'exploitation. C'est pourquoi les nouveaux

Fondation Jean Jaurès

droits des travailleurs, que nous avons votés, qui s'imposeront progressivement, prennent pour nous une telle importance.
Dialectiquement, il est vrai que c'est dans l'entreprise que le capitalisme plus fort y exerce son pouvoir. Même sur ce plan-là, pourtant, une évolution est en cours. L'organisation du travail par l'Etat, de l'ensemble des salariés, est une réalité qui tend à devenir plus forte que celle du capital. Nous ne sommes pas encore prêts à traduire ce changement-là, il s'imposera, je l'espère, avant la fin de ce siècle, et peut-être même avant.
Mais surtout, nous devons prendre en compte la nécessité, pour l'entreprise, de demeurer compétitive, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production, car notre richesse collective est fonction de la prospérité de ces entreprises. De la même manière que la famille est la cellule de base de notre société, l'entreprise est la cellule de base de notre économie.
L'entreprise doit être aidée à remplir sa mission, produire, car il est vrai qu'il ne revient pas à l'Etat de produire, directement, il doit définir les grandes orientations les priorités économiques, à travers le plan, et se préoccuper des formes de la redistribution de la richesse collective, notre objectif n'est pas de tout ramener à l'Etat, bien au contraire, et la nationalisation n'est pas l'étatisation. Ce débat, la Gauche le mène depuis un demi-siècle, mes camarades, le mouvement syndical français s'est majoritairement attaché à allier la notion d'appropriation collective avec une idéologie anti-étatiste, vous le savez.
Alors, je veux bien que nous poursuivions cette discussion, mais permettez-moi de rappeler que nous avons toujours affirmé l'autonomie de gestion de ces groupes, qui s'ils n'avaient pas été repris en charge par la collectivité nationale, menaçaient de s'effriter, et quelques-uns même de sombrer.
(Applaudissements)
Aurions-nous pu réaliser des reconversions qui s'imposaient, sans disposer de ces leviers industriels ? Voilà une question.
(Applaudissements)
C'est vrai que je m'inquiète lorsque j'entends dans nos rangs critiquer cet acquis, et si je ne propose pas d'élargir le secteur public et nationalisé, il me semble que nul ici ne peut suggérer un retour en arrière.
(Applaudissements)
C'est vrai, à l'inverse, que je regrette qu'au nom d'une excessive dureté doctrinale la loi de respiration des groupes nationalisés n'ait pas encore été votée mais elle le sera, et je m'en félicite. Elle permettra à nos nationalisations de vivre et de prospérer, mais il ne faudrait pas que la dénationalisation commence dans nos rangs, car vous savez bien que le combat serait mené par la Gauche toute entière si par hypothèse et par malheur la Droite voulait toucher à ces nationalisations.
(Applaudissements)
Que ceux qui en doutent, analysent la situation britannique. Nous ne voulons pas de nos sociétés collectivisées, nous l'avons suffisamment dit, notre originalité se situe dans l'économie mixte, mais nous devrions considérer comme une

véritable agression le retour à une société industrielle uniquement contrôlée par des intérêts privés.
(Applaudissements)
Plus largement, pourquoi, mes camarades, ne pas affronter le grand débat actuel sur le rôle de l'Etat? Ouvrons le dossier, car ce projet d'étatisme est paradoxal, nous avons fait plus en quatre ans pour relever les tutelles que la Droite pendant trente ans… (applaudissements)… que dis-je nous avons plus fait avec nos lois de décentralisation, que ce qui avait été fait pendant un siècle et demi.
Qui a effectué la décentralisation toujours annoncée et jamais réalisée ? La Gauche.
Qui a supprimé le monopole de l'Etat sur les programmes de télévision ? La Gauche.
Qui a permis à un millier de radios locales d'émettre ? La Gauche.
Qui a rendu la gestion de la sécurité sociale à des administrateurs élus ? La Gauche.
Qui a autorisé les citoyens français à en appeler aux juridictions internationales contre leur propre Etat? La Gauche.
(Applaudissements)
Alors, ne laissons pas caricaturer notre pensée ni notre action, et dans ce débat réaffirmons aussi la réalité des responsabilités de l'Etat, je pense bien sûr à ces responsabilités traditionnelles, en matière de défense, de justice de police, mais je pense surtout à ces responsabilités en matière redistribution de la richesse nationale et en matière de protection sociale. Car c'est bien là la supériorité de notre démocratie économique sur le libéralisme. D'ailleurs, les évêques américains viennent de le dire, en dénonçant je cite, le scandale moral et social que constituent la pauvreté et le chômage dans le plus riche pays du monde.
(Applaudissements)
Ils en appellent à une véritable démocratie économique, ne nous y trompons pas, la vague libérale qui a effectivement balayé le monde occidental tend déjà à se briser, la jeunesse dévoyée du stade de Bruxelles, les émeutes qui éclatent dans les grandes villes anglaises en passant par le démantèlement des programmes sociaux américains, et la brutale amputation du pouvoir d'achat en Allemagne, en Belgique, même aux Pays Bas et ailleurs conduisent les peuples à s'interroger à se mobiliser.
(Applaudissements)
Oui, mes camarades, la situation actuelle justifie notre interrogation sur l'adaptation et le changement, mais elle justifie aussi que nous haussions le ton, laisserons-nous sans répondre Jacques Chirac en appeler à la chasse aux sorcières contre les fonctionnaires Communistes, laisserons-nous contester la sécurité sociale ? Laisserons-nous menacer les travailleurs immigrés ? Soyons-nous mêmes, ne nous laissons pas culpabiliser. Oui, je m'inquiète d'entendre énoncer une gauche soit-disant étatique, oui je m'inquiète lorsque j'entends dans nos rangs mettre en cause notre action, que ce soit un jour les nationalisations, un jour telle ou telle mesure, un troisième jour la relance de 81.
Il ne faudrait tout de même pas, à propos de la relance rouvrir le débat de Metz,

Fondation Jean-Jaurès

et je le dis d'autant plus que nul n'ignore quelle était ma position alors. La relance, ce fut l'état de grâce, c'est avec la rigueur qu'ont commencé les difficultés et si on cherchait, à mon avis, à avoir une plus grande crédibilité sur l'opinion, mieux vaudrait parler et expliquer la rigueur que de revenir sur la relance de 81.
(Vifs applaudissements)
Cette relance, nous l'avons voulue tous ensemble et souvenez-vous, elle était souhaitée par tous les candidats à l'élection présidentielle de 81, par François Mitterrand bien sûr, par Georges Marchais et Jacques Chirac et même par Valéry Giscard d'Estaing qui, sur ce point, avait imposé silence à Raymond Barre. A l'époque, nous travaillions tous sur une croissance de l'économie mondiale estimée à 1,8%. Il n'y eut pas de croissance, en réalité, il y eut même, si l'on peut dire, une croissance négative. S'il n'y a pas eu de croissance, c'est en raison - et vous le savez bien - dû niveau trop élevé des taux d'intérêt, de la flambée du dollar, mais aussi de la déflation sévère pratiquée dans de nombreux pays occidentaux.
Cette relance modérée, elle nous a permis de mettre en œuvre non seulement l'avancée sociale, mais aussi nos grandes réformes de structures, cette relance, elle nous a surtout permis de réussir une désinflation sans déflation c'est à dire sans amputation massive du pouvoir d'achat. J'ajoute d'un mot que nier le niveau d'investissement et d'emploi, comme je l'ai entendu faire hier, mériterait pour le moins des nuances. En effet, les gains de productivité qui résultent de la modernisation de notre appareil industrielle gomment pratiquement les effets positifs sur l'emploi. La lutte contre le chômage exige d'autres outils, un effort exceptionnel pour élever les niveaux de qualification, le retour vers une croissance plus soutenue, enfin un aménagement et un partage du temps de travail.
Mes camarades, je le dis et je crois que nul n'est à l'abri de cette observation, c'est notre règle souveraine, il n'existe pas de solidarité sélective, notre histoire nous devons la prendre en compte globalement, avec ses ombres et ses lumières, et il en va de même de notre action gouvernementale, elle est la nôtre avec ses réussites, avec ses faiblesses, avec ses acquis, peut-être aussi avec ses insuffisances, mais surtout avec ses résultats, et ces résultats qui font que nous sommes le seul pays et le seul gouvernement à avoir proposé la réforme, dans une période de grandes difficultés économiques, cela c'est la marque de notre gouvernement de gauche, contrairement à tous les autres gouvernements de droite.
(Applaudissements)
Pour ma part, c'est la totalité de cette action que j'assume, c'est de l'ensemble de ce que nous avons fait et de ce que nous faisons, dont je m'affirme solidaire. Je suis solidaire jusqu'au plus profond de moi de l'action du Président de la République, et de celle du gouvernement de Laurent Fabius.
(Applaudissements)
Je dirai au Congrès que le premier mouvement de mon vote personnel en faveur de la motion 1 est de marquer cette solidarité avec toi Laurent, le Premier

Ministre, et avec toi Lionel le Premier secrétaire du Parti Socialiste.
(Vifs applaudissements)
Le temps reviendra vite, et je l'espère, avant mars 1986, où les Français se souviendront que c'est nous qui avons abaissé la retraite, le seuil de la retraite à 60 ans, instauré la cinquième semaine de congés, aboli la peine de mort, et les juridictions d'exception, je m'arrête là... Bref, mis en œuvre les 110 propositions de François Mitterrand, c'est une fierté qui sera celle de ma vie, comme Premier Ministre, mais qui est la vôtre, mes camarades, que dans une période exceptionnellement difficile, alors que François Mitterrand, en notre nom, avait pris des engagements devant le peuple, à travers ses 110 propositions, c'est notre fierté commune que d'avoir réalisé une centaine de ces propositions.
(Applaudissements)
Et ce ne sera sûrement pas le moindre de nos mérites d'avoir su réaliser ces avancées en période de crise, alors que les gouvernements de droite ne se mobilisent que pour la déflation. Oui, nous avons appliqué la rigueur, et nous avons changé, mais oui, nous avons appliqué des réformes et nous sommes et demeurons des Socialistes.
Et parce que nous demeurons des Socialistes, mes camarades, oui, notre stratégie est toujours valable, même si nous devons l'adapter, l'adapter car à l'évidence l'union de la Gauche autour du premier programme commun n'est plus de mise, d'abord parce que la notion de programme commun que les Communistes avaient réclamée depuis vingt ans, ils l'ont volontairement détruite en 1977.
N'oublions pas qu'en 1981 - je le répète- c'est sur la base de notre programme que les Communistes ont accepté d'entrer au gouvernement, pas sur la base du programme commun, il y en a trop qui l'oublient.
(Applaudissements)
Le programme commun n'est plus de mise, parce que les accords centraux des appareils politiques ne sont plus d'actualité, la direction du Parti Communiste a pris un risque considérable en s'isolant, en marginalisant dans sa quête d'une impossible révolution, mais là n'est pas l'essentiel, même si les Communistes devaient s'isoler durablement, notre problème demeurait le même, nous avons vocation à rassembler le peuple, nous avons vocation à rassembler la Gauche, toute la Gauche, c'est d'ailleurs ce que nous faisons depuis plus de quinze ans, c'est ce que nous devons poursuivre, telle est la stratégie d'Epinay, telle est la stratégie mise en œuvre, par nous tous, rassemblés autour de François Mitterrand, car François Mitterrand n'est pas seulement le Président de la République, il est d'abord pour nous le rénovateur du Socialisme français.
(Applaudissements)
Rassembler les Socialistes, ce n'est jamais simple, vivre ensemble n'est jamais aisé, mais la synthèse nous y aidera, et je veux dire à nos camarades du texte 2, et je veux dire plus particulièrement à Michel Rocard, bien sûr ce qui complique notre tâche c'est la préparation des législatives, la désignation des candidats, qui a interféré sur notre débat, et bien évidemment la perspective des élections présidentielles, tant il est vrai que le rassemblement derrière les hommes est plus

Fondation Jean Jaurès

facile que l'accord sur des idées.
Aujourd'hui, Michel Rocard nous dit souhaiter être candidat à la présidence de la République. Cette ambition, je la juge, pour ma part, tout à fait légitime. Mais c'est une affaire qui regarde le Parti. L'échéance n'est pas actuelle, nous ne la souhaitons que pour 1988 et, le moment venu, personne ne peut douter que nous serons tous groupés derrière le candidat que nous aurons tous choisi.
Comment pourrait-il en être autrement ?
D'ailleurs, je le dis à Michel : tu as été candidat à la Présidence de la République en 1969 et tu n'as pas oublié cette époque, tu n'as pas oublié l'éparpillement des voix Socialistes faute d'une stratégie claire. Tu n'as pas oublié qu'au second tour du scrutin, la Gauche était absente.
Nous avons pu accéder au pouvoir parce que nous avons pu rendre au courant Socialiste une démarche stratégique claire. Cela, c'est fondamental.
(Vifs applaudissements)
Gardons les Socialistes unis et attachons-nous à rassembler la Gauche.
Le Parti Communiste se dérobe une nouvelle fois ? Qu'importe ! Nous avons tout de même déjà connu de tels épisodes. Continuons à creuser notre sillon, ne remettons pas en cause notre ancrage. Nous avons pu entraîner les Communistes au pouvoir en atteignant la base des 25% ; il nous appartient d'atteindre à présent 30%, et pourquoi pas davantage plus tard, pour compenser l'érosion de nos alliés d'hier, pour forcer une nouvelle fois le destin.
Ce qui signifie que nous avons encore bien des voix à gauche à rassembler et, sans un tel rassemblement, il n'est pas, pour nous, de majorité possible, je veux dire qu'il n'est pas de majorité capable de mettre en œuvre une politique de changement social.
Mes camarades, ce rassemblement dans une grande formation pluraliste des couches salariées, ce rassemblement des travailleurs, ce rassemblement de la Gauche, il porte un nom dans de nombreuses démocraties voisines. on le nomme souvent social-démocratie.
Je suis originaire d'une région, d'une culture, où ces notions ont pris naissance et se sont enracinées. Croyez que je sais ce qu'elles signifient et que je suis toujours prêt à les assumer.
Dans notre tradition française, où le marxisme est vécu de façon idéologique, nous ne cessons de courir après un front de classe. Nous avons brandi le concept, faute sans doute d'avoir su réaliser le fait. La social-démocratie a, à l'inverse, mis en œuvre ce front de classe tout en abandonnant dans ses textes le concept.
Au-delà des adaptations doctrinales, les grandes formations social-démocrates ont su préserver leur authenticité grâce à leur ancrage ouvrier, grâce à leur recrutement, mais grâce plus encore à leurs structures qui coordonnent les formes diverses d'organisations des travailleurs, la force politique, la force revendicative, la force culturelle, la force coopérative, et même, dans certains cas, une certaine force bancaire.
Ces formations sont en effet, par le nombre de leurs militants, impliquées dans tous les secteurs de la vie sociale. Elles disposent ainsi d'une puissance qui leur

permet de bénéficier de moyens d'expression modernes et efficaces.
Combien de fois, dans nos Congrès, n'ai-je pas souhaité que nous nous inspirions de ces formes d'organisation ?
Mais qu'y a-t-il de comparable en France ?
Ne commettons donc ni erreur de vocabulaire ni erreur de perspective. La France vit autrement ses problèmes, parce qu'elle a simplement une autre histoire.
En plus, prenons en compte les évolutions de la social-démocratie. Vous en serrez bien surpris, vous verrez que les bases sur lesquelles nos amis travaillistes en Grande-Bretagne, nos amis du SPD en Allemagne, montent à l'assaut des gouvernements conservateurs, n'ont rien à voir avec l'abjuration publique à laquelle on nous presse et à laquelle nous devrions céder. Non, mes camarades.
Dans le même ordre d'idée, ne confondons pas deux notions distinctes : celle du centrisme, qui est essentiellement politique, et l'électorat flottant, le "marais", qui est une notion sociologique.
Le centrisme politique connaît bien des aléas, mais il est aujourd'hui authentifié et il se polarise autour d'une personnalité, Raymond Barre. Inutile de prétendre le capter, il est déjà en main et je pense que, parmi nous, personne ne souhaite faire mieux ! Pourquoi voudriez-vous que les centristes viennent nous donner un coup de pouce, alors qu'ils espèrent bien construire leur pouvoir sur notre éventuel échec et qu'ils sont les plus fermes opposants à toute forme de cohabitation ? Nous pourrions multiplier les concessions politiques dans leur direction, ce serait en vain, ce ne serait que du petit bois jeté au brasier.
Ne confondons pas, là encore, le respect des institutions et les rapports de forces politiques.
Si la Droite, par hypothèse, l'emportait en mars 1986, qu'elle assume ses responsabilités ! Quant à nous, Socialistes, nous serons dans l'opposition, ce doit être clair.
Mais il doit être clair aussi qu'à l'appel du Premier secrétaire du Parti et à l'appel du Premier Ministre, nous allons tout faire pour gagner ces élections de mars 1986 !
(Applaudissements)
En revanche, il est non moins clair que la Droite doit apprendre à respecter les institutions qu'elle a elle-même forgées. Le Président de la République est élu pour sept ans, le résultat des élections législatives ne peut remettre en question cette réalité constitutionnelle. L'opposition doit accepter ce fait, sinon elle a trompé le peuple et elle nous a trompés, et c'est la Constitution qui serait alors dépassée.
L'électorat flottant, le "marais", c'est cette frange d'électeurs qui ont tendance à aller vers la force dominante du moment. souvenez-vous, jamais nous n'en avons tant entraînés dans notre sillage que pendant la période où l'union de la Gauche était prospère et je suis persuadé qu'un grand Parti Socialiste pourrait être cette force d'entraînement que la Gauche a été.
Prenons garde à toutes ces interrogations mal posées et à ces notions imprécises. Prenons-y garde pour nous-mêmes et pour notre électorat.

Fondation Jean-Jaurès

La vaste et diverse famille que représente notre électorat n'est unie que si nous le sommes.
En réalité, une moitié de nos électeurs votent Socialiste ; certains ont un tropisme un peu à droite, d'autres ont un tropisme un peu à gauche. Si nous semblons nous-mêmes hésiter, si nous n'indiquons pas le chemin, non seulement nous ne rassemblerons pas, mais encore le risque sera réel de voir sur nos marges des voix se disperser.
(Applaudissements)
Mes camarades, je voudrais terminer. Nous avons besoin entre nous d'un vrai débat, calme et approfondi, pour inscrire nous-mêmes dans les textes fondamentaux les adaptations que nous jugerions nécessaires.
Tout ce qui est nouveau n'est pas nécessairement positif. Tout notre héritage traditionnel n'est pas immuable, nous sommes tellement convaincus de la nécessité du débat et de l'adaptation que ma fédération a proposé que nous prolongions cette discussion par la tenue d'un Congrès extraordinaire le moment venu.
Chers camarades, nous avons la plus haute idée de ce que le septennat de François Mitterrand apporte à l'affirmation de nos idées, mais chacun comprend que la marche historique des Socialistes va au-delà d'une législature, et même au-delà d'un septennat.
Nous ne sommes pas un parti comme les autres, nous ne nous identifions pas seulement à une génération, mais à une suite de générations. Pour traverser le temps, il convient de s'adapter afin d'épouser le terrain, mais il convient aussi de savoir rester soi-même pour durer.
Affirmons la permanence de notre combat indépendamment de l'air du temps. Comme le disait un journaliste : "affirmons le Socialisme corrigé des variations saisonnières, mais affirmons le Socialisme", car rien n'est plus trompeur que l'air du temps.
Hier, ce furent les applaudissements inopportuns à la croissance zéro, dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences funestes, Aujourd'hui, c'est l'hésitation qui se manifeste parfois à des formes d'opposition, c'est une sorte de complexe face au libéralisme, bref c'est l'illusion du recentrage.
A l'heure d'une bataille décisive, l'urgence est à la mobilisation de tout le Parti, au regroupement de tous les Socialistes et au rassemblement de toute la Gauche.
A ces conditions seulement, nous pourrons obtenir la confiance des Français.
Rassemblons-nous, c'est la condition de notre succès. Rassemblons-nous pour permettre à François Mitterrand de poursuivre, de conduire avec son gouvernement sa tâche et sa tâche jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'en 1988.
Rassemblons-nous pour aujourd'hui et demain et pour rester des Socialistes !
(La salle, debout, ovationne longuement Pierre Mauroy)

Le président - Camarades, avant de céder la présidence du Congrès à Louis Le Pensec, je voudrais vous faire trois annonces.
Première annonce. Les délégués au Congrès se réclamant de la motion n°1 se réuniront à 19 h 30 dans cette salle.

Fondation Jean Jaurès

Les délégués au Congrès se réclamant de la motion n°2 se réuniront à 19 h 30 également dans la salle n°1 de la rotonde.
Deuxième annonce. La Commission des résolutions se réunira À 21 heures à la rotonde, dans la même salle qu'hier.
Troisième annonce. Notre camarade Louis Mexandeau rencontrera dans cinq minutes, au stand des PTT, les militants du groupe Socialiste entreprise PTT.
(Louis Le Pensec remplace Roger Fajardie à la présidence du Congrès)

Le président (Louis Le Pensec)

Chers camarades, le débat se poursuit encore pendant une heure.
La parole est pour cinq minutes à Alain Tillon. Intervenant suivant : Bernard Derosier.

Alain Tillon

Chers camarades, je voudrais vous parler très brièvement du thème suivant : le Parti et la communication.
Une nouvelle loi concernant la communication vient mardi prochain en discussion à l'Assemblée Nationale. Elle va permettre la création, dans l'ensemble de notre pays, de télévisions locales privées. Ainsi se trouvera complétée l'œuvre considérable que nous avons entreprise en matière de communication et, notamment, de communication audiovisuelle depuis l'arrivée de la Gauche au pouvoir, ainsi sera ouvert un nouvel espace de liberté.
En effet, la libéralisation de la communication audiovisuelle aura été une de nos préoccupations constantes.
Dans cette voie, deux principes nous ont constamment guidés.

- D'abord, conforter le service public de la communication audiovisuelle tout en assurant son entière indépendance, notamment avec la création de la haute autorité et du Conseil national de la communication audiovisuelle.
- Ensuite, ouvrir largement à d'autres partenaires que l'Etat un libre accès à la communication audiovisuelle. Ces nouveaux partenaires, ce sont les radios locales privées, les collectivités locales - par le plan-cadre de la loi de 1984 - les télévisions nouvelles nationales, canal plus et bientôt les chaînes multi-villes, les télévisions locales privées par le nouveau projet de loi dont j'ai fait mention.

Voilà ce que nous avons fait, sans rester inactifs dans le domaine de la liberté de la presse écrite. Voilà ce que nous avons parachevé avec la loi sur les télévisions locales qui sera aussi une étape importante dans la mise en place d'une législation multimédia, celle que requiert aujourd'hui l'évolution d'une société avancée comme la nôtre, et déjà se profile à l'horizon l'étape suivante qui, grâce aux satellites de télédiffusion, nous projettera dans la dimension européenne, pour nous rappeler que le mouvement d'ouverture d'espaces nouveaux de liberté ne cesse jamais.
Oui, cette œuvre en matière de communication, nous pouvons en être fiers. Elle trouve sa juste place aux côtés des nationalisations, de la décentralisation, de

Fondation Jean-Jaurès

l'extension des droits des travailleurs, dans ce qu'on appelle le socle du changement.
Mais pourquoi faut-il, chers camarades, que le Parti Socialiste apparaisse pour lui-même dans ce domaine en retrait par rapport au mouvement général ? Qu'il apparaisse parfois à l'extérieur comme décalé, alors qu'il a pris une telle part au changement et à la novation générale ?
Et pourtant une avancée considérable a été accomplie dans les secteurs qui s'occupent de la communication dans notre organisation, et je voudrais ici rendre un hommage particulier à Christiane Mora qui n'est pas parmi nous aujourd'hui.
Mais ces secteurs ont-ils toujours disposé des moyens souhaitables ou simplement nécessaires pour leur action ? Les Socialistes ont-ils collectivement fait l'effort d'investissement que réclamait la situation dans ce domaine ? Je ne le crois pas.
Chers camarades, nous entrons dans l'ère de l'abondance, voire de la profusion des moyens de communiquer. Nous avons joué un rôle majeur dans cette évolution. Serions-nous pour nous-mêmes parmi les derniers à en tirer toutes les conséquences ?
Au plan strictement politique, l'introduction du scrutin proportionnel va entraîner des changements profonds dans les données de la communication de notre Parti. Désormais la communication institutionnelle et les campagnes nationales prendront une dimension, une importance déterminante et donneront le la, les fédérations étant amenées à adapter les campagnes nationales en fonction des spécificités et des cas particuliers locaux.
Dans cette optique de communication globale, la question de l'image du Parti Socialiste redeviendra centrale comme elle l'était quand le nouveau Parti Socialiste d'Epinay avait lancé le message ô combien symbolique du Poing et de la Rose, message dont la suite a montré combien il a été bien reçu par la majorité des Français.
Aujourd'hui nous devons nous préoccuper non seulement de la diffusion de notre message, mais aussi de sa bonne réception dans l'opinion publique. Il s'agit de nous en donner les moyens.
Pour conclure mon intervention, je voudrais émettre deux souhaits concrets qui seraient significatifs, voire symboliques de notre volonté de prendre totalement en compte la préoccupation de la communication moderne dans notre Parti.
Mon premier souhait sera que soit accru le rôle de structures comme le GSE de communication qui réunit notamment des professionnels de grande compétence, qui ne sont peut-être pas toujours aussi sollicités par le Parti qu'ils souhaiteraient l'être. Cette structure pourrait s'ouvrir encore plus largement sur l'extérieur, en dialogue avec tous ceux qui sans être Socialistes, sont prêts à réfléchir et à œuvrer avec nous.
Chers camarades, ce serait là une contribution très concrète à cet effort dont nous nous représentons bien combien il est décisif, pour rassembler toujours plus largement autour de nous tous ceux qui œuvrent pour transformer notre société dans le sens de la modernité et de la justice.

Fondation Jean Jaurès

Mon second souhait serait que soit créé dans notre organisation un Secrétariat national de la communication chargé de l'ensemble des questions de ce secteur, et que la communication de notre Parti soit en relation étroite avec lui, si elle devait ne pas lui être totalement rattachée.
En tous cas je souhaiterais que soit abandonné définitivement le terme de "propagande" accolé à celui de "communication". Ce serait là à mon sens une illustration simple et facilement compréhensible de notre volonté de conformer ce mode d'intervention à notre volonté de transformation et de progrès par notre pays.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, si vous êtes tenus de quitter la salle, faites le au moins en silence.
La parole est à Bernard Derosier pour 15 minutes.

Bernard Derosier

Chers camarades restés dans cette salle, nul doute que les espaces d'entente entre nous soient très larges. Nul doute que nous puissions tous d'une même voix répondre à l'interrogation qui nous était faite ce matin par le Premier secrétaire. Bien sûr, nous préférons tous Chevènement à Haby, bien sûr nous préférons tous Joxe à Poniatowski, bien sûr nous préférons tous, ô combien, notre camarade Badinter à Alain Peyrefitte.
Mais n'y a-t-il pas quelque injustice à poser ainsi les questions ? Ne se serait-il rien passé, n'y aurait-il eu personne entre Haby et Chevènement ? Ne serait-il rien passé, n'y aurait-il eu personne entre Monory et Bérégovoy ?
Je crois que là nous nous rapprochons un peu du cœur du sujet qui est celui de ce Congrès.
Mais si j'ai bien compris ce que disait notre camarade Premier Ministre, ce qu'il nous proposait, c'était un choix global entre ce qui était avant 1981 et ce qui fut après 1981.
Alors je veux lui dire vraiment, de tout cœur et en pleine sincérité, que nul doute que nous préférons le Laurent Fabius d'après 1981, ceci sans réserve... ou si, à une petite réserve près quand même. Pourquoi nourrir un procès en suspicion ? Pourquoi faire comme si à l'intérieur de ce Congrès certains seulement étaient au courant que l'histoire ne s'arrêterait pas en 1986 et que le film se déroulerait bien au-delà de l'échéance législative de 1986 ? Pourquoi instruire le procès en suspicion sur l'engagement qui serait celui de Michel Rocard dans la prochaine campagne des élections législatives ?
(Quelques applaudissements)
Il me semble que d'importants leaders de ce Parti, que d'importants leaders de fédérations de ce Parti dans lesquelles la motion de Michel Rocard a recueilli moins de 10% des suffrages n'ont eu aucune difficulté à trouver Michel Rocard quand ils avaient besoin de son soutien pour faire face à des échéances municipales compromises.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Enfin j'aurais voulu dire à Laurent Fabius, s'il était encore là, qu'un certain soir de mars 1978 j'ai entendu moi aussi une certaine déclaration; et après une période qui pour tous les militants avait été particulièrement dure, au soir d'une élection à l'issue de laquelle certains camarades avaient inventé le concept de "non-victoire", eh bien, ce message, cette intervention m'a fait chaud au cœur comme au cœur de nombreux militants, et elle nous a donné le courage de redémarrer notre action militante dès le lendemain.
(Applaudissements)
Il est trop tôt, au soir du deuxième jour de ce Congrès, pour savoir dans quelles conditions le Parti en sortira. Mais je crois que déjà nous pouvons aujourd'hui répondre à un certain nombre de mises en garde qui avaient été proférées à l'issue du Comité directeur où a été prise la décision de proposer deux motions au débat des militants de ce Parti, mises en garde qu'on nous rendait présentes à l'esprit sur le thème de savoir si nous n'allions pas affaiblir le Parti en le divisant par le débat auquel nous l'invitions.
Eh bien, je crois qu'aujourd'hui, sur ces mises en garde nous pouvons répondre. Qui oserait dire que le Parti aujourd'hui sort affaibli du débat que nous venons d'avoir entre nous ?
(Applaudissements)
Tout au contraire il me semble bien que le Parti dans son ensemble en sort vivifié, renforcé, mieux préparé pour les échéances qui nous attendent, mieux parce que notre Parti est redevenu le Parti du débat. Voilà qu'à nouveau nous redevenons le centre du débat politique de notre pays, ce que nous avions largement cessé d'être depuis 4 ans.
(Applaudissements)
Alors, vive le débat !
Non, le débat n'a pas troublé les militants. Non, le débat ne nous a pas découragés. Non, le débat ne nous a pas affaiblis ni discrédités dans l'opinion publique.
Ce qui peut troubler, ce qui risque de démoraliser, ce qui peut nous discréditer, c'est le spectacle donné dans certaines fédérations par des camarades signataires de la même motion qui s'entredéchirent avec une farouche ardeur, la farouche ardeur de vouloir continuer toujours à servir le Parti, et surtout de continuer à le servir pourvu que ce soit aux meilleures places !
(Applaudissements)
Mais il ne suffit pas de débattre, encore faut-il qu'entre nous nous retenions quelques-uns des points forts qui peuvent être les éléments d'un accord.
Encore une fois il nous faut nous expliquer sur les raisons pour lesquelles nous pensons qu'un bilan plus équilibré de ce qu'a été l'action de la Gauche au gouvernement depuis 1981, qu'un bilan qui fasse plus largement la place à côté des succès dont nous sommes tous fiers aux difficultés, aux hésitations, aux erreurs peut-être que nous avons commises, nous semble tout à fait indispensable, si nous voulons retrouver le chemin du dialogue, de la persuasion, de la conviction et de l'adhésion de ceux qui nous ont quittés, qui nous ont laissé poursuivre notre chemin depuis 1981 et qui ne sont plus à nos côtés dans les

Fondation Jean Jaurès

batailles qui se préparent.
Je suis député du Nord, député d'un pôle de conversion, le bassin de la Sambre, celui des bassins d'emploi de la région Nord-Pas-de-Calais qui connaît les plus grandes difficultés depuis dix ans.
Je voudrais, au travers de certains exemples, illustrer brièvement les raisons du malaise qui s'est glissé entre nous et de nombreux amis qui étaient précédemment à nos côtés, quelques-unes des incompréhensions qui font qu'aujourd'hui nous ne sommes pas tout à fait certains de les retrouver à nos côtés pour le combat de mars 1986.
"Quelque part, on nous prend pour des c..." ! Cette phrase, je l'ai entendue avec Denise Cacheux prononcée par des camarades qui étaient des militants Socialistes comme nous tous, qui étaient des élus municipaux Socialistes, qui étaient aussi des militants syndicalistes majoritaires à l'intérieur de UNI-METAL-TRI. Cette phrase, ils la disaient avec beaucoup d'amertume, et cette phrase, elle faisait mal à nos tripes de militants !
Pourquoi disaient-ils que "quelque part on les prenait pour des c..." ?
"Eh bien, nous disaient-ils, comment voulez-vous qu'on vous croie ? Comment voulez-vous qu'on soit encore capables de lutter avec vous alors qu'on nous tient dans le même temps trois discours différents ? D'une part nous avons droit au discours du PDG d'UNI-METAL nommé par le gouvernement Socialiste. D'autre part nous avons droit au discours de ce gouvernement Socialiste différent du discours du président, et enfin nous avons droit au discours du Parti Socialiste qui soutient le gouvernement et qui lui-même nous donne une troisième version des faits ! Alors, oui, quelque part on nous prend pour des c... !"
Comment ne pas comprendre l'amertume de ces camarades ou certaines de leurs désillusions, ou une certaine difficulté que nous avons aujourd'hui à essayer de leur faire réintégrer notre combat commun ?
Rappellerai-je la 39ème heure ? Je vous raconterai ce qui se passait à Renault-Maubeuge au moment de la discussion sur la 39ème heure.
Le syndicat majoritaire dans cette entreprise engageait le débat avec les 3200 salariés et acceptait de discuter d'une non-compensation intégrale de cette 39ème heure - ils ont chiffré comment il était possible que chacun s'associe à cet effort de solidarité en fonction de ce qu'était son salaire et ils en ont déduit que cela permettait de dégager une masse salariale qui permettait 40 embauches dans cette usine - et engageait le débat de savoir où il fallait embaucher ces 40 salariés nouveaux quand est tombée la décision que ce serait 39 heures payées 40. La CGT a bien rigolé. Quant à ces camarades, c'est vrai que dans la période qui a suivi, ils se sont plus occupés de leur jardin, ils se sont plus occupés de leur famille qu'ils ne se sont préoccupés de nous aider dans notre combat politique.
(Applaudissements)
Rappellerai-je le sort fait à Edmond Maire sortant de l'Elysée et exprimant à quelles conditions, selon lui, un plan de rigueur était acceptable et pouvait être soutenu par son organisation syndicale ? Souvenez vous du tollé, pendant les

jours et semaines qui ont suivi, mais ils étaient fous, ils étaient cinglés, mais ils n'avaient rien compris, qui avait jamais parlé d'un plan de rigueur ? Quel plan de rigueur ? Jamais il n'y aurait de plan de rigueur et moins d'un mois après, le plan de rigueur tombait !
(Applaudissements)
Aujourd'hui, on chercherait, dans quelque aspect caractériel de la personnalité d'Edmond Maire le peu d'empressement qu'il mettrait à venir nous aider dans le combat qui nous attend pour mars 1986 ? Non, je crois qu'il nous faut nous expliquer là-dessus et être clairs entre nous, et si nous voulons faire cet effort, ce n'est pas en Ponce Pilate, ce n'est pas pour nous laver les mains d'erreurs qui n'auraient pas été les nôtres. Solidaires nous avons été, solidaires nous sommes, solidaires nous serons.
(Applaudissements)
Là dessus, deux remarques quand même : j'ai été surpris, dans ma fédération, que les seuls à monter au créneau contre la motion 2, c'était les amis de Pierre Mauroy et j'aurais voulu lui demander s'il n'avait pas quitté la salle, qu'il réponde honnêtement d'où lui sont venus, à l'intérieur du Parti, les coups les plus sévères qui l'ont frappé dans les moments les plus difficiles de son gouvernement ? Sont-ils venus des rangs des actuels signataires de la motion 2 ou sont-ils venus de ceux qui sont aujourd'hui les mêmes signataires de la même motion que celle qu'il a signée lui-même ?
(Applaudissements et sifflets)
Qu'on s'explique aussi et que l'on cesse les faux procès sur la solidarité parce que dans ce Parti, il y a des camarades qui, une fois pour toutes, quoi qu'ils fassent, ont tort, ou, tout du moins, on voudrait bien que la situation reste ainsi pendant longtemps.
Ainsi en est-il de Michel Rocard. Se tait-il ? C'est qu'il doit nourrir de bien noires pensées, et, au moment où il parlera, on lui reprochera de ne pas avoir parlé au moment voulu. Parle-t-il ? Alors, c'est qu'il est un diviseur et qu'il prend le risque d'affaiblir le Parti. Non, ce sont des faux procès dont il nous faut sortir car nous n'avons pas de leçons de solidarité à recevoir ; nous l'avons été, nous le sommes et nous le serons dans la période actuelle.
(Applaudissements)
Oui, nous sommes fiers de notre bilan, mais là n'est pas la question ; ce n'est pas l'affirmation de cette fierté, surtout si elle se fait avec suffisance, qui nous permettra de dissiper le malaise, l'incompréhension qui se sont insinués entre nous et un certain nombre de ceux qui étaient nos camarades, qui étaient nos amis, qui étaient nos compagnons de route et qui, aujourd'hui, nous ont laissés partir et ne sont plus à nos côtés. Je crois tout au contraire que nous avons besoin, pour être plus efficaces dans la période qui vient, pour être plus capables de rassembler, que nous sommes dans la nécessité de faire une présentation plus équilibrée de notre bilan. Il ne faut pas hésiter à dire et à illustrer toutes les phases brillantes, toutes les phases de ce bilan dont nous sommes fiers, mais il ne faut pas hésiter, non plus, à faire la lumière sur ce qu'ont pu être certaines de nos incohérences, certaines de nos erreurs. Oui, nous avons besoin, pour être

Fondation Jean Jaurès

plus efficaces dans la période qui vient, d'un ton plus modeste et d'une plus grande capacité d'écoute de ceux-là même avec lesquels nous sommes aujourd'hui en situation d'incompréhension.
A ces conditions, oui nous croyons fortement qu'à ces conditions un bon résultat est possible en mars 1986. Notre Premier secrétaire n'est plus là, c'est dommage. Il a mis la barre à 30% pourquoi pas plus haut ? Je voulais lui dire, à l'expérience de ce mois que nous venons de vivre, qu'il ne me semble pas du tout que ce soit un pari stupide de viser les 30% quand on nous en prête 20 ou à peine plus.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Dominique Strauss-Kahn pour quinze minutes.

Dominique Strauss-Kahn

Mes camarades, je crois que ceux qui disent que parce que le monde change, l'opinion se méfie des programmes, je crois que ceux-là se trompent.
"Les responsables politiques doivent sans se lasser exposer à la nation comment se présentent les difficultés et les solutions possibles, non pas pour développer des idées vagues ou générales, mais pour soumettre au peuple une politique précise et des décisions à prendre, et, chaque fois, le pays répond."
Voilà ce qu'écrivait Pierre Mendès France dans "La République moderne".
A six mois des élections, je veux parler à notre Congrès de son programme car c'est une exigence de la démocratie à laquelle la Gauche ne peut renoncer, que d'instaurer ce débat pour 1986.
Ne dédouanons pas les Droites qui se refusent à formuler des programmes sérieux ; contraignons-les, au contraire, à s'expliquer. Il faut que les Droites osent avouer ce qu'elles sont, en révélant ce qu'elles proposent. Bilan contre bilan, oui, mais surtout projets contre projets. Il faut que le RPR s'explique sur les multiples versions contradictoires, incohérentes de son programme. Il faut que Raymond Barre s'explique sur ses chiffres hasardeux et ses bilans en trompe l'œil. Il faut que les néo-libéraux s'expliquent, qu'ils justifient comment le retour aux réflexions du 19ème siècle permet de s'adapter aux réalités du 21ème. Il faut que tous expliquent aux Français comment ils veulent gouverner ensemble, sans programme, sans idées neuves. M. Barre ne nous a pas dit comment il éviterait de retrouver les 14% d'inflation qui étaient les siens ! En tant qu'économiste, je serais intéressé par la réponse !
Ils veulent faire du Thatcher. Ceux qui ont récemment visité le Royaume-Uni savent que c'est un pays qui connaît la désindustrialisation. Ils savent ce qu'est un pays qui connaît un pouvoir d'achat de 20% inférieur au nôtre. Les troubles sociaux, l'insécurité grandissante, les "manquements" de Tottenham, c'est cela la politique de Thatcher et c'est cela qu'ils nous promettent !
Ils se présentent tous dépositaires de la confiance, mais de 1974 à 1981, ils l'avaient, la confiance et qu'en ont-ils fait ? Ils ont fait que la France s'est enfoncée. A la fin des années 70, nous avions perdu le pari de la mutation. La France était destinée à ne plus être un grand pays industriel en l'an 2000. La

Fondation Jean Jaurès

Droite avait choisi, s'était résignée à la décadence.
Le pari n'est pas encore totalement gagné aujourd'hui mais il était perdu hier, et, aujourd'hui, la France est en train de gagner.
La poursuite de notre politique, pour reconstruire l'appareil productif, pour une meilleure répartition des revenus et du travail, pour plus de solidarité, vers plus d'égalité, c'est la condition indispensable du pouvoir d'achat et de l'emploi de demain. C'est cela, la politique de François Mitterrand.
Que la Droite s'explique et on verra alors que ses solutions sont illusoires, qu'elles relèvent de la pataphysique et de l'utopie politique. On verra alors que lorsqu'elles sont précises, ses solutions préparent sur la protection sociale, sur le droit de licenciement, sur la privatisation rien d'autre qu'un simple retour en arrière. Contraindre la Droite à afficher ses projets, ce n'est pas être défensifs, c'est clarifier le débat démocratique, c'est porter devant tous les Français les divergences essentielles.
Alors, quel programme Socialiste pour 1986 ?
Il faut le dire, d'abord, la meilleure garantie donnée aux citoyens, c'est ce qui a été fait par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius. La vérité essentielle, c'est que depuis 1981, la France a enfin pris à bras le corps les problèmes de la crise. Mais oui, mes camarades, nous avons les meilleurs résultats de la CEE, en pouvoir d'achat, de 1981 à 1985. Oui, nous avons les meilleurs résultats en termes d'emplois, même s'ils doivent nous paraître encore bien insuffisants et donc inacceptables. Oui, l'investissement industriel est reparti le plus rapidement en Europe. Oui, l'inflation a été réduite comme jamais auparavant dans notre pays. Oui, la balance extérieure est équilibrée. Oui, mes camarades, le message est simple, c'est celui qu'il faut diffuser : l'économie française est, à la fin de 1985, dans une bien meilleure situation qu'à la fin de 1980.
(Applaudissements)
Pour parvenir à cela, la Gauche a parlé vrai. C'était difficile, mais ce n'était pas le plus difficile. Le plus difficile, c'était d'agir vrai. Nous avons demandé l'effort, y compris à notre base sociale. Nous avons demandé l'effort et aujourd'hui la France en récolte les résultats. Tous les organismes internationaux, toute la presse étrangère le reconnaissent volontiers. La Droite française, aveuglée par son désir de revanche et par sa certitude d'être l'unique détentrice du pouvoir, est la seule qui ne puisse l'admettre.
Alors, en 1986, il s'agit de confirmer le progrès. En cinq ans, nous avons remis le pays sur les rails, nous avons rattrapé le retard accumulé par vingt ans de réaction. Des lois Auroux à la décentralisation, de l'extension des libertés au renouveau économique, la France est redevenue un pays moderne.
Il faut, à partir de mars 1986, confirmer le progrès, progresser vers le Socialisme.
Quels doivent être les grands axes de ce que nous devons proposer ?
La commission du programme que j'anime y travaille. Un très grand nombre de camarades du Parti, du gouvernement, y participent et le Parti aura à trancher sur les grandes orientations.

Nous devons dire ce que nous ferons pour l'emploi, nous devons poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires, nous devons redéfinir la protection sociale, nous devons préciser le rôle de l'Etat et des entreprises nationalisées, nous devons faire la preuve de plus d'imagination dans la formation, dans la recherche, nous devons étendre les droits des salariés dans la vie des entreprises et nous devons organiser la relance européenne.

L'emploi, il viendra de la croissance retrouvée et nous sommes en bonne voie. De 1981 à 1985, mes camarades, la production française aura augmenté plus qu'en Allemagne : 5,6% en France, 5,1% en Allemagne. Qu'on ne vienne pas nous dire que la France est la "lanterne rouge" de la croissance !

Au cours des deux dernières années, nous avons reconstitué notre potentiel de croissance. Mais, il faut avoir le courage de le dire, la croissance à elle seule ne suffira pas à résorber le chômage. L'emploi viendra aussi de la lutte contre l'inflation. Il ne faut pas opposer l'emploi et la lutte contre l'inflation car mon impression, c'est qu'il faut plus de compétitivité.

Retenez ce chiffre, mes camarades : un point d'inflation en moins, c'est 50 000 emplois en plus, et n'en déplaise à M. Barre, 5% d'inflation, en passant de 14 a 5 en cinq ans, c'est 500 000 emplois que nous avons sauvés.

(Applaudissements)

L'emploi viendra aussi de l'allongement de la durée d'utilisation des équipements et de l'aménagement du travail.

Sans accepter la remise en cause des acquis sociaux - pas de travail de nuit, pas de travail du dimanche - simplement par l'extension des équipes diurnes de la semaine, notre camarade Taddéi a montré qu'on pouvait gagner 100 000 emplois la première année et 350 000 en cinq ans.

Enfin, de nouveaux types d'emplois doivent être créés, notamment dans un secteur qu'il faut re-stimuler, et je pense la aux emplois du secteur associatif.

Les prélèvements obligatoires, la fiscalité, doivent nous servir, comme nous l'avons toujours affirmé, à réduire les inégalités. Les reformes qui ont été conduites sur l'impôt sur le revenu ou sur l'impôt sur les grandes fortunes ont marqué des avancées importantes dans la justice sociale mais, pour la prochaine législature, deux chantiers sont ouverts.

La fiscalité locale d'abord, et tout particulièrement la taxe d'habitation.

La situation actuelle est source de grandes inégalités et son assiette doit être revue pour prendre en compte, dans le calcul de la taxe d'habitation, les ressources de chacun.

Mais c'est aussi la lutte contre les inégalités qui doivent nous servir de fil conducteur pour la réforme des prélèvements sociaux, chacun le sait, qui sont particulièrement injustes. Il faut résolument opter pour un prélèvement proportionnel assis sur l'intégralité du revenu, comme nous l'avons déjà tenté en 1983 et jusqu'à la fin de l'année 1984.

Notre protection sociale doit aussi être repensée. Pour faire face aux nouveaux risques, que rencontre la société française pour que tous les Français puissent s'adapter à la nouvelle donne, pour que certains ne restent pas sur le côté de la route, pour éviter l'économie duale, il ne faut pas moins de protection sociale,

Collection Jean-Jaurès

comme le préconise la Droite, mais il faut plus de protection sociale. Il ne faut pas insécuriser les Français si nous voulons être capables de passer à la mutation qui est devant nous, il faut plus les protéger. Après avoir ouvert en 1945 les voies à la couverture des risques liés à la maladie et à la vieillesse, il faut redéfinir - Michel Rocard en a parlé hier - l'Etat providence, il faut construire l'Etat providence, dans la protection des risques liés à la mutation technologique. Il est injuste que les travailleurs qui sont exposés à ces changements parce qu'ils sont dans des secteurs en déclin ou dans des entreprises dépassées soient les seuls à supporter le poids de la mutation.
(Applaudissements)
Grâce à l'assurance maladie, nous partageons entre tous le coût de la maladie de quelques-uns. Grâce à une assurance mobilité, qu'il faut mettre en place, nous partagerons entre tous le coût de la mobilité de certains. C'est une nouvelle branche de la sécurité sociale que nous allons construire, c'est la tâche de notre génération, dans les dix ans qui viennent.
(Applaudissements)
Et quel rôle pour l'Etat ? Affirmons-le avec force, l'Etat est un instrument dont aucun pays moderne ne peut se passer pour diriger son économie. Nous avons nationalisé les entreprises en 1982, et nous avons bien fait. Les entreprises fonctionnent mieux quand l'Etat est actionnaire que quand elles sont privées. Voilà la vérité. Elles faisaient des pertes, elles font des bénéfices. Voilà la vérité.
La question est de savoir comment il faut continuer et ce qui compte, ce n'est pas que telle ou telle entreprise soit privée ou publique ; ce qui compte, c'est la taille du secteur public. Que certaines entreprises entrent ou sortent du secteur public, c'est une condition de la bonne gestion. Il faut rendre possibles ces entrées et ces sorties, Laurent Fabius le disait ce matin, mais la taille du secteur public, elle, dans notre économie, ne doit pas diminuer.
Mes camarades, l'Etat n'est pas seulement fait pour produire. N'en déplaise à certains. C'est l'Etat qui autorise l'épanouissement des libertés et son affaiblissement qui entraîne leur déclin. Lutter pour les libertés, c'est lutter pour un Etat fort. A trop crier ; "moins d'Etat… moins d'Etat...", on finit par permettre aux plus puissants d'écraser les plus faibles. On croit favoriser les libertés ; en réalité, on les enterre.
Mes camarades, je finis d'un mot. Si nous ne voulons pas dans un an vivre dans le monde dont rêvent les libéraux postiches d'une droite entière, il faut nous battre ensemble mais il faut nous battre sur notre programme, et c'est par notre programme que nous pourrons gagner.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades,
La parole est à Jean-Claude Boulard, pour dix minutes puis Annette Chépy.

Jean-Claude Boulard

Chers camarades, parler presque en fin de débat général n'est pas un exercice facile, je vais pourtant essayer de m'y livrer.

Collection Jean-Jaurès

Etre fier de ce que nous avons fait, ou ne pas avoir honte du bilan, voilà un débat que nous sommes certainement capables de surmonter.
Signataire de la motion qui déclare ne pas avoir honte de ce qui a été fait, je suis parfaitement prêt à en être fier si c'est la condition de la synthèse. Fier, en tout cas, d'une politique courageuse de redressement économique. C'est sur un terrain sur lequel on ne nous attendait pas que nous avons réussi l'équilibre du commerce extérieur, la maîtrise de la nation, et c'est peut-être là qu'est finalement la vraie rupture, la rupture avec des erreurs passées des Socialistes qui avaient tendance à sous-estimer un certain nombre des conditions financières de la gestion d'un pays, et cette rupture-là, nous pouvons tous y adhérer.
Mais il y a, chers camarades, un sujet sur lequel il est plus difficile d'être fier. Ce sujet, c'est le sort qui est réservé aujourd'hui dans notre pays à des Français qui sont broyés par la crise, une France qui n'a plus d'emploi depuis maintenant des années, une France qui n'a plus de revenus, une France que l'on renvoie de bureau d'aide sociale en bureau d'aide sociale, de Secours catholique en Secours populaire.
Cet hiver, camarades, dans ma ville, il y avait des mères de famille qui faisaient la queue auprès de locaux où on distribuait des surplus agricoles, et la Gauche est pourtant au pouvoir. Je ne suis pas sûr, camarades, que nous puissions être fiers d'une telle situation. Ils sont aujourd'hui probablement 700 000 dans ce pays qui n'ont pas 1200 F par mois pour vivre, qui sont touchés par le chômage prolongé qui est une des maladies des sociétés en voie de modernisation. Certains, à cette tribune, se sont demandés où étaient passés certains de nos électeurs de gauche. Eh bien, il faut savoir, camarades, que ce n'est pas simplement dans l'abstention que ces Français se sont réfugiés, ils ne sont même plus inscrits sur les listes électorales. Laissés pour compte du progrès, ils ne font plus la relation entre la situation qu'ils vivent et le bulletin de vote. C'est ainsi que se dégrade une démocratie.
Face à ce phénomène de la pauvreté, la Gauche au pouvoir ne peut pas se contenter, comme elle le fait trop, de la charité publique. Il faut passer, et c'est urgent, de la charité à la solidarité. Lorsqu'en 1956, Ramadier et nos camarades au pouvoir, et ce n'étaient pas des révolutionnaires, ont découvert la pauvreté liée à la vieillesse, ils n'ont pas hésité à créer le minimum vieillesse, ils ne se sont pas contentés de renvoyer les personnes âgées vers le Secours catholique.
Aujourd'hui, la pauvreté trouve sa source essentielle dans le chômage de longue durée. Face à ce nouveau risque des sociétés industrielles, il est normal de créer dans notre système de production sociale un minimum social garanti au profit de ceux qui, aujourd'hui, en France, alors que la Gauche est au pouvoir, n'ont plus aucune ressource.
C'est pourquoi la motion 2 a parfaitement raison d'avoir inscrit dans ses propositions la création d'un minimum social. Face à cette proposition, certains nous opposent les problèmes de financement. Est-ce une objection recevable, camarades, d'opposer des problèmes de financement pour les plus pauvres alors que, dans le même temps, nous allons au budget 1986, diminuer les impôts de 1 500 000 contribuables qui paient actuellement plus de 3,5 millions d'impôts par

an ?
Moi, je ne dis pas qu'il ne faut pas faire cette baisse d'impôt au profit de ces contribuables, mais si on la fait, on ne peut pas en même temps dire que l'on n'a pas les moyens d'assurer un système de revenu garanti minimum pour ceux qui, aujourd'hui, n'ont plus rien.
(Applaudissements)
Le coût de ces mesures… (applaudissements)... Merci, camarades, je crois effectivement que l'on a beaucoup parlé dans cette salle de la France, du progrès, mais je pense que nous pouvons également consacrer quelques instants à penser un tout petit peu à la France qui perd alors que nous sommes au pouvoir ! Pour cette France qui perd, à peu près un million de personnes, la mesure qui consisterait à garantir un revenu minimum de 1200 F pour un an, le coût représente 14 milliards de francs. On nous dit : c'est beaucoup. Cela se compare, mes camarades, de façon assez intéressante, aux 10 milliards d'allégement de taxe professionnelle que nous avons accordés aux entreprises. rapporté à la richesse de la France, ce que les économistes appellent le produit national brut, cela représente exactement 0,3% de la richesse de la France.
Alors, camarades, un 0,3%, est-ce que la solidarité lorsque les Socialistes sont au pouvoir, constitue un défi véritablement insurmontable ? Pour notre part, nous ne le croyons pas.
On nous dit aussi : si vous montez ce minimum social garanti, vous allez plonger une partie de la France dans l'assistance. Pourquoi pas, après tout, si c'est une condition pour la sortir d'abord de la misère ? Ce sera à l'honneur Socialiste, après avoir assumé avec Pierre Mauroy puis Laurent Fabius, une politique courageuse de redressement, de la compléter par un minimum social garanti pour les victimes de la modernisation. C'est ainsi que l'on fait la différence entre une politique de modernisation de droite et une politique de modernisation de gauche.
Et cette différence, mes camarades, il est temps de l'expliquer, il ne suffit pas effectivement de parler modernisation, il faut concrètement montrer comment nous, nous avons réparé les conséquences sociales d'une politique de modernisation à laquelle nous ne pouvons pas échapper.
En 1981, les Français qui nous ont envoyés au pouvoir pensaient que nous allions tous leur donner un emploi, et honnêtement, camarades, nous leur avions laissé un tout petit peu espérer cela.
Aujourd'hui, nous savons que nous n'en sommes pas capables. Aujourd'hui, nous savons que des millions d'hommes et de femmes risquent de connaître, pendant très longtemps encore, une situation de chômage. Alors, si l'on veut donner à ces femmes et à ces hommes qui nous disent : "On comprend bien que ce ne soit pas facile de créer des emplois, on comprend que ce soit long de sortir du chômage, mais avec quoi allons-nous vivre ? Comment peut-on boucler la semaine, comment payer son loyer, comment nourrir ses enfants ?" à cette France-là il faut répondre effectivement "Si l'on ne peut pas vous donner un emploi aujourd'hui, on vous garantit au moins un revenu". Un emploi ou un revenu minimum garanti tel pourrait être le principe essentiel d'une politique de

modernisation de gauche, un revenu minimum garanti pour les personnes durablement privées d'emploi, voilà un beau thème de synthèse : rassembler les Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Annette Chépy, pour cinq minutes, puis Marie-Noëlle Lienemann.

Annette Chépy

Chers camarades, anciennement député, Secrétaire nationale, membre du Bureau exécutif, actuellement membre du Comité directeur, et ceci depuis 8 ans, je me vois aujourd'hui exclue pour cause de féminisme.
L'actualité aujourd'hui, c'est l'après 86, c'est la capacité du Parti Socialiste à définir un nouveau projet de gouvernement, c'est le règlement des problèmes de la Nouvelle-Calédonie c'est le chômage, c'est aussi le défaitisme dans nos rangs, face à l'échéance de mars.
Dans ce contexte, il est plus qu'opportun de venir ici vous parler de la place des femmes au Parti Socialiste. N'est-ce pas incongru, malséant, diviseur, que sais-je encore ? Vous auriez raison si l'attitude des femmes était un combat marginal, sans rapport avec l'évolution économique et sociale du pays, et sans rapport avec les mutations de notre Parti. Ce, n'est pas le cas, tout au contraire.
Né en 1971 de l'épuisement de la SFIO, et de l'incapacité du Parti Communiste français à saisir les changements de société que 1968 avait pourtant fait surgir au grand jour, le Parti Socialiste a su regrouper des gens de gauche qui, malgré leurs différences, croyaient tous à la possibilité de créer un parti radicalement différent de ceux qui l'avaient précédé, un parti jeune, dynamique, refusant la sclérose électorale et banqueteuse des vieux Partis de la 3ème et 4ème, pour affirmer la nécessité d'un changement aussi bien de société et de mode de vie qu'un changement économique.
Le Parti Socialiste a été, pendant des années, la seule grande organisation politique de France, à la fois capable de proposer un projet global et de se faire l'écho, mais aussi la caisse de résonance de toutes les transformations et de toutes les contestations qui agitaient la société, la remise en cause des hiérarchies professionnelles, les luttes des femmes pour l'avortement, la contraception, pour leurs droits à la dignité et à l'égalité et pour le respect des Droits de l'homme.
Rappelez-vous, camarades, combien le Parti Socialiste a été à l'écoute - écoute parfois critique - de toutes les aspirations naissantes et quels espoirs ont été fondés sur notre organisation par tous ceux qui se reconnaissaient dans ces luttes.
Certes, le Parti Socialiste et, depuis 1981, le gouvernement ont permis une avancée non-négligeable, même si quelques mesures restent plus controversées, l'incitation au travail à temps partiel, le congé parental rémunéré, etc.
Malgré de nombreuses résistances, les femmes ont remporté des combats délicats et assumé des charges de plus en plus importantes. Les secrétariats de

section, les mairies se sont peuplés de femmes. Plusieurs fédérations ont appelé à leur tête une femme. De nombreuses candidates, à Dreux, Châtellerault et même à Paris ont, en leur temps, attiré l'attention des médias par leur combativité dans des élections difficiles.
C'est dans ce contexte que doit être replacé le coup de tonnerre qu'a représenté, en juillet de cette année, la constitution des listes de candidats pour les élections de mars 1986. Dans ce Parti qui affirme, depuis des années, l'égalité des hommes et des femmes, voici que les 28% de militantes du Parti ne disposent que de 121 de places sur les listes, et d'à peine 8% d'éligibles. Plusieurs ministres en exercice, ou anciennes députés ne sont même pas sûrs de retrouver leur mandat.
Peut-être n'y a-t-il pas assez de candidates ? C'est faux.
Un exemple : la fédération de Paris a enregistré depuis, quelque 60 candidatures de femmes. Cela représente bien plus de 20% des candidatures déposées.
Non, camarades, la réalité est plus simple et plus navrante. La social-démocratie d'un parti ne se mesure pas qu'à sa ligne affichée et à ses textes, elle se mesure aussi, et peut-être surtout à son incapacité à faire prévaloir des principes et des objectifs généraux sur les calculs et les intérêts à court terme de chacun.
(Applaudissements)
Le recul du Parti sur la représentation des femmes doit être perçu comme la traduction d'une incapacité générale dans laquelle est notre Parti, à aller de l'avant et à dépasser un électoralisme et un clientélisme à la petite semaine, qui renvoient à des temps qu'on aurait pu penser révolus.
De ce point de vue, il serait intéressant de voir comment d'autres principes, le non-cumul des mandats par exemple ou la représentation du secteur entreprise, ont été respectés pour la constitution de ces listes.
L'enjeu n'est donc pas pour nous, femmes Socialistes, que tel ou tel occupe une place plus avantageuse sur une liste. Il est que le Parti Socialiste soit à la hauteur de son projet de société et de sa réputation.
Ce Parti qui a fait la promotion des femmes dans les textes doit-il être celui qui aura le moins de représentantes à l'Assemblée Nationale et dans les régions ?
C'est pourquoi, dès juillet, des femmes ont lancé un appel, l'appel des 48, puis des 500, puis des 3000, pour essayer d'enrayer le recul et pour éviter que la crainte d'une défaite et le repli de chacun sur ses positions ne conduisent à la quasi-élimination des femmes.
A ce jour, rien de nouveau si ce n'est la résolution du Comité directeur d'août, selon laquelle il devrait y avoir 20% de femmes correctement répartis sur les listes. C'est tout.
Profitant pour la dernière fois de cette tribune, j'en appelle à votre sens des responsabilités, non pas pour soutenir une bataille de circonstances ou de quelconques ambitions déplacées. Non, chers camarades. L'ambition des femmes Socialistes réclamant 20% de places sur les listes est aussi louable que celle des 72% d'hommes qui s'en réservent le monopole.
(Applaudissements)
Notre bataille est celle du Parti tout entier. Qu'il respecte ses principes et ne

disqualifie pas à l'avance toutes ses actions et ses textes futurs par le mépris qu'il affiche aujourd'hui envers ses Conventions et colloques passés.
Le Parti Socialiste aura besoin de foi et d'enthousiasme dans les mois qui viennent. Qu'il ne commence pas par tromper ceux des femmes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann, pour dix minutes, dernière oratrice inscrite.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, nous avons changé, oui. Eh bien, continuons !
En effet, il nous faut construire aujourd'hui le nouveau message Socialiste pour les années 90 et 2000. Bien sûr, les mutations géopolitiques, économiques, culturelles et sociales que nous vivons, la confrontation au pouvoir, nous ont menés peu à peu à abandonner certains dogmes, à engager une gestion plus réaliste, plus efficace, plus pragmatique. C'était nécessaire, mais cela n'est pas suffisant, car, pour beaucoup de Socialistes, beaucoup de militants, beaucoup de Français, une interrogation reste ouverte.
Qu'est-ce que cela veut dire "être de gauche aujourd'hui" ? Quel est le vrai clivage gauche-droite, dans ce pays aujourd'hui ? C'est quoi, l'identité des Socialistes, à l'aube de l'an 2000 ?
Je n'ai pas le sentiment que nous ayons encore pleinement répondu à cette question et à leur attente.
Plus grave encore est finalement la grande incompréhension de l'opinion sur le fait de nos changements par nécessité. Souvent l'on entend : "Le Socialisme n'est pas une idée d'actualité, ce n'est pas une idée opérationnelle".
Or, je crois, tout au contraire, que notre souci doit être justement de convaincre, de convaincre que le Socialisme n'est pas une idée enterrée, de convaincre que le Socialisme n'est pas une juxtaposition de dogmes, n'est pas une juxtaposition de certitudes closes.
Ecoutons la société, regardons les évolutions Au lieu de les regarder passivement, de façon défensive, à reculons, ou à contre-courants, cherchons à les comprendre pour maîtriser ses mutations nécessaires et inéluctables.
Quand je parle de défensive, j'ai à l'esprit plusieurs thèmes. Souvent, j'entends dans le Parti : "Ah, là, là, la crise" cette crise qui crée des montées de l'individualisme, si graves, si terribles, qui serait la source de tous nos maux à nous Socialistes.
Je leur dis : "camarades, attention". C'est vrai, la crise renforce les égoïsmes, renforce les corporatismes, conforte le repli sur les acquis. Mais ne passons pas à côté d'un formidable courant d'aspirations nouvelles, d'aspirations à plus d'autonomie, d'aspirations à la dignité, à l'initiative, à la liberté, à la participation de chacun à la construction de son présent et de notre avenir.
Ces idées-là seraient de droite ? Moi, je pense au contraire que ces idées retrouvent les fondements de notre engagement à gauche, celui de l'émancipation de l'homme. Ne soyons pas non plus sur la défensive lorsque

Fondation Jean Jaurès

nous percevons un discrédit certain sur l'Etat providence. C'est vrai que ce discrédit est fort habilement utilisé par les libéraux les plus débridés. Mais jugeons que cette question, cette critique de l'Etat providence dépasse largement ces franges.
Le titre du Monde, cet après-midi, c'est : "Le PS et le tournant social-démocrate".
Je crois que c'est insuffisant. La question n'est finalement plus vraiment là. Aujourd'hui, un certain modèle de Socialisme fondé sur la redistribution des fruits de la croissance ne répond plus à l'actualité, parce que la croissance sera limitée et parce que, au fond, nous sentons bien que notre ambition est plus avancée et plus forte. Elle est celle d'une critique plus lourde, d'un refus des inégalités là où elle laisse - et pas seulement - une compensation après qu'elle soit née....
Nous le voyons bien aujourd'hui, la critique de la social-démocratie est fondée aussi sur cette idée que la croissance ne sera plus forte et qu'au fond, il faut trouver un nouveau modèle.
Je crois qu'il nous faut revenir, là aussi, au fondement de nos engagements qui est la lutte contre les inégalités et la recherche d'une nouvelle forme culturelle et sociale fondée sur l'initiative et le partage.
Car le Socialisme moderne c'est celui de l'initiative, du partage, j'ai tendance à penser que ces thèmes, ce sont ceux qui ont institué notre inspiration co-gestionnaire.
Sans doute faut-il actualiser le mot, donner un contenu plus vivant à cette idée, mais si nous passions à côté de ce nouveau message, il me semble que nous légitimerions les interrogations, les doutes et finalement tous ceux qui enterrent nos idées.
Alors, soyons vigilants aussi, car s'il est des évolutions positives, il en est de négatives, que nous n'avons pas su freiner malgré un gouvernement de gauche.
En effet, le chômage, les mutations technologiques, ont accentué les risques de marginalisation, d'exclusion. Et s'il est un clivage gauche-droite, mes camarades, c'est bien celui-là.
Il en est en effet qui estiment que la compétitivité de notre économie, le sursaut de ce pays, ne se gagnera que grâce à une minorité dynamique, une élite compétente, et tant pis si sur la voie de la modernisation il y en a de nombreux qui restent sur le bord du chemin hors course, exclus.
Pour la Gauche, c'est un projet tout autre, car la priorité doit être d'abord un refus acharné de la société duale, une volonté concrète d'associer le plus grand nombre à la protection, à la décision, à la maîtrise de la culture, et de la technique. Il n'est de ce point de vue pas d'autres alternatives que celle du partage du travail, partage du pouvoir, partage du savoir, partage de l'initiative.
Je crois donc que c'est autour de ces valeurs que se construira le Socialisme de l'an 2000, mais dès aujourd'hui, dès 1986, il nous faut éclairer notre programme dans cette perspective, et je retiendrai trois thèmes, tout d'abord l'essentiel, l'essentiel parce que justement nous refusons des exclusions, c'est le problème du chômage.

Fondation Jean Jaurès

Il ne se pose pas qu'en termes du nombre de chômeurs il se pose aussi en termes de la durée moyenne du chômage qui ne cesse de s'alourdir, et qui rend de plus en plus difficile l'insertion dans le monde du travail d'une partie de la population, et nous continuons à rester flou sur ce problème.
Nous savons pertinemment que même avec une Europe plus unie, plus convergente dans ses économies, la croissance de notre pays restera faible pour les années à venir; ou bien nous acceptons un nombre important de chômeurs en attendant des jours meilleurs, ou bien dès aujourd'hui nous nous engageons vers une politique négociée de partage du travail qui allie ces objectifs de solidarité avec ceux d'une meilleure compétitivité de notre économie, un meilleur usage de l'outil de production. C'est le partage du travail et pas seulement l'aménagement du temps de travail, car nous le voyons, partage du travail, partage des revenus sont intimement liés.
Je crois que nous avons fait beaucoup de pas les uns vers les autres sur ce thème. Il faut en prendre acte, mais il faut nous donner les moyens de voir sur le terrain progresser concrètement.
De ce point de vue le travail fait par Delebarre, ministre de l'Emploi, est, je crois un atout tout à fait considérable que nous devons utiliser dans la campagne. Il faudrait aussi tenir un discours un peu nouveau sur cette sacro-sainte protection sociale. J'ai bien entendu Dominique Strauss-Kahn, nous savons tous que le coût de la protection sociale est arrivée dans une butée dans notre pays, et nous savons notre protection sociale tellement performante n'a pas évité qu'un nombre important de nouveaux pauvres - nouveaux n'étant pas vraiment juste, mais une accélération du phénomène de pauvreté - nous savons que cette fameuse protection sociale n'a pas joué l'effet redistributif comblant les inégalités, que nous lui assignions comme mission essentielle.
Alors, pourquoi aller à reculons ? Si nous ne faisons pas des réformes profondes, et de ce point de vue je crois que le contenu de la motion 2 est particulièrement novateur, et ouvre les voies de l'avenir, si nous n'engageons pas cet effort, ce qui volera en éclats sera l'essentiel, c'est-à-dire la protection minimale pour les plus démunis.
Nous ne retrouverons ni la volonté politique, ni les financements aujourd'hui pour la mise en œuvre d'un revenu minimum social garanti, parce que nous ne voulons pas toucher à ces fameux acquis, qui parfois, camarades, aux yeux de la pauvreté apparaissent pour les plus démunis comme des privilèges. Aussi, il nous faut avoir une politique radicale de transformation de la protection sociale, c'est aussi un thème essentiel de notre programme.
Le dernier que je retiendrai est celui de la formation. Vous savez bien sûr, élève de l'école publique, j'ai entendu depuis ma prime enfance ce discours, si séduisant sur l'élitisme républicain, et j'ai entendu si facilement claironné aux oreilles des enfants du milieu défavorisé de la classe ouvrière "si tu veux, tu peux réussir", et quand le jeune se trouve face à l'échec, que pense-t-il ? C'est son échec qu'il juge.
Construisons aujourd'hui des citoyens qui soient prêts à justement vivre autre chose que ces échecs accumulés, alors oui à l'élitisme républicain, il ne marche

Fondation Jean Jaurès

pas comme moyen d'émancipation collective du plus grand nombre, prenons-y garde, camarades, nous sommes dans une phase où les certitudes qui paraissent si simples nous rassurent.
(Applaudissements)
Mais ce qui ne nous rassurera pas, c'est l'éclatement de notre système social, avec des jeunes, des travailleurs, immigrés, que je vois dans les cités urbaines, qui se sentent de plus en plus exclus, non seulement exclus mais niés dans leur dignité, car incapables de réussir avec la fameuse école de la République.
Alors, bien sûr, il nous faut actualiser nos valeurs, il nous faut faire un programme pour 1986, mais je ne suis pas sûre que cela suffise à regagner la confiance de l'opinion et à redonner aux Socialistes une perspective un projet convaincant.
Vous savez, je suis toujours frappé, on fait le bilan des lois, les lois Auroux, on fait le bilan de la décentralisation, et puis on se dit : comment, ils ne comprennent pas ? Comment se fait-il qu'ayant voté tant de bonnes lois, tant de bons décrets, fait tant d'ordonnances nous ayons encore tant de difficultés ?
Je crois que nous n'avons pas suffisamment réfléchi à cette question, de qui sont les acteurs du Socialisme. Car il ne suffit pas de donner un cadre, il faut aussi mettre en mouvement, permettre à chacun de participer, à cette œuvre de transformation sociale. Et là, nous avons beaucoup encore à faire. Nous n'avons pas su trouver les moyens de renforcer le syndicalisme. Nous n'avons pas su trouver le moyen de rendre les mouvements associatifs à la fois autonomes dans le sens de l'innovation et être considérés comme de réels partenaires. Or, ceci est essentiel Il nous faut pour 1986 et au-delà, trouver des terrains qui concrétisent notre objectif de négociation sociale, et c'est vrai que là aussi nous avons progressé, et c'est vrai que nous n'attendons plus de l'Etat tout, de la décision législative tout, mais pour autant nous n'avons pas comblé cette question.
Je vois deux secteurs sur lesquels il faut porter nos efforts, d'abord sur le terrain de la négociation sociale, partout où nous sommes sur le terrain, ou au niveau du gouvernement pour que des négociations s'engagent sur le partage du travail, sur l'entrée des nouvelles technologies, et pourquoi pas sur une nouvelle vision dans l'entreprise.
Il nous faut en dehors du monde de la production prolonger la décentralisation, qui est trop la délégation du pouvoir à des élus, mais pas encore des espaces de liberté pour les citoyens.
Je terminerai, camarades, après une réaction que j'ai eue en écoutant le discours de Robert Badinter, j'ai toujours une grande émotion, une infinie passion comme vous, lorsque j'entends Robert Badinter nous décrire admirablement l'ensemble des champs de liberté nouveaux que nous avons offerts à la société française.
Et puis, ensuite vient le doute, non pas de ce qu'on a fait, je me dis, comment se fait-il qu'on ne nous comprenne pas, comment se fait-il que tous ces champs de liberté ne soient pas l'occasion d'un dynamisme énorme de la société française ?
Comment se fait-il que les plus démunis, les plus pauvres, les exclus, ou ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, comment se fait-il que tous ceux-là ne

profitent pas de ces champs de liberté pour aller vers un progrès, pour être mieux insérés, pour aller vers la justice sociale ?
C'est que nous avons, camarades, créé des lois, un cadre, nous avons donné aux Socialistes sans doute les fondements d'une belle maison, mais nous n'avons pas su mettre des ouvriers à la tâche, nombreux, qui soient capables de lui donner à la fois sa forme, son contenu, son intérieur et sans doute son âme.
Et c'est à cette réflexion que je voudrais que nous nous attachions dans les années à venir, car il me semble que le message du Socialisme moderne c'est celui d'acteurs nombreux, dans une société rassemblée autour des objectifs de partage, et d'initiatives.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, avec l'intervention de Marie-Noëlle Lienemann s'achève le débat pour ce jour.
La reprise des débats demain à 10 heures. Bonne soirée.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Congrès national de Toulouse
11, 12 et 13 octobre 1985

Séance du dimanche 13 octobre 1985.

La séance est ouverte sous la présidence d'André Billardon.

Le président (André Billardon)
Mes camarades, la séance est ouverte et je demande tout de suite à Luc Soubré de présenter le rapport de la Commission des résolutions.
Luc, tu as la parole.
(Applaudissements)

Luc Soubré
Chers camarades, Mesdames, Messieurs, la synthèse est souhaitable, la synthèse est possible disaient, depuis le dépôt des deux motions, les signataires de la motion 1 et de la motion 2.
Aujourd'hui, après deux jours de débats, deux réunions de la Commission des résolutions, la synthèse est réalisée !
(Très vifs applaudissements)
Chers camarades, ce beau matin de synthèse doit préparer le soir de victoire puisque, unanimes, nous sommes désormais rassemblés sur des options claires qui se sont dégagées d'un débat démocratique, parfois vif, mais fraternel.
Ce débat, c'est pour gagner que nous l'avons conduit à son terme, puisque de sa clarté, de sa franchise, de son étendue dépendaient les réponses que nous allions apporter aux Français.

Fondation Jean-Jaurès

Après deux jours de Congrès, cette confidence est-elle nécessaire ? Le Congrès de Toulouse n'était pas fait pour que les Socialistes écoutent avec délectation d'autres Socialistes, pour régler entre eux quelques problèmes de sémantique. Il s'agissait de dégager ensemble - ce que nous avons fait - les orientations que nous allons proposer à nos compatriotes. Il s'agissait d'abord de trouver les éléments de conviction pour que nous puissions mobiliser, mobiliser les Socialistes, mobiliser la Gauche et pouvoir confirmer le progrès.
Chers camarades, nous avons su "écouter la diversité". "Ecouter la diversité" nous a permis d'arriver à l'unité.
La méthode suivie, sur la proposition de Lionel Jospin dès le premier soir de la Commission des résolutions, a permis de distinguer trois blocs d'amendements dans les 24 amendements présentés par la motion 2 à la motion 1 et donc à situer par rapport à la démarche et à la logique - ce qui est tout à fait naturel - du texte majoritaire, mais dans un souci de clarification et, parfois, de compromis.
Je vais me livrer maintenant à un exercice qui n'est pas tout à fait facile, peut-être pas facile pour vous si vous n'avez pas le texte des motions - mais je vous invite à le prendre - et peut-être pas tout à fait facile pour moi, après une nuit de veille, mais enfin qui s'est terminée, comme vous le savez, joyeusement.
(Applaudissements)
Je vais vous indiquer comment ces trois groupes d'amendements ont été regroupés.
Le premier groupe porte sur la page 4 de la motion 1, texte que vous avez : "l'enjeu du Congrès de Toulouse". Ce sont les amendements de 1 à 15, Ils portent surtout sur : "Que doit faire le Congrès ?"
Le deuxième groupe d'amendements porte sur la partie : "Pour une répartition plus équitable", Ce sont les amendements 16 à 21, vous ne vous en étonnerez pas mais il y a un amendement qui vient d'une autre origine, qui a été adopté par la Commission des résolutions, et tout à l'heure je vous parlerai d'un amendement 23.
Enfin, le groupe 3, les amendements qui portent sur "une stratégie claire", c'était les amendements de 22 à 24.
Nous voici arrivés au moment où, munis de vos textes, vous allez, je pense, suivre le travail que nous avons fait.
En prenant le texte à la page 4, "Que doit faire le Congrès ?", il y a d'abord deux amendements de suppression.
Le premier amendement de suppression, c'est le premier paragraphe : "Le Parti Socialiste a-t-il changé ?..."
Le deuxième amendement de suppression, c'est le deuxième paragraphe.
Après ces deux amendements de suppression qui ont été, bien sûr, adoptés, il y a un amendement qui s'insère, et donc qui s'ajoute, et que je vais vous lire :
"Cinq années de gouvernement par la Gauche ont appris aux Français qu'il est des contraintes dont aucun pouvoir, dans une société ouverte et démocratique, ne peut s'affranchir. Peut-être les Français regrettent-ils d'abord, puisque l'alternance a joué en 1981, de ne plus projeter sur nous le rêve d'un gouvernement qui estomperait les réalités de la crise et dispenserait des efforts

Fondation Jean Jaurès

qu’elle exige. La lucidité à l’égard des faits implique que l’on s’attache à les analyser tels qu’ils sont, souvent difficiles en période de mutation, mais parfois aussi porteurs d’espoir. La société devenue plus complexe et les conditions du débat politique n’ont pu qu’en être affectées. Nous en prenons acte car il serait dangereux d’avoir une pratique politique en discordance avec les attentes du pays. Mais il nous faut éviter aussi, au nom d’une conformité aux humeurs de l’opinion, d’adhérer aux modes passagères."
Chers camarades, je crois qu’il y a là une réponse à des questions qui ont été débattues dans le Congrès, comme vous pouvez vous en apercevoir.
Voilà donc pour le troisième amendement.
L’amendement n°4 se situe tout de suite après, c’est-à-dire qu’il se situe dans la même page, à "Disons-le clairement".
"Disons-le clairement, nous ne saurions renoncer ni à mettre en accord notre discours et nos actes, ni à nos choix de société, ni aux valeurs morales, qui sont ceux de notre projet : solidarité et justice sociale, valeurs de la connaissance, valeurs de la raison, du travail et de la création, le refus du malthusianisme, sens de la responsabilité, de la démocratie et de la mémoire collective qui, pour les Socialistes, donne son sens à l’histoire de la France."
Voilà donc le quatrième amendement.
Si les amendements vous plaisent, il ne vous est pas interdit d’applaudir !
(Quelques applaudissements)
L’amendement n°5, ai-je besoin de vous le dire, a fait l’objet bien évidemment d’un débat et porte, à la page 5, sur le premier paragraphe : "nos difficultés..."
Voici le texte tel qu’il est :
"Nos difficultés avec l’opinion tiennent sans aucun doute, d’abord, au décalage inévitable mais réel entre nos actes et les attentes qui étaient celles, notamment, du monde du travail avant 1981. Elles ont pu aussi résulter de l’insuffisance des explications qui ont accompagné la mise en œuvre de la politique de rigueur."
Voilà pour l’amendement n°5.
(Applaudissements)
Il y a des camarades connaisseurs dans la salle !
L’amendement 6 vient à la suite de cette rectification 5.
"Certes, nous avons adapté ou infléchi un certain nombre de nos actions et de nos priorités : après une relance qui correspondait aux engagements du Parti nous avons dû, dans une conjoncture internationale dépressive, veiller davantage aux équilibres..." et ensuite, sans changement.
(Applaudissements)
Je ne vous lis pas l’amendement 7 qui était proposé, il a été écarté.
L’amendement 8 portait juste sur un mot : "Car" l’action d’un gouvernement...
Et nous arrivons à l’amendement 9, qui est à ajouter après le paragraphe qui commence désormais par : "car l’action…"
"Moderniser la France passe par la reconnaissance du double caractère de l’entreprise et, plus particulièrement, de l’entreprise industrielle, unité de production mais aussi terrain d’affrontement entre forces sociales.
(Applaudissements)

De ce point de vue, les Socialistes ont pris en compte dans leur analyse l'attitude qu'ils ont adopté à l'égard de l'entreprise dans leur politique gouvernementale. La crise a remis en lumière cette vérité crue : on ne distribue que des revenus qui sont la contrepartie de ce qu'on a pu produire et vendre.
(Applaudissements)
Les Socialistes ont mieux pris en compte la nécessité de demeurer compétitifs, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production. Cette mutation illustre, en réalité, la transformation du Parti Socialiste de parti d'opposition en un parti à vocation gouvernementale. le Parti Socialiste a assumé sa fonction de parti de gouvernement. Les Socialistes ont pris en compte la réalité du marché... (applaudissements)... tout en réaffirmant la nécessité d'un Etat qui définit les grandes priorités économiques au travers du plan et fixe les règles qui visent à le canaliser et l'empêcher d'être un instrument d'oppression."
(Applaudissements)
Pourquoi ne pas dire qu'au cours du travail de la Commission des résolutions a été évoqué le problème de l'examen de la déclaration de principe ?
L'amendement n°10 se situe toujours en page 5 et est une suppression. C'est la suppression de : "Faut-il bâtir pour autant…", donc c'est la suppression du paragraphe jusqu'à : "Nous ne le croyons pas."
L'amendement 11 toujours page 5, est plus compliqué. Il consiste à mettre en tête : "Les premiers résultats de notre politique sont patents, ils montrent que la politique menée dès 1981 a engagé la France dans la voie du progrès. Sur la législature, le taux de croissance est supérieur à la moyenne européenne, le gain du pouvoir d'achat est le plus élevé d'Europe, la réduction des inégalités a été amorcée, l'inflation réduite avec succès, la balance extérieure est en voie d'équilibre."... la suite, c'est-à-dire "qu'il s'agisse de...", sans changements.
(Applaudissements)
L'amendement n°12 est situé en haut de la deuxième colonne de la page 5, au 2ème paragraphe : "nous savons d'où vient l'essentiel de nos difficultés avec l'opinion... " Autrement dit, il y a l'introduction de la notion "d'essentiel".
Avec l'amendement 13, page 5, deuxième colonne, il y a une suppression sur : "La tâche essentielle pour les Socialistes n'est pas de s'interroger longuement pour savoir s'ils ont changé, elle est d'aller vers les gens" etc. Il y a là deux suppressions, 13 et 14, qui se suivent.
Donc, nous reprenons à : "Les réalités…", sans changement, et à la fin de la page n°5, il n'y a plus :
"Les tâches du Congrès de Toulouse sont claires..." mais : "Les tâches du Parti Socialiste sont claires..." puisqu'à partir de ce soir ce seront les tâches du Parti Socialiste. C'est une actualisation que vous apprécierez.
(Applaudissements)
Voilà donc pour le premier bloc d'amendements, jusqu'à l'amendement 15.
Nous arrivons au deuxième groupe d'amendements et je vous demande de bien vouloir vous porter à la page n°9.
Cela vise essentiellement le texte intitulé "Pour une répartition plus équitable". Il y a une suppression de : "il serait paradoxal..." jusqu'à "... répartition".

Mais cela se termine comme cela : "Mais la politique des Socialistes est aussi une politique de la répartition".
Voilà pour l'amendement n°16.
Chaque groupe d'amendements, on a dû vous le dire mais je me permets de le répéter, a fait l'objet d'une sous-Commission où des camarades ont travaillé hier après-midi - vous avez entendu les appels - et ont pu comme cela rendre service à la Commission des résolutions en déblayant le terrain.
L'amendement 17, page 10, se situe à la fin de la partie "La protection sociale". "La société française manquera son adaptation aux nouveaux modes de produire, faute de quoi..." on le garde, et il y a une introduction : "il est urgent aussi d'éviter les risques de marginalisation dans notre société, notamment pour les chômeurs.
(Applaudissements)
Nous devons aller vers la définition d'un minimum social garanti.
(Applaudissements)
Proposer d'étendre notre système de protection sociale rend encore plus nécessaire de poser clairement et lucidement le problème de son financement."
(Applaudissements)
Il y avait un amendement 18 qui n'a pas été retenu.
Nous arrivons à l'amendement 19, page 11, qui concerne la priorité de la formation.
Sur la priorité de la formation, le texte reste identique jusqu'à "aggrave la différence", et on introduit :
"Pour donner à tous les enfants des chances égales, il faut à la fois améliorer l'apprentissage de base et développer avec la rigueur nécessaire l'innovation pédagogique pour prendre en compte la diversité des élèves et de leur rythme."
(Applaudissements)
Ensuite il s'agit de l'effort que nous entendons faire pour l'Education nationale. L'essentiel du texte est repris. Il y a des insertions, mais je vais vous le lire pour garder la logique, en quelque sorte la dynamique du texte.
"L'enjeu impose un énorme effort pour améliorer le service public de l'enseignement. Favoriser le renouveau de l'école publique, c'est rénover les programmes, augmenter le nombre des enseignants, et améliorer la formation… (applaudissements)... multiplier les formes de réussite et les filières débouchant sur des qualifications socialement reconnues, intensifier la mise en place de passerelles permettant de passer d'une filière à une autre" - c'est un ajout -... (applaudissements)... "accroître la responsabilité des établissements, assouplir l'organisation du service public pour que celui-ci puisse être son propre recours, poursuivre l'insertion des jeunes et des enseignants dans la vie économique, par le jumelage école-entreprise, faire de l'enseignement technique une véritable filière de la réussite ouverte sur l'université, et de celle-ci, en liaison avec l'industrie et la recherche, le fer de lance de la modernisation".
Le reste sans changement.
(Applaudissements)
L'amendement 20 a été supprimé.

Fondation Jean-Jaurès

L’amendement 21, page 11, concerne le "Mieux vivre ensemble".
Il y a une suppression due aux difficultés d’organisation de ce qui était marqué : "une péréquation de solidarité entre collectivités locales et collectivités régionales pour une répartition des charges entraînées par la présence des familles d’immigrés devra être étudiée."
Mais il y a un ajout : "c’est aussi dans la perspective d’une meilleure insertion des étrangers dans la société française que devra être examinée la question du droit de vote aux élections locales.
(Applaudissements)
Une telle mesure ne peut que conclure une évolution nécessaire et non pas l’amorcer. Dès maintenant les Socialistes continueront, là où ils gèrent les municipalités, à promouvoir les structures de dialogue et de concertation les plus appropriées aux situations locales."
(Applaudissements)
Nous arrivons aux derniers amendements, du 22 au 24, qui portent, je vous l’ai dit, sur "une stratégie claire", c’est-à-dire essentiellement page 14.
Nous allons prendre paragraphe par paragraphe.
A la fin du 2ème paragraphe, il y a un ajout : "ce qui exige de nous une attitude ouverte, offensive, unitaire. Le Parti Socialiste reste fidèle à sa stratégie unitaire." C’est donc un ajout.
(Applaudissements)
C’est d’ailleurs un ajout qui ne figurait pas dans les amendements et qui a été étudié par la Commission où se trouvaient Alain Richard et Louis Mermaz. Il y a eu plusieurs rédactions, notamment sous la plume de Louis Mermaz, et une discussion s’en est suivie, qui a donné lieu à des regroupements.
3ème paragraphe : "Le Parti Socialiste ne saurait faire dépendre sa stratégie... avec la Gauche en 1986". Il y a une suppression, et ce qui suit, c’est-à-dire "Si le Parti Socialiste n’avait pas assez de sièges ni assez d’alliés pour gouverner sur ses propositions à partir de ses valeurs sur une politique de Gauche, il serait dans l’opposition", la Commission des résolutions a pensé que ceci illustrerait mieux la phrase située au 5ème paragraphe, et donc voilà ce que donnerait le texte proposé :
"Qu’on ne compte pas sur les Socialistes pour des alliances à Droite. Si le Parti Socialiste n’avait pas assez de sièges ni assez d’alliés pour gouverner sur ses propositions à partir de ses valeurs sur une politique de Gauche, il serait dans l’opposition."
Voilà la logique.
(Applaudissements)
Je suis obligé de remonter au 4ème paragraphe, car je me suis empressé de vous dire où on ajoutait la phrase que vous avez applaudie; j’avais peur que vous pensiez que nous avions supprimé cela.
Au 4ème paragraphe, il y a un ajout : "faire que le Parti Socialiste en mars 1986 reste la force principale et déterminante de la vie politique française en rassemblant sur ses candidats le maximum de voix."
A la suite du 5ème paragraphe : "Il n’en reste pas moins que le Parti Socialiste ne

Fondation Jean Jaurès

disposerait plus en mars 1986 de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, même si nous devons nous fixer comme objectif dans les années à venir de faire du Parti Socialiste la grande force de Gauche française, clé de l'alternance démocratique... (applaudissements)... mais en toutes circonstances l'identité propre des Socialistes devra être préservée avec la plus grande netteté. La politique que nous voulons appliquer après 1986 est celle dont, à partir des choix de ce Congrès, nous fixerons les orientations dans notre Convention de novembre. Tout contrat politique devra en découler.
(Applaudissements)
Cela suppose, puisque les Socialistes ne sauraient en aucun cas constituer une force d'appoint à la Droite, qu'ils soient en situation de créer une dynamique autour de leurs propositions et d'assumer la responsabilité du gouvernement. Ainsi pourra être poursuivie la politique de redressement économique, de justice sociale et d'indépendance entreprise en 1981 sous l'impulsion de François Mitterrand."
(Applaudissements)
Je me suis permis, en tant que rapporteur de la Commission des résolutions, de fondre tout dans l'amendement n°22, voilà pourquoi il n'y a plus d'amendements 23 et 24, mais c'est dû à la synthèse présentée notamment, comme je l'ai dit, par les camarades du groupe et par Louis Mermaz en particulier.
Il y a cependant un amendement 23, et je vous demande de revenir au paragraphe "Mieux vivre ensemble". Il a été proposé à la Commission des résolutions par notre camarade Dalo (?) :
"C'est-à-dire que dans la fidélité aux valeurs de la République continuera de se construire une France riche de l'apport de diverses cultures. Il en est déjà ainsi dans les départements d'Outremer où après avoir apporté par la décentralisation une réponse au problème politique du statut, il faut consolider les progrès accomplis depuis 1981 dans la voie du développement économique. Des propositions concrètes seront faites en ce sens pour la prochaine législature."
(Applaudissements)
Voilà, chers camarades, les amendements adoptés par la Commission des résolutions.
Vous pouvez vous apercevoir des efforts qui ont contribué à réaliser un accord, à partir de tout ce que nous avions à dire et des choix faits dans les différentes motions.
Pour terminer, je me permettrai d'exprimer un petit sentiment personnel, heureux d'être le rapporteur d'un rapport de synthèse, dans une ville de la région où je milite. C'est un beau matin.
Mais je m'interroge, je me demande si notre unité d'aujourd'hui intéressera autant que nos divergences ou différences supposées d'hier.
Pour nos adversaires, un bon Parti Socialiste est un parti désuni, et quand les Socialistes sont unis, c'est pour le pire et jamais pour le meilleur. C'est ainsi qu'on entend parler de mariage, auquel on accole l'étiquette de "mariage de raison".

Fondation Jean-Jaurès

Mais les Socialistes sont pour la raison, même si dans le mariage ils souhaitent de l'élan, de la dynamique, de la fraternité.
Notre unité intéressera, elle mobilisera, j'en suis sûr, tous les militants, tous les sympathisants, toute notre force militante, tous ceux qui sont fiers et qui ont conscience d'être une composante du mouvement ouvrier et de l'histoire. Elle mobilisera les forces de Gauche, et au-delà des forces de Gauche, tous les Français qui croient au progrès social, à la solidarité, à la justice, à la liberté.
Bonne fin de Congrès, chers camarades !
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, au nom du Congrès je remercie Luc Soubré pour son rapport.
Les membres de la Commission des résolutions ont pu constater la fidélité avec laquelle le rapporteur a présenté les conclusions, et donc je le félicite pour la qualité de son travail. Il a dû préparer son rapport, comme chacun le sait, en très peu de temps.
Je vais mettre aux voix le texte amendé comme cela vient d'être présenté.
Que les délégués se préparent à voter en ayant à la main leur mandat. Pour ce faire, je demande, mes camarades, à ce que dans cette salle, il y ait un peu de calme.
Je mets aux voix le texte amendé.
Que les délégués qui y sont favorables le manifestent en levant la main ?
(Applaudissements)
Merci.
Avis contraires ?
...
Je n'en vois pas.
Abstentions ?
...
1.
(Protestations)
Je vous en prie, camarades, soyez indulgents.
La motion ainsi amendée est adoptée.
(Bans d'applaudissements)
Merci.
Je donne maintenant la parole à Jean Poperen pour son rapport sur la préparation des listes électorales.
(Mouvements divers)
L'intérêt que vous marquez me conduit à vous demander d'être particulièrement silencieux.
Jean, tu as la parole.

Jean Poperen

Mes chers camarades, nous venons d'accomplir un acte très important et qui, je crois, nous emplit tous de confiance. Nous allons avoir à le prolonger dans les

Fondation Jean Jaurès

jours qui viennent, par l'achèvement de la mise en place de notre dispositif de candidats pour les élections législatives et les élections aux assemblées régionales du mois de mars prochain.
La Commission a, là aussi, travaillé, là aussi a avancé ; elle n'a pas aussi complètement que pour nos décisions proprement politiques conclu sur tout, mais je crois qu'elle aura contribué à faire sensiblement progresser cette tâche délicate.
Je vais donc vous lire, car le texte n'est pas très long mais je ne crois pas qu'il ait, à l'heure actuelle, été diffusé à l'ensemble des délégués, le texte de la résolution, et j'y joindrai ensuite de brefs commentaires.
Voilà donc le projet de résolution tel qu'il est issu des travaux de notre Commission.
"Pour continuer le progrès, le Parti Socialiste veut rassembler. C'est l'idée-force du Congrès de Toulouse, unanime. La concrétisation de cette volonté de rassemblement, ce sera l'ouverture à des personnalités non membres du Parti Socialiste des listes de candidats présentés par le Parti Socialiste pour les élections législatives et les élections régionales, et, dans ce cadre, la recherche d'un accord avec le MRG. Le Parti Socialiste fera les propositions nécessaires pour que cet accord avec le MRG se réalise, mais celui-ci n'aura de sens que s'il est global.
(Applaudissements)
Le Congrès donne mandat au Bureau exécutif pour arrêter dans les prochains jours les décisions concernant l'élargissement des listes et pour mettre au point les propositions en vue de la recherche d'un accord avec le MRG.
Le Congrès approuve l'accord du 6 juillet du Comité directeur et les dispositions complémentaires arrêtées ultérieurement. L'ensemble de ce dispositif assure une équitable répartition des candidatures entre les diverses composantes du Parti, ce qui est un gage d'efficacité de notre campagne électorale. Les décisions prises seront transmises sans délai aux fédérations concernées ; les fédérations veilleront à ce que les propositions des Commissions exécutives pour la constitution des listes aux élections régionales, tienne compte de l'influence respective des diverses composantes du Parti telle qu'elle est apparue lors de la dernière consultation qui a eu lieu dans le Parti" c'est-à-dire les votes pour le présent Congrès.
"Le Bureau exécutif reçoit mandat du Congrès de veiller à l'application de toutes ces dispositions. La Convention du 10 novembre fera en sorte que soient respectées les dispositions ci-dessus."
J'indique, pour ceux qui seraient en possession du texte, que cette dernière phrase a malencontreusement, dans la précipitation du petit matin, sauté, mais elle existe.
"Le Congrès décide : le strict respect de la présence de 20% de femmes sur les listes de candidats aux législatives et aux régionales"… (vifs applaudissements)... merci des applaudissements, mais je n'avais pas fini ma phrase… (rires)... non, cela ne contrarie rien mais on précise : régulièrement répartis - décision du Comité directeur du 24 août.

"Le respect de ces dispositions conditionne la ratification de la Convention nationale du 10 novembre. Que les femmes députés sortantes figurent en position d'être élues soit sur une liste législative, soit sur une liste régionale.
(Applaudissements)
La Convention du 10 novembre, sur la base des orientations ainsi définies, statuera en dernier ressort sur la composition des listes. Le Congrès charge le Bureau exécutif de veiller à l'application de ces dispositions, en prenant en compte en particulier la nécessité d'assurer globalement une présence significative des femmes au sein du groupe Socialiste de chaque Conseil régional."
Vous le voyez, 3 séries de dispositions sont prévues par ce document, celles que je viens d'évoquer qui, je le crois, apportent sur l'essentiel, en tout cas très clairement sur deux des propositions aux demandes qui nous ont été faites, notamment hier par une délégation de camarades femmes auprès du Congrès et qui devraient, en effet, assurer un nouveau progrès, modeste convenons-en, insuffisant, convenons-en, mais, en tout cas, un nouveau progrès dans la représentation des camarades femmes sur les listes que nous présenterons lors de la prochaine campagne.
Ensuite, et c'est la première partie du texte, un certain nombre de dispositions devant permettre d'aboutir à ce que nous souhaitons, c'est-à-dire l'ouverture de nos listes, et c'est pourquoi ce texte commence par le rappel, qui aura tout de même été une des idées forces du Congrès, sur laquelle, comme sur les autres d'ailleurs, l'unanimité s'est faite : rassembler. Nous sommes cette grande force qui, désormais, se situe en position prépondérante, nettement prépondérante à gauche, capable d'occuper une grande partie, la plus grande partie du terrain politique de ce côté. Mais, il est évident que si nous pensons profondément ce rôle du Parti Socialiste, cela veut dire qu'à chaque instant, nous faisons effort pour de nouveaux élargissements, de nouvelles ouvertures, donc pour contrarier tout ce qui serait repliement sur nous-mêmes et qui serait contraire à la définition que nous venons de donner du rôle du Parti Socialiste, aujourd'hui, comme grande force d'alternance à gauche.
Cela veut donc dire que quelle que soit l'importance du Parti par lui-même, de ses structures, de ses élus, de ses militants, il y a toute une série d'autres forces, moins importantes, souvent beaucoup moins importantes mais qui existent et qui sont un secteur de ce paysage politique de la Gauche et même au-delà de la Gauche, mais qui veut aller dans le sens du progrès, dans le sens de l'avenir. Nous devons donc faire en sorte que ceux-là se sentent représentés là où nous allons à une consultation électorale.
Chers camarades, quelle signification aurait l'affirmation, pendant trois jours, que nous voulons le rassemblement, l'ouverture, l'élargissement, si dès que nous sommes devant la concrétisation nécessaire de cette volonté si fortement exprimée, nous reculions et que nous soyons hors d'état de donner un certain nombre de signes très clairs, qui veulent dire que dans différents secteurs de l'opinion, on est prêt à marcher avec nous ?
(Applaudissements)

Ces quelques signes, eh bien, oui, c'est la présence de tel homme, de telle femme par lui-même, exprimant un des secteurs de cette opinion qui, autour de nous, représente en effet le combat de la Gauche animé par le Parti Socialiste. Alors, cela veut donc dire quelques présences ; nous avions commencé à en assurer, nous sommes allés là un peu plus loin ; tout n'est pas encore réglé car naturellement, c'est difficile. Et je veux dire ici, songeant naturellement en premier lieu à des réactions de camarades que j'ai rencontrés dès ce matin et qui avaient eu vent de telle ou telle nouvelle, de telle ou telle propositions de décisions, que pour un Socialiste, pour un militant, pour un responsable comme je le suis, il n'est pas mal aisé de comprendre que dans une fédération où l'on vit entre militants et élus qui se connaissent bien, qui ont l'habitude du combat commun, de cette atmosphère chaleureuse qu'ont les Socialistes entre eux qui se connaissent, c'est toujours un geste difficile que d'accueillir quelqu'un qui n'était pas jusque-là directement de notre combat.

Donc, nous sentons bien qu'il peut y avoir difficultés, qu'il peut y avoir réticence mais si nous avons demandé que ces questions viennent devant le Congrès, c'est bien parce qu'il nous semble qu'il faut que les représentants des Socialistes, et les représentants des Socialistes c'est vous tous ici réunis, marquent ensemble leur volonté politique, non pas du tout un acte de contrainte, encore moins d'autoritarisme, et toute décision qui sera prise par votre volonté démocratiquement exprimée, vous êtes l'expression directe de la volonté de tous les Socialistes, devra naturellement être pour nous, direction, si nous en avons le mandat, d'abord un mandat de conviction, de discussion, bref de dialogue démocratique avec ceux qui auront pour tâche de l'appliquer dans tel département. Mais enfin, il faut que la volonté politique existe, et c'est aujourd'hui, mes chers camarades, qu'elle doit s'exprimer.

(Applaudissements)

Cela veut dire que nous souhaitons que la possibilité existe que Henri Fiszbin… (applaudissements)... Olivier Stirn... (applaudissements, sifflets)... Je peux comprendre tel ou tel réflexe inspiré peut-être par ce qu'il a pu y avoir à tel ou tel moment de notre histoire des uns ou des autres conflit, mais mes chers camarades, si nous avons cette volonté d'aller avec d'autres qui peut-être n'ont pas toujours été de notre combat, mais qui veulent l'être aujourd'hui, alors, si nous les accueillons de cette façon... (applaudissements)... alors, si nous devions les accueillir de cette façon, que signifieraient nos réaffirmations, encore une fois, d'une volonté de rassembler, d'ouverture, d'esprit de tolérance, de refus de ce sectarisme qui est de l'autre côté.

(Vifs applaudissements)

Oui, je crois que votre accueil a cette signification politique, même si, encore une fois, j'en suis sûr, de tous ceux si nombreux qui ont applaudi chaleureusement notre volonté politique, aucun ne sous-estime ici ou là les difficultés pratiques que nous pouvons avoir d'exécution. Mais il y a, je le sens, la volonté politique.

Olivier Stirn, ai-je dit, Huguette Bouchardeau... (applaudissements)... Henri Nallet... (applaudissements) Mais puisqu'en effet, notre travail a un peu

progressé, mais n'est pas encore achevé, en même temps que je vous demanderai, en tant que rapporteur de la Commission, ou plutôt que je demanderai au président de mettre aux voix la résolution que j'ai lue, de mettre aux voix ces propositions, pour ces personnalités d'être présentes sur nos listes et de mener le combat avec nous, je lui demanderai aussi de questionner le Congrès sur les propositions concrètes qui sont faites en deux cas ; Henri Fiszbin, candidat sur la liste présentée par les Socialistes dans les Alpes-Maritimes... (applaudissements)... Olivier Stirn, candidat dans la Manche... (applaudissements, sifflets)...

Mes chers camarades, et ce sera donc mon dernier point, nous avions ce mandat surtout de faire avancer d'une façon significative notre volonté d'ouverture d'élargissement, mais nous avions en même temps, et le texte en rend compte, nous avions en même temps à vérifier, à confirmer et sur certains points à compléter, les dispositions qui avaient été arrêtées par le Comité directeur du 6 juillet dernier. Cet accord commence à passer petit à petit dans l'histoire. Il ne mérite pas les indignités dont on l'a parfois accablé peut-être pas non plus cet honneur, mais enfin, il signifiait quoi ? Il signifiait que nous essayions, et nous continuons, de mettre en place dans les meilleures conditions possibles le dispositif des candidatures pour les élections à venir avec un mode de scrutin nouveau, en tout cas nouveau dans son principe, dans ses modalités il l'est pour tout le monde, proportionnelle à la plus forte moyenne, mais dans son mécanisme, nouveau certainement pour la majorité des militants et nous le savons aussi pour la majorité des électeurs. Ce n'est jamais très facile dans ce domaine d'expérimenter quelque chose de nouveau.

Nous avons donc pris un certain nombre de précautions et notamment, mes chers camarades, et je veux le dire ici devant le Congrès d'autant que nous lui demandons, la Commission des résolutions lui demande d'approuver ce qui a été fait et de persévérer dans cette voie. Nous avons tout simplement essayé d'agir en tenant compte d'un certain nombre de réalités et d'abord de la réalité de ce qu'est le Parti Socialiste,

Nous vivons, chers camarades, et on l'a encore vu dans les semaines qui viennent de s'écouler avec la préparation de ce Congrès, avec une diversité dont certains sont peut-être mal à l'aise, mais dont moi, je n'ai pas honte du tout, puisque nous réussissons ce qui ne l'avait guère été jusque-là dans l'histoire du mouvement Socialiste français, à faire vivre ensemble dans un grand parti les Socialistes qui, par ailleurs, ont un certain nombre de différences.

(Applaudissements)

C'est là un grand pari et que nous sommes en train de gagner, le Congrès d'aujourd'hui le confirme.

Mais en même temps que nous voulons cette unité, nous le démontrons par ce Congrès, pouvons-nous notamment dans la préparation d'un acte aussi important que les élections, ignorer ces différences ? Ignorer qu'il y a ces diverses composantes du Parti Socialiste, ces diverses sensibilités ? Si nous l'avions fait, mes chers camarades, le jeu du hasard, qui n'aurait pas forcément été partout d'ailleurs tout à fait le hasard, aurait mutilé telle ou telle des composantes, je ne

sais pas trop laquelle, mais je suis sûr que certaines auraient été mutilées et je crois que personne dans le Parti n'y aurait gagné.
Nous avons donc cherché une formule qui permettait d'assurer ce que nous avons estimé alors - on peut nous dire que ce n'était pas la bonne appréciation, à coup sûr là non plus nous ne sommes pas parfaits - mais enfin ce que nous avons estimé en tant que direction du Parti, c'est à dire Comité directeur, comme la représentation la plus équitable la plus proche de la réalité donc de l'expression de toutes ces forces du Parti Socialiste dans les candidatures en position d'élection aux élections législatives.
Et c'est pourquoi, en effet, a été proposée une répartition de ces candidatures à travers les fédérations. Là encore, cela ne pouvait pas aller sans difficultés pratiques et nous en connaissons un certain nombre. Vous ferai-je l'aveu en tant que Secrétaire aux élections et ayant quelque habitude de ces problèmes - je le dis sans ironie aucune elle serait mal placée - que j'ai le sentiment qu'il y a plutôt moins de difficultés graves que ce qu'on aurait pu redouter, mais à coup sûr, il y en a. Imaginez bien que moi tout le premier, et avec moi notamment le Premier secrétaire et le Secrétaire aux fédérations, nous ne les ignorons pas, nous les traitons au mieux, nous essayons de les traiter au mieux, mais en tout cas, nous avions fait ces propositions nous essayons de les faire vivre.
Alors, ce qui est dit aujourd'hui - c'est par là que je veux m'acheminer vers ma conclusion - dans ce texte, c'est que ce qui a été convenu, ce dont nous sommes convenus ensemble, au début juillet, confirmé par le Comité directeur du mois d'août, nous entendons le maintenir et le faire vivre dans les semaines qui viennent. En clair, nous tous, la Commission des résolutions en a témoigné, nous voulons que soit appliqué ce qui avait été décidé en commun, pas de remise en cause, pas de retour en arrière, mais naturellement l'application de l'ensemble des dispositions qui avaient été prévues, quelles qu'en soient les difficultés ici ou là, c'est le sens très précis de ce texte.
(Applaudissements)
Et vous sentez bien que l'approbation que donnerait le Congrès après la Commission des résolutions serait un soutien puissant pour le travail qui nous reste à faire et qui n'est pas très commode, puisque les opérations de propositions et de désignations par les militants ne sont effectuées que dans une minorité de fédérations. Donc, le plus gros et le plus important reste à faire, c'est maintenant que cela vient ; de ce point de vue, le Congrès vient au bon moment. Nous aurons à veiller en même temps à ce qu'il n'y ait pas de distorsions graves dans l'établissement des listes pour les élections aux assemblées régionales.
La direction du Parti Socialiste n'a pas considéré qu'elle devait là faire des propositions d'ordre national. Il s'agit d'assemblées de caractère local ; donc, elle n'a pas considéré qu'il fallait qu'elle s'en occupât, direction du Parti, directement, mais nous avons ici un passage qui veut dire que nous veillerons ensemble - et un groupe de travail sera désigné à la demande de la Commission des résolutions si vous en êtes d'accord par le Bureau exécutif dès sa première réunion - nous veillerons à ce que, là aussi, la répartition soit équitable, c'est à dire la plus proche possible de ce qu'a été la représentation des diverses

composantes du Parti telle qu'elle ressort du Congrès d'aujourd'hui, des votes préparatoires au Congrès d'aujourd'hui.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, je vais conclure. Ce n'est pas un ouvrage parfait, mais nous avions le choix entre cette intervention que je ne crois pas très directive, en tout cas sûrement pas autoritaire, et le laisser faire intégral.
J'ai entendu, et c'est bien normal, et quand on a des responsabilités, on est là pour entendre cela d'abord, des critiques sur la méthode que nous avions arrêtée, mais je veux vous dire qu'en dehors de cette méthode, je n'en ai pas entendu vraiment proposé d'autre, sauf le laisser faire, le laisser aller, ce que, dans notre langage habituel imagé, nous appelons "le tir aux pigeons" ou à quelque autre volatile ; dans ce cas, il y a beaucoup de victimes, croyez-moi, chers camarades, et pas toujours ceux qui s'imaginaient être d'abord les chasseurs. En tout cas, ce n'est jamais bon pour le Parti, jamais bon pour le mouvement Socialiste dans son ensemble.
Nous avons donc voulu l'éviter... (applaudissements)… mais je ne crois pas que, pour autant, nous ayons contrarié nos règles démocratiques puisque aussi bien, nous avons fait en sorte qu'il y ait choix, qu'il y ait expression et vote des militants.
Et je suis obligé de dire ici que si nous voulons conduire cette affaire jusqu'au bout dans de bonnes conditions, il faut, en effet, que nous, direction du Parti, et c'est un peu un mandat que nous vous demandons de confirmer aujourd'hui, nous veillions à l'application de l'ensemble du processus, c'est à dire le vote des militants, mais aussi à l'arrivée en ce qui concerne les désignations pour les élections législatives, la ratification par la Convention nationale car c'est elle - cela, c'est une affaire de statuts, ce n'est pas nous qui l'avons inventé cet été, ce sont nos propres règles constantes - c'est elle, la Convention nationale, qui décide lorsqu'il s'agit, en effet, d'élections nationales, qui décide en dernier ressort.
Mais en même temps, à aucun moment, c'est l'autre versant que je ne peux pas passer sous silence, compte tenu de récents développements, et donc avec la caution de ce Congrès, en même temps, on ne peut pas laisser penser que nous aurions forcé ici ou là la décision, et je dois dire que, de ce point de vue, tel des responsables, et par volonté d'hier, et je l'imagine de demain, non des moindres, de la direction de notre Parti, un garçon dont le travail à un poste décisif pour la marche de l'organisation dans cette grande période de montée, je veux dire Bertrand Delanoë... (applaudissements)... dont nous avons pensé, donc ce n'est pas une opinion personnelle de tel ou tel, notamment de l'intéressé, nous avons pensé qu'il était bon, de par ses qualités, de par le rôle qu'il joue, qu'il continuât à être présent à l'Assemblée Nationale où il a décidé de ne plus être en tant qu'élu sortant de Paris, parce qu'il a considéré que d'autres devaient en tout cas être les candidats de deux listes, dans cette circonscription parisienne, c'est-à-dire qu'il a d'abord fait le choix de laisser en tête de la liste d'autres militants, donc de se retirer de cette consultation sur Paris... (sifflets)... Nous avons pensé qu'il avait toute sa place, en effet, il est vrai, dans une autre fédération.

Le camarade Delanoë a dit, dès le mois dernier, qu'en aucun cas il ne serait candidat contre la volonté des militants. La décision qu'il a annoncée devant la Commission des résolutions, cette nuit, devrait inspirer un peu de décence à ceux qui hurlent contre un militant de telle qualité, et responsable.
(Applaudissements)
C'est donc dans cet esprit, chers camarades, qu'en effet, pour l'ensemble des dispositions déjà prises et à prendre, je vous demande que nous soyons unanimes, parce que, en fin de compte, c'est l'exécution de nos décisions politiques, aussi unanimes que nous l'avons été tout à l'heure sur nos décisions politiques.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vous demande d'être calmes.
Je donne la parole, pour deux minutes, à Guy Poirier, Premier secrétaire de la fédération de la Manche, qui me l'a demandée.

Guy Poirier
Chers camarades, je risque d'être bien seul dans ce concert d'approbation, mais quitte à troubler quelque peu la belle unanimité, je voudrais attirer votre attention sur la situation de la fédération de la Manche.
Vous allez, en effet, être amenés à vous prononcer sur la candidature d'Olivier Stirn dans notre département. Mais avant de voter, il faut que vous sachiez que, bien que n'étant pas en opposition avec la décision du Comité directeur de juillet, avec le principe de l'ouverture, la quasi totalité des militants de la fédération de la Manche, l'ensemble des élus, les maires, les Conseillers généraux ont fait savoir qu'ils ne pouvaient pas soutenir une telle candidature.
(Applaudissements)
Je ne connais pas un seul Conseiller municipal, dans la moindre commune rurale, qui m'ait déclaré vouloir soutenir cette candidature.
Je n'ai pas à détailler ici les raisons qui nous ont amenés à prendre une pareille position, mais si 98% des militants sont allés dans ce sens, ces raisons doivent être solides, locales surtout, c'est vrai, mais dans la mesure où l'on a accepté le principe de la proportionnelle à l'échelon départemental, je crois, mes camarades, que la logique veut que les candidats soient acceptés au niveau des fédérations.
(Applaudissements)
Le problème de l'ouverture s'est posé dans d'autres fédérations et à chaque fois, la Direction nationale a été à l'écoute des positions de ces fédérations. Ce souci du Parti d'être à l'écoute des militants, d'être à l'écoute des responsables, d'être à l'écoute des élus, ce souci a honoré notre Parti dans le passé. Il doit continuer à l'honorer et je sais qu'il ne peut pas souffrir d'exception et que l'esprit de responsabilité doit aussi se conjuguer avec l'esprit de démocratie qui nous anime tous.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Camarades, je vais maintenant mettre aux voix un certain nombre de décisions à prendre.
Premier vote : je demande aux délégués d'être attentifs et d'être prêts à voter.
Je mets aux voix la résolution présentée par Jean Poperen.
Qui est favorable à l'adoption de cette résolution ? Levez les mandats.
…
Merci.
Avis contraires ?
...
(3 voix)
Abstentions ?
....
(21 voix)
La résolution est donc adoptée.
(Applaudissements)
Second sujet sur lequel vous allez vous prononcer la concrétisation de la résolution qui vient d'être adoptée de la manière suivante. Il s'agit de pratiquer l'ouverture des listes à quatre personnalités extérieures au Parti que je rappelle : Fiszbin, Stirn, Huguette Bouchardeau, et Nallet.
Ceux qui sont favorables le manifestent en levant la main ?
(Applaudissements)
Avis contraires ?
...
(7 voix)
Abstentions ?
...
(21 abstentions)
La proposition est donc adoptée.
(Applaudissements)
Troisième vote, en vous demandant un peu de silence.
Je complète ce qui a été adopté, de la manière suivante. Il s'agit de la proposition de localisation ainsi formulée. Fiszbin dans les Alpes Maritimes, Stirn dans la Manche.
Que ceux qui sont favorables le manifestent en levant la main.
(Mouvements divers)
Lorsque le Congrès se prononce, je souhaite, camarades, que ceux qui sont dans les tribunes restent silencieux. C'est l'exercice de la démocratie, tout simplement.
Avis contraires ?
...
(14 voix)
Abstentions ?
…
La comparaison entre le nombre de votes favorables et le nombre de votes contre me permet de conclure qu'il en est ainsi décidé.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Une information, maintenant, camarades et je vous demande d'être attentifs pour la suite.
Je vous rappelle que vous pouvez déposer les questionnaires proposés par la Fondation nationale des sciences politiques au stand de la Fondation situé à gauche, en sortant de la salle des Congrès.
Je demande maintenant à Daniel Vaillant de présenter le rapport de la Commission contentieux, en souhaitant, Daniel, que tu sois assez rapide, s'il te plaît.

Daniel Vaillant

C'est en général mon habitude.
Chers camarades, au nom de la Commission des résolutions unanime, j'évoquerai deux questions qu'il faut bien qualifier de "contentieux", même si, heureusement, cette fois-ci, elles concernent essentiellement - la première en tout cas - des réintégrations au sein de notre Parti.
En effet, conformément à nos statuts et après un délai réglementaire de deux ans, à la demande des intéressés et avec l'accord des sections et des fédérations concernées, la Commission des résolutions propose :

- la réintégration de Jean Gouzy, dans l'Aude, section de Villemoux-Toussoult (?),
- la réintégration d'Hélien Jambon, à Coutras dans la Gironde,
- la réintégration de Georges Février, à Juvignac, dans l'Hérault.

La réintégration d'un certain nombre de camarades qui avaient souhaité l'être, n'a pas pu être retenue par la Commission des résolutions, en raison de l'avis négatif émise par la fédération, soit parce que le délai de deux ans n'était pas écoulé, soit parce que la fédération et la section ont jugé qu'il était de l'intérêt du Parti de ne pas procéder à cette réintégration. Il s'agit d'un certain nombre de camarades de la section de Poissy, dans les Yvelines et il s'agit de 16 camarades de la section de Foix, dans l'Ariège.
Par ailleurs, il a été décidé de réintégrer, au sein de notre Parti, André Disserbeau et Gérard Lesserre (?), dans la section de Gourain (?), dans le Morbihan.
Enfin, il a été décidé de ne pas donner suite à la demande de réintégration de Serge Pabe (?), de la section de Congénie (?) dans le Gard, notamment pour des raisons de délai.
Il a été demandé à la fédération de réintroduire plus tard ce dossier.
Dernier point de ce premier chapitre, la Commission des résolutions vous propose de donner acte à la fédération de l'Ariège, de la dissolution de la section de Foix, en raison des difficultés rencontrées au sein de cette section et la Commission des résolutions si le Congrès accepte de la suivre, demande à la fédération de procéder conforment à nos règles à la reconstitution de cette section dans les délais.
Voilà, le premier chapitre contentieux que j'avais à vous présenter. Le mieux peut-être serait de procéder tout de suite à ce vote là.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Bien, camarades, un peu de silence s'il vous plaît.
Sur la première partie du rapport, qui vient d'être présenté, je le mets aux voix.
Quels sont ceux qui sont pour ?
Merci.
Contre ?
Merci.
Abstentions ?
Cette première partie est adoptée. Daniel, tu continues.

Daniel Vaillant - La Commission, le groupe de travail chargé du contentieux, je le dis au passage, a examiné un certain nombre de litiges qui, après un Congrès, sont bien des litiges notamment dus à des difficultés au moment des Congrès fédéraux, je dois vous dire que nous avons réussi à être en mesure de ne pas présenter de dossiers aujourd'hui, cela veut dire que la plupart des cas ont pu être réglés, entre les camarades. Il reste un certain nombre de dossiers, qui ne sont pas de nature à être soumis au Congrès, je voulais simplement vous dire que ces questions contentieux ont pu être réglées à l'amiable
Dernier point, il m'appartient de présenter, comme à chaque Congrès, et conformément à nos règles, trois mois avant ce Congrès, dans le cadre du "Poing et la Rose des contributions", les camarades peuvent faire des propositions de modifications statutaires.
Il y en avait cette fois-ci 13, qui ont été publiées dans le "Poing et la Rose contribution", et donc un certain nombre de fédérations ont fait procéder au vote.
Je dois vous dire, au nom de la Commission des résolutions unanime, là encore, qu'à la suite de l'impossibilité de la Commission de vérifications des mandats, à la fois de recoller sérieusement les votes, d'interpréter ces votes partiels avec souvent beaucoup d'abstentions, des recollements qui manifestement ne correspondent pas à des réalités, dans la mesure également où à l'occasion de notre dernier Congrès, nous avons procédé à un toilettage important et en profondeur de nos statuts, la Commission des résolutions ce matin, sur le coup des 7 heures un quart, a estimé qu'il était plus raisonnable d'une part de procéder à un vote par délégué, donc ici devant vous, et si vous en étiez d'accord, de ne pas adopter les 13 propositions de modifications statutaires sur lesquelles je ne reviendrai pas en détail, mais demande à ce que dans l'année qui suit, un groupe de travail puisse en fonction notamment d'un certain nombre de dispositions légales, notamment sur le problème des cumuls des mandats, puisque le gouvernement dépose un projet de loi en ce sens, et aussi pour s'adapter à la nouvelle loi électorale, propose que nos statuts et les règlements intérieurs fassent l'objet d'un travail pour le prochain Congrès ordinaire. Et donc la proposition que je vous fais, si vous en étiez d'accord, pour éviter que nous nous éternisions sur ce type de débat, à l'unanimité, serait que par un vote par délégué, nous repoussions les propositions de modifications statutaires d'un seul vote, à moins que vous en décidiez autrement.
Je fais donc cette proposition.

Le président - Bien, vous avez entendu cette proposition, je la mets aux voix.
Que ceux qui sont pour, le manifestent en levant la main ?
Merci, camarades.
Avis contraires ?
Je n'en vois pas.
Abstentions ?
...
3, je crois.
Merci, ces propositions sont adoptées.
Merci Daniel.
(Applaudissements)
La parole est maintenant à Françoise Seligmann, pour la lecture des propositions de listes des membres des organismes centraux.

Françoise Seligmann

Chers camarades, je vais d'abord vous présenter la liste des membres titulaires du Comité directeur.
(Il est procédé à la lecture des membres titulaires du Comité directeur)
Voilà la liste des membres du Comité directeur suppléants.
(Il est procédé à la lecture)
Je vais vous lire les propositions pour la Commission nationale des conflits, membres titulaires.
(Il est procédé à la lecture)
Voici les membres suppléants de la Commission des conflits.
(Il est procédé à la lecture)
Commission nationale des contrôles.
(Il est procédé à la lecture)
Membres de la Commission nationale des contrôles, suppléants.
(Il est procédé à la lecture)
Chers camarades, je signale aux membres du Comité directeur, qui vont être élus, que la première séance du nouveau Comité directeur - je vous demande d'être attentifs car je ne suis pas sûr que nous pourrons tous vous atteindre à temps, surtout les nouveaux membres dont nous ne connaissons pas encore les adresses - aura lieu mercredi prochain, 16 octobre à 17 heures à l'Assemblée Nationale, 101 rue de l'université, troisième sous-sol.

Le président - Merci, Françoise.
Je mets aux voix les propositions, qui ont été faites au Congrès. Que ceux qui sont d'accord avec celles-ci, lèvent la main.
...
Merci.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas. Les propositions sont donc adoptées.

Fondation Jean-Jaurès

Je vais maintenant chers camarades, en vous demandant d'être silencieux, et attentifs, donner la parole à un certain nombre de camarades qui vont apporter leur commentaire, du moins je le pense, sur l'accord que vous avez ratifié en début de cette séance.
Tout d'abord Michel Rocard, pour trente minutes, interviendront ensuite Didier Motchane pour quinze minutes, et Jean Le Garrec pour quinze minutes.
Michel Rocard, tu as la parole.
(Applaudissements)

Michel Rocard

Chers camarades, délégués des sections et des fédérations de notre Parti, vous vouliez la synthèse, nous l'avons faite !
(Vifs applaudissements)
Après les interventions du Premier secrétaire du Parti et la mienne, certains d'entre vous, dès hier, la considéraient comme acquise. Ce n'était pourtant pas simple ! Mais nous avons été capables de nous comprendre, de surmonter des différences parfois non négligeables, ces différences qui font notre diversité mais aussi notre richesse, et nous avons su faire assez de chemin les uns vers les autres pour répondre à une attente qui venait, nous le savons, de la raison comme du cœur des militants Socialistes.
Ainsi, la convergence des volontés politiques a été la plus forte.
Sans doute, la synthèse devra-t-elle être confirmée sur quelques points dans les semaines à venir. Elle est acquise pour l'essentiel. Le Parti est rassemblé. Il a trouvé dans les débats une cohérence plus forte et un élan plus assuré. Il n'en sera que plus fort pour aborder les échéances qui sont devant nous.
La première condition, mes camarades, pour renouer avec la victoire, est donc remplie, car je persiste et signe, même au risque - constaté hier matin - de déplaire à certains : il n'y a pas de fatalité à l'échec de la Gauche !
(Vifs applaudissements)
L'autre condition est de convaincre les Français que l'avenir du pays dépend d'une volonté, dépend d'un gouvernement, dépend d'un projet dont seuls les Socialistes sont porteurs.
Je vais donc examiner devant vous, successivement, ces deux conditions qui permettront à notre Parti de retrouver la confiance du pays.

- Comment s'est fait notre rassemblement ?
- Au service de quel projet ce rassemblement doit-il s'affirmer ?

La Commission des résolutions a donc réussi dans sa tâche. L'accord a été réalisé à partir de la motion n°1, comme il était naturel. Certes, il devra être validé le 10 novembre, Jean Poperen nous le rappelait, puisqu'une Convention du Parti arrêtera la plate-forme politique que nous soumettrons aux Français pour les élections législatives et ratifiera les candidatures, dans le respect des accords conclus.
Pourrions-nous imaginer un instant que la Convention soit défaillante et trahisse l'évidente, la massive volonté du Congrès et du Parti ? Quelles conséquences alors, ou quelle irresponsabilité ! Je n'en crains rien.

Fondation Jean Jaurès

La synthèse a été rendue possible par la nature même du débat qui a préparé ce Congrès, et cela nous porte.
Parmi vous, mes camarades, certains ont douté de l'opportunité d'un tel débat. De quoi donc aurions-nous parlé ici, À Toulouse, s'il n'avait pas eu lieu ?
(Applaudissements)
Je pense que chacun peut se réjouir aujourd'hui qu'il ait permis d'apporter des réponses à de vrais problèmes et de dissiper des malentendus.
En outre, que d'acquis avons-nous pu enregistrer dans notre façon de comprendre la société et d'agir pour sa transformation !
Mes camarades, comme Toulouse est loin de Metz !
(Applaudissements et sifflets)
Metz, c'était une absence de synthèse… Jugez-en plutôt.
Il n'y a plus aujourd'hui deux Socialismes, l'un de gouvernement et l'autre d'opposition, l'un de gestion et l'autre d'utopie, l'un contraint par le présent, l'autre condamné à l'irréel. Non.
Le Premier Ministre, hier - après moi, avant-hier - nous a invités à rompre avec ce qu'il appelait "la culture d'opposition". Il n'y a plus aujourd'hui qu'une culture Socialiste, celle qui prend en charge les intérêts de la société toute entière.
Deuxièmement, l'espérance dont nous sommes porteurs et le combat que nous menons n'imaginent plus pouvoir s'affranchir des contraintes économiques. Les avions ne volent pas parce que les hommes ont appris à s'affranchir des lois de la pesanteur, mais parce qu'ils ont appris à les calculer.
(Applaudissements)
Les sociétés ne progressent que si les forces politiques et sociales savent calculer, elles aussi, ces pesanteurs ou, selon la belle formule de Victor Hugo : "mesurer l'exacte quantité d'avenir que l'on peut introduire dans le présent".
(Applaudissements)
A cet égard, je vois dans les applaudissements nourris qui ont salué, dans ce Congrès, à plusieurs reprises, l'annonce des résultats de notre lutte contre l'inflation, le signe évident d'une mutation culturelle du Parti... (applaudissements)… et c'est aussi cela qui nous rassemble aujourd'hui.
(Applaudissements)
Et puis, l'absence de tout désaccord sur le rôle de l'entreprise comme unité de production, au-delà des conflits qui, naturellement, s'y déroulent, la convergence des textes des différentes contributions sur le rôle du marché dans une économie ouverte et compétitive, tout cela nous assure, pour l'avenir, que notre volonté de transformation sociale s' insère bien dans la prise en compte exacte de la réalité telle qu'elle est et j'y vois, mes camarades, pour le Socialisme, un gage d'efficacité et de crédibilité renforcées.
Troisièmement, la logique du compromis social comme méthode de transformation démocratique des sociétés modernes est désormais au cœur de notre démarche politique, c'est cette logique qui donne sa cohérence à notre choix d'être un Parti Socialiste de gouvernement, car nous devons à la fois prendre en compte les intérêts de la nation et assurer sa transformation.

Fondation Jean-Jaurès

Ainsi s'est trouvé tranché le fameux problème dit de la rupture.
Chers camarades, une négociation de Commission des résolutions n'aurait pas pu suffire, quelle qu'ait été l'immense bonne volonté des uns et des autres, si au préalable ce que nous avons appris ensemble ces quatre dernières années ne nous avait pas mis d'accord.
Vendredi, je me permettais d'énoncer devant vous les trois conditions permettant de recréer autour de nous une dynamique victorieuse.

- Mettre en harmonie notre discours et notre action, assumer notre responsabilité de Socialistes de gouvernement, c'est un acquis de ce Congrès.
- Faire le choix de transformer la société par le compromis social, c'est un acquis de ce Congrès.
- Tenir un langage de vérité à l'opinion, même quand c'est difficile ou impopulaire, c'est un acquis, puisque c'est la recherche même de cette vérité qui a permis la synthèse en Commission des résolutions.

Si l'illusion peut séduire un moment, seule la vérité permet d'enraciner durablement la confiance.
(Applaudissements)
La synthèse, il me faut maintenant vous en esquisser le contenu.
La loyauté comme la prudence m'obligent à rappeler, d'abord, qu'elle ne sera tout à fait complète qu'après la Convention du 10 novembre.
La plate-forme politique pour les élections législatives devra être conforme à l'esprit de notre synthèse d'aujourd'hui. Cela va naturellement de soi... Cela va tout de même un petit peu mieux en le disant.
(Applaudissements)
Nous sommes tous d'accord pour dire que le Parti Socialiste ne doit en aucun cas servir de force d'appoint à la Droite, quelles que soient la complexité des situations et l'ambiguïté des résultats que peut amener le scrutin proportionnel.
(Vifs applaudissements)
C'est la raison pour laquelle la Convention devra, dans l'esprit de notre synthèse, préciser à la fois notre attitude et la définition des points sur lesquels nous serons intransigeants pour envisager tout contrat politique.
Ensuite, la Convention devra s'assurer que la ratification des candidatures pour les élections législatives et régionales respecte notre accord. J'ai dit quel prix représentait cet accord pour nous, et quelle contribution il a été, de notre part, à la synthèse.
Enfin, je prends acte avec joie des propos du Premier secrétaire pour que se poursuive la rénovation du Parti. Il s'agit bien, en effet, d'un processus continu auquel peuvent contribuer à la fois la mise en chantier - à décider - d'une nouvelle déclaration de principe, et aussi l'évolution de nos formes d'organisation et de fonctionnement.
Il appartiendra à la direction issue du Congrès de Toulouse d'en déterminer le calendrier et d'en proposer les modalités.
J'en viens maintenant rapidement aux travaux proprement dits de la Commission des résolutions.

Collection Jean Jaurès

Luc Soubré l'a rappelé, ils ont porté sur trois éléments.
L'un d'entre eux concerne les additions apportées à la motion n°1 pour l'enrichir et la compléter, Leur adoption n'a guère fait de difficultés.
Le premier concerne le minimum social garanti, le second concerne l'école. Je les commenterai tous deux dans la deuxième partie de mon propos, dans un instant. Le troisième évoque les structures de dialogue et de concertation destinées à favoriser l'insertion des étrangers dans la société française.
Un deuxième élément concerne notre stratégie et nos alliances.
Le débat, déjà, avait permis de mettre un terme au désagréable procès d'intention qui s'était manifesté, les rectifications apportées à la motion, que vous avez entendues tout à l'heure, reconnaissent le fait que la proportionnelle peut produire des situations dans lesquelles il n'y a pas de majorité claire, il était peu raisonnable de vouloir le nier. C'est dans ces situations que l'identité du Parti peut se trouver mise en cause par les contraintes du jeu parlementaire en quête de coalition.
Nous affirmons ensemble que seul un contrat politique clair peut dénouer de telles situations et que ce contrat doit se déduire de nos valeurs et de nos positions.
Nous ne demandions rien d'autre. Il s'agissait, pour ne pas mentir aux électeurs, de ne pas nier l'évidence, mais plutôt de tenter de se prémunir contre ce que ladite évidence peut avoir de contraignant.
(Applaudissements)
Le troisième élément est celui qui nous a le plus occupés, on le comprendra. Il concerne le premier chapitre de la motion : l'enjeu du Congrès de Toulouse, c'est-à-dire en fait l'analyse de la situation et de notre bilan.
Il y avait là 15 propositions d'amendements. 6 n'ont posé aucun problème, il est resté quelque chose de tous les autres, sauf deux.
Au-delà de l'effacement nécessaire de toute trace de polémique entre nous - et il n'en manquait pas - il s'agissait de caractériser notre bilan et la relation où il nous met avec l'opinion française.
Nous avons, mes camarades, redécouvert là, dans l'hypothèse où nous les aurions oubliées, les vertus du compromis. Jugez-en : nous avons débattu fermement des conséquences qu'avait eues, pour l'économie française, la politique de relance de 1981 et de 1982 et, par conséquent, de l'opportunité de cette relance. nos camarades la considéraient comme nécessaire et comme ayant donné de bons résultats, nous la considérons comme ayant été excessive et, par là, dangereuse.
Le texte original disait : "Après une relance - justifiée – nous avons dû veiller d'avantage aux équilibres."
Le nouveau texte dit : "Après une relance qui correspondait aux engagements que nous avions pris devant l'opinion, nous avons voulu, dans une conjoncture internationale très précise, veiller davantage aux équilibres."
Cela, mes camarades, est factuel, indiscutable, et laisse à chacun sa pleine liberté de penser ce qui lui convient de la pertinence des engagements électoraux pris par le Parti.

(Applaudissements et sifflets)
Je ne pense pas que vous chahutiez la liberté de pensée dans le Parti !
Plutôt que de formuler un jugement commun sur l'effet économique de relance, nous nous bornons à soumettre à l'opinion notre bilan global sur quatre ans, car c'est à l'opinion de juger.
Enfin, presque subrepticement et après de lourds débats, l'idée s'est introduite qu'il a pu y avoir un décalage entre notre politique et l'explication que nous en donnons. Nous souhaitions plus, mais telle est la loi du compromis. Mes camarades, la progressivité ne dénature pas la lucidité, et ce début est essentiel... (applaudissements)... tout comme est essentiel le fait qu'il n'y ait plus aucun, je dis bien aucun désaccord significatif sur les orientations pour l'avenir proche. Et cela montre que la modernisation du Socialisme lui-même va bon train dans les esprits et dans les textes.
(Applaudissements)
Voilà, mes camarades, les bases qui ont permis notre rassemblement. Voilà donc remplie la première condition pour réussir.
Mais il en est une seconde tout aussi décisive, car pour rassembler les Français autour de nous, il nous faut maintenant les convaincre de deux choses : d'une part qu'au-delà de la rigueur des impératifs gestionnaires et des contraintes inévitables de l'action, nous portons toujours en nous un grand projet de transformation sociale. Bref, que Socialistes de gouvernement, nous sommes toujours Socialistes.
(Applaudissements)
D'autre part que notre projet est celui qui répond le mieux au présent d'une société en profonde mutation et à l'avenir d'un pays qui, je le rappelais vendredi, a encore beaucoup à apporter et à l'Europe et au monde.
C'est à quoi, mes camarades, doivent servir les orientations que nous adoptons dans ce Congrès.
La rigueur n'est pas une fin en soi puisque nous l'acceptons comme le principe de toute action publique, les Français nous feront crédit de notre capacité à gérer l'économie. Ils auront compris des débats de ce Congrès que nous assumons pleinement ce qui s'est passé depuis quatre ans, car nos débats ont montré que nous étions capables de surmonter la contradiction périlleuse qu'il y aurait à balancer entre la crispation sur des dogmes essoufflés et l'évolution vers un pseudo-réalisme sans horizon ni principe.
(Applaudissements)
Il faut aller plus loin, prendre la mesure des contraintes, reconnaître l'économie mixte comme logique centrale de notre démarche. Cela ne doit être vécu ni comme une limitation ni comme une résignation. Sachons au contraire en faire un appui, un atout, une chance pour répondre aux besoins d'un monde qui change, d'une société complexe où s'entrechoquent le désir de liberté et le souci de sécurité.
De quoi notre société française a-t-elle besoin ?
Elle a besoin de souplesse pour ne pas craquer sous le poids des rigidités. Elle a besoin de solidarité pour ne pas exploser sous le poids des inégalités.

Fondation Jean Jaurès

L’enjeu de cette décennie est de savoir si nous pouvons à la fois réaliser la modernisation de la société française et maintenir la cohésion, répondre aussi bien aux nécessités de la mobilité qu’à celle de la justice, pour faire gagner la France avec tous les Français.
Ce grand projet d’avenir, ce n’est donc pas, mes camarades, le libéralisme qui l’incarne, car malgré les discours affichés, le libéralisme n’a d’autre ressource que de masquer les règles du jeu, d’autre ressort que la résignation et la soumission à l’ordre du jour.
Si bien entendu introduire de la souplesse dans la société n’est pas l’affaire de l’Etat, cette souplesse ne peut aller sans régulation, sans planification même, sans organisation de l’effort commun.
Si assurer la solidarité ne peut évidemment pas se concevoir sans l’arbitrage de l’Etat, restons conscients, nous venons de l’écrire d’ailleurs, que l’Etat n’est de cette solidarité ni le garant ni le seul acteur. La pratique contractuelle, la logique du compromis social, la démarche de l’autonomie ou pourquoi pas de l’autogestion, supposent que la solidarité soit prise en charge par l’ensemble des acteurs de la vie sociale.
Après 1981, nous avons été surpris, et assez déçus à la vérité, que le changement n’ait pas été davantage l’affaire des citoyens. Beaucoup d’entre vous l’ont dit, cette exigence est aujourd’hui encore plus pressante, car la transformation qu’il faut poursuivre est celle de notre mode de vie même, elle implique non seulement une bonne politique, mais une révolution des mentalités.
Aucun gouvernement, mes camarades, aujourd’hui ou demain ne pourra ignorer ce défi majeur des prochaines années, redéfinir le rôle et la place de l’Etat, libérer la société française des rigidités et des carcans qui l’enserrent, et ce n’est pas une affaire de mode, cela nous occupera longtemps. Ces carcans, ces rigidités sont parmi les plus lourds obstacles sur la route de la modernisation du pays, sur la route d’une croissance plus soutenue et par conséquent de la création d’emplois, parce que la lutte contre le chômage reste, reste à l’évidence, notre principal souci et parce que personne ne peut se résigner à n’y voir - comment disait-on ? - qu’un défaut de peinture dans l’architecture d’ensemble.
Il faut s’attaquer en premier lieu aux rigidités de l’entreprise et de l’organisation du travail.
(Applaudissements)
Sous nos yeux, la technique est en train de bouleverser les objets et la manière de les produire. C’est cela qu’on appelle la troisième révolution technologique. Mais on n’a jamais vu dans l’histoire, et c’est l’affaire des Socialistes justement, une révolution technologique qui ne soit pas aussi une transformation, une modernisation sociale.
Comprenons, mes camarades, et nous l’écrivons, que le chômage actuel, c’est d’abord le retard du social sur le technologique. L’organisation des entreprises héritée du taylorisme et de cette période de croissance ininterrompue qu’on a appelé "les Trente glorieuses", a utilisé le travail des hommes et laissé en jachère leur intelligence.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Cet immense gaspillage n'est plus de saison.
(Applaudissements)
Pour rendre pleinement productive l'intelligence de l'homme au travail, il faut à la fois lui reconnaître dignité et responsabilité dans l'entreprise et assurer la souplesse, l'adaptation aux nécessités de l'innovation et de la production sans lesquelles il n'y a que la répétitivité des robots, la sclérose de l'immobilisme.
Mes camarades, le Socialisme d'aujourd'hui, celui qui s'esquisse dans notre synthèse et dont j'essaie de résumer les grands traits, c'est celui qui sait à la fois redéfinir le rôle de l'Etat pour lui assurer une plus grande efficacité, non pas comme producteur mais comme régulateur de la vie économique et sociale, et comme agent d'impulsion de l'autonomie et de l'initiative des partenaires sociaux que nous devons de toutes façons favoriser partout.
(Applaudissements)
Moins de règlements, plus de négociations. Moins de lois, plus de contrats. Moins de tutelle, plus de responsabilité. Voilà l'équilibre qu'il faut trouver pour conjuguer, et c'est notre tâche la plus difficile, modernisation et solidarité.
Pour cela, la formation des hommes est un enjeu décisif et beaucoup dépendra de notre système éducatif. Des améliorations sont en cours et chacun les perçoit. J'ai aimé tout à l'heure que vous applaudissiez très fortement les additifs apportés à l'ensemble du texte qui déjà était très positif et qui a été enrichi par nos travaux.
Apprendre à s'adapter au monde de demain, apprendre à changer de métier, d'environnement, c'est apprendre à gagner l'avenir et c'est aussi par la place reconnue à l'expérimentation pédagogique que l'on y parvient, la motion de synthèse le souligne.
Devant les difficultés, par refuge ou par habitude trop de nos concitoyens se replient frileusement sur eux-mêmes, se réfugient dans le statu quo ou dans la protection comme des autruches, s'enfouissent la tête dans le sable...
(Protestations)
C'est la recherche de plus de sécurité, de plus de protection, du maintien de la totalité des situations, même quand elles sont devenues, et c'est le cas ici ou là, privilégiées.
Qui ne voit au contraire, dès que l'on quitte le champ organisé, le champ institutionnel de notre pays pour retrouver les façons de vivre des hommes et des femmes d'aujourd'hui, et notamment des jeunes, qui n'y voit la trace d'une germination en cours, la trace d'une volonté d'autonomie, de vie plus sportive, plus cultivée, plus active et plus responsable ?
Le sentiment, mes camarades, que l'on gagne aussi par la mobilité commence à imprégner les esprits. Au triptyque abondance/immobilité/assistance répond de plus en plus un nouveau triptyque efficacité/mouvement/solidarité.
(Applaudissements)
Notre Socialisme aujourd'hui doit être capable pour aller à la rencontre de l'avenir d'être au diapason de ce besoin de souplesse et de cette volonté de mouvement.
Redéfinir le rôle et la place de l'Etat pour lui assurer plus d'efficacité, redéfinir

Collection Jean Jaurès

aussi la nature et la portée de la solidarité pour lui permettre de surmonter les difficultés actuelles de l'Etat providence, c'est ainsi, mes camarades, et notre motion le dit, je crois, clairement, que le Socialisme doit tenir les deux bouts de la chaîne.
Il n'y aura pas de solidarité réelle sans que chacun y trouve son compte, c'est-à-dire sans une répartition équilibrée des avantages et des sacrifices, sans une réciprocité vraie des efforts et des résultats.
Ainsi, un meilleur partage du travail ne peut se concevoir sans une réduction significative du temps de travail... (applaudissements)... qui appelle en contrepartie un meilleur partage des revenus.
(Applaudissements)
Pareillement, si les gains de productivité sont nécessaires pour améliorer la compétitivité des entreprises et les possibilités d'emplois, ceux qui les ont permis doivent en avoir leur part, que ce soit en termes de revenus, d'emplois ou d'aménagement des conditions de travail.
Si nous savons bien que la modernisation ne peut pas se faire sans que des emplois disparaissent avant que d'autres soient créés en nombre équivalent, il n'est pour autant pas acceptable que des hommes et des femmes soient marginalisés par un chômage durable et sans appel. C'est une question de dignité en même temps que d'équilibre social.
(Applaudissements)
Il faut empêcher donc que ne s'aggrave le fossé entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. L'exigence première, à cet égard, que notre texte de synthèse a repris, et je crois que c'est bon, est de favoriser la création d'un minimum social garanti, négocié entre les partenaires sociaux, car on ne financera pas à partir de rien, et pour lequel le gouvernement Socialiste devra mettre toute son autorité dans la balance.
(Applaudissements)
1956, l'année du minimum vieillesse. 1986 pourrait être celle du minimum social garanti.
(Vifs applaudissements)
Camarades, tant d'entre nous ont répété à cette tribune à la fois que nous avions changé et qu'il fallait rester fidèles à nos valeurs. Montrons que nos valeurs savent répondre aux inquiétudes d'un monde qui change parce qu'elles peuvent apporter des réponses nouvelles à des questions bien anciennes mais qui se posent peut-être dans des termes bien différents aujourd'hui, d'hier.
A chaque époque de leur histoire, les hommes ont dû faire face aux exigences contradictoires qu'ils portent au plus profond d'eux-mêmes, entre l'égalité et la liberté. Le Socialisme démocratique d'Europe est, malgré ses faiblesses ou ses hésitations, la forme de projet politique qui a réalisé, je pense, la meilleure synthèse de cette immense interrogation de l'espèce humaine, au cœur de l'espérance humaine tout entière.
Mais cette réponse, camarades, n'est ni immuable, ni donnée de toute éternité, et ce que nous avons fait ensemble aujourd'hui, c'est la recherche d'une réponse mieux adaptée aux mutations qui sont en cours.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Michel, s'il te plaît, est-ce que je peux te demander de t'acheminer vers ta conclusion ?
(Protestations)

Michel Rocard - Le président est dans l'exercice de ses fonctions, et il me reste deux lignes.
Les Français nous interrogent pour gagner, sachons les convaincre, ils nous attendent. Pour gagner, sachons les rassembler. Oui, mes camarades, l'espoir est là, avec nous !
(Bans d'applaudissements très prolongés)

Le président - Je donne la parole à Didier Motchane.
Ensuite, ce sera le tour de Jean Le Garrec, puis de Lionel Jospin pour le discours de clôture du Congrès. Didier, tu as la parole.
(Applaudissements)

Didier Motchane

Mes chers camarades, je ne sais pas si Toulouse est loin de Metz, mais je sais que dans le bon sens du mot, 1986 peut être à l'exacte distance de 1981. Il le faudra.
Cet accord, nos sensibilités sont à la fois suffisamment différentes mais suffisamment complémentaires pour qu'à première vue, il n'y ait pas lieu de s'en étonner, et, pourtant, Michel Rocard avait raison de rappeler qu'aucun accord ne se fait de soi, qu'aucun accord ne va de soi, et que d'ailleurs la non-synthèse de 1979 ne nous avait pas empêchés de gagner deux ans plus tard !
(Applaudissements)
Mais, mes camarades, le sens de l'accord que nous faisons aujourd'hui, s'il va donner aux Socialistes, sans aucun doute, une force supplémentaire pour 1986, cet accord, mes camarades, va bien au-delà, et puisqu'il est vrai que le sens d'un événement se construit progressivement après lui, à partir de lui, je vais vous dire ce qu'à mon avis est notre tâche pour construire le sens de cet accord.
Il doit signifier, je le crois, deux choses.
La première, c'est qu'il nous appartient de poursuivre, et cette responsabilité sera la nôtre, pendant longtemps, la tâche qui est celle de donner un sens au 10 mai, et c'est à ce propos que, je crois, le moment est venu de faire l'éloge de notre Parti.
Comme le temps m'est compté et comme je pourrais en prendre de nombreux exemples entre lesquels il est difficile de choisir, j'irai à celui qui, aujourd'hui, est le plus évident.
Je veux saluer, aujourd'hui, ce camarade avec lequel il a pu m'arriver de me heurter de temps à autres, avec lequel il pourrait m'arriver de me heurter de temps à autres, mais qui a su, dans une époque fourmillante de promesses et de difficultés, maintenir, développer, incarner le sens de la responsabilité, à la fois l'ambition et l'abnégation de notre Parti, je pense que le Congrès n'a pas besoin

Fondation Jean-Jaurès

que je poursuive cette description, il aura reconnu notre camarade Lionel Jospin !
(Bans d'applaudissements)
La deuxième tâche à laquelle cette synthèse nous invite, c'est de faire plus encore qu'aujourd'hui de notre Parti la force centrale - j'espère que je prononce bien, la prononciation est importante - la force centrale de la démocratie en France, et c'est pourquoi cet accord, c'est notre manière de dire à tous ceux qui se sont reconnus dans la Gauche, à tous ceux qui se reconnaissent, à tous ceux qui ne peuvent se reconnaître que dans la Gauche, aujourd'hui : vous n'allez pas, nous le savons, déserter, pas plus que nous n'allons vous déserter.
A l'époque, dans un moment où, malheureusement, et, d'ailleurs aussi pour son malheur, la direction du Parti Communiste, a cessé de porter des espoirs qui devraient être communs, qui le redeviendront peut-être un jour, la construction de cette force politique, que l'immense élan de 1981 nous a permis de commencer, c'est la tâche à laquelle nous convie cette synthèse. Mais si, mes camarades, tel est bien le sens qu'il nous appartient de donner au Congrès d'aujourd'hui, il n'est sans doute pas inutile de jeter un coup d'œil aux regards, aux impressions, aux images, aux interprétations que d'autres, des observateurs avisés ou pas, peuvent avoir de notre Congrès.
J'ai lu, il y a très peu de temps, dans le titre d'un grand journal du soir, comme on dit : "Le Parti Socialiste prend le tournant de la social-démocratie".
Rassurez-vous, mes camarades, je ne vais pas faire d'idéologie. Je dirai, tout d'abord, que si l'auteur de ce titre a quelque idée de ce qu'est réellement et de ce qu'a été la social-démocratie, c'est-à-dire le grand mouvement politique du mouvement ouvrier, un mouvement puissamment uni aux travailleurs, si c'est ce sens-là que ce journal pense reconnaître à notre Congrès, alors, oui, alors oui, ce titre a un sens. Je crains, malheureusement plutôt qu'il ne s'agisse de l'illusion de quelqu'un qui retrouve dans ses nostalgies de l'âge mûr, ses illusions de jeunesse, et qui éprouve le besoin, pour se ressourcer intellectuellement, d'aller chercher un exemple historique en 1959, et, d'ailleurs, ailleurs que chez nous.
Mes camarades, je n'ai pas l'intention de me livrer ici à une paraphrase de la motion. Pour l'essentiel, vous la connaissez depuis quelque temps déjà. Je voudrais tout de même en dire quatre ou cinq choses.
Elle nous conduit tout d'abord à une méditation, à une action sur le rôle et l'usage de la chose publique, sur le rôle et l'usage par la démocratie de l'Etat, et peut-être même d'une manière plus précise au bon usage de ces institutions que nous n'avons pas choisies, mais que nous respectons et que nous aurons respecté infiniment mieux que ceux qui les ont créées. La Gauche a beaucoup à leur apporter. Elle nous convie à faire cette synthèse dynamique que Jaurès appelait celle de la République et du Socialisme, comme le dit notre texte. Le Socialisme français porte l'héritage de la République et des combats démocratiques de notre histoire, mais il ne se résume pas aux acquis des Républiques successives, l'aile marchante de la République, conformément à la conception de Jaurès qui faisait du Socialisme l'accomplissement de la République.
Et ce même Jaurès disait en 1938 : je suis républicain parce que j'aurais défendu

la République sous l'empire. Lorsque je défends la République, je ne la sépare jamais du présent et du futur du Socialisme.
Aujourd'hui, cette démarche et cette dialectique, elle s'appelle la démocratie, mais la démocratie étendue dans toutes les régions, dans tous les rapports de notre société, c'est-à-dire la justice sociale et à cet égard, la synthèse à laquelle nous sommes parvenus représente sans aucun doute un enrichissement extrêmement précieux de la pensée et de la position des Socialistes.
(Applaudissements)
Notre synthèse, elle met également en valeur le chemin qui conduit à cet objectif. Ce chemin est jalonné par deux impératifs, la croissance et l'indépendance, la croissance quand nous disons que le primat de la croissance ne se dissocie pas de la priorité à l'emploi qui doit inspirer toute notre politique. Faire le choix de la croissance économique, c'est prendre les moyens de créer des emplois durables, car l'organisation du temps de travail, la réduction de la durée du travail est certes un moyen puissant de rendre plus efficace la production et le travail lui-même, mais comme nous le disons encore, la réduction de la durée du travail n'est pas en elle-même une panacée. On comprendra aisément qu'on ne peut pas appeler le pays à l'effort pour sortir de la crise et en même temps prêcher la réduction généralisée de la durée du travail comme une solution à tous les problèmes.
L'indépendance, enfin, mes camarades, l'indépendance qui n'est autre pour nous, Socialistes, que la volonté et la capacité de prendre les moyens, comme nous disions il y a peu de temps, de vivre, de travailler, et de décider, je crois que nous nous sommes mis en mesure de la comprendre plus clairement et de la faire comprendre plus efficacement, c'est de fonder la force et la capacité de développement et d'attraction du Parti Socialiste sur ce qu'est la Gauche, sur le sens de la Gauche, et, par conséquent, je le crois, nous le croyons profondément, sur l'avenir de la France et sur le sens même de la France.
Mes camarades, j'aurais souhaité avoir davantage le loisir de poursuivre, mais je ne voudrais pas que celui auquel revient l'explication finale de notre Congrès ne puisse pas le faire dans les meilleures conditions. C'est la raison pour laquelle vous me permettrez de conclure, en ce qui me concerne, par quelques lignes que certains d'entre vous auront reconnues, elles se trouvent d'ailleurs dans l'introduction de la brochure de base éditée il y a peu de temps par notre Parti.
Le goût de la violence et une faiblesse secrète, l'ostentation des beaux sentiments est une violence secrète. Ce sont là deux sortes d'histrionisme et de névrose, et il y a une force, celle du vrai politique, qui est par-delà ses vertiges, son secret est de ne pas chercher à voir une image de lui-même et de ses fils, parce qu'il a pris ses distances envers lui-même et envers le succès, il ne se complaît pas dans ses intentions et pas davantage il n'accepte sans retour le jugement des autres, parce que son action est une œuvre, le dévouement à quelque chose qui grandit hors de lui, elle a une puissance de ralliement qui manque toujours aux entreprises de la vanité.
Mes camarades, faisons en sorte que, dans quelques années, ce que je viens de lire marque ce qu'aura été encore plus que par le passé l'action des Socialistes.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Le Garrec.

Jean Le Garrec

Mes camarades, je voudrais m'exprimer devant vous le plus calmement possible, le plus simplement possible, en militant qui parle à d'autres militants. Je voudrais le faire, ayant le souci d'être le plus court possible afin de laisser à Lionel Jospin le temps normal dont il a besoin pour conclure ce Congrès, temps aussi légitime étant donné ce qu'il représente, ce qu'il a fait et la qualité permanente de sa présence pendant toute la durée du Congrès et de la Commission des résolutions.
(Applaudissements)
Je voudrais le faire le plus simplement possible, en disant que quand une synthèse est réalisée, que c'est une victoire sur nous-mêmes, nous devons la savourer calmement, avec joie, avec mesure, comme l'incitation et la satisfaction d'un travail bien fait avec l'appui du Congrès et des militants en responsables politiques.
(Applaudissements)
Cela a été fait et c'était une condition nécessaire et même indispensable pour gagner en mars 1986 et, en ce qui me concerne, je n'ai jamais utilisé d'autre mot que celui de gagner en mars 86... (applaudissements)... mais ce n'est pas une condition suffisante, et nous le savons, et en ce qui me concerne, pour éclairer cette bataille que nous avons à mener, je voudrais me contenter simplement d'utiliser quatre mots avec deux minutes par mot, mon cher président.

- Un Parti Socialiste sûr de lui, un Parti Socialiste fier de lui.
- Un Parti Socialiste lucide.
- Et un Parti Socialiste modeste.

(Applaudissements)
Un Parti Socialiste sûr de lui, par la qualité des femmes et des hommes qui le composent, par sa volonté militante, par son engagement et par le fait qu'il a su faire la clarté sur des problèmes aussi difficiles que celui de l'après mars 1986. Cela était nécessaire, cela a été fait, le Parti Socialiste ne change pas de stratégie, il n'est pas une force d'appoint et il demeure fidèle à ses valeurs.
(Applaudissements)
Il n'est pas nécessaire de faire sur ces quelques mots de plus amples commentaires.
Un Parti Socialiste fier de lui, et c'est exactement le mot, soigneusement choisi et contenu dans le message du Président de la République. Par notre travail de fond, nous avons réussi à faire bouger la société, à faire bouger un pays engoncé dans ses conservatismes, bloqué, immobilisé, et ce travail fait que notre pays est aujourd'hui beaucoup plus prêt à répondre à son avenir, parce que nous avons su, et c'était probablement la bataille la plus difficile, maîtriser nos difficultés, maîtriser les situations économiques et que nous avons voulu refuser le cri de Léon Blum en 1936 un soir du Front Populaire ; je me suis heurté au mur de

Fondation Jean Jaurès

l’argent.
Cette maîtrise des difficultés, mes camarades, elle a été faite dans la volonté, dans la réflexion, parfois dans la capacité à surmonter nos divergences en 1982 et en 1983, et une de mes grandes fiertés sera d’avoir participé à ces choix fondamentaux, d’avoir décidé que nous ferions tout ce qui était promis, analysé, avancé, clamé par la Droite, persuadée qu’elle était que nous n’arriverions pas à faire ce qu’ils n’avaient pas su engager.
Je voudrais, en cette matière, rappeler très simplement, au Congrès tout entier, que quand on prend en compte un mot comme celui de "fierté", on ne le découpe pas en tranches, on n’essaie pas de dissocier une année par rapport à une autre, on prend l’ensemble dans la même vision d’une architecture... (applaudissements)... qui se dégage peu à peu, car tout est contenu dans la continuité engagée dès 1981, sur la base des propositions que nous avions acceptées.
(Applaudissements)
La fierté, mes camarades, c’est une volonté totale qui s’admet dans sa totalité, et à ce sujet, je voudrais rappeler que la synthèse est un compromis et, pour ma part, dans ces situations, je n’analyse pas un compromis, je l’accepte totalement.
(Applaudissements)
Et si nous disions simplement devant ceux qui nous écoutent, devant ceux avec qui nous allons mener le combat, car cela est vrai, que la France est dès aujourd’hui tout simplement en meilleure santé qu’elle ne l’était en 1980, ce serait la meilleure manière, je crois, de résumer l’action que nous avons entreprise. Le moment est venu de mener ce débat politique, de refuser d’être bousculés, harcelés, d’affirmer cette fierté, cette sûreté, et dans le débat que nous avons eu sur l’irrationnel, le rationnel et le réel, le réel de l’irrationnel, l’irrationnel du réel, je voudrais simplement apporter ma petite pierre et dire que, dans ces situations, quand nous hésitons, nous devrions simplement relire notre histoire.
Relisons-là, elle est notre bien commun. Relisons les débats de juin 1948. Souvenons-nous de Népomucène... le filateur d’Elbeuf, quand nous débattions de la limitation à moins de 12 heures par jour des enfants de moins de 10 ans, disant tout simplement : "C’est la liberté de l’honnête entrepreneur que l’on remet en cause "
Eh bien, quand j’entends quelquefois des déclarations de Chirac et d’autres sur le SMIC, sur les licenciements, sur les fonctionnaires, sur tout ce que l’on nous promet comme grande revanche, il me suffit de fermer les yeux pour rendre notre histoire, qui est notre bien commun, extrêmement présente.
Abordons donc ce débat fiers de nous, mais lucides et modestes. Lucides, car nous devons rappeler à tous ceux avec qui nous travaillons, qu’il ne suffit pas de voter une loi, de prendre une décision, pour qu’elles soient profondément inscrites dans le terrain, qu’il faut des mois et des années, une action permanente, une discussion permanente avec les organisations syndicales, avec les élus, et que toutes ces actions sont devant nous. La lucidité de ce que nous avons fait, la lucidité aussi de ce qu’il nous reste à faire, pour avoir vraiment

bousculé les structures.
Et enfin - et ce sera mon dernier mot - abordons ce débat avec modestie. Nous avons beaucoup discuté du décalage avec l'opinion publique. Que d'explications avons-nous données ! Et si, tout compte fait, les choses étaient beaucoup plus simples que cela.
Nous voulions changer la vie, nous le voulons, nous l'avons fait en partie. Mais comment s'étonner que ceux qui attendent avec raison, mais avec impatience, une légitime impatience, comprennent aussi facilement qu'il nous faut du temps, du travail et vaincre bien des difficultés.
Nous avions une charge énorme, et nous l'avons encore, d'espoir et d'impatience, au-delà même de ce que nous pouvions faire. Nous avons fait ce qu'il était possible, au mieux, au quotidien, avec opiniâtreté, avec volonté. Mais en aucun cas, nous ne pouvions espérer régler d'un seul coup toute cette charge énorme d'impatiences légitimes, d'angoisses et de souhaits de volonté de plus de sécurité, de volonté d'un meilleur vivre.
Nous avons leur soutien. Certains se sont arrêtés en bord de route. Nous les retrouverons, mais dans ces retrouvailles, nous retrouverons la même exigence, la même demande, le même espoir, la même difficulté à concrétiser sur le terrain les réponses à ceux qui attendent depuis longtemps, qui sont raisonnables, mais qui sont aussi impatients.
C'est cela, le décalage et rien d'autre.
Et puis, je puis vous dire que l'élu d'une fédération du Nord, l'élu du département du Nord que je suis, département touché en plein par la restructuration, la modernisation, la crise, l'accélération du progrès, n'a pas beaucoup de questions à se poser pour savoir où est le décalage. Il a des noms, il a des visages, il a des impatiences, il a des interrogations et des angoisses. Il a cette formidable charge qui est notre force et notre difficulté, de vouloir en même temps maîtriser le destin du pays et répondre aux questions criantes de ceux qui, dans cette situation, en souffrent le plus.
Alors, mes camarades, n'essayons pas je ne sais quelle exégèse sur le discours ou le non-discours. Je vais conclure président. Ce décalage, il est tout simplement dans ce que nous représentons, ce que nous voulons et ce que nous avons parfois la difficulté de réaliser.
Voilà très simplement pourquoi nous avons mené cette action, pour que la synthèse soit faite. Elle est faite et je demande au Congrès, aux militants, avec lucidité, avec modestie, mais aussi avec sûreté et avec fierté, de préparer cet avenir qui est le nôtre.
(Applaudissements)
Le président - Camarades, je donne la parole à notre Premier secrétaire, Lionel Jospin.
(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Mesdames, Messieurs, chers camarades, si l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt, je pense que tout l'avenir appartient aux membres de la Commission

des résolutions.
(Applaudissements)
Nous sommes en train, maintenant, de clore un très beau Congrès, un Congrès qui s'est déroulé dans un cadre splendide à propos duquel je veux remercier à nouveau les organisateurs toulousains de cette manifestation, les militants de la fédération de la Haute Garonne et aussi, pour le secteur organisation du Parti Guy Farré.
(Applaudissements)
Je veux remercier tous ceux qui ont tenu les stands, accueilli, conduit, accompagné nos invités de l'étranger ou de France, et particulièrement le service d'ordre dans sa mission efficace et courtoise.
(Applaudissements)
Eux aussi, ces camarades, ils ont peu dormi, pendant les nuits de ce Congrès.
Ce Congrès est un beau Congrès, parce que nous avons pu, à la fois, y débattre et nous rassembler. Nous avons eu des Congrès où nous nous sommes rassemblés, mais où nous n'avons pas su débattre. Nous avons eu des Congrès où nous avons discuté entre nous mais où nous n'avons pas pu nous rassembler. Et ce qui fait la force, la beauté et la signification de ce Congrès, que personne ne doit oublier ou être tenté de gommer, c'est justement qu'à la veille d'une échéance décisive, il a à la fois permis de débattre à partir des convictions des Socialistes, mais aussi de rassembler.
(Applaudissements)
Il a, ce Congrès, par la synthèse, permis d'assurer une des conditions du succès dans la bataille des élections législatives.
Et puis, il a aussi, bien que nous n'en mesurions peut-être pas encore tout à fait la signification, parce que nous avons l'œil fixé légitimement sur l'échéance qui vient, avec ce qu'elle représente de risques, de menaces et d'espoir, il a aussi posé - ce Congrès - posé des jalons pour l'avenir, pour l'avenir de ce Parti et pour l'avenir de notre peuple.
(Applaudissements)
Chers camarades, il n'a pas, cette fois-ci, comme à Bourg en Bresse, fallu une nuit blanche pour faire la synthèse, mais deux nuits courtes. On peut choisir ce que l'on préfère.
Nous avons fait la synthèse, et comme vous, je m'en réjouis profondément. Nous l'avons faite sans totalement effacer les visions différentes que nous pouvions avoir du passé immédiat, de ce que nous avions dit avant 1981, de l'action gouvernementale notamment dans sa phase initiale, et si nous avions pensé les avoir quelque peu effacées, il m'est apparu que cela nous avait été à nouveau rappelé ce matin.
(Applaudissements)
Nous avons - et cela, alors, c'est décisif et cela je peux vous le dire au milieu des discussions passionnantes, parfois un peu inquiétantes, mais finalement, dans la lumière de l'aube, tout à fait nettes, sur ce point, des alliances - nous avons, chers camarades, non seulement levé les procès d'intention réciproques qui peuvent parfois exister à la veille du débat, mais je crois que nous sommes

Collection Jean Jaurès

arrivés, profondément et sincèrement, à une vision commune de ces problèmes de la stratégie pour 1986.
(Applaudissements)
Nous sommes parvenus, sur un certain nombre de points importants, à marquer à nouveau des principes ou à opérer des désignations spécifiques à propos du problème des candidatures pour les élections législatives et régionales.
Et sur ce terrain, c'est vrai, qu'au stade où je parle, et je le regrette, des efforts nouveaux devront être accomplis, mais ils dépendront de chacun de vous, de l'ensemble des responsables nationaux, de l'ensemble des responsables fédéraux, en ce qui concerne la présence de femmes sur nos listes nous sommes encore loin du compte, et il faudra faire de nouveaux pas en avant.
(Applaudissements)
Sur les propositions que nous voulons faire aux Français, et que nous reprendrons dans la Convention de novembre, comme je l'avais dit d'ailleurs dans le débat, c'est tous courants confondus que nous parlerons aux Français.
En somme, je crois que nous avons fait une bonne synthèse, parce que nous avons fait une synthèse claire, et puisque à mon avis nous avons fait une synthèse claire, je crois, chers camarades, qu'une fois la synthèse faite, il ne faut pas trop tirer sur les textes !
(Applaudissements)
A cet égard, je voudrais dire avec l'amitié qui m'inspire, et avec le sourire nécessaire, que Michel me surprendra toujours un peu...
(Applaudissements)
Je l'avais trouvé terriblement synthétique avant la synthèse, et voilà que la synthèse faite, sur tel ou tel point, il reprenait son goût un peu particulier de l'analyse.
(Applaudissements)
Mais, allez, esprit de synthèse oblige, je préfère les faits aux mots, et je lui pardonne ce léger décalage entre la réalité et le discours...
(Vifs applaudissements)
Mais, effort de synthèse oblige, et à cause de mon goût pour l'histoire, je lui dirai, puisqu'il a parlé de Metz et de Toulouse, que, cher Michel, après Metz nous avons eu le 10 mai 1981, excusez du peu !
(Très vifs applaudissements)
Alors, esprit de synthèse oblige, j'espère qu'après Toulouse, nous pourrons faire aussi bien.
(Vifs applaudissements)
Cette unité réalisée par la synthèse, nous permet, je crois, d'aborder la campagne dans de très bonnes conditions. Le Parti, et j'espère que ceux qui nous observent, et parfois nous critiquent, mais aussi quelquefois nous aiment, parmi les observateurs disons de la presse, y ont été sensibles, je crois que par ce Congrès ce débat et sa conclusion, le Parti sort renforcé, car il a respecté ses règles du jeu, il est parti de la pensée sincère des responsables et des militants exprimée dans le débat pour parvenir ensuite à l'unanimité.
Ce Parti, je voudrais dire ici aux délégués, et aussi à nos camarades invités, qu'il

Fondation Jean Jaurès

est déjà au travail en ce qui concerne la campagne des élections législatives et régionales.
Un Conseil politique fonctionne, auquel il reste peut-être à donner un tout petit peu plus de panache, ou de notoriété, par des participations attendues, la direction en termes d'organisation, de finances, de réflexions, de préparation, des mots d'ordre, de fourbissement des armes et tactiques, la direction du Parti fait son travail, il est peut-être pour le moment sous-terrain mais le moment venu, peut-être avec esprit et l'effet de surprise, il apparaîtra au grand jour et vous en verrez la réalité.
La nouvelle direction du Parti Socialiste, que vous avez élue dans ce Congrès ce matin, avec le Comité directeur et qui elle-même au Comité directeur aura mercredi à élire le Bureau exécutif, à élire le Premier secrétaire du Parti, et sur ses propositions à élire le secrétariat, devra rapidement donner un élan encore plus fort, à cette campagne des élections législatives.
Dans quel esprit, camarades, devons-nous aller à cette bataille ? Eh bien, il me semble que la réponse d'une certaine façon résidait dans ce Congrès lui-même. Ce qui m'a frappé en entendant vos discussions, en voyant vos comportements, simplement en recevant vos gestes d'échanges ou d'amitié, c'est que je n'ai trouvé à la veille d'une bataille que chacun pourtant et à juste raison je crois, décrit comme incertaine, décrit comme difficile, je n'ai trouvé ni dans nos débats, ni dans nos échanges rapides et informels de militants, aucune acrimonie, aucun positionnement, et je dirai même aucune angoisse.
Certains nous parlent de défaite, ou d'échec, eh bien, moi je trouve que ce Congrès est le Congrès d'un parti qui va au combat et qui veut la victoire.
(Vifs applaudissements)
Pourquoi cet état d'esprit ? Pourquoi cette volonté de combattre, pourquoi cette absence de doutes ou de malaise? Parce que, d'abord, nous avons l'habitude, chers camarades, des combats difficiles, et en 1980, sous la responsabilité de François Mitterrand, à quelques mois de l'élection présidentielle, est-ce qu'on nous vouait à la victoire ou est-ce qu'on ne nous avait pas déjà promis la défaite? Eh bien, ce défi, cette fatalité, eh bien, ce caractère implacable des événements, nous les avons relevés, nous les avons brisés, nous nous sommes dressés, nous avons gagné !
(Vifs applaudissements)
Cet état d'esprit, non pas de certitudes, non pas d'arrogance, mais de volonté d'actions, je crois qu'il s'explique aussi par le fait que Parti et gouvernement réunis nous avons fait notre devoir.
Nous avons respecté nos engagements, ceux que je n'appellerai pas promesses électorales, mais engagements pris devant notre peuple, engagements attendus par notre peuple, avant 1981, y compris parfois sur tel ou tel plan nous avons dû en payer une partie du prix.
Nous avons fait notre devoir, nous avons réformé, nous avons réduit l'injustice, nous avons commencé à préparer l'avenir, nous avons affronté tous les défis de la société internationale, et les défis de la compétition sauvage, et donc, quelle que soit notre popularité actuelle, quel que soit le rapport de forces, tel qu'on l'a

décrit entre la Gauche et la Droite, et c'est vrai que pour le moment il n'est pas favorable, quelle que soit la perspective des élections législatives, nous pouvons aller la tête haute devant notre peuple.
Parce que tout de même, nous avons fait un certain nombre de démonstrations dans cette période, pour juger de notre politique on peut utiliser le mot "compétence", dans la lutte contre l'inflation, dans le redressement des grandes entreprises publiques, dans la priorité accordée à la recherche, dans la modernisation enfin développée.
Parce que pour parler de notre politique, on peut utiliser les mots "capacité de progrès social", dans les lois nouvelles pour les travailleurs, dans la retraite à 60 ans, dans les autres mesures sociales.
Parce que notre politique, elle a été résolution des conflits par le dialogue, et c'est ainsi que nous abordons la difficile question calédonienne.
Parce que notre action, elle peut s'appeler "volonté d'évolution", c'est la décentralisation rompant avec le vieux centralisme monarchique, et césariste, ce sont les réformes apportées à notre appareil judiciaire, parce que notre politique elle est en pleine crise, souci maintenu de solidarité avec les personnes âgées, sur le terrain, de la santé et des jeunes, sur le terrain des immigrés, parce que notre politique conduite particulièrement par François Mitterrand, sur ce point, c'est la défense de la France, de son image, de ses intérêts, de ses amitiés, sur la scène internationale, c'est une action continue intelligente, novatrice, pour que l'Europe se donne à nouveau un destin.
C'est la volonté de dialogue et de transformation des relations avec le tiers-monde, c'est une politique ouverte vers la paix, mais ferme sur les problèmes de sécurité, et de défense, c'est l'exigence de liberté portée non plus par un parti d'opposition, non plus par des militants d'associations ou de partis, mais affirmée sur la scène internationale par un Etat, Droits de l'homme, libération audiovisuelle, Droits des femmes avec les progrès accomplis, et puisque je parle ici de liberté, je voudrais au nom de la grande formation démocratique qu'est le Parti Socialiste m'adressant vers cette poudrière du Liban, à ceux qui peuvent entendre notre message, qu'ils donnent enfin la liberté à Jean-Paul Kauffman, à Michel Seurat, à Marcel Carton, à Marcel Fontaine.
(Applaudissements)
Parce que notre politique, c'est une formidable explosion des initiatives et des soutiens à la création, et à la culture, et comment ne pas saluer ici l'action exceptionnelle d'un homme, comme Jack Lang, et de son équipe, pour faire que les créateurs puissent s'exprimer, pour que la culture descende dans la rue, pour que le Socialisme ce soit aussi la fête, que ce soit aussi la joie, qu'il n'ait pas simplement la couleur morose des statistiques économiques.
Alors, je remercie non seulement Jack Lang de ce qu'il a fait dans ce domaine, mais aussi, directement, et comme un témoignage du mouvement qui porte vers nous créateurs, scientifiques, intellectuels, je voudrais saluer ici le talent apporté dans ce Congrès, y compris de façon vivante et devant vous, devant l'œil implacable des critiques familiers que vous pouvez être, par les peintres-architectes Boisrond et Rougemont.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Cette action gouvernementale, chers camarades, elle doit être portée plus loin et, d'ailleurs, le gouvernement lui-même est conscient de cette nécessité.
Il n'est en rien, ni par ses projets, ni par ses attitudes, ni par le comportement de celui qui l'anime, un gouvernement qui expédierait les affaires courantes. Non. Ni dans les textes qu'il propose au vote du Parlement et de la majorité Socialiste qu'anime avec compétence André Billardon, ni dans les décisions qu'il prend, il n'est en rien ce type de gouvernement, mais au contraire, lorsqu'il prend des décisions de modernisation de la police face au problème d'insécurité, lorsqu'il investit massivement dans la rénovation de l'enseignement technique, lorsqu'il renouvelle le plan de développement et d'épanouissement de la recherche en France, ce gouvernement qui est le nôtre construit l'avenir du pays ! C'est d'ailleurs ce que nous a rappelé Laurent Fabius hier, lorsqu'il a évoqué les cinq grands problèmes, les cinq grands enjeux sur lesquels il entendait, avec ses ministres et, bien sûr, avec nous, travailler.
Nous devons donc nous-mêmes, pour continuer à faire vivre ce dialogue noué avec ceux qui nous représentent dans le pouvoir d'Etat, faire nos propositions.
La motion d'orientation, désormais unanime, du Congrès, qui est notre loi, notre inspiration pour les deux ans qui viennent, les propositions que la Convention fera pour notre plate-forme, pour notre nouveau contrat avec le peuple, au mois de novembre, seront la façon par laquelle le Parti fera justement ses propositions au pays.
Il nous faudra, je crois, dans la campagne, par cette Convention, tout particulièrement en direction du monde du travail dont une partie peut hésiter et dont le vote sera décisif, je le rappelle, en 1986, montrer notre capacité à agir mieux ou davantage dans l'avenir dans quatre directions, a mon avis essentielles.
Dans la lutte pour la croissance, je me demande si les politiques d'inspiration keynésienne, dont les limites, a l'évidence, sont maintenant démontrées dans le cadre spécifiquement national, ne peuvent pas garder davantage d'impact et présenter moins d'inconvénients dans le cadre plus vaste de la réalité européenne. Je pense que nous devrions proposer à nos partenaires - et d'ailleurs, dans une certaine mesure, nous l'avons déjà fait - une politique de stimulation, une politique de grands travaux, qui utiliserait toute la puissance, toutes les ressources du marché intérieur européen, avec, si c'est nécessaire, une protection de ce marché contre les résurgences protectionnistes du puissant compétiteur américain.
(Applaudissements)
Je crois, chers camarades, que nous devons montrer que nous pouvons assurer un nouvel essor à la lutte pour l'emploi par la croissance, pour autant que nous pourrons en retrouver des éléments, les contraintes étant desserrées, le muscle industriel ayant été retrouvé. Mais nous savons aussi que l'aménagement du travail sera nécessaire. La modernisation des techniques, les modifications dans la production peuvent être acceptées par les travailleurs de ce pays, qui sont tournés vers le progrès, a condition naturellement que nous n'acceptions en rien

les pressions qu'exercent certains pour remettre en cause les acquis sociaux.
(Applaudissements)
Nous devons agir dans le sens de la justice fiscale en portant l'accent sur la réforme de la fiscalité locale et en nous attaquant enfin à ce que j'appellerai la fiscalité sociale où, à défaut de pouvoir aller dès maintenant vers la progressivité, comme elle existe dans le domaine de l'impôt sur le revenu, il est au moins temps d'envisager que l'on passe des formules dégressives aux formules de caractère proportionnel.
(Applaudissements)
Nous devrons enfin être capables, dans le débat sur la protection sociale que nous avons amorcé dans la Commission des résolutions, de montrer une diversification des risques, des couvertures, et en particulier d'aller dans le sens de la prise en compte des risques issus des mutations économiques, car si nous ne sommes pas capables de protéger les travailleurs contre les risques de ces mutations, la mobilité professionnelle ou la mobilité géographique, alors ceux-ci regimberont, peut-être se dresseront contre les mutations et les évolutions nécessaires à la modernisation.
Au fond, chers camarades, je crois qu'il est important dans la campagne - et le gouvernement aura aussi à nous dire, bien sûr, si nous ne nous engageons pas trop loin, car nous ne devrons pas déboucher sur un discours irréaliste - je crois qu'il est important dans cette bataille qui vient de montrer que non seulement la France n'est pas menacée, condamnée à la réaction sociale avec la Droite, mais qu'elle ne doit pas non plus se considérer comme résignée à la rigueur austère avec la Gauche !
(Applaudissements)
Chers camarades, le contexte dans lequel va se dérouler la bataille des élections législatives s'est, à mon avis, modifié depuis quelques mois, même si certains des observateurs n'y ont pas encore pris garde.
Rappelez-vous, nous sommes venus au pouvoir dans un mouvement social et politique qui a été à la fois logique et, en même temps, une formidable surprise. nous sommes venus au pouvoir à contre-courant d'une évolution internationale et dans le plein essor d'une vague conservatrice. Cela a pesé sur nous et Pierre Mauroy, qui a eu à conduire les premières années de la politique gouvernementale, le sait mieux qu'aucun autre.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, cette vague, sur laquelle les gazettes brodaient à l'envi, est singulièrement retombée depuis !
Quand même ! Quand vous voyez que les Etats-Unis de Reagan acceptent successivement, en quelques semaines, d'une part, que l'on atténue les privilèges du dollar en acceptant que cette monnaie soit l'objet d'achats et de ventes sur le marché monétaire afin de la conduire à la baisse, et quand, dans le même temps, les instances du FMI et de la BIRD, les Etats-Unis commencent a réviser leur politique devant les désastres du tiers-monde en matière d'aide aux pays sous-développés, quand on pense au contexte dans lequel François Mitterrand faisait, mais à contre-courant, le discours de Cancun, on a

l'impression que, quelques années après, d'une certaine façon c'est Reagan, devant la réalité des faits, devant la détresse de masses, qui est obligé de reprendre à son compte une partie des propositions faites par la France !
(Très vifs applaudissements)
Et puis, voyez les problèmes des gouvernements conservateurs qui étaient triomphants il y a encore quelques mois, voyez les problèmes de crise politique au sein des coalitions en Allemagne Fédérale ou au sein du leadership conservateur, et voyez au contraire, en Grande-Bretagne, malgré la division du mouvement Socialiste - menace pour le Labour - en Allemagne, avec les résultats d'élections partielles d'une importance formidable, en Suède, en Espagne, et même d'une certaine façon - si l'on regarde les chiffres globaux de la Gauche et non plus les chiffres du Parti Socialiste seulement - au Portugal ! Nous n'avons pas tassement, nous n'avons pas recul des forces du Socialisme démocratique, mais au contraire à nouveau mouvement en avant !
(Applaudissements)
Chers camarades, dans ce débat d'idées qui est également important pour entraîner la conviction des gens, il faut montrer - parce que les faits le montrent - que le libéralisme est une doctrine non pas d'aujourd'hui, mais du 18ème siècle, totalement inadaptée aux réalités de l'économie et de la société. Et encore, au 18ème siècle et au 19ème siècle, c'était une doctrine cruelle, c'était une doctrine injuste, mais elle était en même temps dynamique, vigoureuse, confiante, assurée elle-même, assurée dans ses dogmes, à l'image même de la bourgeoisie ou des classes dirigeantes qui la portaient alors dans un mouvement historique, alors que maintenant, à la fin du 20ème siècle, ce libéralisme n'est plus qu'une doctrine rancie, n'est plus qu'une doctrine brutale, n'est plus que l'expression d'une volonté de revanche, n'est plus qu'un argument opportunisme face aux effets de mode et est, en réalité, le masque de la réaction sur toute la ligne !
(Très vifs applaudissements)
Eh oui, le Socialisme démocratique a le vent en poupe dans toute l'Europe, et ce vent qui souffle, il ne m'étonnerait pas qu'il souffle aussi dans nos propres voiles !
Je pense que ce mouvement historique, qui a pesé sur nous et qui s'est renversé, peut d'une certaine façon contribuer à modifier le contexte des élections législatives.
C'est vrai qu'en France, les conservateurs n'étant pas au pouvoir depuis quatre ans et demi, cette mode du libéralisme n'est pas encore tenue pour ce qu'elle est. Mais il serait bon que nous appelions les Français à ouvrir les yeux et à regarder tout près d'eux, de l'autre côté de la Manche, pour considérer ce que l'on commence à appeler maintenant - je lisais, en venant au Congrès, un article qui ne vient pas de "l'Unité", mais du "New York Herald Tribune"... ce n'était pas les mots de cet article, mais c'est cette idée que je veux faire passer - une véritable maladie anglaise.
Or, mes chers camarades, cette maladie de l'Angleterre n'est pas la maladie d'un peuple. Ce peuple, il est fier, il est assuré, il n'a pas perdu ce qui a fait sa grandeur, sa ressource. Non. La véritable maladie économique et sociale qui est

en train de ruiner la Grande-Bretagne, de miner ses ressorts, de bouleverser ses valeurs, cette maladie, c'est justement, chers camarades, la maladie du libéralisme qu'on nous propose du côté de la droite française !
(Très vifs applaudissements)
Alors il faut parler aux Français, il faut aller vers les citoyens de ce pays et il faut leur dire : c'est vrai qu'il nous est arrivé, à nous, la Gauche, quelque chose qui ne nous était jamais arrivé dans l'histoire. Nous venions au pouvoir, nous faisions des réformes, nous faisions un feu de joie social, et puis nous devions repartir, et pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les Socialistes se sont succédés à eux-mêmes, ils ont fait les réformes, ils ont eu aussi la gestion à assurer.
(Applaudissements)
Nous nous sommes succédés à nous-mêmes, avec la retombée de l'espoir, avec les difficultés de la gestion. Mais puisque je parle de succession, je crois qu'il faut dire aux Français, et plus particulièrement, je pense, aux gens de Gauche, aux hommes et aux femmes de Gauche qui ont eu raison de voter comme ils l'ont fait en mai 1981, il faut leur dire : puisque vous avez consenti des efforts parfois difficiles, ne laissez pas le fruit de vos efforts cueillir par les autres ! Ne les laissez pas tirer les marrons du feu ! Cueillez les fruits de vos efforts vous-mêmes en reconduisant les Socialistes au pouvoir !
(Vifs applaudissements)
L'élection de 1986, chers camarades, sera un choix, un choix entre la Gauche et la Droite, n'en déplaise à la direction du Parti Communiste qui s'isole et qui étiole son Parti à vouloir en vain le nier, et je pense, chers camarades, que la synthèse étant faite, il n'est peut-être plus temps, en tous cas au-delà de ce Congrès, de débattre encore de nos différences, mais il est peut-être temps ensemble, comme nous l'avons fait avant, de combattre d'abord et surtout la Droite.
(Applaudissements)
Effectivement en 1986 il y aura un choix, un choix sur la Nouvelle-Calédonie. Est-ce qu'on prendra en compte cette réalité contradictoire d'une aspiration indépendantiste et d'une volonté en face de rester dans le cadre français, et aussi dans le cadre d'un certain nombre de privilèges, pour imposer la victoire d'un camp sur un autre qui ne pourrait être assurée que par la violence, que par la répression, que par le retour à la méthode historiquement balayée qui serait menaçante pour nos intérêts tels qu'on prétend par ailleurs les défendre, ou bien est-ce qu'on ne préfère pas avec les Socialistes partir des contradictions, ne pas nier les intérêts antagonistes, mais nous efforcer de les concilier par la voie du dialogue ?
(Applaudissements)
Il y aura un choix sur la politique économique. Est-ce qu'on pense que l'Etat, sans se mêler de tout, mais en stimulant, mais en orientant, mais en aidant à prévoir, doit continuer, dans un pays capitaliste de structures industrielles encore faibles comme la France, à jouer un rôle, ou est-ce que l'on veut recourir aux méthodes du libéralisme sauvage, avec les conséquences à mon avis

Fondation Jean Jaurès

désastreuses que cela aurait, notamment dans les secteurs qu'on dénationaliserait ?
Il y aura un choix sur les problèmes de protection sociale. Est-ce qu'on veut, tout en assumant les problèmes de financement, tout en rendant les Français conscients que s'ils veulent un système de protection avancée ils doivent aussi en payer le prix, continuer à se fonder, comme l'ont fait ceux qui s'inspiraient du Conseil national de la résistance, qui ont fondé les bases il y a 40 ans de la sécurité sociale, sur les concepts et les réalités de la solidarité, ou est-ce qu'on veut là encore réintroduire l'inégalité, réintroduire d'un côté les systèmes d'assurance sociale et de l'autre les vieilles notions de l'assistance ?
Il y aura un choix sur la place du mouvement syndical et des droits des travailleurs dans le monde de la production. Est-ce qu'on pense que nous avons besoin de syndicats forts, de syndicats écoutés, de syndicats respectés, de syndicats représentatifs, pour autant bien sûr que leurs méthodes restent bien celles classiques, traditionnelles, reconnues par le mouvement ouvrier, ou est-ce qu'on veut réduire, humilier, combattre les syndicats et rogner les conquêtes qui sont celles des travailleurs dans les entreprises ?
Il y aura un choix sur le traitement d'un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés nos sociétés, problème de la vie en ville, problème des relations entre des communautés différentes, problème de la place que la jeunesse a le droit de prendre dans la cité, problème de l'isolement de trop nombreuses personnes âgées. Veut-on aborder ces problèmes avec tolérance, avec esprit d'égalité, avec respect des autres, avec volonté de conciliation, avec ouverture à des cultures et traditions différentes, ou croit-on qu'on peut régler ces problèmes par la xénophobie, par l'autoritarisme, par l'incitation à la violence ?
(Applaudissements)
Il y aura des choix sur l'école. Est-ce que nous pensons que l'école publique, que l'école laïque, que l'école de la diversité, que l'école de la tolérance a besoin d'être défendue, a besoin d'être épanouie, ou est-ce que nous voulons là aussi introduire les concepts de marchandise, les concepts de profit, les concepts d'inégalité dans le système éducatif français ?
Il y aura des choix de politique internationale. Est-ce que l'on va soumettre notre politique, comme le fait la Droite autour de M. Chirac, sur le programme IDS de M. Reagan ? Est-ce que l'on veut soumettre notre défense nationale et nos intérêts à des conceptions stratégiques qui sont celles des Etats-Unis, ou est-ce que l'on veut affirmer, dans le respect de nos alliances, la souveraineté de la France ?
Chers camarades, il peut exister à Droite des positionnements différents. M. Chirac joue volontiers les pourfendeurs, et M. Barre les modérateurs, même si c'est un curieux modérateur que celui qui a déjà rencontré deux fois M. Le Pen.
(Applaudissements)
L'un, si vous voulez vous référer avec moi un instant à des instruments de mesure ou d'orientation, serait plutôt en matière de conception politique, symbolisé par une girouette.
Il est là sur le clocher de l'église désertée du gaullisme, et il tourne à tous les

vents, en changeant de programme, de ton, d'options, selon qu'on le conseille ou selon que les sondages l'inquiètent.
L'autre, c'est différent, celui là il a effectivement apporté, M. Barre, à la science politique française, à l'art de gouverner, et au monde des instruments météorologiques, un nouvel instrument, le"barromètre", écrit bien sûr avec deux "r"...(applaudissements)… qu'il gèle, qu'il vente, qu'il fasse beau, qu'il crachine un peu, qu'on soit en période de dépression, ou au contraire que nous soyons en plein azur, le baromètre de M. Barre, l'instrument de mesure des intérêts de la France, par M. Barre, indique toujours sur chaque radiation "auto-satisfaction".
(Applaudissements)
Alors, si les Français veulent la Droite, la Droite dont l'accord sur le programme est réel, même si elle est déchirée par des factions rivales et par des ambitions féroces, si les Français veulent la Droite, ils l'auront.
Ils l'auront, mais je ne suis pas sûr, malgré les sondages, et malgré les réalités électorales que je ne méconnais pas, qu'ils aient véritablement pris cette décision du retour en arrière.
Je crois que le rapport de forces dans la société française n'est pas définitif, qu'il n'est pas gelé. Je pense qu'en réalité, nous sommes peut-être à la fin de cette période qui effectivement avait inscrit durablement un rapport droite-gauche, qui nous était défavorable.
Et que si celle-ci ne s'est pas encore profondément modifiée, la réalité politique est plus complexe, plus mobile, plus diversifiée, et c'est pourquoi je pense que nous pouvons par notre action faire bouger les choses. Nous pouvons faire bouger les choses, et nous y aiderons grandement les résultats de la politique du gouvernement dont certains tout de même sont patents, et ne peuvent pas être niés par les observateurs.
Nous y parviendrons à faire bouger les choses, si nous nous mobilisons, nous Socialistes, puissamment dans la campagne des élections législatives.
Le Premier Ministre a dit hier qu'il attendait beaucoup de nous, et que "l'équipe de France", lui-même et ses ministres, attendaient beaucoup de l'équipe Socialiste. Alors je voulais lui dire qu'il a raison d'attendre beaucoup de nous, car nous-mêmes nous attendons beaucoup du gouvernement.
(Applaudissements)
Il a raison, car nous allons donner beaucoup dans cette campagne qui s'ouvre, Qu'il sache que l'équipe Socialiste sera sur le terrain, et qu'elle n'a pas l'intention de se cantonner à jouer seulement dans ses 18 mètres.
Il est dommage que nous ne puissions pas aller à cette bataille avec ceux qui ont été, pendant les années 70, nos alliés, alliés inconfortables, alliés déjà infidèles, et puis alliés revenant à nous parce que leurs électeurs le leur avaient dit ; il est dommage que nous ne puissions pas aller à cette bataille avec le Parti Communiste, digne de son histoire, digne de ses prétentions à l'unité ancienne et qui se détourne du chemin, qui s'engage dans une impasse et qui ne sait pas et saura de moins en moins - plus nous approchons de mars 86 et plus le choix droite-gauche sera clair - où se situer dans la vie politique française et dans le combat en cours.

Fondation Jean Jaurès

(Vifs applaudissements)
Oui, c'est dommage. C'est dommage parce que nous, Socialistes, comme il est dit dans le texte de synthèse, nous restons fidèles à notre stratégie, même si nous sommes obligés d'en vivre autrement les thèmes, dans une situation politique modifiée et nous ne cédons en rien à l'anticommunisme.
Je dirai que non seulement la direction du Parti Communiste pratique l'anti-Socialisme, mais, chers camarades, quand je vois les conséquences de sa politique pour son propre parti, je me dis que c'est là que sont les plus grands anticommunistes.
(Applaudissements)
Chers camarades, c'est dommage, mais nous devons pratiquer néanmoins cette ouverture, esquisser ce mouvement de rassemblement politique d'abord, puis de rassemblement de notre peuple, nécessaire et pour la bataille de 86 et pour les batailles à venir.
Je ne vais pas ici redire ce que Jean Poperen a dit sur cette nécessaire ouverture. Je sais que, dans tel ou tel endroit, pour telle ou telle personnalité, elle est difficile à faire, chers camarades, mais considérez que, pour des raisons que nous connaissons bien, elle serait difficile, en tout état de cause, à faire partout. Si nous étions sur une liste nationale, comme aux élections européennes, nous pourrions ouvrir nos listes à un certain nombre de personnalités significatives, sans que cela ne représente un insupportable traumatisme pour nos militants, dans une fédération. Mais chers camarades, ce n'est pas la réalité. Comme les listes sont départementales, il faut bien comprendre, pour que telle ou telle personnalité à propos de laquelle nous sommes d'accord politiquement, globalement, pour qu'elle soit sur nos listes, pour ce qu'elle représente, avec d'autres, il faut bien comprendre que cela doit nécessairement s'inscrire dans une réalité fédérale, et pour des raisons historiques, pour des réflexes qui traduisent une capacité de rénovation plutôt de renouvellement, peut-être pas tout à fait suffisante, eh bien, c'est difficile...
C'est pourtant dans ce premier signe, dans la présence d'Huguette Bouchardeau, dans la présence d'Henri Fiszbin, expression des Communistes qui ne désespère pas d'une action politique... (applaudissements)… on avait un peu oublié de l'applaudir, tout à l'heure, autant que d'autres - c'est dans la présence, effectivement, de notre ami Stirn que se manifestent les premiers signes de ce rassemblement, que l'on dit, par ailleurs, tous ensemble, sincèrement, honnêtement vouloir opérer, mais qui passe par ces réalités concrètes, individuelles avec les difficultés qu'elles peuvent provoquer à tel ou tel endroit.
Chers camarades, je voudrais dire aussi nettement, en direction de l'opinion et en direction de nos amis du Mouvement des Radicaux de Gauche, que le Congrès a dit ici et redit solennellement ce qui est ma conviction depuis le début, ce qui est la conviction des responsables gouvernementaux, à savoir qu'il est bon, conformément à une tradition ancienne, qu'il est utile que nous puissions avoir un accord politique, un accord politique global certes mais un accord politique honnête avec les Radicaux de Gauche. De cette tribune et en réponse à leur propre Congrès, mais avec peut-être un esprit unitaire un peu plus

développé, je leur propose cet accord politique.
(Applaudissements)
Chers camarades, avec nos alliés, avec ces personnalités avec tous ceux qui vont s'engager, nous allons mobiliser toute notre force dans la campagne. François Mitterrand ne sera pas en tout cas de façon directe, de façon physique, de façon personnelle, de façon affective, ne sera pas au cœur même de cette campagne politique des élections législatives. Il est, je crois, conforme à sa fonction de Président, de Président des Français qu'il ne puisse conduire cette bataille, mais compte tenu de tout ce qu'il a fait avec nous, compte tenu des souvenirs que j'ai gardés de la dernière bataille législative de 1978, qu'il avait conduite, de la dernière bataille des élections présidentielles qu'il avait menée à la victoire, je voudrais ici, de cette place et en votre nom, le saluer et lui dire notre gratitude.
(L'assemblée, debout, applaudit très longuement. Puis, bans d'applaudissements)
Il sera, Chers camarades respectueux de la conception qu'il a des devoirs de sa charge et de ses engagements devant les Français et la communauté nationale, mais il sera, je le sais, et de toute façon il nous l'a écrit, il sera fidèle à ses convictions et même s'il n'est pas présent dans cette campagne, et même s'il est, à beaucoup d'égards, l'enjeu indirect de cette campagne, sa fermeté et sa fidélité comme je l'ai dit le premier jour, je le redis le dernier, seront un point d'appui formidable dans la bataille politique que nous allons conduire.
(Applaudissements)
Alors, nous allons mobiliser toutes nos forces. Le Premier Ministre et le Premier secrétaire du Parti, les ministres et les dirigeants du Parti Socialiste, les élus et les animateurs fédéraux et les militants, nous sommes, chers camarades, qui ne le voit ici, expression d'une communauté beaucoup plus vaste, qui ne le voit ici, nous sommes une force puissante mais cette force n'est rien à côté de la force potentielle immense qui réside dans notre sein et que nous devons projeter à l'extérieur. Car, effectivement, chers camarades, c'est mon premier mot de conclusion - car j'aurai deux mots de conclusion ou deux façons différentes de conclure ce Congrès - il faut maintenant, chers camarades, ce Congrès, ce qu'il manifeste de cohésion politique, de réponse aux attentes des Français, de volonté d'interrogation, il faut, cette force, la projeter sur le terrain vers les Français, avec vigueur, contre la Droite, avec conviction vers l'ensemble des citoyens, avec amitié et passion vers les nôtres, avec esprit de tolérance et de dialogue vers tous.
C'est, chers camarades, par le rassemblement collectif des militants et des sympathisants Socialistes, par l'engagement individuel de chacun, responsable ou militant, déployant son énergie, sa capacité créatrice, sa volonté de convaincre, utilisant ses réseaux politiques associatifs, amicaux, partant de sa notoriété, partant de ses positions dans le monde du travail, dans le monde de la création, dans le monde de la culture, partant de cette force collective et de chacun de ses talents individuels, c'est, partant de cette force que je vous convie à cette tâche immense et passionnante d'avoir, après nous être inscrits dans la durée, à nous inscrire dans la victoire !

(Vifs applaudissements)
Chers camarades, je vais peut-être me rendre au milieu de la tribune pour ma conclusion.
J'ai Chers camarades, devant moi, la diversité du Parti et on ne l'a pas oubliée tout à l'heure. Je vois devant moi Jean Pierre Chevènement… (applaudissements)... Pierre Mauroy… (applaudissements)… Michel Rocard... (applaudissements)... J'ai, devant moi, la diversité du Parti et je voudrais que nous montrions maintenant, ensemble, son unité. C'est pourquoi j'appelle Pierre Mauroy à monter me rejoindre à la tribune...
(Bans d'applaudissements)
C'est pourquoi j'appelle Jean-Pierre Chevènement à me rejoindre à la tribune...
(Bans d'applaudissements)
C'est pourquoi j'appelle Michel Rocard à me rejoindre à la tribune…
(Bans d'applaudissements)
Je demande au Premier Ministre, Laurent Fabius, de nous rejoindre à la tribune…
(Ovations et bans d'applaudissements)

Dans la salle - Une femme !... Une femme !...

Lionel Jospin - Chers camarades, nous voilà tous rassemblés ici. Avec eux, avec vous, nous rassemblerons les Socialistes, nous rassemblerons les hommes et les femmes de gauche, nous rassemblerons les Français. Préparons-nous à la bataille. Fixons-nous comme objectif la victoire !
(Ovations et bans d'applaudissements)

Le président - Camarades, je déclare clos le Congrès de Toulouse.
Bon retour.
Au prochain Congrès de notre Parti !
(Vifs applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès